
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01445975 4



La Patrie en Danger

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CE VOLUME :

50 Exemplaires sur Japon, numérotés. . . 1 à 50

500 Exemplaires sur Hollande Van Gelder, numérotés . . . . 51 à 550

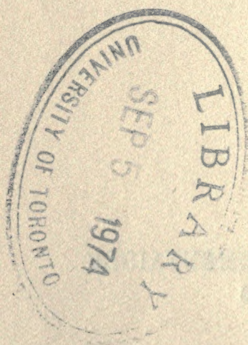
GUSTAVE HERVÉ

La Patrie en Danger

Recueil in extenso des articles
publiés par Gustave Hervé dans la *Guerre Sociale*
du 1er juillet au 1er novembre 1914



PARIS
BIBLIOTHÈQUE DES OUVRAGES DOCUMENTAIRES
16, RUE ALPHONSE-DAUDET, 16


UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
SEP 5 1974

PRÉFACE

Voici, rassemblés en volume, les articles fiévreusement écrits au jour le jour, pour les lecteurs de la *Guerre Sociale*, pendant les trois premiers mois de la grande tragédie.

En les lisant, on revivra les heures d'angoisse, d'espérance et de triomphe que nous avons connues dans ces semaines inoubliables où subitement dans un ciel calme et serein de gros nuages noirs s'assemblèrent du côté de la Serbie et de l'Autriche, où ils crevèrent sur notre malheureuse Europe en un déluge de sang ; où subitement aussi en France toutes les querelles politiques se turent, où dans un religieux silence ceux qui avaient le bonheur d'être jeunes et d'avoir bon pied bon œil coururent à la frontière comme un seul homme, le cœur serré, la gorge étranglée par l'émotion, mais décidés à en finir une bonne fois avec le militarisme prussien et à écarter la menace qui depuis quarante-quatre ans planait sur nos têtes de vaincus.

Les « poilus » qui liront ces pages écrites au

moment où eux-mêmes reçurent en pleine poitrine l'avalanche prussienne, et qui ne connaissent rien de ce qui se passait à Paris et à l'intérieur, aux heures tragiques de Charleroi et de Morhange, aux heures immortelles de la victoire de la Marne verront que, pendant leur retraite sur Paris, les civils eux aussi ont tenu bon, et que la France entière était debout derrière eux, confiante en leur héroïsme, prête à s'ensevelir avec eux, s'il l'avait fallu, sous les ruines de la patrie.

On me pardonnera de placer en tête de ce volume les quelques articles parus en juillet, après le premier ultimatum autrichien à la Serbie, encore qu'ils ne soient pas très « union-sacrée ».

J'ai tenu à ce que le grand public qui, dans la suite, s'est intéressé à notre *Guerre Sociale* devenue un des grands organes quotidiens de la Défense nationale, se rendît compte des préoccupations qui étaient celles du parti socialiste auquel j'appartiens dans les semaines qui ont précédé la catastrophe, et qui ne sont point celles qu'il peut se figurer : il y verra combien notre pensée était orientée vers les grands problèmes de la politique extérieure et quelle était notre anxiété au sujet de l'insuffisance de notre préparation militaire.

Je rassemble mes articles des trois premiers

mois de la guerre sous le titre : ***La Patrie en Danger***.

La Patrie en Danger, c'est le nom du journal qu'il y a quarante-quatre ans, le révolutionnaire Blanqui, qui avait passé sa vie en prison pour avoir trop aimé le peuple et la République, publia dans Paris assiégé, et où chaque matin il claironnait ses appels aux armes.

Il reste dans mon parti socialiste des survivants de cette année terrible, dont Edouard Vaillant est la plus grande figure, vieux Communards qui se jetèrent dans la Commune par passion patriotique et républicaine parce qu'ils voulaient la guerre à outrance, et refusaient d'accepter la défaite.

Je serais heureux si dans les pages qui suivent ils retrouvaient quelque chose de la flamme patriotique, républicaine et socialiste de leur vieux Blanqui.

GUSTAVE HERVÉ.

Août 1915.

La Patrie en Danger

◉ ◉ ◉

Mercredi 1er juillet 1914.

Oraison funèbre de l'archiduc.

Son Excellence Viviani était tenue par le protocole de se frapper la poitrine en public et de crier à l'univers que l'humanité tout entière réprouvait l'attentat de Serajevo.

Moi, qui ne suis tenu par aucun protocole, le seul attentat que je déplore, c'est celui qu'ont commis les Autrichiens sur les Serbes de Bosnie et qui vient de recevoir à Serajevo sa juste récompense.

Toutes les jérémiades officielles n'empêcheront pas la vérité d'être la vérité.

La vérité, c'est que, à leur tour, les Slaves de l'Autriche-Hongrie, après ceux des Balkans, veulent se constituer en nations souveraines libres de leurs destinées, groupant les gens de même race dans un même cadre national.

Pourquoi voulez-vous que les Slaves ne fassent pas ce qu'ont fait les Français, les Allemands et les Italiens?

Le droit de la Bosnie, c'était de faire comme toutes les autres provinces serbes jadis occu-

pées par les Turcs, c'était de secouer le joug turc et de constituer avec les autres Serbo-Croates du Sud de l'Autriche une nation serbe.

Le gouvernement autrichien en a jugé autrement : en 1878, il a occupé la Bosnie « provisoirement »... et en 1908, il a décrété son annexion définitive. De quel droit ?

Voilà donc ces messieurs en Bosnie, chez des gens qui ne les ont pas demandés, qui ne parlent pas leur langue, qui ne sont pas, en majorité, de leur religion, et qui, par-dessus le marché, les détestent.

Ils commencent par établir partout de solides garnisons autrichiennes ; ils vous livrent toute l'administration locale à des fonctionnaires appelés de tous les coins de la monarchie austro-hongroise. Ils vous excitent les Serbes catholiques, les Croates, contre le reste de la population orthodoxe et, sous l'influence des Jésuites si puissants à Vienne, ils parlent même de ramener la Bosnie au catholicisme romain.

Des libertés politiques, à peu près comme en Russie.

Des égards pour la population qu'ils ont asservie, à peu près comme von Forstner à Saverne. Il y a peu de temps, dans une des grandes villes de Bosnie, au théâtre, on jouait une pièce injurieuse pour les Serbes : les officiers autrichiens ricanent. Les étudiants du pays sifflent. Les von Forstner autrichiens dégainent et vous sabrent ces *voyous*, puis font fermer leur lycée.

Après tout, leur rêve n'est-il pas de sabrer de même les Serbes du royaume de Serbie ? Est-ce

que l'armée autrichienne, pendant toute la guerre des Balkans, n'a pas été mobilisée aux portes de la Serbie ? Est-ce que sans la peur de la Russie et sans la sagesse du vieil empereur François-Joseph, son héritier le grand-duc Ferdinand n'aurait pas envahi la Serbie et ne l'aurait pas mise à feu et à sang ?

Et c'est quand les Serbes de la Bosnie sont encore tout frémissants de ces événements que l'archiduc en personne, avec sa digne moitié, a l'effronterie de venir parader à Serajevo, au milieu de ses victimes !

Vous trouvez mauvais que, de la race vaincue, asservie, menée à coups de sabre, deux jeunes gens se soient levés pour faire le geste vengeur ? Moi pas, c'est le contraire qui me ferait de la peine.

Au dire de notre Excellence Républicaine, toute l'humanité protesterait contre ce geste vengeur !

Allons donc ! Il y a 10 millions de Serbes, dont 5 millions dans la Serbie indépendante, qui, s'ils l'osaient, dresseraient une statue au patriote qui a traduit à coups de browning le sentiment de tous les Serbes d'Autriche et de Serbie !

Demandez donc à la nation italienne qui fut un demi-siècle sous la botte autrichienne si tous les moyens ne sont pas bons pour se débarrasser de l'étranger qui vient chez vous vous traiter en pays conquis !

Il n'y a que notre pauvre France républicaine qui ne comprend rien à ce mouvement si légitime, si incompressible des nationalités sla-

ves en formation, qu'elle a déclanché elle-même dans toute l'Europe lorsqu'en 1789-93, elle proclama le droit des hommes et des peuples à la liberté. Même mes frères en socialisme, tout entiers absorbés par le côté économique des problèmes sociaux, n'ont pas l'air de voir qu'il y a là une queue des mouvements nationaux qui ensanglantèrent le XIXe siècle, queue autrement plus dangereuse pour la paix de l'Europe que tous les conflits d'ordre économique entre classes capitalistes allemande, anglaise ou française. Car les hommes d'affaires savent bien qu'un mauvais arrangement vaut mieux pour eux qu'une bonne guerre qui serait une catastrophe pour les affaires. L'orgueil national, la vanité nationale, la sentimentalité des nations sont autrement intraitables.

Les Slaves du centre de l'Europe en sont encore à 1848, au temps de la jeune Europe de Mazzini et de Kossuth : leur jeunesse, leur élite — l'élite à laquelle appartient l'étudiant Prinzip — rêve de constituer sur les ruines de la monarchie austro-hongroise et de ce qui fut autrefois la Turquie, une fédération de jeunes nations démocratiques. Dans sa marche à l'étoile, cette jeunesse slave est encouragée, soutenue par le souvenir de la Révolution française. Elle continue à tourner les yeux vers cette France révolutionnaire qui, à l'étranger, malgré notre décadence et les déceptions que la République Française a données à l'Europe libérale et démocratique, a conservé tout son prestige. Elle attend, chaque fois qu'elle fait un geste de révolte, une parole d'encouragement de l'aînée

qui ouvrit les voies de la révolte. Elle l'attend non de ministres qui ont la bouche cousue par le protocole, mais de notre presse républicaine.

Ah! chers amis de l'étranger, vous nous demandez, du fond de vos cachots, ce que dit la France, la grande France, de vos soulèvements républicains en Romagne et de votre lutte héroïque là-bas contre le tsarisme, et de vos gestes de généreuse colère contre les oppresseurs autrichiens qui vous tiennent sous leurs bottes?

Ce que dit la grande France?

Elle ne dit rien, et, ce qui est plus triste, elle n'en pense pas davantage.

Elle se contente de vous contempler stupide, le regard éteint, de l'œil intelligent d'un bœuf qui regarde passer un train!

Mercredi 15 juillet (1).

La Bombe du Sénat.

Alors, nous sommes toujours prêts, archi-prêts comme en 70? C'est-à-dire que tout manque, les canons modernes, les munitions, les aéros, la télégraphie sans fil, jusqu'aux godillots?

Comme le sénateur Humbert énumérait tout ce qui manquait à l'armée française pour être en état de soutenir, le cas échéant, le choc de

(1) *La Guerre Sociale*, jusqu'en août, était un organe hebdomadaire.

l'armée allemande, le ministre de la Guerre lança une interruption qui, à elle seule, vaut tout un discours : « Et l'argent ? »

L'Excellence voulait dire que tout cela était très beau, mais que pour refaire complètement le matériel d'artillerie, pour approvisionner en vivres, en projectiles, toutes les places fortes ; pour les doter de tous les perfectionnements scientifiques que la guerre moderne rend indispensables, pour doter la troupe de godillots et de vêtements suffisants, il faudrait encore des milliards et des milliards.

Nos troisannistes, quand ils votèrent les trois ans, avaient songé à tout, excepté à ce détail.

Les ressources de la France sont limitées ; si l'on consacre 250 millions par an à entretenir les 200.000 hommes d'une troisième classe sous les drapeaux, ce sont 250 millions qu'on n'aura pas pour refaire l'armement et le tenir à la hauteur des armements allemands. Or, 250 millions par an, cela fait, si je sais compter, 2 milliards et demi, en dix ans.

Un état-major, composé d'hommes jeunes, intelligents, ouverts aux idées modernes, comprenant les nécessités d'un outillage de premier ordre, pour faire la guerre au vingtième siècle, capable d'initiative, de décision, capable d'avoir une opinion personnelle, aurait su que la France ne pouvait à la fois revenir au service de trois ans et consacrer à la réfection de l'outillage militaire, tous les milliards nécessaires.

Quand Poincaré, retour de Russie, vint lui apporter son beau programme de rétablissement des trois ans, un état-major digne de ce

nom lui eût répondu : « Si la nation veut répondre par un grand effort à l'augmentation des effectifs allemands, la première mesure qui s'impose, c'est de refaire complètement son outillage militaire.

« Pour les hommes, nous nous chargeons, par une réfection de notre plan de mobilisation, par une meilleure utilisation de nos réserves, nous nous chargeons d'en avoir assez pour résister au premier choc allemand ! »

Mais au Conseil supérieur de la Guerre et à l'état-major, il n'y a que des marionnettes ; il y faudrait des hommes jeunes : on n'y voit que des vieillards fatigués ou cacochymes ; il y faudrait des hommes d'esprit moderne : c'est pour cela qu'on n'y nomme que des protégés des jésuites. La fonction requiert du caractère : on y nomme tous ceux qui, dans l'armée, se sont fait remarquer par leur servilité, leur platitude, leur souplesse d'échine, leur aptitude à lécher les pieds des supérieurs et des dirigeants.

Ces gens avoir un avis personnel, raisonné, intelligent, indépendant ?

Quand Poincaré est venu leur apporter son projet de retour aux trois ans, ils n'ont eu qu'une seule pensée : ne pas lui déplaire ; ils n'ont su que lui répondre en chœur : « Brigadier, vous avez raison ! »

Et nous avons eu 200.000 hommes de plus à faire les jacques dans les casernes pendant une troisième année, sans aucun profit pour la défense nationale : on s'aperçoit seulement maintenant qu'ils n'ont que des canons démodés, qu'au bout de quelques heures de combat,

ils n'auraient plus de projectiles, et que pour avoir une paire de chaussures de rechange, ils seraient réduits, après le premier combat, à dépouiller les morts !

Le ministère de la Guerre est une pétaudière.

Mais comment en serait-il autrement avec des ministres de la Guerre qui n'y font que passer? Sept ministres de la Guerre ces trois dernières années ! Voyez-vous une grande maison industrielle changeant sept fois de patron et de directeur en trois ans ! Et qu'est-ce que l'administration de la Guerre, sinon la plus grosse boîte industrielle de France !

Changeons tout cela, nous dit Marcel Sembat, en créant quelques ministères techniques dont les titulaires ne seront plus à la merci de toutes les sautes de vent parlementaires?

Fort bien.

Mais pour que le Parlement change quoi que ce soit dans les rouages ou dans le fonctionnement de cette lourde machine, il faut que les partis de gauche au Parlement s'abouchent, causent, s'entendent sur les grandes lignes d'une politique commune, tiennent la main à l'exécution des mesures qu'ils aurout votées. Et ça, c'est le Bloc. Et le Bloc, vous savez bien, mon cher Sembat, qu'il nous est interdit par nos saints Evangiles !

Le maréchal Lebœuf, qui n'est pas mort, peut dormir sur les deux oreilles rue Saint-Dominique ; il y a encore de beaux jours pour lui.

Car, je vous le dis, en vérité, le gâchis ne

disparaîtra de la rue Saint-Dominique que le jour où le Parlement lui-même — le groupe parlementaire socialiste compris — aura cessé d'être une pétaudière !

Mardi 28 juillet.

Au Bord de l'Abîme.

Hélas ! notre beau rêve de grève générale internationale contre la guerre, où est-il ? Oui, nous avions rêvé de soulever les peuples contre les gouvernements, pour les obliger à régler leurs conflits, tous leurs conflits, par l'arbitrage international ; nous avions rêvé, par la menace d'une insurrection générale contre la guerre, de préserver l'humanité et la civilisation de l'horreur, au xxe siècle, d'une conflagration générale ! Nous avions rêvé d'appeler tous les malheureux, tous les opprimés, le jour où on leur demanderait leur peau pour la défense des patries de privilège, à se battre, dans tous les pays, contre leurs maîtres pour fonder enfin la patrie internationale de justice et de beauté ; nos ailes se sont brisées au choc des dures réalités et nous voilà retombés sur le sol, chacun sur notre sol natal, avec la seule préoccupation, pour le moment, de le défendre comme firent nos aïeux, contre les brutalités de l'invasion.

Pour le malheur de l'humanité, notre pauvre

Internationale socialiste n'est pas encore capable de poignarder la guerre !

> Oui, l'aigle un soir planait aux voûtes éternelles,
> Lorsqu'un grand coup de vent lui cassa les deux ailes.

C'est donc peut-être la guerre demain, la guerre avec son cortège d'horreurs, de souffrances, de saletés.

Et quelle guerre !

La guerre pour défendre un petit peuple brutalisé par un gros ? Ce serait trop beau. Il y a longtemps que l'Europe est une vraie forêt de Bondy et il n'est pas une grande nation qui n'ait les mains pleines de sang.

Non pas la guerre pour défendre le petit peuple serbe, mais la guerre pour sauver le prestige de notre allié, le tzar.

L'honneur de notre allié ! L'honneur du gouvernement russe ! A ces seuls mots, Rabelais, Voltaire et Hugo doivent éclater de rire au fond de leur tombeau. Son honneur ne souffre pas qu'on touche aux Serbes ! Honneur à éclipse. Il n'était pas si chatouilleux sur le chapitre de l'honneur, l'allié, lorsqu'il étranglait la Finlande, lorsqu'il mettait un bâillon à la Pologne, lorsqu'il lâchait ses bandes noires sur les juifs de Kiew et d'Odessa !

Se battre pour sauver le prestige du tzar ! Noble stimulant pour le peuple dont les ancêtres firent la grande Révolution ! Quelle joie de mourir pour une si noble cause !

C'est donc cela l'alliance russe !

On nous avait conté, à nous, le peuple souverain — car nous sommes, paraît-il, souverains — le jour où l'on mit la signature de la

France au bas du traité d'alliance franco-russe, qu'il s'agissait d'un traité d'alliance purement défensif.

Nous avions tous compris que si la Russie était attaquée directement, nous étions tenus — à charge de revanche — d'accourir à son secours.

Mais on ne nous avait pas dit qu'il nous faudrait marcher aussi, si un protégé de la Russie était attaqué ; on ne nous avait pas dit que nous devrions mobiliser s'il plaisait au tzar, pour sauver son prestige, d'attaquer l'Autriche.

On a raison de crier à l'Allemagne d'arrêter le bras de l'Autriche, dont l'agression crapuleuse contre la Serbie sera la honte du vieux François-Joseph.

Mais ce n'est pas seulement à Berlin et à Vienne qu'il faut parler haut et ferme, c'est à Saint-Pétersbourg surtout.

C'est là qu'il faut que nous, l'allié, nous disions bien haut que nous sommes prêts à tenir nos engagements, mais que nous n'irons pas au delà de ce que nous avons promis et que nous n'avons jamais promis, jamais, de suivre la Russie dans les guerres d'agression qu'il lui plaira d'entreprendre pour la sauvegarde de son prestige.

Plutôt la rupture de notre alliance défensive avec la Russie que la honte de la suivre dans une guerre offensive contre l'Autriche !

Et pendant que la France entière vit dans l'angoisse, pendant que chacun de nous se demande si demain les êtres qui lui sont le plus chers ne vont pas aller crever sur un champ de

bataille pour sauver le prestige du tzar, pendant que tout ce qu'il y a en France de gens civilisés s'apprête à porter le deuil de la civilisation, notre président de vaudeville harangue les poissons de la Baltique.

Mercredi 29 juillet.

Montrez le Traité d'Alliance.

Il n'y a pas un Français, quelles que soient ses opinions politiques, qui ne trouve que le gouvernement autrichien se conduit à l'égard de la Serbie comme un bandit de grand chemin.

Pas un qui n'aurait une grande joie en apprenant que le vaillant petit peuple serbe lui a fait payer cher sa lâche agression.

Pas un qui, maintenant, ne fasse des vœux pour qu'il en crève, et avec lui la monarchie dualiste austro-hongroise, du cancer slave qui la ronge.

Pas un qui ne se sente un peu humilié comme Européen de savoir qu'en pleine Europe un Etat puisse impudemment infliger à un autre un traitement que la morale courante internationale n'admet qu'à l'égard des peuples « inférieurs » d'Afrique et d'Asie.

Donc, que la Russie représente aux autres États balkaniques qu'ils ne peuvent laisser écraser la Serbie sans danger pour eux-mêmes ; qu'elle essaie de faire taire les rancunes des Bulgares contre les Serbes ; qu'elle leur montre

à tous qu'en cas de victoire commune sur l'Autriche, ils auraient chacun quelque agrandissement territorial, la Grèce du côté de l'Albanie, la Roumanie du côté de la Transylvanie, peuplée de Roumains; la Serbie du côté de la Bosnie; la Bulgarie enfin du côté de la Macédoine où la Serbie agrandie au nord pourrait lui donner les dédommagements, nous en serions tous ravis.

Que même la Russie, sans intervenir personnellement, les lance tous sur la Serbie — tout en maintenant, si elle le peut, la Turquie dans la neutralité — nous nous frotterons les mains.

Même si, pour défendre ses clients serbes et par sympathie réelle pour eux, elle veut corriger l'Autriche, nous crierons : bravo! à une condition : c'est qu'elle opère sans nous; c'est qu'elle le fasse à ses risques et périls et qu'elle ne prétende pas nous entraîner dans la bagarre, même si son agression contre l'Autriche lui vaut une intervention allemande.

Tout pour l'allié russe, tout; nos sympathies, nos vœux, nos bons offices, notre or, tout : mais pas ça!

D'intervention armée de la France, nous n'en voulons, nous, à aucun prix.

Le traité d'alliance franco-russe ne nous y oblige pas.

Qu'on nous le montre — il n'est que temps — et l'on verra.

On verra que ce traité est un traité d'alliance défensive non pas entre la Serbie et nous, mais entre la Russie et nous.

Par ce traité, nous nous engageons à sou-

tenir la Russie si elle est attaquée, elle — le traité ne dit pas la Serbie — à charge par elle de nous soutenir si nous sommes attaqués nous-mêmes.

S'il y a un gouvernement qui a signé autre chose, en notre nom, qu'on nous le dise à la fin !

Nous avons bien le droit, à l'heure tragique que nous traversons, d'exiger qu'on nous réunisse notre Parlement, qui n'est pas une Douma, que je sache et qu'on lui dise exactement, à lui et à nous, la chair à canon, à quoi nous sommes tenus vis-à-vis de la Russie.

Au moment où il est question d'exiger du peuple français qu'il fasse honneur à sa signature, c'est bien le moins qu'on lui dise ce qu'on a signé en son nom.

S'il y a un gouvernement qui a osé signer à notre insu, à l'insu du Parlement, un traité d'alliance qui nous oblige à marcher si la Russie est l'agresseur, à la chienlit ce gouvernement ! au bagne ce gouvernement !

Si l'alliance russe nous lie pieds et poings, même dans le cas où la Russie n'est pas attaquée directement, personnellement, même dans le cas où elle prend la responsabilité de déclarer elle-même la guerre, à bas l'Alliance russe !

Mercredi 29 juillet.

Ni Insurrection ! Ni Grève Générale !

Voilà deux ans que dans ce journal, qui a été le premier ou le plus énergique à préconiser la

grève générale et l'insurrection en cas de guerre, nous avons bruyamment renoncé à cette tactique qui était, dans notre pensée, le seul moyen — s'il pouvait être pratiqué en même temps partout — d'intimider les gouvernements et de les obliger à régler leurs différends par l'arbitrage.

Pourquoi y avons-nous renoncé ?

Par peur de la prison ?

Non !

On sait que la prison ici ne nous a jamais fait peur.

Nous avons reculé, oui, reculé d'abord parce que nous avons fait la constatation à l'époque de la guerre des Balkans, que nous étions très loin, nous ici, en France, du degré de préparation et d'organisation qui nous aurait permis de tenter avec quelque chance de réussite ce coup de force révolutionnaire : que chacun se tâte ; que chacun se demande si, à l'heure actuelle un coup de force révolutionnaire aurait la moindre chance d'aboutir en France !

Mais nous avons reculé surtout parce qu'à la même époque, lors de cette alerte, nous avons acquis la certitude que les socialistes autrichiens et les socialistes allemands seraient encore moins en état que nous de faire la moindre tentative de grève générale insurrectionnelle.

Ce que nous disons là, le Parti Socialiste le sait aussi bien que nous.

La C.G.T. française le sait aussi bien que nous.

Pourquoi n'ont-ils pas la sagesse politique de le dire en ce moment, ce qui écarterait de nous le soupçon de vouloir saboter la mobilisation et qui donnerait une autorité cent fois plus

grande à nos manifestations pacifiques contre la guerre.

Alors quoi ? Bluffer ? Bluffer pour intimider le gouvernement et l'incliner à la paix ? On comprendrait que nous fassions ce bluff si nous nous trouvions en face d'un gouvernement d'aventure voulant la guerre. Mais qui ne sait que notre gouvernement est aussi sincèrement que nous pour la paix ?

Il ne s'agit pas de dire que nous renonçons pour toujours à notre idée généreuse de poignarder la guerre.

Il ne s'agit pas de dire que la guerre finie, nous déposerons les armes, à Berlin, à Paris, à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Rome, à Londres sans régler quelques vieux comptes, avec le régime de désordre et d'injustice capitaliste et avec les partis conservateurs et nationalistes qui auront été responsables de la boucherie.

Il s'agit de dire très haut, parce que c'est la vérité, d'abord, parce que c'est notre intérêt politique, ensuite, que, dans les circonstances actuelles, nous ne saboterons pas la défense nationale.

Cette déclaration faite, nous aurons mille fois plus de force pour dire au gouvernement : « Tout pour l'allié russe, EXCEPTÉ la guerre ! »

Mercredi 29 juillet.

A deux doigts de la mobilisation.

Sera-ce pour cette nuit ?

Sera-ce pour demain ?

L'Autriche a officiellement déclaré la guerre à la Serbie

La Russie mobilise.

Si l'Allemagne répond à cette mobilisation en mobilisant à son tour, c'est la mobilisation française à la même heure.

Et si on mobilise, les coups de fusils partiront tout seuls.

Nous voulons encore espérer, contre toute espérance, que sur le bord de l'abîme les gouvernements anglais, allemand, français et italien auront un sursaut d'humanité et que tous ils feront un suprême effort pour localiser le conflit entre l'Autriche et la Russie.

Nous voulons croire que si l'Allemagne a accepté de venir à Londres avec les représentants des trois autres puissances qui ne sont pas directement engagées dans le grand drame austro-russe, que ce n'est pas, comme on le chuchote autour de nous, pour se livrer sur nous à la fameuse attaque brusquée dont on a tant parlé ces derniers mois.

Jusqu'à la dernière minute nous nous refuserons à mettre le gouvernement allemand dans le même sac que le gouvernement russe et le gouvernement autrichien, qui, eux, ont depuis longtemps reculé les bornes de l'ignominie.

Mais si la catastrophe se produit, dans l'impuissance constatée où nous sommes, nous socialistes de toute l'Europe, d'empêcher la guerre par une grève générale insurrectionnelle concertée et déclanchée en même temps dans tous les pays, nous ne connaissons qu'un

devoir — nous les socialistes internationalistes — c'est de défendre le foyer de liberté, que nos pères, les révolutionnaires de 1789, de 1792, de 1848 et de 1870 et de la Commune ont créé au prix de tant d'efforts et de tant de sang !

Entre l'Allemagne Impériale et la France Républicaine, pas d'hésitation, notre choix est fait.

Vive la France républicaine et socialiste !

Jeudi 30 juillet.

Dans l'Angoisse et les Ténèbres.

Dans les dernières vingt-quatre heures les chances de paix sont passées de 25 à 75 pour cent, s'il faut en croire les rares dépêches que le gouvernement fait publier et qu'il peut tripatouiller comme il lui plaît puisqu'il filtre tous les télégrammes.

De tous côtés on assure que l'Autriche se bornerait à une démonstration militaire en Serbie. Si cette invraisemblable nouvelle se confirme — le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable — ce sera la preuve que le Kaiser a réussi à calmer le gouvernement de Vienne. Ce sera la preuve que le Kaiser est vraiment l'homme pacifique et prudent que tout le monde dit, l'homme qui, au dire d'un de nos confrères, aurait jadis prononcé ce mot plein d'humanité : « Pour avoir de moi, un ordre de mobilisation, il faudra me le demander trois fois. » Le Kaiser aura pensé, fort sagement,

qu'après la soumission si complète de la Serbie, ce serait une folie que d'exposer l'Allemagne aux coups de l'Angleterre, de la France et de la Russie, un duel gigantesque, où, malgré la force redoutable de l'armée et de la flotte allemandes, il est impossible de conjecturer de quel côté serait la victoire. Il a réfléchi qu'une défaite de l'Allemagne, un Sedan allemand, ce serait le lendemain la République allemande proclamée du Rhin à la Vistule. Si nos conjectures se vérifient, le gouvernement allemand aura bien mérité de l'Europe entière.

En même temps qu'on nous rassure un peu du côté de l'Autriche, on nous assure — si invraisemblable que cela soit — que la Russie se contentera de mobiliser ses corps d'armée de la frontière autrichienne, ce qui est d'ailleurs de sa part une belle preuve de sympathie pour les Serbes et un moyen élégant d'immobiliser plusieurs corps d'armée autrichiens. A quoi attribuer cette sagesse ? Le gouvernement tsariste aura-t-il compris qu'une défaite c'était le commencement de la Révolution russe ? A-t-il compris que les idées révolutionnaires continuaient à faire leur chemin en Russie ? A-t-il compris la leçon de cette grève générale des ouvriers de Saint-Pétersbourg au moment du voyage de notre hilarant Président de la République ? A-t-il compris qu'il y a quelque chose de changé en ce pays où, il y a dix ans, la classe ouvrière était si fanatique du tsar, et où, aujourd'hui, il faut des cosaques pour empêcher la population ouvrière de la capitale de conspuer « leur petit père » ?

Ou plutôt ne faut-il pas voir l'influence salutaire du gouvernement français qui aura laissé entendre à son sympathique allié que la France ne marcherait pas dans une guerre offensive contre l'Autriche ?

Il y a deuxautres gouvernements, outre celui de Paris et celui de Berlin, qui semblent avoir joué dans la tempête un rôle bienfaisant ; ce sont les gouvernements de Rome et de Londres.

Celui de Rome, il est vrai, n'a eu qu'un mérite assez mince. Il sait très bien que le peuple italien marcherait difficilement dans une guerre européenne déclanchée par l'Autriche, l'ennemie « héréditaire » de tout patriote italien qui se respecte. Il n'est pas un Italien intelligent qui ne sente que la Serbie en voulant affranchir les Serbes d'Autriche du joug autrichien, ne fait pas autre chose que ce que faisaient leurs pères à eux, quand, en 1848 et en 1859, ils prenaient les armes pour chasser les Autrichiens de Milan et de Venise. On voit mal le peuple italien marchant contre les Serbes au secours de l'Autriche ; on les voit très bien, au contraire, réussissant une grève générale insurrectionnelle un jour de déclaration de guerre, pour établir la République italienne dont le premier acte serait de tendre la main à la République française. Cette perpective a contribué à rendre le roi d'Italie très pacifique : félicitons-le en gardant notre reconnaissance pour les républicains et les socialistes italiens qui lui ont inspiré tant de sagesse.

Le gardien de la paix européenne à qui nous devons vraiment de la reconnaissance, c'est le

gouvernement anglais. Il est évident, qu'en concentrant sa formidable flotte de guerre, il a voulu inviter délicatement le Kaiser à faire pression sur l'Autriche. Il est non moins évident que, tout en faisant ce geste de solidarité à l'égard de la France, il a aidé celle-ci à faire pression sur son alliée et à calmer ses ardeurs belliqueuses. Le rôle de l'Angleterre n'étonnera que les ignorants qui ne savent pas que la bourgeoisie anglaise est la seule bourgeoisie d'Europe vraiment libérale et vraiment intelligente.

Voilà, du moins, la situation telle qu'elle ressort des nouvelles officielles.

Hélas! nous ne pouvons donner ces nouvelles officielles que sous les plus expresses réserves.

La vérité, c'est que nous sommes en pleines ténèbres ; que nous ne savons que ce que les gouvernements veulent bien nous dire et que l'heure reste sombre, très sombre.

Jeudi 30 juillet.

Viviani, casse-cou !!

On comprend, et jusqu'à un certain point on excuse, l'énervement du gouvernement qui a la redoutable mission, en ce moment, d'essayer de sauver la paix en danger, et de préparer la résistance à l'invasion.

Ce n'est pas nous, qui, à cette heure tragique, lui créerons la moindre difficulté !

Justement, c'est parce que depuis deux ans,

nous avons ici, avec quelque crânerie, répudié la tactique de la grève générale insurrectionnelle contre la guerre le jour où nous avons vu que les socialistes allemands ne la feraient pas, c'est parce que depuis nous n'avons cessé de prêcher la reconstitution du Bloc de gauche que nous sommes qualifiés aujourd'hui pour crier au gouvernement que dans son énervement, qu'on dirait de l'affolement, il dépasse, contre la classe ouvrière, les bornes de la brutalité et de la maladresse.

S'il y a quelque chose qui est certain, c'est que ni le Parti socialiste, ni la C. G. T., ni personne ne tentera quoi que ce soit contre la mobilisation. Il n'est au pouvoir de personne de le tenter, et personne, même s'il en avait le pouvoir, ne le tenterait dans les circonstances actuelles, où manifestement le gouvernement français veut la paix.

Or, parce qu'un organe syndicaliste, un peu étourdiment, a rappelé l'autre jour les décisions des Congrès confédéraux relatifs à la grève générale insurrectionnelle en cas de guerre — sans y insister d'ailleurs et sans croire cette grève générale possible — à quel spectacle assistons-nous depuis trois jours ?

Lundi, c'était les ouvriers venus en grand nombre pour manifester pacifiquement contre la guerre, à l'appel de la *Bataille Syndicaliste*, qui étaient chargés, brutalisés, sur les grands boulevards, et des centaines d'entre eux assommés dans les postes.

Hier soir, c'est le meeting de la C. G. T., à la salle Wagram, interdit, alors que le matin la

C. G. T. a publié un manifeste grave, modéré, où il n'y avait pas un mot sur la grève générale révolutionnaire, alors qu'à Berlin le gouvernement a autorisé les meetings contre la guerre, et même un cortège sur la voie publique.

Demain, ce sera l'arrestation en masse de tous les militants inscrits plus ou moins à la légère au carnet B : le carnet des suspects.

Quel est, parmi les ministres, le cancre qui, en l'absence de Viviani, a pris, ou suggéré, ou décidé ces brutalités ?

Quel est le policier assez mal informé de ce qui se passe dans les milieux ouvriers pour avoir laissé croire à ce cancre qu'il y avait actuellement le moindre mouvement en préparation contre la mobilisation ?

Viviani, qui n'est pas un cancre et qui connaît nos milieux pour y avoir passé, ne va-t-il pas mettre fin à ces brutalités ?

Ne se rend-il pas compte qu'elles sont inutiles, puisqu'il n'y a aucun mouvement révolutionnaire en perspective ?

Ne comprend-il pas que le pays menacé a besoin en ce moment, non pas du concours passif et résigné de notre prolétariat, mais de son dévouement à la République et à la nation ?

Ne sait-il pas que si la catastrophe éclate, le prolétariat ne se battra pas de tout son cœur si on commence à le meurtrir, à le brutaliser, à l'emprisonner en la personne de ses meilleurs militants ?

Le gouvernement demande avec raison à tous les partis de se serrer autour de lui en ce moment pour essayer de sauver la paix, comme

il leur demandera peut-être demain de se serrer autour de lui pour défendre nos frontières ?

Joli moyen vraiment d'obtenir le concours actif et passionné du Parti socialiste et de la C. G. T. que de les traiter à coups de cravache !

Personne ne fera donc comprendre au gouvernement, pendant qu'il en est encore temps, que son attitude à l'égard de la classe ouvrière constitue en ce moment un véritable sabotage de la défense nationale, un crime contre la patrie ?

Jeudi 30 juillet. Édition spéciale.

Le Patriotisme Révolutionnaire.

L'opinion publique en ce moment paraît surprise, agréablemeut surprise, de l'attitude, si calme, si digne, si profondément patriotique, au sens noble de ce mot, des éléments avancés de notre classe ouvrière.

Il y a quinze jours, le Parti socialiste, en son Congrès national, votait une motion en faveur de la grève générale. Aujourd'hui que nous sommes à deux doigts de la mobilisation, cherchez trace dans les manifestes du Parti de la résolution votée à notre Congrès de Nancy : « Plutôt l'insurrection que la guerre ! »

Et la C. G T., ce repaire d'énergumènes, de sans-patrie, d'anarchistes, qui vota, elle aussi, dans ses Congrès nationaux, la grève générale insurrectionnelle contre la guerre? Hier, elle

lançait à la classe ouvrière un manifeste ému, grave, simple, où elle affirme avec éloquence son attachement à la paix, son horreur de la guerre, sa sympathie pour tous les peuples; mais cherchez-y trace d'une menace de grève générale insurrectionnelle en cas de guerre!

Certes, pas un socialiste, pas un syndicaliste ne renonce à réaliser un jour, quand tous les peuples seront prêts pour une action concertée et simultanée, sa menace de soulever en même temps, dans toute l'Europe, les peuples contre l'horreur des boucheries internationales.

Pas un n'a renié la pensée généreuse de sauver l'Europe du déshonneur et de la ruine en dressant un jour — quand dans tous les pays le prolétariat sera prêt — contre la guerre menaçante, l'ensemble des forces prolétariennes du monde civilisé.

Mais le jour d'une action concertée et simultanée n'est malheureusement pas encore arrivé!

Alors, sentant bien qu'à l'heure actuelle une grève générale unilatérale faite seulement en France, pourrait livrer la frontière et le pays à l'état-major allemand, Parti socialiste et C.G.T., en silence, renoncent, la rage au cœur, à l'arme forgée, pour défendre la paix menacée de peur de frapper en même temps la patrie en danger.

Quoi! les républicains et les réactionnaires qui applaudissaient ces dernières années aux centaines d'années de prison octroyées par le jury aux militants socialistes et syndicalistes, les brutes policières qui, l'autre jour, dans les postes de police, déshonoraient la République,

le préfet de police Hennion et le ministre de l'Intérieur Malvy, en pratiquant d'immondes passages à tabac sur les manifestants ouvriers venus crier leur volonté de paix internationale, s'imaginaient-ils donc que nous avions l'idée imbécile et criminelle de livrer la France désarmée au Kaiser?

Merci, nous n'aurions pas assez à gagner au change!

Nos pères de 1789, de 1792, de 1830, de 1848, de 1871 ont mis un siècle, ont fait cinq révolutions victorieuses pour se débarrasser d'un régime de fer pareil à celui qui écrase l'Allemagne, et nous, leurs fils, leurs héritiers légitimes, nous livrerions à la botte de M. von Forstner le pays qu'ils ont arrosé de leur sang et les quelques libertés qu'ils ont si chèrement conquises? Nous prend-on pour des idiots?

Alors qu'il est évident que le ministère actuel veut la paix, alors que nous pouvons espérer qu'il briserait l'alliance russe plutôt que de nous laisser entraîner dans une guerre offensive de la Russie contre l'Autriche, nous croit-on assez niais pour nous déshonorer, pour déshonorer le socialisme et le syndicalisme, pour tuer tout leur avenir en ce pays, par une grève générale unilatérale qui livrerait le pays désarmé à l'invasion du Kaiser?

A quelque chose malheur est bon!

La crise actuelle aura eu au moins l'avantage de dissiper l'atroce et imbécile calomnie qui paralysait dans notre pays la croissance de notre Parti socialiste et de notre C. G. T.

Finie la légende monstrueuse et inepte qui

nous représentait comme les saboteurs de la défense nationale !

L'opinion publique, maintenant, connaît le fond de notre âme.

Malgré nos justes griefs contre la patrie actuelle qui reste, sous son étiquette républicaine, une marâtre si dure pour la classe ouvrière, nous l'aimons, à notre façon, pour les germes de liberté intellectuelle et de justice sociale que nos aînés ont déposés en ses flancs.

Et aujourd'hui comme en 1792, aujourd'hui, comme au temps des « guerre-à-outrance » qui firent la Commune, notre patriotisme révolutionnaire serait, le cas échéant, le grand ressort et la suprême sauvegarde de la patrie en danger.

Vendredi 31 juillet. Édition spéciale.

La Patrie en danger.

Oh ! la journée affolante que nous venons de vivre au chevet de la paix agonisante !

A l'énervement avait succédé l'affolement, la panique.

Et en nous couchant ce soir, nous nous demandons si ce ne sera pas pour demain.

La guerre ! la guerre au vingtième siècle ! L'horreur ! la honte !

J'ai dans l'oreille les sanglots de ma vieille mère, dont l'un des fils sera à la frontière au premier jour, et à cette heure horrible, toutes les mères de France, toutes les mères d'Allemagne,

toutes les mères d'Europe sont ma mère. Et leurs fils sont mes frères. Et ces enfants de leurs fils sont mes enfants.

Tout à l'heure, il me semblait que la terre elle-même, la terre couverte de maisons et d'arbres, se soulevait avec des sanglots.

Voilà huit ans que nous, les socialistes de toute l'Europe, nous nous faisons traiter de sans-patrie et de traîtres, pour avoir voulu empêcher cette abomination. Nous nous sommes jetés, comme des fous, à la tête des chevaux emportés qui traînaient l'Europe vers le gouffre ; nous avons été renversés, nous avons été piétinés et le char de la guerre poursuit sa course folle aux abîmes.

Il ne se lèvera donc point quelqu'un parmi ceux qui sont plus forts que nous pour tenter ce que nous avons tenté, pour se jeter à la tête de l'attelage à son tour ?

Le Kaiser !

On le croyait pour la paix.

Si la guerre éclate, c'est Clemenceau qui avait raison : le Kaiser « faisait le guet » pendant que l'Autriche assassinait la Serbie.

Si ce n'est pas lui personnellement le complice de l'acte de banditisme, c'est l'aristocratie militaire qui gouverne sous son nom.

Si nous nous battons, que le peuple allemand sache que ce n'est pas à lui que nous en voulons, mais à la caste militaire prussienne qui aura déchaîné l'ouragan.

Faut-il redire une fois de plus pour qu'on le redise aux soldats et aux officiers qui, là-bas, l'arme au pied, forment nos troupes de couver-

ture, qu'ils veillent sur la frontière sans arrière-pensée : personne ne leur tirera dans le dos pendant qu'il font face à la caste militaire prussienne et autrichienne, personne.

Ici, tous nous avons rayé de notre *Internationale* le couplet des généraux.

Et notre *Internationale*, ainsi expurgée, qu'est-ce qu'elle dit au fond, sinon ce que disait *la Marseillaise* que nos pères chantaient il y a cent vingt ans ?

Amis socialistes, amis syndicalistes, amis anarchistes, qui n'êtes pas seulement l'avant-garde idéaliste de l'humanité, mais qui êtes encore le nerf et la conscience de l'armée française, la patrie est en danger !

La patrie de la Révolution est en danger !

Vendredi 31 juillet.

Allons ! dites-le donc !

Dans le manifeste de notre Parti socialiste contre la guerre, on ne souffle pas mot de la grève générale, ni d'insurrection et pour cause : c'est que pas un socialiste, pas un, n'ignore qu'il n'y a rien à faire, et que, même si on le pouvait, on ne le ferait pas, en présence de l'attitude sincèrement pacifiqne de notre gouvernement dans le conflit européen.

Dans le manifeste si modéré, si pacifique de la C. G. T., pas davantage mention de la grève générale insurrectionnelle, ni dans le nouveau

manifeste très digne, par lequel nos organisations syndicales protestent contre l'interdiction du meeting de la salle Wagram.

Dans les décisions qu'a prises le bureau socialiste international qui vient de se réunir à Bruxelles, pas davantage la moindre allusion à la grève générale et pour cause, c'est que les Autrichiens sont en guerre, et ne l'ont pas faite; que le prolétariat européen n'est en mesure ou n'a le désir de la tenter, sauf peut-être le prolétariat italien, qui a dans son jeu un atout exceptionnel : la haine de toute l'Italie contre « l'allié » autrichien.

Ainsi, il est entendu — ou plutôt il est sous-entendu — qu'en France on ne fera pas la grève générale préventive contre la guerre, ni grève insurrectionnelle en cas de mobilisation : alors pourquoi le Parti socialiste et la C. G. T. ne le disent-ils pas officiellement, carrément, pour que tout le monde le sache ? Pourquoi ne pas le crier sur les toits?

Par vanité, pour ne pas paraître reculer, alors qu'en réalité nous reculons ?

Par peur de paraître avoir peur ? Est-ce que les uns et les autres nous n'avons pas donné assez de preuves que la prison ne nous fait pas peur ?

On comprendrait un bluff à la rigueur, pour intimider le gouvernement, si nous nous trouvions en présence d'un ministère Barthou, Clemenceau ou Delcassé, capable de nous entraîner dans des aventures ! Mais avec le ministère actuel, dont tout le monde sait qu'il ne veut pas plus la guerre que nous et que, si elle éclate,

il la subira comme la plus triste et la plus redoutable des fatalités !

On ne voit pas ce que le Parti socialiste et la C. G. T. ont à gagner en ce moment, à ne pas lâcher carrément et bruyamment la grève générale, puisqu'on est décidé à ne pas la faire.

En revanche, on voit bien ce qu'ils ont à y perdre, et nous tous avec eux.

Le conseil des ministres du Parti socialiste — dont je suis, quoique indigne — et le conseil des ministres de la C. G. T. n'ont pas l'air de se douter que nous sommes le Parti qui, il n'y a pas quinze jours, à son dernier Congrès national, votait le principe de la grève générale préventive contre la guerre — nous avons dit concertée internationalement, une nuance que le public n'a pas assez remarquée — et que notre C. G. T. a voté, dans ses congrès, la grève générale insurrectionnelle à telle enseigne, que dans son journal officiel, elle le rappelait en gros caractère, en tête de sa première page, il n'y a pas quatre jours.

Le gouvernement est composé d'hommes, qui, Messimy tout le premier — le ministre de la guerre — ne connaissent rien, absolument rien à nos milieux.

Ils s'imaginent, peut-être de bonne foi, que nous ruminons quelque projet de grève générale pour le jour de la mobilisation.

Nous avons hurlé, dans nos congrès, que nous ferions la grève générale ; et nous ne disons pas aujourd'hui que nous ne la ferons pas ; ou si nous le disons, c'est tout bas, en rougissant,

dans le tuyau de l'oreille. Que voulez-vous ? Le gouvernement prend ses précautions, comme si nous devions la faire. Mettez-vous à sa place, en ce moment, où il assume une si effroyable responsabilité !

Tant qu'il craindra que nous tentions une telle grève, qui, de toute évidence, serait à l'heure actuelle un sabotage criminel de la défense nationale, comment veut-on qu'il traite nos meetings, nos projets de manifestations dans la rue, avec quelque douceur ?

Et comment veut-on que dans tous les coups de force qu'il se permet contre nous et qu'il se permettra le jour de la mobilisation, il n'ait pas pour lui l'immense majorité de l'opinion publique ? Nous sommes arrivés à un point, il ne sert à rien de faire comme l'autruche, où nous sommes moralement en état de siège et où le gouvernement peut tout se permettre impunément contre nous... sans autre risque pour lui que de le payer cher à la première défaite.

Comment veut-on, enfin, que nous puissions peser utilement, pour sauver la paix menacée, sur le gouvernement, de toute la force que pourraient nous donner nos 102 élus et nos 1.500.000 électeurs socialistes, tant que plane sur nous le soupçon infamant que nous pouvons du jour au lendemain poignarder dans le dos la patrie en danger ?

Samedi 1er août.

Jaurès est mort !

Jaurès, notre grand Jaurès est mort !

Il a été assassiné, au moment où il revenait de tenter une suprême démarche auprès du ministre des Affaires Étrangères, en faveur de la paix !

Il a été assassiné au moment où il revenait de demander au gouvernement de supplier la Russie de faire un dernier effort de conciliation pour éviter l'horreur d'un égorgement général.

Il avait su que l'Angleterre avait fait une nouvelle proposition de médiation à la Russie et à l'Autriche. Il avait appris que la Russie l'avait déclinée. Alors, il fut épouvanté pour la France, à l'idée que l'Angleterre, qui n'est liée par aucun traité avec la Russie, ne voudrait pas la soutenir, si la Russie se montrait aussi intransigeante que l'Autriche elle-même.

Il trembla de voir le concours de la flotte anglaise nous manquer brusquement, à la minute tragique où nous avons tant besoin de son aide.

Fou de douleur patriotique, il courut au quai d'Orsay pour représenter au Gouvernement que si attachée que fût la France à son alliée, quelque répugnance qu'elle eût à paraître la lâcher à l'heure du péril, il valait mieux rompre l'Alliance russe que d'engager la France dans une guerre où la Russie ne mettrait pas jusqu'au bout le bon droit de son côté.

Quels accents il dut trouver pour dire au gouvernement : « Nous nous battrons ! Le peuple socialiste se battra comme un lion s'il a la sensation qu'il vole au secours d'une Russie qui aura tout tenté pour épargner à l'humanité la honte d'une guerre européenne au xxe siècle. Ne lui infligez pas la honte, n'infligez pas la honte à notre France immortelle de l'engager dans une guerre où elle peut disparaître, sans vous assurer que son allié n'a pas commencé par se mettre lui-même au ban de l'humanité. »

Assassiné au retour d'une mission si sainte, que toutes les femmes de France, que toutes les mères de l'Europe entière lui auraient baisé les genoux si elles l'avaient connue ! Quelle plus belle mort pour le chef du Parti Socialiste, pour l'homme qui était la gloire du Parlement français et du socialisme international.

Soyez contentes, vipères, qui, depuis des années sifflez aux oreilles de tous les imbéciles, que cet homme était vendu à l'Allemagne !

Mais vous, les patriotes intelligents, pleurez ! La France a perdu le meilleur et le plus grand de ses enfants !

Mais vous, les mères de France, pleurez : vos fils ont perdu celui qui, depuis dix ans, à la tête de notre Parti, a le plus lutté pour leur éviter l'horreur de la boucherie qui nous menace.

Nous, mes pauvres amis socialistes, ne pleurons pas : l'heure n'est pas aux gémissements.

Ne pleurez pas ! Et surtout étouffez pour le

moment vos cris de rage et vos rugissements de colère.

Oui, vous aviez raison, mes amis, quand vous suiviez la voiture funèbre qui portait son cadavre encore chaud, de crier, haletants : « Vive Jaurès ! Vive Jaurès ! » Il vit. Mort, il est plus vivant que jamais.

Prêtez l'oreille. Il vous parle. Vous l'entendez ? Vous reconnaissez sa voix, vous qui l'avez entendue tant de fois dans les meetings ? Vous reconnaissez son enseignement, vous qui savez bien comment il savait concilier dans son cerveau puissant, ce que nous devons à la paix et à l'humanité, et ce que nous devons à la patrie !

Ecoutez ! Ecoutez ! Reconnaissez sa voix :

« Mes amis, mes enfants, la patrie est en danger.

« Ils m'ont assassiné !

« En voulant me venger, n'assassinez pas la Patrie ! »

Samedi 1er août.

Haut les cœurs !

L'assassinat de Jaurès ne change rien à notre ligne politique.

Il travaillait, lui, à sauver la paix : c'est le premier devoir, la première mission du socialisme. Jaurès est mort en l'accomplissant, mort au champ d'honneur.

Pendant qu'il se battait pour sauver la paix, nous ici, depuis cinq jours, nous nous battions pour rappeler à notre parti que les socialistes

ont un deuxième devoir aussi sacré : c'est, s'ils n'ont pu sauver la paix, de sauver au moins le pays de l'invasion !

L'armée allemande est à nos portes, menaçante !

Cette nuit la mobilisation sera commencée en France; demain ce sera la guerre!

Jaurès est mort !

Au moins que la France, elle, ne meure pas !

Quand la tourmente sera passée, il faut que la France républicaine tout entière dise : « Les socialistes ont lutté jusqu'à la mort de leur chef pour sauver la paix!

Ils ont été les premiers à crier au pays : « La patrie est en danger ! »

Les socialistes français ont bien mérité à la fois de l'humanité et de la patrie! »

Dimanche 2 août.

A Monsieur le Ministre de la Guerre.

Monsieur le Ministre,

Quand j'avais vingt ans, je me suis fait réformer parce que j'étais soutien de famille, en arguant de ma myopie.

Malgré ma myopie et mes quarante-trois ans, je suis parfaitement capable de faire campagne.

Comme dans la guerre qui va éclater, la France me semble avoir fait l'impossible pour écarter la catastrophe, je vous prie de m'incor-

porer, par faveur spéciale, dans le premier régiment d'infanterie qui partira pour la frontière.

Après m'avoir chassé de l'Université, rayé du Barreau, condamné à plus de onze ans de prison, sous prétexte que je manquais de patriotisme, alors que tout mon crime, comme celui de mon parti et de la C. G. T., était de prévoir de loin et de vouloir empêcher la catastrophe d'aujourd'hui, vous estimerez, j'en suis sûr, avec moi, que la République me doit cette éclatante réparation.

Vive la France! — tout court.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon absolu dévouement à la République.

GUSTAVE HERVÉ.

Dimanche 2 août.

L'âme de la Patrie.

Le char de la guerre, traîné par des chevaux emportés, roulait aux abîmes, dans une course vertigineuse.

Un million et demi de socialistes français — on les avait dénombrés au champ de Mai dernier — accoururent pour se jeter à la tête du sinistre attelage.

Leur chef s'avança : c'était un bon géant, aux larges épaules, au cerveau immense et dont le cœur était assez vaste pour contenir l'humanité tout entière.

Il voulut saisir au passage les chevaux emportés, mais un fou qui était assis sur le siège se leva, les yeux hagards, et de deux balles de revolver terrassa le bon géant, qui roula sanglant sous les roues du char maudit.

Les 1.500.000 socialistes poussèrent un hurlement de douleur, et, ce qu'on aurait jamais cru, la France entière, sans distinction de parti politique, se mit à sangloter avec eux.

Tout à coup, le spectre de la guerre se dressa devant la nation en larmes !

Aussitôt les larmes séchèrent jusqu'aux paupières des mères, des épouses et des sœurs, et un mur de plusieurs millions de poitrines viriles sortit du sol comme par enchantement, barrant la route de Dunkerque à Belfort.

Soudain, dans la nuit, on vit apparaître une forme imprécise qui portait un drapeau.

C'est Turenne, crièrent quelques camelots du roi ; voyez, il y a du blanc sur son drapeau.

C'est le maréchal Ney, s'exclamèrent quelques vieux débris du parti de l'Empire ; voyez l'aigle qui plane à sa hampe.

Non, c'est Danton, à moins que ce ne soit Hoche, protesta en chœur le gros de l'armée.

Danton ? fit avec un haussement d'épaules un jeune garde révolutionnaire : vous ne voyez pas qu'il ne montre que le rouge de son drapeau tricolore ? Danton, cela ? Mais non, c'est Jaurès.

A ce moment, une immense clameur retentit à travers les airs. De ces millions de poitrines, s'échappait un seul cri, le cri qui déjà avait retenti en 1792 à Valmy : « Vive la Nation ! »

Devant le spectacle de cette union nationale, dont on n'avait jamais vu un pareil exemple, le spectre de la guerre recula épouvanté.

Mardi 4 août (1).

Adieu à Jaurès.

Jaurès, vous êtes heureux ne pas assister à l'écroulement momentané de notre beau rêve de paix universelle ; vous êtes heureux de vous être en allé avant d'avoir vu l'Europe se plonger jusqu'au cou dans un bain de sang et piquer une tête dans la barbarie.

Mais je vous plains d'être parti sans avoir vu comment notre race nerveuse, enthousiaste et idéaliste, a accepté d'aller accomplir le douloureux devoir !

Vous auriez été fier de nos ouvriers socialistes, mon cher ami, si vous aviez vu avec quelle simplicité ils quittaient l'atelier au fur et à mesure qu'ils étaient touchés par leur ordre de mobilisation, et quelle sérénité ils sentent en eux depuis qu'ils ont conscience que la France a tout fait pour éviter la guerre, et qu'elle est victime de la plus brutale des agressions.

Vuos auriez pleuré d'émotion de voir avec quelle gravité, exempte de forfanterie, chacun va offrir sa poitrine pour barrer la route aux Von Forstner allemands et autrichiens.

(1) *La Guerre Sociale* n'a pas paru le lundi 3 août. (Note de l'éditeur.)

Et vous auriez été attendri de voir avec quelle sublime résignation nos mères, nos femmes, nos filles, nos sœurs, supportent l'amer sacrifice.

N'est-ce pas, Jaurès, que vous nous permettez de chanter la *Marseillaise* aujourd'hui derrière votre cercueil ? N'est-ce pas que la *Marseillaise* chantée gravement, par nos bouches socialistes, à cette heure où les monarchies et les aristocraties féodales d'Autriche et d'Allemagne viennent de commettre contre l'humanité le plus lâche des attentats, n'est pas un chant bassement nationaliste, mais le grand hymne révolutionnaire qu'il était en 1792 ? N'est-ce pas, que tout en gardant notre cœur de toute haine contre le peuple allemand, contre nos frères socialistes allemands, nous pouvons chanter hardiment :

Qu'un sang impur abreuve nos sillons !

N'est-ce pas, Jaurès, que votre grande voix nous ordonne de chanter aujourd'hui le sublime *Chant du Départ* ?

La République nous appelle,
Sachons vaincre ou sachons périr !

N'est-ce pas, Jaurès, que lorsque les nôtres la chanteront, la *Marseillaise*, en face des soldats allemands, nos frères les socialistes allemands sentiront qu'ils ne doivent pas déposer les armes, eux, avant d'avoir proclamé la République allemande !

N'est-ce pas que la République française, ce jour-là, ne doit pas empêcher la République allemande d'englober la partie allemande de l'Autriche ?

N'est-ce pas que la République allemande ainsi agrandie ne devra pas trouver mauvais que la Pologne prussienne soit détachée de l'Allemagne, soit jointe à la Pologne autrichienne et à la Pologne russe pour reconstituer la République de Pologne!

Car, n'est-ce pas, Jaurès, qu'en nous entendant chanter la *Marseillaise*, la Pologne sortira vivante de son tombeau?

N'est-ce pas, Jaurès, vous dont le grand cœur fut sans haine, vous qui avez pardonné à votre assassin au moment même où cet aliéné vous portait le coup fatal, n'est-ce pas que j'ai raison sur toute la ligne?

N'est-ce pas qu'il faut cimenter avec votre sang de martyr le bloc de la défense nationale, et que j'ai raison d'appeler les patriotes à venir se mêler à nos jeunes gardes révolutionnaires derrière votre cercueil?

N'est-ce pas vrai enfin qu'aujourd'hui le drapeau tricolore porte dans ses plis glorieux les mêmes espérances qu'il portait à Valmy, et qu'aujourd'hui il vous semble aussi beau, aussi sublime que le drapeau rouge de notre Internationale!

N'est-ce pas que puisque nous avons pris les armes, il faut que ce soit pour fonder, avec l'aide de la République allemande, la République des Etats-Unis d'Europe.

C'est la lutte finale,
Groupons-nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain.

Jeudi 6 août (1).

Au mur les Pillards !

Voilà trois jours que j'ai besoin de hurler mon indignation contre les misérables imbéciles qui ont déshonoré la France en saccageant les établissements Maggi !

Quoi ! Il y avait, dans tout Paris, un organisme merveilleusement outillé pour la vente et la distribution du lait. Il y avait un établissement puissamment outillé qui allait nous permettre, en cette heure où le gouvernement a tant à faire pour assurer l'alimentation en lait — en un lait sain, vérifié, — des enfants de ceux qui s'en vont défendre la patrie en danger !

Et il s'est trouvé dans la capitale des bandits ou des crétins pour aller, sous couleur de patriotisme, saccager tout ce merveilleux outillage, saboter ce merveilleux service public !

Et les agents surpris ont laissé faire, au lieu de brûler la gueule à ces bandes noires !

Et les voisins, les spectateurs de ces actes de vandalisme, ont laissé faire, ou ont participé au pillage !

Crétinisme plutôt que banditisme.

Car ces insensés, après avoir saccagé les maisons Maggi, sous prétexte qu'elles sont allemandes, — alors qu'elles sont suisses, — ne sont-ils pas allés porter la dévastation dans des brasseries alsaciennes, dont les propriétaires portent des noms à consonance allemande ?

Mais, espèce de bourriques, vous ne savez

(1) *La Guerre Sociale* n'a pas paru le 5 août (Note de l'éditeur.)

donc pas que tous les Alsaciens portent des noms allemands?

A moi, le rouge me monte au front quand je vois ces magasins éventrés, dont les murs ravagés témoignent à tous qu'il y a dans notre peuple des brutes au moins aussi barbares que les pangermanistes qui viennent de fusiller Samain.

Et je baisse la tête, de honte, quand je vois nos commerçants français réduits, pour se mettre à l'abri de pareils actes de sauvagerie, à pavoiser leur maison, à coller leur livret militaire à leur devanture, à étaler sur leurs vitres un patriotisme qui sent la peur et la terreur.

Ces actes de vandalisme, suivant à deux jours d'intervalle l'assassinat de Jaurès, savez-vous qu'ils atteignent en laideur et en horreur les massacres de septembre de 1792?

Seulement, nous avons la fierté cette fois de pouvoir dire que ce ne sont pas les républicains qui ont sur la conscience ces journées de deuil et de honte.

Nous avons le légitime orgueil de pouvoir constater que dès le lendemain, des citoyens de tous les partis avancés, notamment dans les communes socialistes de la banlieue de Paris, se sont offerts pour constituer une garde civique qui empêchera le retour de semblables ignominies.

Nous avons la consolation de nous dire que le gouvernement, qui décidément depuis le premier jour où la patrie s'est trouvée en danger, s'est montré digne du Comité de Salut Public de la Première République, n'a pas hésité à proclamer l'état de siège et à déférer à la cour martiale les quelques détrousseurs pris la main dans le sac.

On pourrait avoir de l'indulgence pour de pauvres bougres qui, mourant de faim, saccageraient une boulangerie pour manger.

On comprend parfaitement des ménagères, sous le coup de la colère, bouleversant l'étalage d'un accapareur qui spécule sur la misère publique, et qui leur vend de l'huile 10 francs le kilo ou le sucre 2 francs la livre.

Mais aller froidement saccager des laiteries, ou des brasseries, ou des bijouteries, faire main-basse sur tout ce qui vous tombe sous la main, sans avoir même l'excuse de la faim, ce sont des mœurs d'Apaches que les conseils de guerre feront bien de réprimer, avant qu'elles se soient acclimatées chez nous.

S'ils mettent la main sur les organisateurs de ces ignominies, qu'ils ne les manquent pas!

Les commerçants, les industriels, les bourgeois comme les ouvriers qui partent vaincre ou mourir ont le droit de savoir que derrière eux personne ne les poignardera dans le dos, que personne ne saccagera les boutiques qu'ils ont confiées à la garde de leurs femmes, de leurs sœurs et de leurs filles.

Au mur, les pillards!

Au mur, les instigateurs des pillages!

Jeudi 6 août.

Jemmapes (1792-1914).

L'inondation allemande a commencé en Belgique. Combien sont-ils? 200.000, 300.000, 500.000? On le saura bientôt.

Dévalant au nord et au sud du camp retranché de Liége, où la vaillante petite armée belge semble tenir bon, l'armée allemande s'avance vers la ligne Maubeuge-Lille-Dunkerque.

Une fois de plus, c'est dans la grande plaine belge que le grand choc aura lieu.

Les troupes anglaises commencent à débarquer sur la côte du côté de Dunkerque.

L'armée française, elle, se concentre autour du camp retranché de Lille et de Maubeuge, et sans doute aussi vers les sources de l'Oise.

Aucune surprise pour notre état-major dans cette manœuvre de large envergure.

Elle était inscrite sur la carte, indiquée par la direction des voies ferrées que depuis quelques années l'état-major allemand multipliait aux frontières de Belgique et de Hollande.

Où l'inondation allemande rencontrera-t-elle la vague française ?

Quand nous voyons cette inondation s'abattre sur les nôtres, nous avons un frisson d'angoisse.

Nous aurions peur, si nous ne savions à quelle vague d'enthousiasme va se heurter l'inondation allemande, et si nous ne savions que c'est de ce côté qu'en 1792 une pareille vague d'enthousiasme délogea une formidable armée des hauteurs de Jemmapes !

Vive la deuxième armée de Sambre-et-Meuse !

Vendredi 7 août.

Sur la route de Jemmapes.

Le général von Emmich, qui commande l'ar-

mée allemande de la Meuse, en a de bonnes.

Est-ce qu'il n'a pas osé dire aux Belges : « Souvenez-vous de Waterloo, où les armées allemandes ont contribué à l'indépendance de votre pays ! »

Non, mais, est-ce qu'ils ont tous perdu la carte, dans le grand état-major allemand !

Waterloo, mais c'est, si je ne m'abuse, l'écroulement d'un empereur qui avait, par sa folie, par ses brutalités, soulevé contre lui une véritable coalition européenne.

Cet empereur-là violait la neutralité des petits pays qui l'avoisinaient.

Il fusillait les patriotes des pays sur qui il mettait sa lourde botte.

Un jour l'Europe entière en eut assez.

Elle se dressa comme un seul homme contre celui qui était devenu un danger public, un danger international pour l'Europe entière.

Parler de Waterloo à l'heure où le kaiser allemand a l'air d'être pris de la même griserie, de la même folie qui cassa les reins à notre Napoléon, c'est une gageure.

C'est ce que nous appelons, en France et en Belgique, parler de corde dans la maison d'un pendu.

Si le général von Emmich avait vu la vague d'enthousiasme qui soulève depuis huit jours la France entière, des Vosges à l'Océan, de la mer du Nord aux Pyrénées, des royalistes et des bonapartistes aux républicains les plus avancés et aux socialistes les plus exaltés, je lui donne ma parole que l'idée ne lui aurait pas effleuré l'esprit de parler d'un Waterloo français.

Il y a, sur la route de Bruxelles à Paris, un petit village qui s'appelle Jemmapes.

Au mois de novembre 1792, une grosse armée autrichienne l'occupa solidement, en garnit les hauteurs d'une formidable artillerie. C'était la plus belle armée manœuvrière d'Europe, celle qui surpassait en valeur technique toutes les autres armées d'Europe de ce temps-là. Von Emmich s'appelait à l'époque von Cobourg.

Il disait : « Si les Français me délogent d'ici, je me fais jacobin. »

Les Français approchèrent.

Ils étaient moins nombreux.

Ils étaient moins bien armés.

Mais ils avaient conscience de combattre pour la plus sainte des causes.

Ils défendaient à cette heure-là comme aujourd'hui le droit des peuples.

Au chant de la *Marseillaise* et du *Ça ira*, ils s'élancèrent sur les Autrichiens et les culbutèrent.

Le général von Emmich va l'un de ces jours donner à la France un grand coup dans l'estomac.

Toutes les mères françaises en frissonnent d'avance et font provision de courage pour le jour de la dure épreuve.

Mais David attend Goliath.

Carpentier attend le nègre Jack Johnson.

Et quand même Carpentier serait knock-out, pour un moment, il y a quelqu'un qu'on ne mettra pas knock-out : c'est la France.

Le général von Emmich nous parle de Waterloo.

Musiques, jouez-lui *Sambre-et-Meuse !*

Samedi 8 août.

Résurrection.

J'ai vu, comme tout le monde, depuis huit jours, des choses à peine croyables.

J'ai vu un peuple, qu'on croyait pourri d'individualisme, enfoncé jusqu'au cou dans les jouissances matérielles, déchiré par les haines religieuses, politiques et sociales, abandonner sans la moindre récrimination ses intérêts, ses plaisirs, ses rancunes, et, dans une unanimité émouvante, courir aux armes à l'appel de la patrie en danger.

J'ai vu les mères, les sœurs, les filles accepter avec une résignation sublime le douloureux sacrifice.

J'ai vu des moines demander un fusil à la République qui les a expulsés.

J'ai vu des révolutionnaires à tous crins qui, hier encore, posaient aux sans-patrie, demander à partir à la frontière, aux postes les plus périlleux.

J'ai vu un officier venir à nos bureaux, en tenue de campagne, — un lieutenant, — m'apporter, pour que je puisse paraître tous les jours, une collecte faite au mess des officiers de son régiment, qui partait le lendemain pour la frontière.

J'ai vu des exclus de l'armée, — j'en ai vu des douzaines à nos bureaux, — des hommes exclus de l'armée pour des crimes de droit commun me supplier de demander au ministre de la guerre de ne pas les envoyer dans un fort-pri-

son, comme le prescrit le règlement, mais de les placer aux avant-postes, où ils ont soif de se réhabiliter en donnant leur peau pour la patrie.

Mais, de tout ce que j'ai vu, voici bien la chose la plus émouvante.

Un homme se présente à moi. Il frise la cinquantaine. Il a toute l'apparence d'un bourgeois cossu, élégant, distingué.

Je lui tends la main :

— Monsieur, je ne suis pas digne de vous serrer la main...

Et, à voix basse, comme un grand coupable parlant à un prêtre au confessionnal, il me dit d'une voix grave, tremblante d'émotion :

— Je suis un évadé du bagne... Depuis plusieurs années, je m'efforce de me réhabiliter par le travail et l'exemple d'une vie irréprochable.

« Je suis arrivé à l'aisance.

« J'ai un foyer, de jolis enfants ravissants.

« Ma femme elle-même ignore qui est son mari, et, dans mon quartier, chacun m'honore.

« J'ai passé l'âge du service militaire, mais je ne veux pas manquer l'occasion inespérée qui s'offre à moi de laver mon nom, de laisser à mes enfants un nom dont ils n'auront pas à rougir.

« Quand j'aurai payé ma dette, quand j'aurai donné mon sang pour défendre le pays que j'aime, le pays où vont grandir mes enfants, vous leur direz qui était leur père, et comment il est mort.

« Je compte sur vous pour m'aider à trouver une belle mort.

« Vous comprenez, monsieur...
« La mort sur le champ de bataille, c'est pour moi la vie, c'est pour moi la résurrection. »
J'ai promis, d'un geste, qu'il pouvait compter sur moi.
J'étais trop ému pour trouver des paroles.
Je n'ai pu que l'embrasser.
Connaissez-vous un Français qui lui aurait refusé l'accolade fraternelle ?

Dimanche 9 août.

La Revanche.

Le coup de balai est commencé.
Notre armée du Rhin, débouchant en trombe de Belfort, est en train de balayer la plaine d'Alsace !
Nos bons gosses de 20 ans, de 21 ans, de 22 ans ont été superbes. Il y avait quarante-trois ans que nous avions ça sur le cœur. Ça a été l'ouragan !
A 500 mètres de l'ennemi, impossible de les retenir.
Ils couraient comme des fous, baïonnette au canon, n'écoutant plus aucun commandement.
Lés Alsaciens qui assistaient à cette débauche d'héroïsme reconnurent du coup les fils de ceux de Valmy, de ceux de Jemmapes, de ceux de Fleurus, de ceux d'Austerlitz, de ceux d'Iéna, de ceux de Wagram, de ceux de Sébastopol, de ceux de Magenta, les fils aussi des glorieux

vaincus de Reischoffen, de Bazeilles et de Champigny.

Et quelle belle mort pour les bons gosses qui, au seuil de la vie, se sont offerts joyeux en holocauste, pour le salut de tous ! Combien de Barra et de Viala dans cette armée de héros ?

Pendant qu'au chant de la *Marseillaise* ils entrent à Mulhouse et peut-être à Colmar, je songe à celui qui, pendant quarante-trois ans, incarna la revanche du Droit.

Je pense au vieillard qui, malade, moribond, venait, il y a six mois, à la tête de ses fidèles de la Ligue des Patriotes, pousser un dernier coup de clairon, à Champigny, au pied du monument des morts pour la patrie, et qui mourut sans avoir jamais désespéré.

Déroulède ! Déroulède ! le drapeau de Valmy flotte sur Mulhouse !

Hospitalité Française.

Quelles tristesses au milieu de la joie et de l'orgueil patriotiques qui nous gonflent le cœur depuis huit jours !

Quelle honte, au moment où toute notre race se trouve soulevée au-dessus d'elle-même, au-dessus de la commune humanité, par une si formidable vague d'enthousiasme !

Quels serrements de cœur, quand on s'est institué d'office, pour le compte de la future République allemande, le consul d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, de recevoir les doléances

des Autrichiens et des Allemands que la tourmente a surpris au milieu de nous.

Voici un Polonais de la Galicie autrichienne. On sait la tendresse que tous les Polonais, indistinctement, nourrissent pour la France, aussi bien ceux qui lors du dépeçage de la Pologne ont été attribués à la Russie que ceux qui ont été adjugés à l'Autriche et à la Prusse Ce Polonais est un professeur de lycée à Lancut; il se nomme Gebka. Il m'est amené par un ami socialiste polonais que je connais bien et qui est un fanatique admirateur de notre France républicaine.

« Monsieur, me dit M. Gebka, j'étais venu passer mes vacances universitaires dans le département du Nord, où j'ai comme ami le curé attaché aux Polonais du lieu. Il faut vous dire qu'à Lallaing, arrondissement de Douai, et à Bully-Montigny, non loin de là, il y a une véritable colonie de mineurs venus de la Pologne allemande, pour fuir la persécution prussienne. Or, la guerre éclate. Aussitôt la rumeur publique me désigne, sans rime ni raison, comme un Prussien. La foule assiège ma maison. Malgré la protestation du maire et de la police, on me lance des pierres — voyez en quel état on m'a mis — on arrache les cheveux de ma femme, on lui laboure le corps à coups de griffes, on lui arrache le sac à main qui contenait ses bijoux, pendant qu'à côté les pauvres mineurs polonais, traités de Prussiens, subissaient un sort pire encore, si j'en crois le récit de fugitifs qui parlent de morts et d'enfants massacrés ! »

On frémit en pensant que l'on va parquer dans quelques villes de l'Ouest des milliers de résidents autrichiens ou allemands, que la foule, si le gouvernement ne l'avertit pas, est capable de traiter comme une bande d'espions et de traîtres !

Voici un autre spécimen de ce genre de traîtres. M. Wladimir Luszpinski, notaire à Léopol (Galicie autrichienne), 67 ans, et Mme Constance Luszpinski, sa femme, 59 ans, sont des Polonais aimant ardemment la France. Ils sont venus il y a trois mois aux bains de mer, à Saint-Malo. C'est là que la nouvelle de la mobilisation les a surpris. Ils plient bagage à la hâte, arrivent, avec quels retards ! à Paris, et là apprennent qu'ils vont être évacués dans une ville de l'ouest de la France. Ainsi voilà deux vieillards, qui sont Polonais amis de la France, dont le seul crime est d'appartenir à un pays qui a été dépecé par ses voisins et d'être sujets autrichiens ; ils sont malades, brisés par les émotions. Ne pourrait-on pas, sans les assujettir à un voyage dans un troupeau de relégués et d'expulsés, leur permettre de rester à Paris et d'attendre un moment propice pour regagner leur malheureuse patrie ?

Voici des jeunes filles, des Autrichiennes, gracieuses comme nos Parisiennes. Elles sont étudiantes à la Sorbonne. L'une d'elles n'a pas vingt ans.

« Monsieur ! monsieur ! On va nous expulser nous ne savons pas où, dans une ville où nous ne connaîtrons personne, où peut-être on nous maltraitera. De grâce, obtenez qu'on nous

envoie directement dans un pays neutre, et en attendant qu'on avertisse nos mamans que nous sommes vivantes et en bonne santé ! »

Et combien d'autres cas, tous plus intéressants les uns que les autres !

Le gouvernement a trouvé de bons accents pour parler aux mères françaises et à toute la nation.

Ne va-t-il pas, par affiches, faire savoir aux populations de l'Ouest, qui vont recevoir nos hôtes étrangers, que ces hôtes ne sont pas des ennemis, que beaucoup sont des amis de notre pays, et qu'il les confie à leur garde et à leur sollicitude !

Et mieux : ne pourrait-il pas accorder un sursis jusqu'à leur départ pour un pays neutre, ou même un permis de séjour à tous les Allemands ou Autrichiens qui auraient un répondant français ?

Nous donnons depuis huit jours un si beau spectacle à l'univers — malgré l'ombre qu'a jetée sur l'enthousiasme général le sac des laiteries Maggi et des brasseries alsaciennes — que je ne puis croire que la France soit un pays de barbares et de mufles.

S'il y a des familles françaises de bons patriotes qui veulent recevoir des Allemands et des Autrichiens amis de la France, qui sont sur le pavé en attendant leur expulsion dans l'Ouest, je les prie de passer à la *Guerre Sociale* au plus vite.

Chrétiens, républicains, socialistes seront également bien accueillis. Qu'on se le dise !

Lundi 10 août.

A la veille du grand choc.

Voyons! on commence à ne plus être raisonnable, en France. Nous commençons à ne plus maîtriser nos nerfs. C'est une pluie de lettres, ici, de lecteurs et de lectrices qui nous disent : « Pourquoi ne nous donne-t-on pas plus de nouvelles? On nous cache quelque chose ! »

Que les hommes de tête qui ne perdent pas le nord expliquent donc autour d'eux qu'on ne cache rien, que ce qu'il faut cacher à l'ennemi. Vous n'imaginez pas sans doute que le gouvernement va être assez stupide pour laisser les journaux publier des renseignements sur l'emplacement des troupes et les numéros des régiments ou des corps d'armée engagés.

Le public ne réfléchit pas assez qu'avant de se battre, il faut mobiliser les hommes, puis concentrer les corps d'armée avant de frapper le coup de massue.

La mobilisation s'achève à peine en France et en Allemagne ; on ne peut pourtant pas annoncer des combats qui n'ont pas lieu, ni fabriquer des bulletins de victoire avant d'avoir vaincu l'ennemi !

Si on s'énerve déjà, qu'est-ce que ce sera après la première grande bataille ?

Chacun voudra savoir s'il n'a pas perdu un des siens.

J'avertis d'avance les pères et les mères qu'il sera impossible au ministre de la Guerre de

satisfaire en vingt-quatre heures leur légitime impatience et de calmer leurs cruelles angoisses.

Comment veut-on que du jour au lendemain, après une grande bataille engagée sur un front de 100, 150, 200 kilomètres, quand les morts et les blessés joncheront le terrain par milliers, hélas ! on sache avec précision quelles sont les victimes et quels sont les survivants ?

La bataille finie, on pourchassera l'ennemi ; ce n'est que huit jours, quinze jours après, qu'on saura exactement le nom des morts et des blessés, et encore !

Ni affolement, ni griserie.

Je supplie qu'on ne s'imagine pas que l'on va entrer en Allemagne comme dans du beurre.

Certes, la victoire est certaine.

Nous avons, avec nos alliés, une supériorité numérique et matérielle écrasante.

Nous avons surtout une supériorité morale, un élan, un enthousiasme qui nous rendent invincibles même si çà et là nous éprouvons quelques revers.

Mais ce qu'il faut que chacun sache bien, c'est que l'armée allemande est une machine de guerre formidable ; que nous subirons autour de Metz, de Strasbourg, de Coblentz et de Cologne, quand nous les assiégerons, des pertes aussi terrifiantes que les Allemands en subissent actuellement autour de Liége.

Croire le contraire, ce serait se préparer de terribles déceptions.

Nous approchons de l'heure redoutable des

plus grandes boucheries des temps modernes.

Que nos mères, que nos femmes, que nos sœurs, que nos filles qui ont été si sublimes le jour du départ de ceux qu'elles aiment, fassent provision de courage et d'héroïsme !

Mardi 11 août.

Pain de fantaisie.

Les autorités ont décidé cette semaine que les boulangers ne feraient plus de pain de fantaisie.

Plus de petits pains, plus de croissants, plus de pains longs.

Tout le monde au pain de ménage ! en attendant que tout le monde soit au pain de munition.

L'idée part d'un bon naturel.

Pendant que nos soldats sont là-bas, à la frontière, les gens qui sont ici au frais peuvent bien se passer de brioches.

L'idée vous a même un petit air égalitaire bien fait pour réjouir les cœurs démocratiques.

Réfléchissez : c'est une idiotie.

Sur le pain de ménage, les boulangers ne gagnent pas un sou.

Vous les condamnez à ne fabriquer que du pain de ménage.

Bonsoir !

Ils fermeront boutique.

Dans quinze jours, la moitié des boulangers auront fermé.

Premier résultat : les ménagères feront un kilomètre pour trouver du pain.

Deuxième résultat : la fabrication et le port à domicile du pain de fantaisie nécessitaient une main-d'œuvre importante ; plus de pain de fantaisie : c'est quelques milliers de chômeurs de plus, à bref délai, sur le pavé de Paris.

Le moment est bien choisi vraiment.

Il n'y a sans doute pas assez de chômeurs ! pas assez de sans travail ! pas assez d'usines fermées par le fait de la mobilisation.

Cet oukase administratif est presque aussi désastreux que le sac des laiteries Maggi, qui prive de travail quelques milliers de bons Français ou de bonnes Françaises.

Ah çà ! est-ce que tout le monde ne voit pas que de maladresse en maladresse, nous finirons par organiser la famine, qui est pire que la guerre.

S'il y a un service à rendre au pays en ce moment, c'est de donner du travail au plus de gens possible.

Les femmes qui ont leur mari à l'armée ont 25 sous par jour ; c'est maigre ! Mais c'est du pain sec, c'est l'assurance de ne pas mourir de faim.

Mais les autres, celles qui ne touchent pas ce subside ?

Mais les hommes, qui ne trouvent plus à se caser parce que les usines chôment ?

Quoi ! c'est au moment où le patriotisme commanderait aux patrons qui le peuvent, de faire du stock, de rouvrir leurs usines, de donner du travail, c'est à ce moment-là que des

idiots, en saccageant les laiteries Maggi, privent de travail des milliers de Français, contraignent par la Terreur Blanche les industriels dont les noms sonnent étranger à fermer leurs ateliers!

C'est à ce moment-là qu'un ukase préfectoral vient étourdiment ruiner une des rares industries parisiennes qui ne risquaient pas de chômer!

Il y a eu des pillages stupides de laiteries et de brasseries qui n'ont été que des actes de vandalisme.

Veut-on voir des émeutes de la faim?

Les hommes, partis dans un élan d'enthousiasme, se font casser la figure là-bas pour la patrie.

Ici, pendant ce temps, leurs femmes, faute de travail, mourront de faim, et pour ne pas mourir de faim saccageront les boutiques.

Douce perspective!

Ou une organisation intelligente et rationnelle du travail, par le concours de l'Etat et des patrons patriotes qui rouvriront leurs usines, leurs boutiques, sans entraves administratives et sans peur de nouveaux sacs, ou dans quinze jours la famine à Paris!

Mercredi 12 août.

Rappel à la Pudeur.

On savait depuis longtemps que dans les mairies certains ronds-de-cuir — pas tous,

heureusement! — se permettent de traiter les administrés avec des façons plus que cavalières, surtout quand ce sont des gens mal habillés.

Mais on pouvait croire qu'élevés au-dessus d'eux-mêmes par la grandeur tragique de l'heure que nous vivons, les ronds-de-cuir, tous sans exception, se mettraient à l'unisson du reste de la nation.

Or, qu'est-ce qu'on me raconte de toute part ?

Que des femmes, dont les hommes sont sous les drapeaux, venues dans les mairies pour toucher le faible subside que la République leur octroie, sont reçues comme des chiens dans un jeu de quilles.

Ça, par exemple, je prie messieurs les ronds-de-cuir mal embouchés de prendre bonne note que le peuple de Paris ne le tolérera pas, ni le gouvernement non plus.

C'est trop fort, vraiment !

Est-ce que nos ronds-de-cuir s'imaginent, par hasard, que les femmes des citoyens qui vont donner leur peau pour la patrie sont des mendiantes ?

Se sont-ils fourré dans ce qui leur sert de cervelle que c'est une aumône que la nation les charge de remettre aux femmes et aux enfants de ceux qui, là-bas, à la frontière, couchent sur la dure, peut-être sans pain, en attendant la mort des braves ?

Ils n'ont donc pas compris que toutes les femmes, toutes les mères, tous les enfants de ceux qui forment un rempart de leurs poitrines à la patrie en danger, c'est chapeau bas, bien

respectueusement — non, bien fraternellement — qu'ils doivent les recevoir ?

A l'heure actuelle, toutes les femmes âgées sont nos mères.

Toutes les femmes sont nos sœurs.

Tous les enfants sont nos enfants.

C'est cela la Patrie.

C'est en une heure comme celle que nous vivons que, en 1792, le mot de fraternité a jailli des cœurs de tous les patriotes !

En temp normal, la dureté ou l'insolence d'un rond-de-cuir à l'égard d'une femme est une goujaterie.

A l'heure actuelle, c'est une incongruité qui pue la trahison.

Relégués comme Allemands.

Aujourd'hui sont partis de grands convois d'Allemands et d'Autrichiens expédiés en province.

Relégués, les socialistes allemands et autrichiens qui habitaient Paris et qui, sans vouloir porter les armes contre leur propre patrie — ce qui les honore — ne veulent pas porter les armes contre la terre de liberté dont ils se considèrent comme les fils adoptifs ! Relégués en province, alors que nous aurions pu trouver pour chacun d'eux des socialistes français qui auraient répondu d'eux.

Relégués, les Italiens des provinces que, depuis 1859 et 1866, l'Autriche tient encore sous

ses griffes! Relégués, malgré leur haine de l'Autriche et leur amour de la France!

Relégués surtout de nombreux Polonais qui sont administrativement des Prussiens ou des Autrichiens, puisque la Prusse et l'Autriche dépecèrent la Pologne, il y a cinq quarts de siècle! Relégués s'ils n'ont pas su se débrouiller, relégués s'ils ne sont pas venus à temps au consulat allemand et austro-hongrois établi dans nos bureaux.

Reléguée à Saumur depuis le 10 août, par exemple, Mlle Casimira Rubach, 28 ans, domiciliée à Paris, rue Monge, 25, née à Jacklorovo (Pologne annexée par la Prusse) dont la famille a subi toutes sortes de persécutions pour avoir lutté contre la domination prussienne dans la province de Posen. Ça lui apprendra à vouloir rester en France malgré les lettres de rappel de sa famille éplorée, à vouloir y rester pour soigner les blessés français et à demander à Mme Messimy son inscription comme infirmière à la Croix-Rouge!

Reléguée le même jour, à Saumur, Mme Alyas, *Française* d'origine, domiciliée 7, rue Gay-Lussac, expulsée avec ses deux gosses (10 mois et 2 ans), bien que son père ait la médaille de 70, bien que ses deux frères, Français comme elle, soient à la frontière. Ça lui apprendra à épouser un Allemand résidant en Suisse depuis longtemps!

Etait-il donc si difficile de laisser résider à Paris les socialistes allemands et autrichiens, les Italiens de Trieste et de Trente, les Polonais de Posnanie et de Galicie qui auraient trouvé des répondants parmi les Français?

Et, puisque le mal est fait — un mal réparable, avec un peu de bonne volonté de la part du ministère de l'Intérieur et de la Sûreté générale — serait-il donc si difficile au gouvernement de faire savoir à la France, par un communiqué à la presse parisienne et départementale et par des affiches sur les murs des villes de « relégation », que les étrangers expulsés dans l'Ouest ne sont pas des ennemis, que beaucoup d'entre eux sont sans doute des amis, et que la République les met sous la sauvegarde et les recommande à la sollicitude de tous les patriotes.

Croit-on vraiment que si la France était capable de ce geste, elle n'effacerait pas un peu la pénible impression faite dans le monde civilisé par le sac des laiteries Maggi et des brasseries alsaciennes et qu'elle n'apparaîtrait pas à tous les yeux comme un pays de haute civilisation ?

Jeudi 13 août.

Les socialistes allemands.

Les élus socialistes au Reichstag ont voté les crédits de guerre.

Ça vous étonne ? Ça vous scandalise ?

Moi pas.

Jamais les socialistes allemands n'avaient dit qu'ils ne se battraient pas, en cas de guerre, jamais ! Tout ce qu'ils nous ont dit dans nos congrès internationaux c'est que si une guerre

éclatait, malgré leurs efforts pour l'empêcher, le Kaiser pourrait bien le payer cher, à la fin de la guerre.

Peut-être devraient-ils discuter davantage, rechercher davantage les véritables responsabilités du conflit.

Mais quoi !

On les a mis en présence du fait accompli : la mobilisation russe, la mobilisation allemande, puis la mobilisation française.

Le gouvernement, maître du télégraphe et du téléphone, leur a raconté ce qu'il a voulu.

Il leur a raconté que le gouvernement français, sans déclaration de guerre, avait fait lancer des bombes à Nuremberg.

Il a dû leur raconter aussi que, sans déclaration de guerre, nos patrouilles faisaient des incursions en Alsace, et peut-être que nous avions fusillé quelques Allemands inoffensifs.

Je ne serais pas surpris qu'on leur ait représenté Paris livré à la fureur nationaliste, les chefs socialistes assassinés. Avouez que l'assassinat de Jaurès pouvait, de loin, apparaître non comme le crime d'un aliéné, mais comme le triomphe du chauvinisme français.

Les socialistes allemands se seront dit : « Les chauvins français, maîtres de Paris, se servent du tzarisme comme d'une matraque pour casser les reins à l'Allemagne ! »

Dans un pays où l'on déteste la Russie, où l'on redoute le péril slave, où le tzarisme apparaît à tous les démocrates sous l'aspect d'un knout, nos pauvres camarades allemands ont perdu la tête.

Et sans faire même le geste de protestation qui valut chez nous, il y a quarante-trois ans, à Thiers, d'être traité de Prussien, ils ont avalé bouche bée les mensonges du chancelier.

Dupes ou complices ?

Soyons indulgents !

Même si leur patrie leur semble avoir tort, que voulez-vous, c'est leur patrie quand même!

Quel est le fils qui ne défend pas sa mère, même quand elle a tort ?

Nous ne nous sommes jamais aveuglés ici sur les défauts de nos amis socialistes allemands ; dans tel congrès socialiste international, il m'est même arrivé de leur dire en face quelques dures vérités.

Mais, ce que je puis garantir, c'est qu'ils détestent cordialement la caste des hobereaux et le kaiser, et que l'Allemagne est loin de la belle union morale qui groupe tous les Français aujourd'hui, sans distinction de parti, autour de notre gouvernement de défense nationale.

Ce que je puis garantir encore, c'est que nos amis socialistes allemands finiront par savoir la vérité.

Ils sauront que l'histoire des bombes de Nuremberg est une fable grossière.

Ils sauront que pendant toute la période qui a précédé la déclaration de guerre nos troupes, à nous, avaient été reculées de 10 kilomètres de la frontière, et que les premiers incidents de frontière sont nés sur *notre* territoire.

Ils sauront que la Russie n'avait pas mobilisé sur la frontière allemande, mais uniquement

sur la frontière autrichienne ; que la Russie et l'Autriche étaient en train d'accepter la médiation de l'Angleterre, lorsque inopinément, pour faire de l'irréparable, le gouvernement du Kaiser envoya à Saint-Pétersbourg l'ultimatum qui, en exigeant la démobilisation immédiate de la Russie, déclancha la guerre européenne.

Les socialistes allemands ont beau ne pas avoir beaucoup de tempérament révolutionnaire, quand ils apprendront que leur kaiser et sa caste militaire ont déchaîné sur l'Europe une pareille horreur, je ne donnerai pas cher de la peau du kaiser et de son kronprinz de fils.

Quatre millions et demi de socialistes attendent leurs gouvernants à la première grande défaite.

Ce jour-là, il y aura des juges à Berlin.

Respectons nos hôtes étrangers.

> Tu ne vexeras ni n'oppprimeras l'étranger qui est dans ton pays, car vous avez été vous-mêmes étrangers dans la terre d'Egypte.
>
> (*Exode*, XXIII.)

Le défilé des tristes victimes de la guerre continue à notre consulat allemand et autrichien de la *Guerre Sociale*.

De tous ceux que j'ai vus depuis que je me suis institué consul allemand et autrichien sans l'autorisation de Guillaume ni de François-Joseph, je n'en connais pas qui m'aient semblé

plus sympathiques que la maman et la fillette que j'ai reçues hier.

La maman est bavaroise : une gracieuse jeune femme dont le mari est peintre, un peintre qui admire les maîtres français et italiens, et qui plus d'une fois séjourna parmi nous. Sa femme était en France, depuis quinze jours, avec sa fillette, une délicieuse gamine de huit ans.

La maman et l'enfant étaient dans la banlieue de Paris, près d'un peintre ami, de nationalité française, dans un de ces petits trous de campagne où tout le monde se connaît.

La guerre éclate.

Les commères du lieu, d'abord, hésitent. Il y avait une enfant, et quelle est la femme française qui n'aime pas les enfants ?

Puis l'énervement les gagne.

« A bas l'Allemande ! »

Le maire, pour éviter une histoire — et peut-être une histoire tragique — invite la jeune femme et sa fillette à fuir.

Où fuir ?

Chez le peintre français, qui bravement leur a offert sa maison comme refuge.

Les commères, de plus en plus menaçantes, viennent y relancer la fugitive.

Elle est venue chercher asile chez « son consul » d'un nouveau genre.

Oh ! la délicieuse enfant qui l'accompagnait.

On comprend que des femmes s'énervent, s'affolent, à la pensée que leurs maris, leurs enfants, sont sur la frontière, en grand péril de mort.

Mais quelle brute y a-t-il au fond de chacun

de nous pour que des femmes n'aient pas eu pitié de cette gamine, qui est là souriante devant moi, insouciante du danger et qui me montre sa poupée, une petite poupée qui ferme les yeux, une poupée vivante ?

Je l'ai conduite dans une maison amie où il y a une fillette du même âge, qui a des poupées aussi, et qui sait monter à cheval sur mes épaules.

Je mettrai les deux fillettes sur mes épaules demain, et je jouerai au cheval avec elles.

Le papa de l'une est dans l'infanterie coloniale française.

Le papa de l'autre est dans l'infanterie allemande.

En attendant que leurs papas se canardent, moi, je serai leur cheval.

Je disais hier qu'à cette heure tous les enfants des femmes françaises sont nos enfants.

Je m'aperçois que je n'ai pas assez dit.

Je crois bien que les enfants des femmes allemandes aussi sont nos enfants.

Pendant que je m'occupe des Allemands et des Allemandes que la tourmente a surpris en France, il y a là-bas quelque bon Allemand — soyez-en sûr — socialiste ou chrétien, qui veille sur les papas français et les mamans françaises, et les enfants français qui ont été surpris par l'orage, là-bas dans quelque ville d'Allemagne.

Et je me surprends murmurant ce mot sublime que je détache d'un des livres saints de l'admirable peuple juif, si grand malgré ses malheurs et ses défauts : « Tu ne vexeras ni n'oppprimeras l'étranger qui est dans ton pays, car vous avez

été vous-mêmes étrangers dans la terre d'Egypte ! »

Vendredi 14 août.

La Peur des Espions.

Il faudrait quand même que la partie du public qui a conservé toute sa lucidité intellectuelle et toute sa santé morale réagisse contre cette espèce de maladie qui s'est emparée du pays, et qui lui fait voir des ennemis partout.

Ça a commencé par cet ignoble et stupide pillage des boutiques Maggi. Parce qu'il y avait des Suisses allemands à la tête de cette grande administration, est-ce qu'il ne s'est pas trouvé de pauvres gobe-mouches pour croire que la Société Maggi était une vaste société d'espionnage et d'empoisonnement ! ! Les chiffres qu'on lisait sur les affiches Maggi étaient des signes cabalistiques, des indications pour les troupes allemandes ! Vérification faite, c'étaient les dates et les numéros d'enregistrement des affiches !

La province est aussi malade que la capitale.

L'autre jour, à Nancy, un ancien notaire de cette ville, patriote à tous crins, et même nationaliste, qui revenait de Lorraine, racontait, sur une place, à un de ses amis, ce qu'il avait vu de l'autre côté de la frontière. Un benêt vient à passer. Il entend un bout de con-

versation. Pas de doute. C'est un espion. Vite, il ameute les badauds. Tous les gobe-mouches du voisinage accourent. Et c'est la ruée sur le malheureux notaire, qui reste sur le carreau, grièvement blessé.

A Versailles, c'est un consul honoraire de Belgique, M. de Meeus, demeurant avenue de Saint-Cloud, qui est arrêté à la légère comme espion, par la police, et qu'on dut relâcher après qu'on eut reconnu qu'il était Belge, marié à une Française, et, de plus, un chaud ami de la France.

A Paris, il ne se passe guère de jour sans qu'une méprise se commette à l'égard de quelque honnête citoyen.

Ecoutez cette histoire, qui n'est pas un conte :

M. Friderich est né à Legviller (Moselle) en 1863, c'est-à-dire dans un pays qui était français au moment de sa naissance. Après la guerre, il a opté pour la France : j'ai sa feuille d'option sous les yeux. Puis il a servi au 3e hussards : j'ai son livret militaire devant moi. Il est chef d'équipe serrurier. Dimanche, 2 août, il va près de la gare de l'Est, voir partir des troupes. Tout à coup, sans qu'il sache d'où part le coup, de la foule sort ce cri : « C'est un Allemand ! C'est un espion ! » Le malheureux est assommé, et il ne doit la vie sauve qu'au prompt secours de quelques agents, qui le conduisent d'ailleurs au violon, et de là au Dépôt. Il fallut quatre jours pour reconnaître son honorabilité. Notre « espion » rentre à son atelier ; les ouvriers, qui ont appris,

on ne sait comment, son arrestation, le rouent de coups, et son patron, pour ne pas avoir d'histoire, le chasse.

C'est son fils, un instituteur mobilisé, qui, au moment de partir à la frontière, a chargé un de ses amis de venir me raconter, avec pièces et documents à l'appui, cette lamentable histoire.

J'en connais d'aussi lamentables.

Ce journal n'y suffirait pas, s'il fallait les raconter toutes.

Voyons! ça devient du maboulisme! Avez-vous jamais rien vu de plus sot que cette peur folle des espions?

Les espions?

Même s'il y en a, que diable voulez-vous qu'ils espionnent? Comment diable voulez-vous qu'ils renseignent leur gouvernement?

Avec quoi?

Le gouvernement tient le télégraphe et les téléphones.

Il garde les lettres, par mesure de salut public.

Une auto ne peut pas franchir une porte de ville, ne peut pas circuler en rase campagne, sans que ceux qui l'occupent soient obligés d'exhiber leurs papiers?

Qu'ils fassent sauter des ponts?

Est-ce que tout n'est pas gardé, archi gardé, depuis quinze jours?

Vraiment, ça vaut bien la peine d'avoir donné au monde l'exemple du courage et de la bonne humeur au moment de la mobilisation; ça vaut bien la peine d'avoir entre l'ennemi et nous un

million de braves et de héros, qui vont étonner le monde par leur belle furie française, pour faire dans ses culottes parce qu'il y aurait un espion par-ci par-là, perdu dans le flot d'étrangers amis de la France, qui lui témoignent tous leur affection en ce moment de façon si touchante.

Si, par miracle, des espions allemands pouvaient communiquer avec leur gouvernement, la seule chose qu'ils pourraient lui révéler, c'est que ça ne se passe pas du tout comme en 70 !

Que ça n'est pas comme en 70, eh ! braves gens, les généraux allemands n'ont pas besoin d'espions pour le leur apprendre.

Nos soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse et de l'armée du Rhin le leur ont déjà fait savoir !

Samedi 15 août.

Fusillés par mesure provisoire.

Je viens d'apprendre, tout à fait par hasard, d'un témoin oculaire digne de foi, que deux personnes, au moins, ont été fusillées, cette semaine, au fort de Romainville, près Paris.

Des espions, m'affirme-t-on, ou des Allemands qui auraient tenté de faire sauter des ponts.

On m'assure qu'à Satory, qu'à Vincennes, les pelotons d'exécution ne chôment pas un seul jour.

Je ne voudrais pas paraître chercher de mauvaises chicanes à l'autorité militaire ; je sais combien son rôle est délicat ; je suis sûr qu'elle le remplit en toute conscience, et, au surplus, je ne vois aucun inconvénient à ce qu'on fusille des espions ou des traîtres avérés.

Mais, tout de même, ces exécutions à huis clos m'épouvantent.

Les gens qu'on a fusillés, ont-ils eu un défenseur ?

Les a-t-on jugés publiquement ?

Quand on songe avec quelle légèreté ont été arrêtés comme espions de braves gens inoffensifs, très bons patriotes, on frémit à la pensée que des juges militaires aient partagé l'affolement général, et que des erreurs judiciaires aient pu être commises.

Et, si un pauvre Allemand, installé en France, aimant la France, dénoncé par des concurrents commerciaux, avait été passé par les armes ?

Voyez-vous un pauvre diable innocent qui a contre lui quelques fâcheuses apparences, amené devant une cour martiale, sans défenseur ; voyez-vous, à la barre, déposer des témoins à charge, comme ceux qui assommèrent les bons patriotes dont hier j'ai conté l'histoire navrante ; voyez-vous les juges militaires manquant de sang-froid, et l'innocent conduit, les yeux bandés, au poteau d'exécution ?

Je n'accuse personne.

Je fais part de mes angoisses.

Hier, je faisais appel à tous les citoyens qui ont conservé, dans la tourmente, un peu de lucidité intellectuelle et une bonne santé

morale ; je les suppliais de réagir contre la tendance du public à voir des espions partout.

Aujourd'hui, c'est au sang-froid des juges militaires, du gouverneur militaire de Paris et du ministre de la guerre, que je me permets de faire appel.

Il serait triste que la belle lutte commencée contre la barbarie allemande fût déshonorée par des procédés barbares et des exécutions sommaires injustifiées.

Coûte que coûte, il nous faut éviter d'écrire avec le sang d'Allemands innocents des pages dont nous puissions avoir à rougir plus tard.

A Haïti, à chaque guerre civile, les partis exécutent assez cavalièrement les adversaires dont, à tort ou à raison, ils croient avoir à se plaindre : ils les fusillent par mesure « provisoire », comme disait je ne sais plus quel bon nègre.

Je supplie instamment l'autorité militaire de se souvenir que nous ne sommes pas à Haïti, mais dans la France des Droits de l'Homme.

Dimanche 16 août.

Vive la Pologne !

Voici le coup de théâtre que j'attendais, que j'espérais !

La Pologne martyre, la Pologne dépecée, il y a cent vingt-cinq ans, par la Prusse, la Russie

et l'Autriche, va sortir de son tombeau, rayonnante de gloire et de jeunesse.

Ils avaient cru qu'une nation jeune, et généreuse, peut se dépecer comme une pièce de bétail.

La Russie lui avait arraché la tête et les bras; l'Autriche avait pris le tronc; la Prusse le reste.

Et voici qu'en entendant de loin les fils de ceux de 1792 chanter *la Marseillaise*, la Pologne a remué dans son tombeau.

Kosciusko s'est dressé, tel qu'il était le jour où les balles le couchèrent sur le champ de bataille avec les derniers défenseurs de l'héroïque Pologne.

Le maréchal Poniatowski, qu'on avait cru mort à Leipzig, a revêtu son plus beau costume de maréchal de la Grande Armée.

Et les glorieux insurgés qui, en 1830 et en 1863, furent fusillés ou pendus pour avoir voulu affranchir leur malheureuse patrie, ont répondu : « Présents ! »

Qu'importe que ce ne soit pas encore la République polonaise !

Est-ce que le rattachement de la Pologne prussienne et de la Pologne autrichienne à la Pologne russe ne sera pas le premier pas dans la voie de l'affranchissement ?

Qu'importe que les tzars, après avoir, en 1815, promis de respecter la constitution de la Pologne, l'aient violée ! Qu'importe qu'ils aient violé, depuis, la constitution de la Finlande !

Quand l'ensemble des Polonais, quand 20 à 25 millions de Polonais seront réunis dans une Pologne autonome, placée sous le protectorat

russe, quelle puissance sera capable de la tenir bâillonnée et ligotée ?

Et puis, quoi !

Est-ce que la libre Angleterre et la France républicaine, qui ne sont sans doute pas étrangères au manifeste du grand-duc Nicolas, ne vont pas faire comprendre à leur allié le tzar que, pour inspirer confiance aux Polonais, que, pour les enflammer d'une sainte ardeur dans la lutte contre l'insolence germanique, des paroles ne suffisent pas, qu'il faut des actes.

Quels actes ?

Ecoutez, monsieur l'ambassadeur russe à Paris.

Que votre gouvernement rende l'autonomie à la Finlande ; qu'il décrète que les juifs en Russie recevront l'égalité des droits avec tous les autres citoyens ; qu'il confirme et qu'il tienne ses promesses d'octobre 1905 ; qu'il accepte que la Douma devienne un véritable Parlement ; qu'il fasse une large amnistie pour tous les prisonniers politiques !

Qu'il fasse cela, et au lieu de crier seulement : « Vive la Pologne ! », 40 millions de républicains français sont capables demain de crier de tout leur cœur : « Vive le tzar ! ».

La Vérité sur Maggi.

Le fondé de pouvoir de la maison Maggi est venu remercier la *Guerre Sociale* d'avoir fait

entendre une protestation indignée contre le sac de ses laiteries.

Il avait l'air suffoqué, le fondé de pouvoir, qu'un journal qui ne fait aucune publicité financière, comme cela, pour la seule satisfaction de crier ce qu'il croit la vérité, ait pu se dresser, presque tout seul, contre l'ignominie qui a déshonoré Paris, le jour de la déclaration de guerre.

Il n'en revient pas, de notre orgueilleuse pauvreté !

J'ai profité de sa visite pour l'interviewer.

— Monsieur, deux mots !

J'ai relevé déjà ici quelques-unes des insanités qui ont été débitées sur le compte de votre maison.

Mais, dites-moi, je voudrais bien savoir si vraiment vous êtes une boîte allemande. Remarquez que, si vous l'étiez, je n'en considérerais pas moins le sac de vos boutiques comme un acte de vandalisme. Mais qu'est-ce qu'il y a de vrai dans ce bruit-là ?

— Ce qu'il y a de vrai, monsieur ! Rien ! rien ! absolument rien !

Nous, une société allemande, un repaire d'espions !

Tenez ! voici la liste de notre conseil d'administration, la liste complète qu'on peut vérifier chez le notaire qui a fait tous nos actes. »

Et il tire de sa poche un document que je me borne à transcrire :

Le conseil d'administration des laiteries Maggi est composé comme il suit :

Président. — M. F. Soutter, 8, *place de l'Opéra, directeur général, né à Aigle* (*canton de Vaud*), Suisse.

Vice-président. — M. J. Bonnet, *ingénieur des arts et manufactures, docteur en droit, chevalier de la Légion d'honneur, président des conseils d'administration de la Société des Forces Motrices et Usine de l'Arve, de la Société Universelle d'Explosifs et de la Société Électro-Métallurgique des Pyrénées ;* 16, *avenue de la Grande-Armée*, Français.

Membres. — M. H.-C. Bodmer, *administrateur de la Société Franco-Suisse pour l'Industrie Electrique à Zurich*, Suisse ;

M. Cambefort, *membre du conseil d'administration du Comptoir National d'Escompte de Paris*, 15, *place Malesherbes*, Français ;

M. A. Silhol, *maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat, chevalier de la Légion d'honneur*, 69, *rue de Courcelles*, Français ;

M. H. Stoll, *administrateur de la Société du Crédit Suisse, à Zurich*, Suisse.

— Donc, trois Suisses et trois Français dans votre conseil d'administration, si je sais compter. Et la Suisse, que je sache, n'est pas encore un Etat allemand.

— Trois cent mille fusils suisses, les meilleurs fusils d'Europe, sont prêts à recevoir les troupes du kaiser, s'il voulait faire à la Suisse ce qu'il a fait à la Belgique.

— Continuez, monsieur le fondé de pouvoir !

— Voici maintenant la liste de tous les chefs de service. Renseignez-vous.

Liste de tous les chefs de service de la société

M. Houdbine, *secrétaire général, capitaine d'état-major, a rejoint Châteauroux*, Français ;

M. Mallard, *inspecteur général, officier de la Légion d'honneur, médaillé de* 1870, *avec agrafe (engagé volontaire), ancien fonctionnaire de la Préfecture de la Seine*, Français ;

M. Laloy, *chef du ramassage en province*, 13 *ans de service militaire, chevalier du Mérite agricole, officier du Nicham*, Français ;

M. de Raczkowski, *directeur du Laboratoire central de contrôle, officier du Mérite agricole, officier d'Académie, chimiste principal honoraire de la Ville de Paris, service militaire au* 7e *d'artillerie, mobilisable le* 41e *jour à La Tour-Maubourg*, Français ;

M. Krebs, *chef de l'économat, titulaire de la médaille coloniale, lieutenant porte-drapeau, a rejoint à Reims*, Français ;

M. Belime, *chef de la vente, sous-officier, a rejoint Beauvais*, Français ;

M. Dubois, *chef du dépôt central, sous-officier, a rejoint Maubeuge*, Français ;

M. Debraux, *chef du garage, sous-officier, a rejoint Guéret*, Français ;

M. Veillard, *chef de service technique, né à Lausanne, a rejoint Morges (Suisse)*, Suisse ;

M. Fauchs, *chef du service des primes, réformé, affecté au* 97e *de ligne*, Français ;

M. Eggenschwiller, *chef de la comptabilité centrale, né à Soleure (Suisse)*, Suisse ;

M. Galliot, *chef de camionnage, lieutenant d'infanterie, a rejoint Caen*, Français.

— Je suis édifié.

— Non, permettez, vous ne l'êtes pas encore! Je n'ai pas encore tout dit.

Monsieur, après la liste de nos administrateurs, de nos chefs de dépôts, tous Français ou Suisses, — sans un seul Allemand, — laissez-moi vous montrer la liste complète du personnel de notre Société laitière Maggi. Venez chez moi, je vous montrerai toutes les pièces justificatives :

A. *Province* :

Chefs de dépôts..........	57 dont 1 Suisse
Ouvriers.................	810 dont 12 Suisses
Total........	867 dont 13 Suisses

B. *Paris* :

Bureaux et administration	326 dont 49 Suisses
Personnel de fabrication et de livraison.........	394 dont 15 Suisses
Atelier mécanique et ferblanterie..............	33 dont 5 Suisses
Personnel de vente......	913 dont 10 Suisses
Total.......	1.666 dont 79 Suisses

Total général : 2.533 employés, dont :

2.441 Français, soit........	96,37 0/0
92 étrangers (Suisses)...	3,63 0/0

Tandis que les cahiers des charges de la Ville de Paris admettent 10 0/0 d'étrangers pour les industriels qui soumissionnent des fournitures.

— Je vous répète que je suis édifié sur le caractère « allemand » de votre société.

— Mais, savez-vous, monsieur qu'un certain nombre d'idiots, ou de crapules, sont allés raconter que nous établissions, en province, nos usines à des points stratégiques, à des carrefours de routes, et que chacune d'elles était un centre d'espionnage ?

— La bêtise humaine est insondable.

— Je n'ai pas besoin de vous dire, n'est-ce pas, que nos usines de province sont toutes situées à proximité des gares, pour faciliter l'expédition de nos laits et de nos beurres, et là où il y a un cours d'eau pour le traitement de nos beurres et le lavage de nos appareils. Les idiots qui nous accusent seraient bien étonnés d'apprendre que la plupart de nos usines, de nos centres de rassemblage, existaient avant nous, et que nous n'avons fait, le plus souvent, que nous substituer à d'anciens usiniers. Qu'est-ce qu'ils diraient, s'il voyaient dans nos bureaux la carte où je pointe nos centres de rassemblage, nos circonscriptions de vingt fermes ! C'est du coup qu'ils croiraient que nous sommes de connivence avec le grand état-major allemand !

— Vous savez, n'est-ce pas, qu'on vous a accusés d'avoir inscrit sur les plaques émaillées de la société du bouillon Kub, votre filiale, des chiffres mystérieux qui seraient des signes conventionnels pour les Prussiens !

— C'est à mourir de rire. Vous savez de quoi il s'agit, n'est-ce pas ? Nos plaques émaillées doivent être timbrées, comme toutes les affiches. Sur l'émail, le timbre ne tiendrait pas. A la première pluie, il serait décollé. Alors,

d'accord avec l'enregistrement, nous avons des numéros d'ordre pour chaque plaque émaillée. Chaque plaque émaillée donne lieu à une déclaration à l'enregistrement : un numéro d'ordre indique la case du livre du receveur d'enregistrement qui a reçu les droits de timbre. Ce numéro d'ordre est suivi de la date en chiffres à laquelle ce droit a été perçu. Exemple : 526.16.7.1914, est le numéro d'ordre de l'enregistrement d'une plaque émaillée dont le timbre a été acquitté le 16 juillet 1914.

Au verso, nous avons d'ailleurs une autre date, pour notre gouverne à nous, c'est celle qui indique la date à laquelle nous avons apposé notre placard.

Notre affiche n'est d'ailleurs pas faite par nous, mais par des maisons de publicité. Imaginez-vous, monsieur, que la Sûreté générale elle-même, ou l'autorité militaire, a cru que ces signes, si clairs, étaient des indications pour l'état-major allemand, et qu'elle a fait détruire bon nombre de nos plaques émaillées, sous prétexte qu'elles avaient été apposées par des espions !

— J'ai trop de respect pour la Sûreté générale et pour l'autorité militaire pour les croire aussi stupides que vous le dites !

— Hélas !

— Et quel est le résultat de votre mise à sac ?

— On a privé la ville de Paris de 200.000 litres de lait par jour, que nos fournisseurs doivent donner à leurs cochons ; on a jeté sur le pavé quelques milliers de vendeuses.

— Joli travail, vraiment! Et qu'est-ce que vous allez faire, maintenant ?

— Maintenant? Nous allons mettre notre outillage commercial à la disposition des organisations ouvrières de coopération ; nous allons les faire bénéficier de nos traités passés avec les producteurs paysans. Nous ne sommes tout de même pas assez mauvais Français pour priver Paris, dans les circonstances actuelles, du merveilleux organisme que nous avions mis sur pied, et dont la disparition le priverait d'une partie de son alimentation en lait et en beurre !

— Vous, monsieur, personnellement, êtes-vous Suisse ?

— Moi ? Non ! Tenez, voici mon livret militaire ; j'ai fait onze ans de service militaire ; je suis pensionné pour blessures reçues en service commandé.

— Sale Prussien !

Lundi 17 août.

Lettre à ma Mère.

C'est cette semaine qu'il faut faire provision de courage, ma chère mère, car c'est cette semaine qu'aura lieu le grand choc, là-bas, où est ton cadet, à la tête de la batterie coloniale dont il est si fier.

Oui, je sais, c'est de la sauvagerie, c'est une indignité, de voir de pareilles horreurs au vingtième siècle,

Mais, tu sais bien que ce n'est pas nous qui avons cherché affaire, cette fois !

Tu sais bien que ton aîné a attrapé onze ans de prison pour avoir essayé d'empêcher cette horreur!

Et je t'assure que le gouvernement a fait l'impossible, lui aussi, pour empêcher la catastrophe. Je t'affirme qu'il est tout à fait exact, que, pour montrer ses intentions pacifiques, il a reculé toutes nos troupes à 10 kilomètres de la frontière, pendant toutes les négociations qui ont précédé la rupture, et que l'histoire des bombes, que nos aviateurs auraient jetées sur Nuremberg en pleine paix, est un grossier mensonge du gouvernement prussien.

Ce qui doit te consoler, c'est que ce n'est pas comme en 70!

Toi qui as vu les deux départs, voyons, franchement, est-ce que ça se ressemble ?

Combien de fois tu nous as raconté, quand nous étions enfants, le départ des troupes de Brest, en 1870, et la tristesse qui étreignait tous les cœurs, et le pressentiment de la défaite, et l'angoisse de ce pauvre lieutenant, qui habitait dans la même maison que toi, et qui te disait: « Moi, je sais bien que je n'en reviendrai pas. »

Quelle différence, aujourd'hui! Quel élan! Quel enthousiasme ! Quelle foi dans le succès final ! Et quelle union de tous !

Foi d'historien, — dis-le à la femme de notre artilleur, — même en 1792, ce n'était pas si beau !

En ce temps-là, il y avait la Vendée, les curés, les royalistes, qui ne marchaient pas.

Cette fois, tout le monde marche : les royalistes, les bonapartistes, les nationalistes, sont presque aussi enragés que nous, « les sans-patrie », qui sommes, comme je te l'ai expliqué mille fois, les patriotes de derrière les fagots.

Tu ne peux pas te figurer à quel point la réconciliation nationale est faite, à quel point elle est complète.

J'ai dîné, l'autre jour, avec l'abbé Colin, le chef du parti catholique lorrain — Vive la calotte ! — Il a quitté Metz six heures avant la mobilisation allemande. Six heures ! juste à temps pour ne pas être fusillé. Il avait envie de m'embrasser, moi j'avais envie de lui sauter au cou.

Je crois bien que je me suis aussi réconcilié avec Briand.

Quand on pense que le Kaiser et son kronprinz de fils comptaient sur nos divisions intestines pour entrer chez nous comme dans du beurre !

Ce qui doit te rassurer aussi, c'est que tu sais bien qu'on est prêt, cette fois.

Tu as eu un bel exemple, sous les yeux, de la façon dont on se préparait.

Te rappelles-tu, à Pâques, notre dernier séjour à Lorient, chez notre artilleur. Il avait été chargé de préparer le nouveau plan de mobilisation, avec son colonel. A une heure du matin, tu entendais sa femme : « Voyons, mon ami ! viens te coucher ! Tu n'es pas raisonnable de travailler jusqu'à des heures pareilles ! » A deux heures du matin : « Voyons, mon ami, il est deux heures ! Je vais dire à ton colonel que

tu nous fais une vie impossible. » Et ça a duré six mois ! Six mois pendant lesquels il s'est couché, fêtes et dimanches, à deux heures du matin, quand ce n'était pas à trois. Et je te prie de croire que, dans les autres régiments, on ne travaillait pas moins !

Et sa confiance dans notre artillerie ? Oui, il exagère quelquefois, ton cadet. Il exagère quand il soutient qu'un simple canonnier de l'artillerie coloniale est supérieur à un général d'artillerie de terre. Mais, d'après tous les récits qu'on nous fait des premiers combats d'avant-garde, il paraît qu'il n'exagérait pas quand il nous disait que notre artillerie avait une supériorité écrasante sur l'artillerie allemande.

Allons, sois raisonnable. Si tu n'es pas raisonnable à soixante-douze ans, quand seras-tu raisonnable ? Quel exemple pour ta belle-fille ! Quel exemple pour les quatre bambins de notre artilleur !

Venez dans mes bras, mauvaise femme, que je vous tienne serrée contre moi pendant ces vilains huit jours qui vont venir. Je voudrais tenir dans mes bras toutes les mamans de France, pour les rassurer, pour les consoler, pour les soutenir, quand elles recevront le coup en pleine poitrine.

Voyons, entre nous, hein ! je parie que tu serais humiliée si, au moment où un million de fils de France offrent leur poitrine, là-bas, sur la frontière, pour nous protéger tous, tu n'avais pas au moins un de tes gars pour représenter la famille.

Oh ! la vilaine orgueilleuse !

Mardi 18 août.

Réponse à Garibaldi.

Non, Ricciotti Garibaldi, ne venez pas en France combattre pour nous!

C'était bon au temps de votre glorieux père.

En ce temps-là, nous étions des vaincus.

Lui, se souvint de Magenta et de Solférino.

Il vint, avec une poignée de braves, et, quarante-trois ans après, dans toute la Bourgogne, autour de Dijon, tous les républicains, tous les patriotes, parlent de lui avec orgueil. Son âme immortelle est en nous, comme est en nous, à cette heure suprême, l'âme de tous ceux, quelle que soit leur nationalité, qui ont souffert pour la liberté des nations et pour le droit humain.

Ricciotti Garibaldi, nous ne sommes plus des vaincus.

Il n'y a pas quinze jours que la guerre est déclarée, et déjà, par milliers, les prisonniers allemands s'entassent dans nos villes; et déjà, aux portes de notre ministère de la guerre, est clouée une aigle impériale allemande, pareille à celle que votre glorieux père arracha au 61e prussiens, sous les murs de Dijon.

Ce n'est pas 250.000 hommes, épars sur la frontière et démoralisés avant de se battre, comme en août 70, c'est 1.200.000 hommes, qui forment une digue, de Belfort à Namur, devant le flot des envahisseurs allemands.

Et, derrière, 2 millions d'hommes sont prêts à

venir renforcer la digue, si elle crevait sur un point.

Que nous tenions seulement un mois, — nous en avons tenu huit en 70! — et l'armée russe marche sur Berlin.

Ricciotti Garibaldi, votre place n'est pas en France.

Elle est en Italie.

Elle est en Italie, pour prêcher la guerre sainte contre l'ennemi héréditaire de tous les Italiens, contre l'Autrichien, qui tient encore sous sa botte vos frères de Trieste et de Trente!

Car vous n'allez pas rester neutres, j'imagine, au moment où la libre Angleterre et la France républicaine sont en train de casser les reins au militarisme prussien et autrichien, qui est la clef de voûte du militarisme européen?

Vous n'allez pas rester neutres, je suppose, vous qui avez eu tant à souffrir de la botte autrichienne, au moment où les Serbes se battent pour les chasser de Bosnie, comme vous vous êtes battus pour les chasser du Milanais et de la Vénétie! au moment où le souffle puissant de la Révolution française ébranle tellement l'Europe que le grand-duc Nicolas lui-même est en train de ressusciter l'héroïque Pologne?

Vous voulez Trente et Trieste?

Ricciotti Garibaldi, dites à votre peuple ce que lui aurait dit votre père : que Trente et Trieste ne seront vraiment italiennes, par le cœur, que s'il a su montrer qu'il était capable, pour les rattacher à la nation italienne, de verser son sang généreux.

Ricciotti Garibaldi, vous qui êtes si digne du

grand Garibaldi, restez en Italie, pour rappeler au roi Victor-Emmanuel que le moment est venu, pour lui, de se souvenir aussi du Victor-Emmanuel qui, en 1859, avec l'aide de votre père, bouta l'Autrichien hors de l'Italie !

Ricciotti Garibaldi, au moment où je vous écris, mes souvenirs d'enfance me remontent à flot à l'esprit, et je me surprends à chantonner ces vers d'une vieille chanson, que nous chantions, enfants, jusqu'au fond de ma Bretagne, à la gloire de votre père :

Evviva la Francia !
Vive l'Italie !
Evviva Garibaldi !
Vive Garibaldi !

Ma Réconciliation avec Briand.

Un ami, qui fut attaché au cabinet d'Aristide Briand, vint me dire à brûle-pourpoint :

— Tu verrais un inconvénient à te trouver avec mon ancien patron ?

— Avec Briand ? Aucun.

« J'ai fait, pour mon compte, la réconciliation nationale, pleine et entière, sans restriction ni réserve. J'ai désarmé les haines sur toute la ligne. Il n'y a plus de royalistes, ni de bonapartistes, ni de cléricaux ; à plus forte raison, n'ai-je plus le moindre souvenir des coups que j'ai échangés avec des républicains. »

Le lendemain, j'étais chez Briand.

Pendant que je grimpe son escalier, je me souviens du passé.

Je me revois — il y a douze ans dè cela — jeune professeur, traduit en cour d'assises pour un article de journal, allant demander à Aristide Briand, alors directeur de la *Lanterne*, de m'assister comme avocat.

Puis, c'est la cour d'assises, qu'emplissait sa voix métallique, mes rosseries aux magistrats et aux jurés, l'acquittement du *Pioupiou de l'Yonne*, et les bons jurés patriotes et républicains à qui je venais de lire mon article, si patriote et si républicain, où je traitais le drapeau des guerres de conquête avec quelque irrévérence, venant me remettre leur indemnité de jurés, pour que je puisse continuer ma propagande pacifiste et internationaliste.

Puis, c'est le conseil supérieur de l'Université, et les appels éloquents de mon avocat au libéralisme de mes juges !

Après, ce fut la séparation : lui allait au ministère, moi, en prison, qui sait ? cherchant chacun, peut-être avec la même bonne foi, sur des routes diverses, le chemin de la justice sociale.

Malgré les coups échangés, nous avions conservé un faible l'un pour l'autre.

Au plus fort de ma violence contre sa politique, je défendais, dans mon journal et dans mon entourage, sa vie privée, que je savais propre et sans tache.

Au plus fort de ses coups de force gouvernementaux contre moi, je savais qu'il défendait, en pleine table officielle, qu'on suspectât ma probité ou mon désintéressement.

Les tempêtes politiques nous avaient séparés. La vague d'enthousiasme qui soulève toute la nation nous a ramenés l'un vers l'autre.

Descendants de corsaires bretons tous deux, nous savons qu'il faut de la discipline à bord des navires de guerre, et qu'avant de monter à l'abordage, les frères d'armes, même s'ils ont eu entre eux quelques querelles, doivent se pardonner leurs torts mutuels, pour ne songer qu'à l'ennemi commun.

Gassier, qui caricaturas, tous les huit jours, dans notre *Guerre sociale* hebdomadaire, celui que nous appelions sans sourciller le traître et le jaune, Gassier, je t'assure que notre traître a la même figure d'honnête homme que je lui ai connue au temps du *Pioupiou de l'Yonne*, et le même accent de sincérité ; ce n'est pas seulement la même voix chaude et grave, c'est la même passion quand il parle de la démocratie.

Il veut m'expliquer son rôle dans la grève des cheminots. Il veut m'expliquer qu'il a tout fait pour éviter la grève, qu'il avait accordé la « thune » quotidienne, la rétroactivité des retraites, que s'il a militarisé les cheminots en grève, que s'il s'est déclaré prêt à aller jusqu'à l'illégalité pour briser leur mouvement, c'est que la situation internationale était très trouble dès ce moment, et qu'il redoutait une agression allemande à la faveur de notre grève des cheminots et de nos querelles intestines... que la grève finie et brisée, il n'avait pas pu obtenir des compagnies la réintégration des cheminots; qu'il avait fait des réintégrations en masse sur le réseau de l'Etat, poussé à des amnisties nombreuses, et

que, à l'approche de la mobilisation, sentant l'heure venue d'arracher aux compagnies cette mesure de réparation, il avait prié Viviani de la leur demander d'urgence, et il l'avait obtenue..

La grève des cheminots...

Que c'est loin !

Il me semble que c'est de l'histoire ancienne, très ancienne, qui n'intéresse plus personne.

Maintenant, il m'explique pourquoi, redoutant une guerre avec l'Allemagne, il avait voulu la loi de trois ans, de façon à avoir une couverture assez solide pour n'avoir pas à faire une mobilisation à la première alerte, ce qui n'eût pas manqué d'offusquer l'Angleterre et de lui faire croire à des dispositions belliqueuses de notre part.

Loi de deux ans? Loi de trois ans?

Qui est-ce qui s'intéresse à cela, maintenant qu'active et réserve forment une masse si compacte en face de l'ennemi ?

Ça, c'est le passé.

C'est l'avenir qui m'intéresse, moi, comme il intéresse Briand.

Nous parlons du geste si habile et si généreux à la fois de la Russie en faveur de la Pologne, et il me dit les raisons qu'il a de croire que la promesse sera tenue.

Je lui dis, moi, ce que devrait faire le gouvernement russe, s'il voulait, à la faveur de la tourmente, précipiter l'évolution de la Russie moyenageuse vers un régime plus moderne, plus digne du puissant idéalisme de la race slave.

Et je lui dis, à l'oreille, la démarche à faire près du gouvernement russe.

Je l'ai quitté en lui disant : « Si vous obtenez cela, la guerre finie, il n'y aura qu'une voix, dans le parti socialiste et dans la C. G. T., pour crier avec moi : « Vive Briand ! »

Mercredi 19 août.

La Capitulation devant les Pillards.

Si je n'étais pas devenu un journal officieux, quelque chose comme une succursale du ministère de la Guerre — section de la presse, — et si je n'étais pas né avec la bosse du respect pour toutes les autorités, qu'est-ce que je passerais au gouvernement militaire de Paris et à son coadjuteur le préfet de police, pour leur solution si peu crâne, si peu héroïque, si peu française, de l'affaire Maggi !

Savez-vous ce qu'ont imaginé les autorités constituées ?

De louer les boutiques Maggi à notre ami Compère-Morel, député socialiste, qui les repasse aux coopératives de consommation, lesquelles se substituent à la maison Maggi pour l'écoulement du lait.

Certes, plutôt que de laisser inutilisé le merveilleux organisme créé par Maggi, plutôt que de laisser perdre 200.000 litres de lait par jour, en province, faute de ramassage, il valait mieux substituer une coopérative à la société Maggi.

Tout de même, quelle tristesse et quelle honte ! Quoi !

Voilà une société qui avait créé pour l'alimentation de Paris une organisation merveilleuse, qui ramassait tout le lait à 250 kilomètres à la ronde, qui avait réussi à maintenir à Paris le prix du lait à 6 sous le litre !

Naturellement, une affaire si bien montée ne faisait pas l'affaire de concurrents maladroits, qui ne réussissaient à vivre qu'en vendant le lait à 8 sous.

La guerre éclate. Nous assistons à l'explosion de chauvinisme qui accompagne forcément les mouvements nationaux les plus beaux et les plus purs.

Parce qu'il y a quelques Suisses allemands dans le conseil d'administration et le personnel de cette société, en immense majorité française, voilà des bandes qui éventrent ce repaire d' « Allemands », d'espions « allemands », d'empoisonneurs « allemands » !

Et la Sûreté générale, prenant le Pirée pour un homme, ne s'avise-t-elle pas à son tour de faire disparaître les plaques du bouillon Kub, filiale de Maggi, sous prétexte que les numéros d'enregistrement et les dates d'affichage de ces placards étaient autant d'indications pour les armées allemandes !

Le sac accompli, sous l'œil placide de la police, tous les industriels ou commerçants dont les noms sonnent étranger de fermer leurs ateliers et leurs boutiques, par peur de subir un traitement pareil.

J'ai manqué ma vocation.

J'aurais dû être gouverneur militaire de Paris, l'état de siège proclamé.

Mon premier acte aurait été de faire réparer les boutiques Maggi — et les brasseries alsaciennes par-dessus le marché — par des soldats du génie ou des ouvriers réquisitionnés, de placer quatre hommes et un caporal de territoriale devant chaque boutique et de faire assavoir qu'il pourrait en cuire aux pillards de vouloir recommencer leurs exploits imbéciles.

Et j'aurais fait assavoir, par la même occasion, à la population parisienne que tous les étrangers de Paris étaient nos hôtes, que beaucoup d'entre eux étaient nos amis et que c'était moi, avec le préfet de police et la Sûreté générale, et non pas le premier passant venu, qui étais chargé de coffrer les espions.

Ainsi, tous les Français à noms étrangers, tous les étrangers amis qui tiennent un atelier ou une boutique à Paris, se seraient sentis protégés et auraient repris leur travail.

Au lieu de cela, qu'est-ce qu'on fait?

On dit à la Société Maggi : « On a raconté sur votre compte des ragots ineptes ; on vous a pillée ; mais, comme nous n'osons pas tenir tête à la poignée de pillards et aux quelques gobe-mouches qui les ont suivis, nous vous fermons à jamais si vous ne passez pas vos boutiques et vos contrats aux coopératives ouvrières ! »

La Société Maggi n'est pas fière.

Elle est de meilleure composition que moi.

Elle a accepté.

Vous pouvez trouver cette solution élégante et habile, de la part des autorités.

Cette finasserie-là, en bon français, je l'appelle, moi, une capitulation devant les pillards.

Jeudi 20 août.

Pas de Carottes !

Piano ! Piano ! Pianissimô !

O la race nerveuse, impulsive, emballée que la nôtre !

Parce qu'il s'est trouvé quelques sauvages dans l'armée allemande, en Alsace, en Lorraine, en Belgique, parce que, çà et là, des misérables ont déshonoré leur casque à pointe en fusillant des femmes, des enfants, et peut-être en achevant des blessés, est-ce qu'on n'est pas en train de conclure, partout, autour de nous, que les Allemands sont une race de brutes et d'assassins ?

Quoi ? On ne fera pas une exception pour nos quatre millions de camarades socialistes allemands qui sont malgré eux sous les drapeaux du Kaiser, ni pour le million et demi d'Allemands libéraux, admirateurs de la France et de la culture française, qui sont incorporés dans l'armée allemande ?

Est-ce que nous, nous sommes une race de brutes et d'assassins, parce que, dans telle ou telle guerre coloniale ou européenne, certains des nôtres ont déshonoré notre drapeau par des atrocités et des ignominies ? Est-ce que nous sommes une race de brutes et de vandales parce qu'une bande de voyous a mis à sac les laiteries Maggi et les brasseries alsaciennes, parce que quelques brutes d'Angers ont insulté des officiers allemands prisonniers, ou parce que quelques abrutis, mâles ou femelles, à Paris ou

ailleurs, voient, dans tous les hôtes étrangers que la tourmente a surpris parmi nous, des ennemis ou des espions?

Quelle erreur encore, trop répandue par la presse, que de s'imaginer l'armée allemande fuyant comme des lapins à l'approche de nos troupes !

Que les nôtres aient une artillerie d'une supériorité écrasante, ça, je le crois ; on l'a vu à Dinant, la semaine dernière, où pendant quatre heures, les régiments allemands, engagés sur la rive gauche de la Meuse, se sont fait hacher, broyer par elle !

Qu'ils aient plus d'allant, de mordant, d'enthousiasme, c'est l'évidence même, et c'est ce qui doit surtout nous rassurer sur l'issue finale de la guerre.

Mais, c'est se préparer de cruelles désillusions que de se figurer que l'armée allemande n'est qu'un ramassis de poltrons.

Je crains que le ministère de la guerre, avec les meilleures intentions du monde, ne soit un peu responsable des erreurs grossières qui naissent, dans le public, sur le compte de l'armée allemande. Que ne rédige-t-il autrement ses communiqués officiels à la presse?

A les lire, on dirait vraiment qu'il n'y a partout que des victoires françaises, et que, dans quinze jours, nous serons à Berlin.

Voyons! voyons ! est-ce sérieux?

A qui fera-t-on croire que nous ne perdons pas beaucoup de monde à chaque rencontre meurtrière pour les Allemands?

A qui fera-t-on croire que, sur cette ligne de

400 kilomètres, où plus d'un million d'hommes sont engagé de part et d'autre, nous ne recevons pas, cà et là, quelque bonne petite râclée ?

N'est-il pas certain, par exemple, qu'après être entrés triomphalement à Mulhouse, nous en avons été délogés, sans, d'ailleurs, avoir pu être chassés de la Haute-Alsace et de toute la région d'Altkirch au nord de Belfort, que nous tenons toujours ?

Que s'est-il passé à Mulhouse ?

Y sommes-nous entrés imprudemment, sans forces suffisantes ?

Y avons-nous bu un peu trop de vin du Rhin, pour fêter, avec les Alsaciens et les Alsaciennes, notre entrée dans la grande ville, et nous y sommes-nous mal gardés le lendemain matin ?

Je n'en sais rien.

Mais, pourquoi ne pas nous avoir dit crûment ce qui s'est passé ?

Pour que nous puissions nous réjouir en pleine sécurité de conscience des victoires que nous annoncent les communiqués officiels, — victoires certaines, — nous aimerions assez qu'on nous avouât aussi nos accrocs et nos défaites, car, enfin, nous n'avons pas la prétention d'aller à Berlin sans quelques anicroches et sans quelques horions !

Nous avons confiance dans le gouvernement.

Pourquoi ne nous ferait-il pas confiance à nous, la nation, et ne nous dirait-il pas tout, le bon et le mauvais ?

Il faut nous prendre comme nous sommes, nous Français, de toutes classes et de toutes opinions.

Nous sommes capables de murmurer, par discipline, dans l'intérêt du service : « Brigadier, vous avez raison ! »

Nous consentons à coiffer nos têtes de journalistes d'un képi d'ordonnance.

Mais ce serait trop nous demander que de vouloir nous obliger à prendre des vessies pour des lanternes !

Vendredi 21 août.

Tout prévoir... même une défaite.

L'enfant se présente bien.

Notre droite, en Alsace-Lorraine, fait une pesée sur la gauche allemande, et l'oblige, depuis huit jours, à reculer : en Lorraine, nous ne devons pas être loin de Sarrebourg, et, en Alsace, nous avons repris Mulhouse.

Pendant ce temps, la droite allemande fait sa pesée sur nous, du côté de la Belgique ; la vaillante petite armée belge a servi de tampon quinze jours : elle a rempli sa mission au delà de toute espérance. A droite et à gauche des forts de Liége, qui ont l'air de toujours tenir, la droite allemande franchit la Meuse en masse profonde, se dirigeant vers Bruxelles, ville ouverte, et vers le réduit fortifié de toute la Belgique : la place d'Anvers. Si cette droite allemande, qui compte peut-être 400.000 ou 500.000 hommes, ou même davantage, est victorieuse, ça va bien pour elle. Si elle ne l'est pas,

je la plains... car pas un homme ne repassera la Meuse.

Après tout, elle peut être victorieuse.

Il faut, à la veille de la grande bataille qui se prépare, que nous nous fassions à cette idée.

Nous avons élevé, de la mer du Nord à Belfort, une digue d'un million de poitrines françaises.

Supposez que l'état-major allemand réussisse à concentrer sur un point de cette digue un flot énorme, et qu'il la crève !

S'il la crève est-ce que nous allons nous mettre à crier : « Sauve qui peut ! Nous sommes trahis ! »

J'espère bien que non.

Les seuls traîtres en l'affaire seraient ceux qui pousseraient ce cri inepte.

Si la digue crève, quelque part, eh ! bien, on la réparera.

Supposez que cette première digue soit emportée.

Derrière, l'ennemi en trouvera une seconde, puis une troisième.

Il n'y a pas un homme en France, n'est-ce pas, qu'il soit jeune ou vieux, qu'il soit valide ou cul-de-jatte, qui ne soit disposé à donner sa peau pour que, cette fois, ça finisse autrement qu'en 70 ?

Vous connaissez ce mot de Wellington, le général anglais qui fut vainqueur à Waterloo :

« Si vous êtes tué, que faire ? » lui demandait son lieutenant. « Tenir bon jusqu'à l'arrivée de nos alliés. »

Si la digue crève, que faire ?

Tenir bon, jusqu'à l'arrivée de nos alliés russes.

Encore quinze jours, et l'inondation russe commencera à submerger l'Allemagne.

Ainsi donc, en cas de défaite, pas d'affolement, pas de panique !

Que nos femmes poussent un hurlement de douleur, c'est leur droit ; elles le pousseront, hélas ! même si nous sommes vainqueurs, tellement la victoire nous coûtera cher.

Mais, nous autres, les hommes, attention ! hein ! nous recevrons le coup de poing dans l'estomac sans broncher, n'est-ce pas ?

Napoléon, qui n'était pas une bête, — vous ai-je dit que je ne suis pas bonapartiste ? — a dit, un jour, une parole qu'à la veille du grand choc nous ferions tous bien de méditer : « Il faut savoir tout prévoir... même une défaite. »

Samedi 22 août.

Les Volontaires Étrangers.

Oh ! le touchant, le réconfortant spectacle !

Ces milliers de gens qui grouillent sur l'esplanade des Invalides, qui emplissent toutes les cours de la glorieuse maison qui abrita tant de générations de braves, ce sont des étrangers qui viennent s'enrôler pour défendre la France.

Viens ici, sombre brute, qui saccageas, le jour de la mobilisation, les maisons Maggi et les brasseries alsaciennes; qui, depuis quinze

jours, dénonces à ton commissaire de police les étrangers de ta connaissance; qui molestes, qui insultes, chaque jour, tous ceux qui, parmi nous, ont l'accent étranger, et jusqu'aux Alsaciens qui vivent près de toi !

Viens, que je te présente ce flot de volontaires qui veulent mourir pour toi.

Pour toi, non !

Pour la France, et, heureusement, tu n'es pas la France !

Tiens, brute épaisse, ces gentlemen au corps svelte assoupli par le sport, ce sont des Américains qui se souviennent de La Fayette et de Rochambeau !

Ces gaillards-là, si bien plantés, ce sont des Russes : des alliés

Imbécile, ne fronce pas les sourcils : ce n'est pas de l'allemand que baragouinent ceux-ci, ils parlent polonais. Ce sont des Polonais. Des Polonais qui savent qu'en France, depuis cent vingt-cinq ans, nous sommes des millions et des millions qui n'avons pas digéré le dépeçage de la Pologne, et qui veulent nous en témoigner leur reconnaissance. Ils sont 50.000 en Amérique, 50.000 volontaires polonais qui, en apprenant que l'alliée de la République française allait ressusciter la nation polonaise, s'apprêtent à passer l'océan pour venir à la rescousse !

Ces petits noirauds-là, des Italiens, des « macaronis », pour parler ton langage, idiot ! Ils se souviennent, eux, de Magenta et de Solférino et que l'Autriche tient dans ses serres deux pays italiens : Trente et Trieste !

Ça, tiens, ce sont des « youpins », des « sales youpins », comme tu dis en ton langage poissard. 5.000, oui ! Tu les reconnais à leur nez! Regarde-les, bouffeur de juifs ! On leur a volé leur patrie, il y a deux mille ans ; depuis, ils sont épars sur la terre ; méprisés, honnis de la racaille antisémite. Mais ils ont une supériorité sur toi, triple buse : ils savent que la France est le pays qui a proclamé les Droits de l'Homme et ils viennent se battre pour elle !

Ils ont raison, tous nos hôtes étrangers, de venir se battre sous les plis du drapeau de Valmy.

Ils savent qu'aujourd'hui, comme il y a cent vingt-cinq ans, il porte dans ses plis glorieux la liberté des nations.

Italiens, Trente et Trieste vont venir rejoindre la noble patrie italienne !

Roumains, vos frères de Transylvanie vous seront rendus !

Serbes, vos frères de Bosnie, d'Herzégovine et de Croatie vont être délivrés !

Hongrois, le grand rêve de Kossuth va se réaliser : la Hongrie va recouvrer son indépendance avec la République !

Tchèques de Bohême, de Moravie et de Silésie, demain votre République tchèque se dressera libre du joug allemand que vous subissez depuis cinq siècles.

Polonais, la Pologne est à demi sortie de son tombeau, et elle va ressusciter d'entre les morts.

Juifs, je ne sais si Sion, un jour, revivra, mais vous avez entendu la bonne nouvelle : vos

frères vont recevoir, même en Russie, l'égalité civile et politique !

Bonne chance, armée des nations !

En avant, pour les Etats-Unis d'Europe !

Dimanche 23 août.

Ne nous frappons pas !

L'opinion publique française est nerveuse : cette entrée des Prussiens à Bruxelles la suffoque.

Voyons, ce n'est pas sérieux.

Ce n'est pas pour leur plaisir que les Allemands sont à Bruxelles. Bruxelles, c'est un crochet.

Leur objectif, ce n'était pas Bruxelles, c'est Paris.

Ils n'auraient pas demandé mieux que de ne pas entrer à Bruxelles.

Soyez sûrs que s'ils avaient pu entrer à Liége, remonter la vallée de la Meuse jusqu'à Namur, devenir maîtres en quarante-huit heures de cette belle route d'invasion, des places et de la voie ferrée qui la longe, ils seraient entrés directement en France par la trouée des Ardennes.

Malheureusement pour eux, Liége ne s'est pas laissé faire ; je ne sais si la ville héroïque tient toujours ; mais, ce dont on est sûr, c'est qu'elle a barré la route à l'invasion au moins quinze jours ; c'est qu'elle l'a empêchée de se

servir de la grande voie ferrée qui suit la vallée de la Meuse, et que les forts de Liége ont été les Thermopyles de la France.

Pendant que les Liégeois se faisaient tuer, le camp de Namur, au sud, se hérissait; l'armée anglaise débarquait; l'armée de Sambre-et-Meuse se concentrait.

La route du sud était barrée.

Nos casques à pointe furent obligés d'obliquer au nord-ouest, au lieu de venir au sud-ouest, vers Paris.

Bruxelles était sur leur route, ville ouverte : ils y sont entrés. Enfoncer une porte ouverte, c'est à la portée de tout le monde. Ce sera peut-être plus difficile d'enfoncer la porte que ferment, au sud, quelques centaines de milliers de Français et d'Anglais.

La note à payer, certes, est un peu corsée : 200 millions.

Ne nous frappons pas.

Quand nous serons vainqueurs, ils paieront cela aux Belges, intérêt et capital, et autre chose encore, sans doute.

L'occupation de Bruxelles, ville ouverte, n'a pas plus d'importance que n'aurait demain l'occupation de Nancy ou de Lunéville dont l'invasion par les Prussiens était attendue depuis quinze jours.

Ce n'est pas Bruxelles qui est difficile à prendre, c'est Anvers.

Ce n'est pas Nancy : ce sont les camps retranchés de Verdun, Toul, Epinal et Belfort, qui sont en arrière.

Comme ce n'est pas Mulhouse qui est diffi-

cile à emporter, du côté allemand, en Alsace : c'est le camp retranché de Strasbourg.

Il faut que l'opinion publique française s'habitue à regarder la vérité en face.

Peut-être serait-elle moins nerveuse, si le gouvernement, avec les meilleures intentions du monde, n'avait pas cru, au début, dissimuler l'accroc qui nous est arrivé à Mulhouse.

L'inconvénient de ces pieux mensonges, auxquels le gouvernement semble heureusement avoir renoncé, c'est qu'on n'est plus cru, même quand on dit la vérité.

Est-ce que la méfiance ne s'étend pas jusqu'à la presse elle-même ? Est-ce que, depuis quelques jours, pour avoir demandé amicalement au ministère de nous dire toute la vérité, on ne vient pas nous chuchoter à l'oreille, à nous : « Vous savez donc quelque chose qui ne va pas? Y a-t-il donc quelque chose de cassé? »

Non, mes chers amis, rien de cassé..., qu'un nombre trop considérable de figures, comme il fallait s'y attendre.

Rien de cassé.

Quand nous croirons qu'il y a quelque chose qui va mal, nous le dirons.

Nous sommes, ici, l'oreille aux écoutes, l'œil aux aguets.

Je répète que, jusqu'ici, sauf complications imprévues, l'enfant se présente bien.

Mais, quoi !

C'est un accouchement au forceps, qui sera douloureux et sanglant.

Ne serait-ce pas tromper la France que de lui laisser ignorer que, même si ses fils sont

victorieux du premier coup, dans la plaine belge, ce ne sera qu'au prix d'une hécatombe, qui va faire pousser un cri d'horreur à l'humanité?

Lundi 24 août.

Lettre à ma Mère.

Je parie que tu t'es laissé monter la tête par tous ces récits, que colporte la presse, des abominations commises par les Allemands.

Je te connais: tu n'en dors plus.

Tu vois ton fils, blessé, râlant au coin d'un bois, et des bandits en casques à pointe qui vont le dévaliser et l'achever.

Qu'il y ait eu, çà et là, quelques-uns de nos blessés achevés par des apaches en uniforme allemand, ce n'est pas moi, hélas! qui le contesterai. Mais, quelle est l'armée européenne qui n'a pas ses apaches? Souviens-toi de ce que notre artilleur nous contait, au retour de chacune de ses expéditions coloniales, et des atrocités commises par les nôtres, dont il avait été parfois le témoin indigné. Ce n'est pas beau, la guerre! Pouah!

J'ai beau savoir de quelles ignominies est capable la soldatesque déchaînée, surtout lorsqu'elle a bu et qu'elle n'a pas mangé, je connais assez le peuple allemand pour t'affirmer que les horreurs dont sont pleins tous les journaux sont le fait d'une poignée d'apaches, et que l'immense majorité des officiers et des soldats

allemands sont incapables de toucher à un blessé français, autrement que pour le secourir !

Voyons, tu ne vas pas t'imaginer non plus, je suppose, que les balles dum-dum soient d'un usage courant dans l'armée allemande ! Tu sais, ces balles qui s'aplatissent sur les os et qui éclatent à l'intérieur du corps ? Il est certain que quelques ignobles brutes de l'armée du Kaiser ont déchiré les enveloppes de maillechor qui entourent le plomb des balles, que le plomb mis à nu s'aplatit sur les os en une large plaque qui donne l'impression d'un éclatement ; je te prie de croire que je n'ai aucune pitié pour les soldats ou les officiers allemands qui, faits prisonniers, sont trouvés porteurs de cartouches ainsi préparées, et que je te les collerais au poteau avec une parfaite sécurité de conscience.

Mais la preuve que l'immense majorité des soldats allemands n'emploient pas des balles dum-dum, c'est que, dans nos hôpitaux, tous les médecins sont frappés de la facilité avec laquelle se guérissent les blessures faites par les balles des fusils allemands. Lorsqu'elles n'atteignent pas un organe essentiel, elles ne causent, paraît-il, que des désordres insignifiants. Leur extrême vitesse fait que les tissus se referment d'eux-mêmes après leur passage, leur chaleur stérilise la blessure. Tu penses bien que si l'armée allemande usait généralement de balles dum-dum, tous nos médecins ne feraient pas de constatations pareilles !

La guerre est bien assez horrible, sans qu'on

aille affoler l'imagination des pauvres mères par des exagérations et des généralisations pareilles, dont le résultat le plus clair sera, hélas ! de détraquer les nerfs de nos soldats et de leur faire commettre les pires horreurs quand ils iront en Allemagne, au risque d'y semer à leur tour des haines implacables.

Quel besoin de venir dramatiser, par des procédés de roman-feuilleton, quand le drame qui se joue en ce moment en Belgique est en lui-même si terrible, quand nous apprendrons dans quelques jours, vainqueurs ou vaincus, que nous aurons perdu 60.000 ou 80.000 hommes, à la grande bataille engagée en ce moment autour de Charleroi ?

Car la grande boucherie est commencée, pauvre mère.

Au moment du départ de ton artilleur, tu lui as promis d'être brave ; sa femme aussi lui a promis, sur la tête de ses quatre gosses.

C'est le moment de tenir votre parole toutes deux.

Quelle est la maman, quelle est l'épouse qui, en ce moment où se joue la vie de la France, n'est pas prête à accepter le suprême sacrifice, pour que la France vive ?

Crois-tu vraiment que les hommes qui mourront en un tel jour mourront réellement ?

Crois-tu que ceux qui meurent pour un grand idéal ne vivent pas éternellement ?

Toi, qui as vu la dernière guerre, ne sens-tu pas que ceux des nôtres qui sont tombés, il y a quarante-quatre ans, sont parmi nous, aujourd'hui, vivants, plus vivants que jamais, et qu'ils

assistent, triomphants, à la revanche du Droit éternel.

Non, je ne plains pas les mères dont les fils, là-bas, à l'armée de Sambre-et-Meuse, sont en train de conquérir l'immortalité !

Mardi 25 août.

A propos d'une Panique.

Le sénateur Gervais a trouvé reluisant de publier à son de trompe qu'une division française, composée de Méridionaux, avait été prise de panique, le 21 août, en Lorraine, et que cette défaillance avait amené un recul de tout le front de notre armée dans cette région.

Il est probable qu'il s'est produit là une de ces paniques que connaissent toutes les armées.

De jeunes troupes, terrifiées par les effets terribles du tir ennemi, sont accessibles à de pareils affolements.

En Alsace, il semble bien que les troupes allemandes n'y aient pas échappé.

Seulement, en Allemagne, il ne s'est trouvé personne d'assez inintelligent pour l'aller crier sur les toits.

L'article du sénateur Gervais est une lourde erreur.

L'article de tête du *Matin*, dans son édition spéciale de l'après-midi du même jour, n'est pas seulement une erreur, c'est une mauvaise action.

Dans cet article, il n'est plus question d'une panique.

Gentiment, on insinue qu'il s'agit de crosse en l'air et d'antimilitarisme.

En vain, depuis le début de la guerre, et dans les jours qui précédèrent la mobilisation, socialistes, syndicalistes, anarchistes, ont rivalisé de zèle patriotique avec les nationalistes les plus fougueux.

En vain, ils ont couru aux armes avec un merveilleux ensemble, au secours de la patrie en danger.

En vain, ils ont oublié instantanément tous leurs griefs — et Dieu sait s'ils en avaient! — contre tous leurs ennemis politiques.

En vain, ils ont fait taire leur immense douleur et leur légitime ressentiment le jour de l'assassinat de Jaurès, pour ne songer qu'à la défense nationale.

En vain, depuis l'ouverture des hostilités, ils s'abstiennent de toute critique systématique, de peur de semer le doute et la méfiance.

Pour les récompenser de leur belle attitude, il se trouve un journal pour venir essayer de les salir, en leur attribuant, à eux ou à leurs disciples, en face de l'ennemi, un geste tellement ignoble, tellement lâche, et surtout tellement stupide, qu'on peut affirmer sans crainte que c'est une grossière calomnie et un faux impudent.

Au moment où l'union entre tous les Français est la condition *sine qua non* de la victoire finale, l'article du *Matin*, s'il n'est pas une étourderie, est une trahison.

C'est un coup de poignard dans le dos de la nation.

Mercredi 26 août.

Après le premier Choc.

Et ! bien, quoi !

Vous allongez tous le nez parce que nous n'avons pas pulvérisé l'armée allemande du premier coup, et qu'elle a résisté à notre offensive !

Ah ! çà, mais vous avez donc cru à toutes les balivernes racontées par la plupart des journaux depuis quinze jours ? Vous avez donc été assez niais pour croire que les Allemands étaient un ramassis de poltrons sur qui vous n'aviez qu'à fondre à la baïonnette pour les mettre en déroute ?

Quand on vous disait, ici, que les troupes allemandes, sauf les paniques qu'elles connaissent par-ci par-là, comme toutes les armées, se font broyer et hacher par nous avant de reculer, vous nous regardiez de travers, je parie !

Quand on vous disait ici que l'armée allemande est une formidable machine de guerre, vous n'étiez pas loin de vous demander si nous n'étions pas des traîtres et des vendus aux Prussiens ?

Vous commencez à vous apercevoir maintenant qu'on s'est payé vos têtes ?

C'est un progrès.

Seulement, d'un excès, il ne faudrait pas maintenant tomber dans l'excès contraire.

Après avoir péché par excès d'optimisme, il ne faudrait pas pécher par excès de pessimisme.

Qu'est-ce qui nous est arrivé, somme toute, à notre frontière du nord ?

Rien que ce qu'avec un peu de sang-froid tout le monde pouvait prévoir depuis la déclaration de guerre.

Après avoir broyé l'armée belge, — aviez-vous compté par hasard que l'armée belge battrait l'armée allemande ? — l'armée allemande nous est tombée dessus tout entière.

Nous sommes 39 millions de Français.

Ils sont 67 millions.

Vous pensez bien qu'ils sont plus forts que nous.

Nous le savions si bien que, pour nous préserver d'un désastre, nous avons fait l'alliance russe et l'alliance anglaise par-dessus le marché.

Que fait l'état-major allemand ?

Il veut nous assommer d'un coup de massue. Après quoi, il se retournera contre la Russie.

Il nous a administré son coup de massue depuis trois jours, autour de Mons, Charleroi et Dinant.

Heureusement que nos mères n'ont pas engendré que des poules mouillées.

Nos frères et nos fils se sont battus comme des lions.

Combien d'entre eux ont eu la gloire de mourir pour nous, et pour la liberté des nations ?

On ne sait encore.

Mais, ce qu'on sait, c'est qu'après le coup de massue notre glorieuse armée de Sambre-et-Meuse reste debout, meurtrie, ensanglantée, mais prête à affronter un deuxième coup de massue.

Qu'est-ce que nous demandons à ceux qui meurent pour nous, là-bas, en essayant de nous faire un rempart de leur corps ?

D'enfoncer l'armée allemande ?

Ce serait trop beau !

Non !

Nous leur demandons de tenir le plus longtemps possible ; de tenir bon ; et s'ils sont obligés de battre en retraite, de tenir bon encore sur une autre position, puis sur une troisième, de tenir bon jusqu'à l'entrée en ligne des Russes.

Oh ! l'armée russe n'est pas à cinq étapes de Berlin, comme on a osé l'écrire avec une monstrueuse imbécillité.

Mais, dans un mois, dans six semaines peut-être, elle sera en Allemagne.

Et, alors, ce sera à l'Allemagne de recevoir le coup de massue à son tour.

Vous qui, hier, pensiez ne faire qu'une bouchée de l'armée allemande, quoi ! vous ne croyez plus maintenant, que nous tiendrons six semaines devant elle alors qu'en 70, sans préparation, après des désastres inouïs, nous lui avons résisté huit mois ?

Jeudi 27 août.

Le Semeur de Panique.

Le semeur de panique a l'air macabre.

Ses propos sont sinistres.

Déjà, le jour de la mobilisation, il voyait des espions allemands partout, colportant à tout venant que le lait Maggi était empoisonné.

Il racontait gravement que les affiches Kub étaient autant de plaques indicatrices pour l'état-major allemand.

Naturellement, il saccagea les brasseries alsaciennes en même temps que les laiteries Maggi.

Depuis quarante-huit heures, notre lièvre ne dort plus.

Il dresse ses longues oreilles tantôt à l'est, tantôt au nord, tremblant au moindre bruit.

Additionnez tous les régiments qu'il sait pertinemment avoir été écrabouillés — il vous dira leur numéro et l'endroit — et vous serez étonnés qu'il existe encore une armée française.

Le type le plus curieux de ces grotesques est ce sénateur qui, l'autre jour, alla crier à l'univers entier qu'un corps d'armée avait été pris de panique, et qui, le lendemain, faisait un tableau si noir de notre situation militaire au président du Conseil municipal de Paris, que celui-ci se mettait à sangloter.

Raisonner ces lièvres, peine perdue!

Inutile de leur expliquer que jamais nous n'aurions rêvé, un jour de déclaration de

guerre, une union nationale aussi complète que celle dont toute la France donne le réconfortant spectacle !

N'essayez pas de leur représenter que notre mobilisation s'est faite si merveilleusement que notre état-major lui-même était ébahi de son propre ouvrage!

Leur dire que tous les blessés qui nous reviennent des champs de carnage sont unanimes à proclamer l'admirable élan des nôtres et l'écrasante supériorité de notre 75 sur l'artillerie de campagne allemande : peine perdue!

Vous perdriez votre temps à leur ressasser que jamais nous n'aurions pu espérer de pareilles alliances : la Serbie qui, à elle seule, immobilise la moitié de l'armée autrichienne ; la Belgique, qui arrêta quinze jours le flot des envahisseurs ; l'Angleterre, dont les flottes sont formidables, dont la richesse est inépuisable, dont la volonté de fer est indomptable ; le Japon, dont les flottes et les armées, sur un signe de l'Angleterre, viendraient en Europe ; sans compter l'immense Russie, dont les cosaques déjà font trembler l'Allemagne, et peut-être l'Italie de Garibaldi, demain.

Il faudrait aller chercher des alliés jusque dans la lune pour leur donner du courage.

Quelle honte d'être affligés de pareils échantillons, quand on est la nation la plus guerrière de l'Europe, celle qui a peut-être la plus belle histoire militaire du monde entier, celle qui s'est toujours relevée de ses désastres avec une facilité, avec un ressort qui, à travers

les siècles, ont toujours stupéfait ses ennemis eux-mêmes !

Si les hasards de la guerre nous obligeaient à subir un nouveau siège qui, on peut l'affirmer aux trembleurs, ne finirait pas comme il y a quarante-trois ans, que le nouveau gouverneur militaire de Paris, le général Galliéni, me permette, en lui souhaitant la bienvenue, de lui donner un conseil : au lieu d'évacuer les femmes, qu'il expulse les semeurs de panique, à moins qu'il ne préfère les coffrer comme des dissolvants, des éteignoirs et des traîtres !

Vendredi 28 août.

Le Ministère de la Victoire.

Tout arrive, puisque voilà Jules Guesde ministre, Jules Guesde le doctrinaire, le sectaire, assis dans un fauteuil ministériel, entre Millerand et Briand. Jaurès, qui n'est pas mort, puisqu'il vit en nous tous, doit bien rire dans sa barbe. J'entends sa voix nasillarde, je vois son regard pétillant de malice. Jaurès, soyez sérieux. Sachez que si sur la terre nous avons fait la paix avec nos ennemis, ce n'est pas pour dire des rosseries à nos amis !

Après avoir ri, il pleurerait de joie, notre grand ami, en voyant ce nouveau ministère.

Entre nous, il n'est pas trop mal, hein ! le ministère Viviani revu et corrigé.

Il y a trois portefeuilles qu'il était particuliè-

rement important de pourvoir d'hommes de valeur !

Vous devinez lesquels, n'est-ce pas ? Les finances, les affaires étrangères, la guerre.

L'argent, c'est le nerf de la guerre ! A part Caillaux, qui était plus désigné pour tenir la queue de la poêle en ce moment difficile que le père Ribot ? Vous n'avez pas lu ses discours au Sénat sur cette vieille chose qu'on appelait, je crois, avant la guerre, l'impôt sur le revenu ? Des chefs-d'œuvre de bon sens, de clarté, d'érudition. En les lisant, on se disait : « C'est impossible : cet homme n'a pas soixante-dix ans ! Un homme de soixante-dix ans n'a pas cette verdeur intellectuelle. » Il est tellement vert et tellement vivant qu'il a évolué, à soixante-dix ans, et qu'un beau jour il s'est réveillé partisan de l'impôt sur le revenu. Au contact de Jules Guesde, ce diable-d'homme est capable de se réveiller révolutionnaire ; mon cher Sembat, empêchez M. Ribot de faire la Révolution sociale.

Aux affaires étrangères : Delcassé. Lui en avons-nous assez dit, à ce Delcassé, autrefois ! Ami Gassier, dans la *Guerre Sociale* de jadis, comme ton crayon fut cruel, comme il fut injuste pour cet homme ! Où que tu sois, dans les armées de la République, fais-lui tes plus humbles excuses. Sache que c'est ce petit homme, sur lequel s'exerça des années ta verve de caricaturiste, qui a encerclé l'Allemagne. Encerclée, l'est-elle, cette pauvre Allemagne ? Allons, tu es bien aise que l'Allemagne soit encerclée, ne dis pas non ? La Serbie, la Belgique, la Russie, l'Angleterre, la France contre le kaiser, sans

compter les Japonais ? Ca ne te suffit pas ? Tu veux encore que Delcassé fasse marcher l'Italie? Il la fera marcher ! Tu voudrais encore que, lors du règlement des comptes, quand on refera la carte d'Europe, il plaide près du tsar la cause des Polonais, des Finlandais, des Lithuaniens, des Juifs, et qu'en attendant il persuade son ami et allié de faire une large amnistie en faveur de tous les détenus politiques russes ? Peut-il nous refuser cela, après la campagne de Bourtzeff !

A la guerre, Millerand. C'est la meilleure recrue de l'équipe. *The right man at the right place*, comme disent nos amis les Anglais. L'homme qu'il fallait à la place qu'il fallait. Le plus grand travailleur de la terre : un sang-froid à toute épreuve, un esprit clair et méthodique, une volonté de fer, des mâchoires. Une guillotine sèche pour les généraux incapables, ou pour les ronds-de-cuir qui bavardent au lieu de travailler. Ce n'est pas avec lui que les territoriaux manqueront longtemps d'équipement !

Pour une fois, le président de la République n'a pas trop mal travaillé.

Oui, je sais, il était conseillé par Viviani et Briand, qui sont restés si près de nous, socialistes, malgré quelques années de séparation et de malentendus.

Tout de même, on a eu bon nez d'en faire un président de la République, à Versailles, il y a deux ans.

Est-ce que ce n'est pas le même Poincaré à qui j'ai dit le mot de Cambronne, jadis, un jour qu'il m'avait gracié après vingt-six mois de re-

traite à la Conciergerie, la Santé et autres hôtels meublés de la République ?

Tout de même, ce qu'il était mal embouché ce Cambronne !

Après tout, puisque Poincaré est le président de la réconciliation nationale, pourquoi ne se réconcilierait-on pas avec lui aussi ?

Montéhus, quand le président Poincaré ira inaugurer l'Alsace-Lorraine, la seule province française qu'il n'ait pas encore inaugurée, on ne lui jouera plus la *Marche Lorraine.*

Faites-moi tout de suite en son honneur une chanson sur l'air du *Père la Victoire !*

Samedi 29 août.

Ce qu'on attend de Millerand.

Ce n'est un secret pour personne, aujourd'hui, que le plan d'offensive de notre état-major a échoué, et que, provisoirement, nous sommes réduits à la défensive, avant d'avoir été même entamés.

Tout le monde a fini par comprendre aussi que les Allemands ne sont pas l'armée de poltrons que quelques-uns se figuraient, sur la foi de communiqués officiels bêtes à pleurer, qu'ils ont une formidable organisation militaire, et qu'ils font appel au ban et à l'arrière-ban de leurs tout jeunes gens et de leurs hommes mûrs arrivés déjà au seuil de la vieillesse pour se tirer du mauvais pas où les amis leur kaiser.

Ce n'est pas quelques centaines de mille hommes seulement, comme en 70, que l'Allemagne lance sur nous, mais une avalanche de 2 à 3 millions d'hommes.

A cette avalanche, il nous faut répondre par une autre avalanche.

A la levée en masse allemande, c'est par la levée en masse française qu'il faut riposter.

Si c'est la levée en masse qui s'impose, que signifie ce licenciement de plusieurs classes de territoriaux qu'on a renvoyés dans leurs foyers, il y a quelques jours ?

Il n'y a pas d'équipement pour eux ? N'y a-t-il donc pas des milliers et des centaines de milliers de couturières en France pour leur en fabriquer ?

A-t-on besoin d'équipements complets pour réapprendre à manœuvrer, pour s'entraîner aux marches, pour apprendre à creuser des tranchées-abri ?

N'avons-nous pas perdu trois semaines pour remettre en train nos territoriaux ?

Les officiers manquent pour réinstruire les territoriaux ou pour dégrossir nos Marie-Louise, les recrues de la nouvelle classe de vingt ans ?

Alors, pourquoi, jusqu'ici, repousse-t-on toutes les bonnes volontés qui s'offrent ?

J'ai pour ami de classe Diraison Saylor, l'auteur des *Maritimes*, un roman où les officiers de marine sont un peu secoués. Saylor est un officier de marine démissionnaire. Il a de beaux états de service ; il est solide comme le Pont-Neuf. Il a quarante et un ans. Il a fait le

voyage de Paris à Cherbourg pour tâcher de se faire réintégrer dans son grade ; éconduit, il essaie, depuis huit jours, à Paris, de faire accepter ses services ; si on ne veut pas de lui dans la marine, il supplie qu'on le mette dans le génie ou dans l'infanterie. Partout, porte close et visage de bois.

Un autre de mes amis, ancien officier de cavalerie démissionnaire, a quarante-huit ans ; il pourrait faire un excellent instructeur pour les recrues. Il a beau mendier un poste : lui non plus ne réussit pas à se faire embaucher.

Et il y a des centaines, et sans doute des milliers, d'anciens officiers dont les services sont pareillement dédaignés, à une heure où on manque de cadres pour les territoriaux et d'instructeurs pour les recrues.

Est-ce que, depuis trois semaines, tous les hommes valides qui ne se battent pas encore ne devraient pas faire l'exercice sur toutes les places publiques et sur toutes les grandes routes, sous la direction d'anciens officiers ?

A Paris, est-il possible que le gouvernement, hanté par les souvenirs de 71, hésite à armer tout le monde ? Y a-t-il un révolutionnaire qui n'ait pas renoncé, depuis le premier jour de la crise, à toute velléité d'émeute ou d'insurrection, quelle que soit la tournure que prennent les événements ? Quand la nation fait confiance au gouvernement, quand la réconciliation nationale est faite, au point que MM. Ribot, Briand et Jules Guesde peuvent faire partie d'un même ministère, les autorités militaires peuvent-elle avoir la moindre arrière-pensée ?

A la tête du ministère de la guerre, il nous faut un administrateur de premier ordre.

La nation croit qu'elle l'a en la personne de Millerand.

Si ses premiers actes n'étaient pas pour mettre fin au gaspillage de forces et de bonnes volontés, dont le spectacle nous attriste depuis trois semaines, ce serait pour nous la plus cruelle des désillusions.

Dimanche 30 août.

Si Paris était assiégé.

Il y a quelque chose, en ce moment, qu'il faut combattre à l'égal du pessimisme semeur de panique : c'est l'optimisme béat et aveugle, l'optimisme dont ont fait preuve tant des nôtres les premiers jours de la mobilisation.

Quand on a affaire à un ennemi aussi redoutable que celui qui vous envahit par le Nord, il faut envisager froidement toutes les éventualités.

L'une de ces éventualités, c'est que Paris pourrait, dans un avenir plus ou moins proche, être assiégé si la grande bataille qui va se livrer bientôt sur le front Amiens, Saint-Quentin, Hirson, Mézières ne tournait pas à notre avantage.

Si une pareille éventualité se produisait, il ne faut pas que ni l'état-major, ni le public se figurent que ce nouveau siège ressemblerait en

quoi que ce soit au siège d'il y a quarante-trois ans.

Si les Prussiens arrivaient devant Paris, voici ce qui se passerait : nous mettons les points sur les *i*, cette fois, puisqu'on a mis quinze jours à ne pas nous comprendre, quand nous disions ici, discrètement, — ce qu'un soldat de 2e classe pouvait deviner — que l'armée allemande nous attaquerait, nous inonderait par la Belgique, et que c'était là qu'il fallait concentrer toutes nos forces.

Donc, les Allemands arrivent — simple hypothèse — devant Paris.

Croyez-vous, que, comme en 70, ils vont investir la place, et perdre six mois à l'assiéger, même s'ils avaient assez de troupes pour l'investir ?

Il faudrait être naïf pour le croire !

Ils amèneront toute leur artillerie lourde, devant un ou deux forts de la ceinture, sans s'occuper des autres.

Ils feront pleuvoir sur eux une pluie de feu et de fer.

Et quand ils auront fait une brèche dans la ceinture, ils engouffreront tout ce qu'ils pourront de troupes dans la trouée, pour entrer dans la ville.

C'est ainsi qu'ils ont procédé pour Liége et pour Namur.

Cela veut dire, en bon français, que le gouverneur de Paris doit avoir sous la main une armée capable de livrer bataille dans la brèche qui pourrait être ouverte.

Cela veut dire aussi que toutes les femmes

et tous les enfants qui n'ont rien à faire à Paris, ne feraient pas mal, s'ils le peuvent, d'aller respirer l'air pur des champs. Je leur recommande la Bretagne qui est un pays délicieux, et particulièrement le Finistère d'où je suis natif, comme dit une vieille chanson, et aussi la Normandie, où le cidre n'est pas mauvais, ou bien encore le Midi dont les hivers sont si doux.

Si les Prussiens ne viennent pas devant Paris, comme je l'espère — car je crois toujours que le général Joffre peut encore leur administrer une correction mémorable — femmes et enfants en seront quittes pour un voyage dont ils nous donneront des nouvelles à leur retour.

Si les Prussiens viennent, nous aimerions assez régler cette affaire-là, avec eux, entre hommes.

Que le diable m'emporte si le général Galliéni, le nouveau gouverneur de Paris, n'est pas de mon avis !

Lundi 31 août.

La défense de Paris.

J'espère toujours que Paris ne sera pas assiégé. J'espère toujours que, pas plus tard qu'aujourd'hui ou demain, l'invasion sera arrêtée aux environs de Saint-Quentin, et que l'aigle prussienne y recevra définitivement du plomb dans l'aile.

Ce n'est pas une raison pour ne pas faire comme si nous devions avoir les uhlans devant Paris dans une huitaine ou une quinzaine.

Il serait criminel de dissimuler à la population parisienne, en ce moment, que l'ennemi nous envahit en nombre considérable, pareil à une armée innombrable de fourmis ; que, depuis huit jours, une de ses armées se dirige à marches forcées sur Paris, et que, malgré l'admirable résistance de notre armée du Nord, il était hier non loin de Noyon, c'est-à-dire à environ 100 kilomètres de Paris.

Nous sommes tous d'accord que, si cette armée culbutait les nôtres, elle ne s'attarderait pas à encercler Paris, mais qu'elle placerait toute son artillerie lourde devant un ou deux forts de l'enceinte, qu'elle les démolirait, et qu'elle se ruerait ensuite, par la brèche, dans l'intérieur de notre Paris ?

Bien.

Nous sommes tous d'accord aussi pour ne pas nous couvrir de honte et de ridicule aux yeux de l'univers entier en les laissant faire ?

Très bien.

Alors, qui veut la fin veut les moyens.

Le moyen unique de résister, c'est de donner au gouverneur de Paris une armée entraînée, solide, manœuvrière, bien encadrée, qui, lorsqu'une brèche sera ouverte par l'artillerie allemande dans notre ceinture de forts, offrira cent mille poitrines à la ruée des masses d'infanterie que l'ennemi jettera par cette brèche.

L'état-major général, en qui nous avons toute confiance, bien qu'il ne soit pas infail-

lible, hélas ! a-t-il pris ses dispositions pour que le général Galliéni ait cette armée sous la main ?

D'autre part, le général Galliéni lui-même a-t-il songé à renforcer les cadres de nos territoriaux qui gardent le camp retranché de Paris avec les soldats exercés, la pépinière de sous-officiers que sont la garde républicaine, et même la police parisienne, et avec tous les anciens officiers démissionnaires ou en réserve qui grouillent sur le pavé de Paris ? Va-t-il laisser inutilisés les officiers et les sous-officiers si exercés de cette garde, — qui vaut la garde prussienne, — où les simples soldats sont presque tous d'anciens sous-officiers ? Car c'est les laisser inutiles que de les confiner dans leur rôle de gendarmes, à une heure où il n'y a pas à craindre la moindre émeute populaire ?

Le général Galliéni a-t-il songé qu'il y avait actuellement, sur la côte, inoccupés, inutiles, puisque l'Angleterre a la maîtrise de la mer, des milliers et des milliers de fusiliers et de canonniers de notre marine qui seraient dans nos forts comme sur des cuirassés, tranquilles comme Baptiste sous la rafale de fer et de feu ?

Le vaisseau *La-Ville-de-Paris* ne peut pas se laisser prendre à l'abordage.

Sur les navires de guerre, pour que les hommes ne se laissent pas embarrasser, ni amollir par les pleurs des femmes et des enfants, et aussi pour ne pas faire de victimes inutiles, les règlements de la marine ont sagement édicté que les femmes ni les enfants ne seraient tolérés.

Capitaine de vaisseau Galliéni, si vous êtes prêt à vous faire sauter avec votre navire, plutôt que de le rendre, hâtez-vous de débarquer les femmes et les enfants !

Mardi 1er septembre.

La Vérité toute nue.

Depuis quinze jours, ici nous préparons doucement, graduellement, l'opinion à connaître la cruelle vérité.

La vérité, c'est que, depuis un mois, notre état-major a commis l'erreur de ne pas abandonner à l'armée allemande Nancy et toute la partie située à l'est de nos lignes de camps retranchés de Belfort, Epinal, Toul, Verdun, et de se laisser amuser en Alsace et en Lorraine par des troupes que notre ligne de camps retranchés aurait suffi à contenir.

Du moment que l'Allemagne attachait un tel prix à la pénétration par la Belgique, qu'elle accepta la guerre avec l'Angleterre plutôt que d'y renoncer, il était évident, pour le soldat de 2e classe le plus bouché, que l'armée allemande allait jeter sur nous, par la Belgique, un flot d'un ou de deux millions d'envahisseurs, suivis d'une quantité innombrable de camions automobiles.

Il était évident que c'était là, et non ailleurs, qu'il fallait jeter toute l'armée française, pour faire barrage, et non en Lorraine ou en Alsace.

Notre état-major a fini par le comprendre, et

il s'efforce de réparer son erreur en ramassant ce qu'il peut de troupes pour arrêter le flot qui, bientôt, va déferler sur Paris.

L'arrêtera-t-il avant qu'il n'arrive devant notre camp retranché ?

Nos troupes sont si admirables, si héroïques, notre 75 a une telle supériorité sur l'artillerie de campagne allemande, les renforts arrivés récemment sont si importants, qu'on peut encore l'espérer.

Mais, il ne faut pas nous monter le coup.

Il y a neuf chances sur dix pour que, dans une huitaine, l'ennemi soit à nos portes.

En rase campagne, nos troupes ont été débordées par l'armée allemande.

Appuyées sur le camp retranché, elles réussiront peut-être à l'arrêter.

Elles y réussiront, à une condition ! C'est que le ministre de la guerre, l'état-major et le gouverneur militaire de Paris appellent à la hâte, dans nos forts, tous les canonniers marins qui moisissent dans nos ports ; qu'ils exercent et qu'ils entraînent les territoriaux qui, depuis trois semaines, se démoralisent, oisifs, dans toute l'étendue du camp retranché ; qu'ils ne laissent pas perdre une seule des forces et des bonnes volontés qui s'offrent pour la défense de la capitale ; qu'ils soient décidés à laisser brûler Paris plutôt que de l'abandonner sans l'avoir défendu jusqu'à la folie.

Qu'est-ce que signifient ces boniments qui fusent dans la presse parisienne ? que Paris n'est pas le cœur de la France ? que Paris peut être occupé sans que la France périsse ?

Non, la France ne périra pas, la France ne peut pas périr.

Mais elle peut être déshonorée.

Et elle serait déshonorée si Paris était enlevé de vive force en huit jours, comme Liége ou Namur.

Quel chantage, après, les Prussiens maîtres de Paris exerceraient sur la coalition !

Quel prestige il nous resterait pour continuer la guerre et pour faire entendre notre voix au moment du règlement des comptes !

L'Italie songe à marcher contre l'Autriche. Quel refroidissement dans ses intentions, si elle apprenait que Paris n'a pas tenu huit jours ! Paris qui passe pour le plus grand camp retranché du monde.

Les Prussiens dans Paris, six semaines après la déclaration de guerre !

Il n'y aurait qu'un cri en Europe : c'est que c'est pis qu'en 70, où du moins Paris ne capitula que huit mois après la déclaration de guerre !

Paris tombant six semaines après la déclaration de guerre !

Quel Français ne se sentirait pas le rouge monter au front, rien qu'à évoquer une pareille catastrophe !

Après 70, l'Europe entière nous plaignait, nous estimait, nous admirait.

Si nous étions capables de laisser tomber Paris entre les mains des Prussiens six semaines après l'ouverture des hostilités, nous deviendrions, pour un siècle, la risée de l'univers !

Mercredi 2 septembre.

Tchataldja.

Le gouvernement ne livrera pas sans un combat acharné l'énorme camp retranché de Paris.

Un camp retranché aussi vaste que celui de Paris demanderait, pour être inexpugnable, un million d'hommes.

On comprend quelle folie ce serait d'y immobiliser une pareille armée.

Il est infiniment regrettable qu'on ne s'en soit pas aperçu plus tôt et qu'on n'ait pas établi dans le Massif Central de la France le réduit de notre défense nationale.

Je tiens à faire ces réflexions ici pour que personne ne soit tenté de croire que même si des officiers avaient pu avoir l'idée de ne pas défendre le camp retranché de Paris, ils seraient forcément pour cela des fous ou des traîtres.

Je crois seulement qu'ils se tromperaient.

Ils se tromperaient non seulement parce qu'ils ne se rendraient pas un compte suffisant de l'effet moral désastreux que produirait, en France et à l'étranger, l'abandon de Paris sans combat, mais encore parce qu'ils ne se rendraient pas compte que, dans les circonstances actuelles, le front nord-est de Paris est pour nous un secours providentiel.

C'est le mérite du gouvernement de l'avoir compris.

Comment! Voilà une armée allemande qui

arrive sur Paris à marches forcées ; cette armée certes est nombreuse, brave, audacieuse, bien commandée, pourvue d'un outillage merveilleux, notamment d'une bonne artillerie lourde.

Mais, depuis Namur, notre armée du Nord lui saute à la gorge tous les jours, sans lui laisser la moindre trêve ; elle lui laboure les flancs avec nos 75 qui sont d'une précision et d'une mobilité terrifiantes ; elle la harcèle, l'épuise.

Et c'est au moment où cette armée allemande essoufflée, serrée de près par la nôtre qui ne la lâche pas d'une semelle, arrive devant notre camp retranché, où l'on peut accumuler sur le front nord-est des centaines de milliers d'hommes encore mal entraînés, mais braves et résolus, et appuyés sur des ouvrages importants, que l'on lâcherait une si belle position défensive ?

Le camp retranché de Paris, soit, je l'accorde, est une erreur monstrueuse.

Mais le front nord-est, qui se dresse devant le front de l'armée d'invasion, c'est la position retranchée la plus forte que notre armée du Nord puisse rêver dans l'admirable retraite qu'elle opère depuis Namur.

Là, elle recevra des vivres, des renforts de troupes fraîches.

Là, l'armée de héros qui se bat sans trêve ni repos depuis trois semaines entendra tonner nos gros canons de marine, qui sont autrement terribles que l'artillerie lourde allemande.

Il y avait, une fois, il n'y a pas longtemps de cela, une armée bulgare, formidablement outil-

lée, enthousiaste, qui assomma d'un coup de massue la pauvre armée turque qu'elle rencontra non loin de la frontière, aux champs de Kirk-Kilissé.

Non contente de la disloquer, elle la poursuivit l'épée dans les reins jusqu'aux portes de la capitale turque, Constantinople.

Là, l'état-major turc avait heureusement quelques forts qu'il avait fait occuper par des troupes un peu novices, mais fraîches et bien reposées.

C'étaient les lignes de Tchataldja.

L'armée bulgare arriva dessus au galop.

Mais les forces humaines ont une limite.

Ce dernier obstacle arrêta net les troupes bulgares victorieuses.

Elles s'arrêtèrent là, fourbues, incapables d'avancer, et si les Turcs avaient eu des troupes pour prendre l'offensive, l'armée bulgare était anéantie.

Si le général Galliéni et le général Joffre sont dignes de la confiance que la nation a mise en eux, l'armée prussienne trouvera sur le front nord-est du camp retranché de Paris des lignes de Tchataldja dont elle se souviendra.

Jeudi 3 septembre.

Bruxelles ou Tchataldja.

Dans quelques jours, l'ennemi sera devant le camp retranché de Paris.

Il ne faut pas que le généralissime vienne nous dire qu'on lui a imposé le plan qu'il jugeait néfaste au point de vue militaire : il ne faut pas que le généralissime puisse venir dire un jour, comme Mac-Mahon, après Sedan, que, pour des considérations politiques, on lui a imposé un plan qui heurtait toutes ses conceptions militaires.

C'est le généralissime seul, qui connaît la situation ; c'est lui qui est responsable ; c'est à lui de décider, en tenant compte avant tout, par-dessus tout, de considérations stratégiques et tactiques ; quoi qu'il décide, si douloureuse que soit sa décision, tout le monde s'inclinera. Pas un homme, qu'il soit d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, qui ne sache que la moindre émeute, le moindre tumulte en face de l'ennemi, dans une guerre comme celle-ci, serait le crime des crimes.

Or, il y a deux conceptions militaires diamétralement opposées en ce qui concerne la défense de Paris, deux conceptions, qui toutes deux ont des défenseurs convaincus, également patriotes, d'égale compétence technique.

L'une, qui révolte au premier abord toute notre fierté, consiste à considérer Paris comme une ville ouverte, comme une autre Bruxelles. Elle peut s'exprimer ainsi : « Un camp retranché de l'étendue de celui de Paris, qui a derrière lui une ville aussi riche, aussi pleine de richesses artistiques, aussi peuplée, aussi impressionnable, c'est une erreur monstrueuse. Pour le défendre utilement, il faudrait immobiliser là nos meilleures armées. Les armées ne

sont pas faites pour s'enfermer dans un camp retranché, mais pour manœuvrer libres de leurs mouvements, libres de choisir leur heure et leurs positions. » Soit. C'est une conception. Si vous croyez qu'elle est la bonne, ayez le courage de le proclamer, de le dire franchement à la population parisienne. Mais prenez garde ! si vous l'adoptez, le jour même faites sauter tous les forts du camp retranché, détruisez tout le matériel, tous les approvisionnements militaires que vous ne pourrez pas évacuer ; faites replier toutes les troupes qui garnissent l'enceinte; en vous repliant, minez, faites sauter les ponts du chemin fer de ceinture, et toutes les gares. Que l'ennemi, en y entrant, ait l'impression qu'il entre non à Bruxelles mais à Moscou, dans un Moscou qui est trop riche pour qu'on puisse l'incendier, mais où l'on a détruit tout ce qui pouvait permettre à l'ennemi de se ravitailler et de se refaire.

L'autre plan est tout l'opposé! Il peut s'exposer ainsi : « Le camp de retranché de Paris est une sottise, mais puisqu'elle est faite, tâchons d'en tirer le meilleur parti possible. Que ses fronts fortifiés soient pour nous autant de lignes de Tchataldja, où nous allons recevoir l'ennemi qui nous arrive harassé, comme les Turcs reçurent l'armée bulgare épuisée, et où nous permettrons à l'armée du Nord qui le harcèle de se reposer et de se refaire. »

Mais faites-y bien attention !

Si c'est ce plan que vous adoptez, n'abandonnez pas le camp retranché à la seule garnison qui y est actuellement, appelez-y l'armée du

Nord, sans laquelle Paris risque d'être emporté en huit jours, de vive force, comme Liége ou Namur, avec ses approvisionnements et les troupes qui le gardent. Evacuez les femmes, les enfants vers l'Ouest, le Centre et le Midi; entassez ici des vivres et des projectiles, et que l'armée du Nord, grossie de la garnison du camp retranché, y manœuvre, y attaque les Allemands avant qu'ils aient eu le temps de se reposer, et qu'elle y retienne les Allemands, trois semaines, un mois, tout le temps qu'il faudra aux Russes pour arriver en Allemagne, et aux Parisiens pour se préparer à faire de leur ville une nouvelle Saragosse.

Entre les deux plans, osez choisir!

Mais de grâce, pas de solution bâtarde, qui nous conduirait à un nouveau Metz ou à un nouveau Sedan.

Ou Bruxelles-Moscou ou Tchataldja-Saragosse!

Vendredi 4 septembre.

Branle-bas de combat.

Le gouvernement est parti s'installer à Bordeaux.

Il a bien fait.

Si Paris est investi, il valait mieux que le président de la République et ses ministres prissent le large.

S'il est attaqué de front, comme les raids de

cavalerie allemande pourront pousser un peu loin tout autour de Paris, le président et les ministres partant trop tard risqueraient d'être cueillis.

A Bordeaux, il ne leur manquera pas de besogne. Ils ont la guerre à organiser en province.

A Paris, nous sommes assez grands pour nous passer de leur présence, surtout avec un chef comme Galliéni à notre tête.

Mon cadet, qui est un colonial accompli, a servi je ne sais où sous le général Galliéni. De tous les grands chefs de l'armée coloniale, c'est celui pour lequel il professe le plus d'admiration : Galliéni, qui est un élève de Faidherbe, a de la décision, du sang-froid, de la poigne ; c'est un gros travailleur et un administrateur de premier ordre. Avec lui, Paris peut dormir sur les deux oreilles.

Comme il est l'égal, en autorité morale, du général en chef de l'armée du Nord, celle qui se replie vers Paris, j'espère qu'il saura lui représenter avec force la nécessité qu'il y a pour cette armée de venir couvrir le front du camp retranché, au lieu d'aller manœuvrer un peu loin, ce qui risquerait de permettre à l'ennemi d'entrer de vive force à Paris comme il est entré à Liége et à Namur.

La doctrine militaire est excellente, qui met en garde les généraux contre la tentation de venir s'enfermer dans une place forte où on peut les cerner ; mais en art militaire comme en stratégie, comme en toute chose, la doctrine ne vaut que par ses applications, et les règles

générales souffrent des exceptions. L'armée du Nord se trouve en présence d'une de ces exceptions. Dans les circonstances actuelles, alors que le reflux des troupes allemandes vers leur pays sous la pression russe est un fait avéré ; alors que l'armée allemande qui arrive par l'Oise doit être harassée ; alors que les lignes de forts du nord-est de Paris peuvent être pour elle de nouvelles lignes de Tchataldja où son élan peut venir se briser, comme se brisa l'élan victorieux de l'armée bulgare devant Constantinople ; alors que la chute de Paris serait une catastrophe morale qui démoraliserait les armées actuellement sur la frontière de l'Est ; le retour de l'armée du Nord sous le canon de Paris est pour nous le salut.

S'enfermer dans Paris ? Personne ne le demande à l'armée du Nord ; on n'est d'ailleurs jamais enfermé dans un camp retranché qui a 140 kilomètres de tour, et qui est un immense champ de manœuvres qu'aucune armée allemande n'est assez nombreuse, à l'heure actuelle, pour encercler.

L'armée du Nord ne résisterait-elle qu'un mois, appuyée sur les forts du camp retranché et sur l'armée de Paris, que ce serait suffisant pour donner aux Russes le temps de marcher sur Berlin.

Je prie le général Galliéni de rassurer notre nouveau préfet de police — à qui j'adresse mon salut le plus cordial — au sujet de l'ordre public. Les seuls qui aient jamais été capables de troubler l'ordre public, c'est nous, « les rouges ». Nous l'avons troublé le 10 août 1792, en pleine

guerre, parce que le roi avait trahi la nation. Nous l'avons troublé le 4 septembre 1870, deux jours après Sedan, parce que l'empereur avait capitulé et qu'il n'y avait plus de gouvernement. Aujourd'hui, nous sommes décidés à ne le troubler sous aucun prétexte. La situation n'est plus la même. La République a tout fait pour éviter la guerre. Ses diplomates ont trouvé moyen de nous donner, au moment psychologique, des alliances qui, notre courage aidant, nous rendent invincibles ; notre état-major a peut-être fait des fautes — qui n'en commet pas ? — mais devant le flot des envahisseurs il n'a pas perdu la tête ; il a opéré une retraite en bon ordre, sans se laisser entamer. Nos armées sont intactes.

Alors, quoi ? Il peut survenir n'importe quelle catastrophe, pas un « rouge » ne bougera, pas un ! Nous, troubler l'ordre public en ce moment ? Nous sommes la garde républicaine disciplinée, fanatique, patriote. N'est-ce pas, Guesde ? N'est-ce pas, Sembat ? N'est-ce pas, mon cher Jaurès ?

Ai-je besoin de dire que la *Guerre Sociale* reste à son poste de combat ?

Que d'autres journaux déménagent, c'est leur affaire.

Nous, nous restons ; comme Mac-Mahon, le Mac-Mahon de Sébastopol.

Le ministre de la guerre n'a pas voulu que j'aille à la frontière il y a cinq semaines.

C'est la frontière qui vient à moi.

La frontière s'est rapprochée de nous; elle n'est plus qu'à 50 kilomètres de Paris. Et je m'en irais ?

Tant que le drapeau tricolore flottera sur Paris — pardonne-moi cette infidélité, ô drapeau rouge de notre Internationale — la *Guerre Sociale* restera à son poste de combat pour sonner : « Il y a de la goutte à boire là-haut ! »

Samedi 5 septembre.

Des Renforts !

L'avion allemand qui est venu hier matin nous annoncer que l'ennemi est à Compiègne ne nous apprend rien.

Nous savons exactement la position des armées qui constituent la grande armée allemande d'invasion.

Sa gauche, en Alsace et en Lorraine, face à nos camps retranchés de Verdun, Toul, Epinal et Belfort, n'a même pas fait un pas en avant; elle n'a même pas encore réussi à aborder nos camps retranchés, à l'exception toutefois de celui de Belfort, qui a riposté de la belle manière — la manière de Denfert-Rochereau.

Son centre, face au sud, doit occuper une ligne qui va à peu près de Reims à Verdun : le gros de nos forces, qui lui est opposé, s'accroche au centre allemand et ne se replie devant lui que lentement, en lui faisant subir des pertes énormes.

Sa droite, qui constitue son aile marchante, approche de Paris et semble être en ce moment au sud de l'Oise.

Que fait cette droite ?

Continue-t-elle son mouvement enveloppant ? Va-t-elle se diriger vers le sud, dans la direction de Melun, pour se placer à l'ouest du gros de nos forces ? C'est possible. En ce cas-là, elle négligera Paris pour le quart d'heure.

Mais ce qui est plus probable, c'est que la droite allemande, considérant Paris, son camp retranché et son armée volante comme la gauche des lignes françaises, va vouloir l'enfoncer.

Je dis l'enfoncer, et non pas l'investir.

Cela signifie que l'aile marchante allemande va essayer de démolir quelques forts de Paris, avec les obus de son artillerie lourde ; qu'elle va dans la brèche lancer ses colonnes, et que son état-major va faire tuer tout ce qu'il faudra d'hommes pour essayer de passer.

Ce qui a perdu Liége et Namur, c'est qu'elles ne renfermaient pas une armée suffisamment nombreuse pour se dresser, poitrine contre poitrine, contre les colonnes qui s'engouffraient dans la brèche.

A Paris, le général Galliéni doit avoir sous la main actuellement de quoi repousser une attaque de vive force.

Outre la garnison des forts, outre les territoriaux, il a « une armée de Paris », une armée active dont certains corps d'élite, que nous avons vu défiler sur le boulevard, sont de taille à se mesurer avec la garde prussienne elle-même.

Mais, quelle que soit la solidité des troupes dont dispose le gouverneur de Paris, il est im-

possible que le gouvernement, qui est à Bordeaux, n'emploie pas la huitaine que nous avons peut-être avant l'assaut à les renforcer.

Il est impossible qu'il n'y ait pas encore çà et là en province, inoccupés, oisifs, dans les dépôts de l'Ouest, du Centre et du Midi, ou dans les forts de la côte qui ne seront jamais attaqués, 100.000 ou 200.000 hommes qui ne seraient pas inutiles ici dans le camp retranché.

Il est impossible qu'on ne puisse, pour le grand jour qui approche, ramasser une cinquantaine de mille de troupes anglaises fraîches.

Qu'on songe au coup que serait pour le pays une prise d'assaut de Paris, à la démoralisation qui pourrait s'ensuivre pour nos armées dont le moral est resté si bon ? Qu'on songe à la honte qu'il y aurait pour Paris, qui a tenu six mois en 70 sans troupes régulières, à succomber, faute de troupes en quantité suffisante, à un premier assaut ? J'entends déjà les cris de joie insolents de nos vainqueurs. Je les vois défilant sur nos boulevards, et je pense aux deux officiers belges qu'ils firent défiler à Bruxelles, attachés aux étriers de leurs chevaux.

Nous serions grotesques si Paris succombait six semaines après la déclaration de la guerre.

Paris ne peut pas sombrer sous le ridicule.

Ni des victoires ultérieures, si complètes qu'elles soient, ni l'entrée des Russes à Berlin, ne nous vengeraient d'une pareille humiliation.

Pendant qu'il en est temps encore, des renforts, des renforts, des renforts !

Dimanche 6 septembre.

Courage, général Joffre !

Changement de direction à gauche : l'aile droite de l'armée allemande, qui semblait foncer sur Paris, par la vallée de l'Oise, oblique au sud-est.

Ce n'est pas à Paris qu'elle en veut pour le quart d'heure, c'est à notre armée de campagne, à la grande armée, que décidément le généralissime Joffre manœuvre avec une sûreté de main qui commence à inspirer confiance à ceux qui l'ont le plus critiqué.

Je voudrais que nos femmes, nos sœurs et nos filles les moins instruites puissent comprendre ce que fait la grande armée où chaque famille française a l'un des siens, la grande armée qui est actuellement l'âme de notre France immortelle.

Au début de la guerre, le gros de nos forces était massé entre Charleroi et Belfort, face à l'est. Au nord de Charleroi, une petite armée anglaise formait notre extrême gauche.

L'avalanche allemande, passant sur le ventre de l'héroïque Belgique, a assailli nos lignes à la bataille de Charleroi. L'aile droite allemande, l'aile marchante, forte de 300.000 hommes au moins, débordant notre aile gauche, refoulant les Anglais de notre extrême gauche, nous obligea à la retraite.

Cette retraite est un des plus beaux faits d'armes de notre histoire militaire.

Pied à pied, le terrain a été disputé.

Presque chaque jour, l'armée française, depuis trois semaines, fait sur un point ou un autre une contre-attaque vigoureuse.

Pivotant sur son aile droite, du côté de Verdun, l'armée s'est repliée lentement vers le sud, faisant de larges trouées sanglantes dans les flancs de l'armée ennemie.

Aujourd'hui, entièrement face au nord, elle continue à reculer lentement, sa droite couverte par nos camps retranchés de Verdun, Toul, Epinal, Belfort.

Tous les témoignages sont d'accord pour dire qu'aucun de nos corps d'armée n'a été entamé; qu'au fur et à mesure, les trous faits dans nos rangs sont comblés par des réservistes : que le moral des nôtres est le moral d'une armée victorieuse, sûre de la victoire finale; et que notre 75 est l'artillerie de campagne la plus redoutable qu'aucune armée ait jamais possédée.

Le plan du général Joffre commence à apparaître avec une clarté lumineuse : sachant que l'ennemi a sur lui la supériorité numérique, il refuse de s'engager à fond; recule quand l'aile droite allemande, l'aile marchante, menace de l'envelopper, et il entraîne son ennemi vers le sud, loin de sa base de ravitaillement.

Kouropatkine, disent les pessimistes, qui redoutent de voir le généralissime français imiter la prudence du général russe en Mandchourie et refuser trop longtemps la bonne occasion de vaincre.

Fabius le Temporisateur, disent ceux qui ont

confiance : et ils songent au vieux général romain qui usa Annibal victorieux, sans lui livrer de bataille décisive, et qui sauva Rome par sa ténacité indomptable.

Si contraire qu'elle soit à notre tempérament national, la tactique du général Joffre, en présence de la supériorité numérique allemande, est la bonne.

Ce que veut l'ennemi, c'est en finir avec nous pour se retourner contre les Russes.

Ce que veut le général Joffre, c'est les retenir le plus longtemps possible, s'accrocher à eux, les entraîner le plus loin qu'il pourra, pour donner aux Russes le temps d'arriver en Allemagne.

Si nous pouvons continuer cette tactique encore une quinzaine, il faudra bien que les Allemands, qui ont déjà dégarni la Belgique, dégarnissent la France.

Ce jour-là, ils perdront leur supériorité numérique.

Ce sera le moment de leur faire payer cher tout ce qu'ils nous ont fait.

Car si leur mouvement tournant est dangereux pour nous, il les enfonce tellement dans la France, il les éloigne tellement de chez eux, que toute défaite sera pour eux une débâcle.

Nous tenons le gros de l'armée allemande à la gorge.

Hardi ! les Russes !

Courage, général Joffre !

Lundi 7 septembre.

Après l'alerte.

Voilà bien comme nous sommes, nous autres Français !

Parce que l'armée allemande, qui semblait s'avancer en trombe sur Paris, a l'air de glisser le long de notre camp retranché et de filer vers le sud-est, nous ne sommes pas loin de pousser les mêmes cocoricos que presque toute notre presse poussait, il y a un mois, chaque fois qu'une patrouille française avait mis à mal une patrouille allemande.

Ni pessimisme déprimant, ni stupides cocoricos.

La situation reste grave et même tragique.

Si vraiment la droite allemande ne fait pas une feinte en ce moment pour aborder Paris par le sud, si vraiment elle nous néglige momentanément, c'est pour poursuivre contre les armées réunies sous le commandement du général Joffre le prodigieux et colossal mouvement tournant commencé il y a plus de quinze jours autour de Mons-Charleroi.

Fidèle à la tactique d'offensive qui est celle de son grand état-major, l'armée allemande considère comme son objectif principal la destruction de la principale armée ennemie : ce n'est pas parce qu'elle est épuisée ou essoufflée qu'elle n'attaque pas Paris, c'est parce qu'elle veut se mettre sous la dent un morceau de choix auprès duquel Paris n'est rien.

Le morceau de choix n'est rien moins que

l'ensemble de notre armée active grossie de ses plus jeunes classes de réserve.

Voilà quinze jours qu'elle ne réussit pas à entamer notre armée ni à la mordre sérieusement : sa marche vers le sud-est, si elle se confirme, c'est la preuve qu'elle n'a pas lâché prise et qu'elle ne renonce pas à son projet.

Et c'est parce que la manœuvre allemande est redoutable pour notre généralissime que nous espérons bien voir l'armée active volante chargée du camp retranché de Paris se jeter impétueusement sur les derrières de l'armée allemande qui s'acharne après le général Joffre.

Tout le monde espère que, en prenant ses précautions pour ne pas se laisser couper de Paris, elle essaiera de poignarder dans le dos l'armée d'invasion par une offensive hardie.

A l'heure où la grosse partie va se jouer, ce serait folie de ne pas donner, nous aussi, de toutes nos forces.

Et parce que l'ennemi s'éloigne pour un moment de nos murs, ce serait une autre folie de ne pas continuer à pousser activement l'armement de notre camp retranché parisien.

Aujourd'hui comme hier, il faut évacuer toute la population qui énerverait ou paralyserait la défense.

Aujourd'hui comme hier, il faut hérisser notre banlieue de tranchées et de redoutes, en travaillant d'arrache-pied jour et nuit.

Aujourd'hui comme hier, il faut donner un uniforme et un fusil à tous les hommes valides, depuis les Marie-Louise de 18 à 19 ans, jus-

qu'aux vieillards en état de faire le coup de feu ; tel est incapable de servir en rase campagne qui, dans une tranchée, ferait de la bonne besogne.

Aujourd'hui comme hier, il faut appeler à Paris toutes les troupes qui moisissent sur les côtes, dans les garnisons du Midi, de l'Ouest et du Centre, du moins celles qui ne sont pas indispensables à l'armée du général Joffre, qui a encore plus besoin que Paris d'être renforcée.

Aujourd'hui comme hier, le danger pour Paris c'est, non pas l'investissement et le blocus, mais l'abordage, la prise d'assaut comme Liége et Namur.

Aujourd'hui comme hier, il faut sous la main du gouverneur une ou deux divisions de fer qui, allégées du sac, d'une extrême mobilité, se jetteront à la tête des colonnes prussiennes, si l'ennemi réussissait à pratiquer une brèche dans notre enceinte de forts.

Mais est-ce que je ne suis pas en train de faire comme Grosjean et de vouloir en remontrer à mon curé, le général Galliéni ?

Mardi 8 septembre.

La campagne de France.

Les gens moroses et les ignorants s'en vont répétant : « Mais pourquoi reculons-nous constamment ainsi ? Pourquoi ? Sont-ils donc si forts que cela ? Est-ce donc comme en 1870 ?

Jusqu'où allons-nous reculer ? Six semaines après la déclaration de guerre, ils sont à deux pas de Paris ! Que fait donc notre armée ? »

Ce que font nos soldats ?

Ils se battent.

Ils se battent même comme des lions.

Et cette fois les lions ne semblent pas conduits par des ânes.

Vous ne voudriez pourtant pas qu'avec notre population de 39 millions d'habitants, nous ayons autant de jeunes hommes d'active et de réserve bien encadrés, que l'Allemagne qui a une population de 68 millions d'habitants sur un territoire à peu près égal au nôtre ?

Ah ! nous n'avons pas voulu faire d'enfants depuis 70, date où la France et l'Allemagne avaient la même population ? Nous avons laissé depuis, parce que nous aimons nos aises et que les enfants coûtent cher à élever, l'Allemagne nous distancer de 28 millions d'habitants.

Nous payons cela aujourd'hui !

Nous ne nous sommes pas trouvés en nombre quand il a fallu aligner face à face les jeunesses des deux pays.

Nous n'avons pu aligner, de Belfort à Charleroi, le long de nos frontières, que 1.200.000 à 1.500.000 hommes de troupes jeunes bien encadrées, quand les Allemands en alignaient sans doute 2 à 3 millions.

Heureusement, si nous n'avons pas la quantité, nous avons encore conservé la qualité.

Notre infanterie reste supérieure en mordant, en initiative, en folle bravoure, à l'infanterie allemande.

Notre artillerie de 75 a sur la sienne une supériorité écrasante.

Si nous reculons, c'est uniquement parce que l'ennemi a la supériorité numérique.

Et nous reculerons tant qu'il aura cette supériorité numérique.

Jusqu'à quand l'aura-t-il ?

Probablement jusqu'au jour où la poussée russe obligera l'état-major allemand à retirer quelques-uns de ses meilleurs corps d'armée pour les envoyer contre la Russie.

Essayer de tenir jusque-là, c'est ce que fait notre généralissime, avec une habileté, une science de la manœuvre qui doivent commencer à énerver ses adversaires.

Depuis quinze jours, la muraille de poitrines françaises recule devant le flot des envahisseurs ; mais elle ne se rompt pas ; elle ne se lézarde pas.

Tant que cette muraille vivante n'aura pas été renversée, il n'y aura rien de fait, rien.

Tant que la muraille tient, on peut dire qu'aucune bataille décisive n'a été livrée.

Si notre état-major et nos troupes peuvent tenir encore quelques jours, leur superbe manœuvre et leur héroïsme constitueront l'une des plus belles pages de notre histoire militaire.

Je le demande aux connaisseurs :

Jusqu'ici, ne croyez-vous pas que la campagne de France de 1914 est la plus belle manœuvre qu'aucune armée française ait jamais faite depuis l'autre campagne de France, celle de 1814 ?

Rien que pour avoir presque à elle seule soutenu avec cette valeur l'effort de la formidable armée allemande, rien que pour avoir donné le temps aux armées anglaises de se concentrer et aux armées russes de défoncer l'armée autrichienne et d'entamer la Prusse orientale, au règlement des comptes nous pourrons nous présenter la tête haute.

Et les alliés seront unanimes, quoi qu'il arrive maintenant, à reconnaître que dans cette guerre de la délivrance, sans l'armée française, l'Europe aurait été mise sous la botte prussienne !

Mercredi 9 septembre.

Vive Percin !

Je ne connais pas personnellement le général Percin. Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois, tout récemment, à un banquet républicain, et je n'ai échangé avec lui que quelques paroles banales.

Tout ce que je sais de lui, je le tiens de mon cadet, un officier d'artillerie qui ne fait pas de politique et qui me disait un jour : « Chez nous, le grand patron, c'est Percin. Il est très combattu, très détesté. On lui reproche l'affaire des fiches. Mais c'est le grand bûcheur, l'homme à idées, l'organisateur merveilleux. C'est lui qui nous a donné notre règlement d'artillerie du 75. Il a beau être myope comme toi et sourd comme

un pot, quand après les grandes manœuvres il fait la critique des opérations, tout le monde reste ébahi et même les officiers qui le détestaient le plus disent : « Ce cochon-là est tout de même rudement fort ! »

De ses livres, je ne connais que le dernier : *Le Combat.* C'est un tel chef-d'œuvre de clarté lumineuse, de bravoure intellectuelle et morale, que si j'étais ministre de la guerre, j'ordonnerais à tous les officiers de l'armée française d'en faire leur livre de chevet.

Jugez de ma surprise, quand il y a quinze jour, le bruit se répandit dans tout Paris, comme une traînée de poudre, que le général Percin avait été écroué au Cherche-Midi, puis fusillé.

L'un disait qu'il avait gardé dans sa poche, vingt-quatre heures, à moins que ce ne soit quarante-huit heures, un pli confidentiel, et que son étourderie criminelle avait causé notre défaite de Charleroi.

L'autre disait qu'il avait évacué Lille précipitamment, qu'il s'était sauvé en enclouant les canons du camp retranché de Lille, et en noyant les poudres.

Dans un pays où les plus hautes autorités et des gens réputés intelligents ont cru un moment que les laiteries Maggi empoisonnaient leur lait et étaient des agences de renseignements pour l'état-major allemand, de telles niaiseries sur le général Percin furent avalées avec délectation.

Une autre version circulait parmi les amis du général Percin : le général, qui a 68 ans, surmené par le travail, serait devenu fou ; il voyait des souris et des rats partout. Son état de santé

a inquiété le ministre, qui l'a relevé de son commandement, et pour ménager sa susceptibilité morbide, l'a nommé inspecteur des formations de réserves d'artillerie.

Et pour défendre la mémoire du général Percin, je me fis l'écho de ce bruit, qui en somme n'avait rien d'injurieux pour lui ; ce n'eût pas été la première fois que la raison d'un homme de valeur eût chaviré dans une grande crise morale.

Cependant, depuis quinze jours, je faisais une enquête personnelle. Point facile de faire une enquête quand les autorités ont la bouche cousue ; quand la censure règne souverainement ; quand on est soi-même accablé de travail.

Cette enquête vient d'aboutir.

En voici le résultat :

Le général Percin n'a jamais été interné au Cherche-Midi, et il n'est pas fusillé.

Nommé au premier jour de la mobilisation commandant de la première région militaire, dont le siège est à Lille, il a rempli sa fonction avec la conscience, la probité et le courage qui ont fait de lui l'un des grands chefs de l'armée française.

Il n'a jamais été gouverneur de Lille : ce poste était confié à un général de haute valeur qui a fait son devoir, à la tête de ce camp retranché qui était depuis un an déclassé, et en tout cas aux trois quarts évacué.

La division d'infanterie qui eut un accroc à Tournai, dans la région de Lille, ne dépendait à aucun titre de lui : elle faisait partie d'une armée dans laquelle il n'avait rien à faire, et qui opérait dans la région.

Il ne fut pour rien dans l'évacuation de Lille qui se fit dans un ordre parfait, par ordre de l'autorité du général commandant l'armée de cette région, et par les soins du gouverneur.

Au moment où se fit cette évacuation, le général Percin, dont les fonctions de commandant de la première région ne rimaient à rien dans ce pays envahi, était depuis plusieurs heures appelé à un poste de confiance, celui d'inspecteur des formations nouvelles d'artillerie, auquel le désignaient les remarquables rapports qu'il avait faits pendant les quatre ans où il avait été inspecteur général de l'arme.

Ayant su que de méchantes langues racontaient qu'il était un lâche et un traître, et que cette calomnie s'était ébruitée, le général Percin, qui n'est pas plus fou que moi, voulut, dans un mouvement d'humeur fort légitime, exiger du ministre un communiqué officiel coupant les ailes à cet atroce canard.

Pour avoir demandé ce communiqué officiel en une lettre un peu vive, le général Percin fut relevé de ses fonctions d'inspecteur des formations ou dépôts de l'artillerie.

Un point, c'est tout.

Pourquoi ai-je raconté cette lamentable histoire ?

Pour deux raisons.

D'abord, pour que les uns et les autres, nous nous méfiions des ragots, des commérages et des calomnies.

Ensuite, pour donner un avertissement à ceux, heureusement très rares, qui, malgré le beau spectacle de concorde nationale que tous

les patriotes ont donné depuis six semaines, n'ont rien appris, ni rien oublié.

Ceux qui, pour assouvir des rancunes politiques ou des rancunes personnelles, ont frappé dans le dos, d'un coup de poignard empoisonné, le grand maître de notre artillerie, et qui ont privé la France des services d'un pareil organisateur, ont fait du beau travail !

Au moment où l'Allemagne, grâce à son esprit méthodique et à son génie organisateur, met sur pied cinq à six millions d'hommes, ils ont privé l'armée française d'un des rares officiers généraux qui croyaient à la valeur de ces réserves et de ces territoriaux que, sous peine de périr, il nous faut dresser en armées organisées contre le flot des envahisseurs.

Sans vouloir rien pousser au noir, me sera-t-il permis de dire que les calomnies qui ont assassiné moralement le général Percin constituent une violation flagrante du pacte qu'ont signé les honnêtes gens de tous les partis, quand, le jour de la mobilisation, ils se sont juré mutuellement de faire trêve à leurs querelles intestines, tant que la patrie serait en danger ?

Jeudi 10 septembre.

A un Catholique.

Depuis quelques semaines, les actions de la *Guerre Sociale* montent, même dans les milieux catholiques.

On s'en aperçoit ici en lisant notre courrier : il ne se passe guère de jour sans qu'une de mes nouvelles lectrices ne m'écrive : « Vous savez ! la guerre finie ! vous protégerez nos bonnes sœurs ! »

Ça m'apprendra à dire du bien de l'abbé Colin, le curé lorrain, et à le saluer d'un cordial : « Vive la calotte ! »

Nos nouveaux amis catholiques ne manquent pas d'audace !

Est-ce que l'un d'eux ne me demande pas aujourd'hui d'intervenir pour que le gouvernement officiellement mette la France sous la protection de Dieu ?

Mon catholique voit toutes les autres nations invoquer l'Être Suprême. Il a l'air de craindre que nous ne nous trouvions dans un état d'infériorité vis-à-vis de nos ennemis, si nous restons un pays de mécréants. Et il me parle de sainte Geneviève, de Jeanne d'Arc, en termes émus, avec une naïveté touchante dont il me prie de ne pas rire.

Rire ! Me moquer !

Je n'en ai point le cœur en ce moment tragique.

Nos mères, nos femmes et nos sœurs prient dans les églises ; sur les champs de bataille ceux de nos soldats qui sont restés croyants puisent dans leur foi religieuse le courage d'affronter la mort.

Pas un vrai libre penseur qui ne s'incline respectueusement devant leurs croyances et qui ne leur souhaite sincèrement d'y trouver une consolation, un réconfort et une espérance.

Sainte Geneviève était une bonne fille, dont nous, les mécréants, nous aimons tous le naïf courage, et je n'ai pas attendu ce jour pour dire que Jeanne d'Arc avait été en son temps la meilleure fille de Jacques Bonhomme.

Nous n'empêchons aucun croyant de prier Dieu et de lui demander la victoire.

Mais pourquoi nous demander l'impossible ? Pourquoi nous demander, à nous, mécréants, des gestes qui seraient de notre part autant d'hypocrisies ?

Pourquoi demander à la République, représentant la majorité des citoyens de ce pays, de balbutier des prières qui ne lui viendraient pas du cœur ?

Ou plutôt, pourquoi vouloir nous imposer des formules qui répugnent à notre raison ?

Ce que vous appelez Dieu, pourquoi voulez-vous nous empêcher de l'appeler le Droit et la Justice ?

N'est-ce pas prier Dieu, que de se battre pour le Droit et la Justice, et pour la Liberté des nations ?

Les nôtres, les mécréants, boudent-ils à la sainte besogne ? Craignent-ils davantage la mitraille ? Ne sentent-ils pas, comme les vôtres, qu'en donnant leur vie pour la patrie ils entrent, comme les vôtres, vivants dans l'immortalité ?

Ami catholique, comment voulez-vous que votre Dieu nous refuse la victoire, parce que nous n'employons pas tous les mêmes formules rituéliques ?

Ne craignez rien. Votre Dieu est trop bien

informé pour ignorer qu'aujourd'hui, comme au temps de Geneviève, de saint Louis, de Jeanne d'Arc, qu'aujourd'hui comme au temps de Valmy et de Jemmapes, la France, mécréante, ou croyante, est sur la terre son meilleur soldat puisqu'elle est le soldat du Droit et de la Liberté.

Vendredi 11 septembre.

Aux socialistes italiens.

Qu'est-ce qu'on nous apprend ?

Que nos « frères et amis » les socialistes allemands vous envoient délégation sur délégation, ambassade sur ambassade, pour vous amadouer, pour vous supplier de ne pas entraîner votre peuple contre eux ?

Nos frères et amis les socialistes allemands sont de beaux mufles — sauf le respect que j'ai pour notre Internationale socialiste.

Ah ! si Jaurès n'avait pas été assassiné pour avoir défendu la paix jusqu'à la gauche, c'est lui que nous vous enverrions en ambassade.

Faut-il qu'à défaut de lui nous vous envoyions notre Guesde ou notre Sembat, qui sont ministres de la République ?

Ou bien notre Vaillant, le fils intellectuel de notre vieux Blanqui — est-il nôtre ou vôtre, Blanqui le Niçois — Vaillant, l'orgueil de notre Internationale !

Je ne me propose pas moi-même : vous le

savez, je suis interdit de séjour dans votre douce patrie, comme malfaiteur public international.

Qu'avez-vous besoin, après tout, d'un ambassadeur socialiste français ?

Est-ce que vous n'avez pas répondu à tous les « genossen » ce qu'il fallait ?

S'ils reviennent à la charge, dites-leur donc simplement : « Chers camarades, genossen de notre cœur, avant de vous écouter, voulez-vous nous montrer la protestation officielle de la social-démocratie allemande contre la violation de la neutralité belge ?

« Voulez-vous nous montrer la protestation officielle du Comité directeur du Parti socialiste allemand contre le sac de Louvain, qui a ravalé l'Allemagne au niveau d'Attila ?

« Tant que vous n'aurez pas protesté violemment contre la violation de la neutralité belge, contre le sac de Louvain, nous refusons de vous écouter : nous vous considérons comme au ban de l'Internationale et de l'humanité ! »

Amis italiens, de toutes les fractions de notre socialisme, depuis de Ambris jusqu'à Bissolati, il y a une chose certaine : c'est que, quand nous irons à Berlin, — car vous ne doutez pas de notre victoire finale, j'imagine ? — je vous jure que si l'armée française massacrait des femmes et des enfants, incendiait les trésors artistiques que renferment Munich, Dresde ou Nuremberg, nous sommes un million de socialistes français qui nous dresserions comme un seul homme pour dire : « Misérables ! ne déshonorez pas la France ! ne déshonorez pas l'humanité ! »

Et il n'y a pas de censure qui tienne : on pourrait supprimer nos journaux, les faire paraître en blanc, nous emprisonner : je vous jure qu'il n'y a aucune puissance au monde qui nous empêcherait de faire entendre la protestation de l'humanité outragée.

Où est la protestation de la social-démocratie contre le viol de la Belgique et le sac de Louvain ?

Chers amis italiens, si les gendarmes de votre roi ne m'interdisaient pas l'accès du sol de votre pays, je n'irais pas vous faire de longs discours pour réfuter les « genossen » allemands.

Je vous dirais simplement :

« Vivent Trente et Trieste italiens ! »

Et si on ne me comprenait pas, si on ne comprenait pas que la France républicaine travaille en ce moment pour la libération de tous les peuples opprimés, j'ajouterais, sûr d'être compris de vous : « Vive Mazzini ! Vive Garibaldi ! Vive la jeune Europe ! Vive la République allemande ! Vive la République hongroise ! Vive la Pologne ! Vivent les Etats-Unis du monde ! »

Samedi 12 septembre.

Vive le Tsar !

Un gros événement qui va réjouir nos alliés ; la nouvelle nous en vient par un grand journal anglais, le *Standard* : le tsar après avoir pro-

mis de ressusciter une Pologne autonome, vient de décréter que, pour témoigner aux juifs de Russie sa reconnaissance pour le courage des soldats juifs sur les champs de bataille, il leur ouvrait l'accès de tous les grades militaires et par conséquent la noblesse !

Les plus hauts grades de l'armée accessibles à des juifs, en Russie ! Pour qui connaît la sainte Russie, la Russie des pogromes, la Russie où les juifs sont parqués dans certaines provinces, exclus de presque toutes les fonctions publiques, c'est une révolution.

Et comme on prend soin de nous annoncer que ce n'est que la première des mesures promises il y a quelques semaines, que d'autres suivront qui, dans le vaste Empire, assureront de façon complète l'égalité civile et politique des juifs avec les autres citoyens, on peut dire que c'est une ère nouvelle qui commence pour la Russie ; on peut dire que sous la poussée des événements, peut-être aussi sous l'influence bienfaisante de ses deux alliées, l'Angleterre libérale et la France républicaine, la Russie a fait son entrée dans le concert des nations libres.

Quel soulagement pour nous tous d'apprendre la grande nouvelle !

Nous pouvons bien le dire maintenant.

Nous étions nombreux en France, en Angleterre et en Belgique, qui étions un peu gênés de nous trouver les alliés de l'Empire du Knout.

Dans la guerre de délivrance que nous avons entreprise pour débarrasser l'Europe et le peuple allemand lui-même du militarisme prus-

sien et autrichien, nous étions assez embarrassés quand les socialistes et les libéraux d'Allemagne nous disaient avec ironie : « Une guerre pour la liberté, votre guerre? Allons donc! Regardez donc qui vous avez pour allié! »

Dans l'hésitation de la nation italienne à marcher pour les alliés, malgré sa haine sécutaire contre l'Autriche, qui de nous n'a pas senti la répugnance insurmontable qu'inspirait à l'Italie démocratique la Russie cosaque?

Et les Etats-Unis? Qui ne sait que leurs sympathies iraient tout entières à la France de Rochambeau et de Lafayette, à l'Angleterre libérale — oui, même celle des nombreux Allemands immigrés aux Etats-Unis, qui détestent les junkers prussiens — si les alliés n'étaient acoquinés au gouvernement qui passait jusqu'ici pour le symbole de la barbarie? Qu'on se figure les sentiments que pouvaient nourrir les juifs d'Amérique, si influents au delà de l'Océan, à l'égard de la Russie, quand ils apprenaient quelque nouveau pogrome à Kiev ou à Kichinew ou seulement quand, voulant aller en Russie, pour leurs affaires, ils étaient obligés de subir les humiliations intolérables pour des citoyens habitués à la liberté américaine!

Voici que la Russie gouvernementale, avec une intelligence politique dont nous l'aurions crue incapable, se met à dissiper une à une les préventions qu'on avait contre elle.

Hier, c'était la Pologne à qui elle promettait l'autonomie.

Aujourd'hui, c'est aux juifs qu'elle tend une main maternelle.

Demain ce sera la Finlande à qui elle rendra sa constitution; et nos frères les révolutionnaires russes, et notre vieille grand'mère Catherine Brekowskaïa, la Louise Michel russe, à qui elle ne peut manquer de rouvrir les portes de leurs geôles sibériennes.

Polonais et juifs d'Amérique, Italiens démocrates, civilisés de la terre, assistent émerveillés à cette métamorphose inespérée de la vieille Russie.

Bourtzeff lui-même, le grand ennemi de la police tsariste, est tellement émerveillé que, pour montrer sa confiance et son espoir dans l'avenir de la Russie en voie de régénération, il est parti hardiment pour Pétrograd.

J'ai vu plus fort que cela hier soir.

Dans mon cabinet de travail, il y avait un homme, jeune, de figure énergique, à qui je disais : « Vous allez voir que votre Nicolas II est capable de devenir un nouveau tsar libérateur ! »

« Personne ne le souhaite plus ardemment que moi », fit l'homme.

Savez-vous quel était cet homme ?

Savinkoff, le meurtrier, l'exécuteur de Plehve !

Dimanche 13 septembre.

Sur la mort d'un ami allemand.

Le *Vorwærts*, le principal organe du parti socialiste allemand, m'apporte une triste nouvelle.

Franck, le jeune député socialiste de Mannheim, vient de mourir à Lunéville, frappé d'une balle française.

Je me sens envahi de la même tristesse que le soir de la mort de Jaurès.

Je le revois encore dans nos Congrès socialistes internationaux, ce grand garçon de trente-cinq ans, beau et éloquent comme Lassalle, le grand agitateur socialiste allemand d'il y a un demi-siècle, auquel on le comparait.

Comprenant le français admirablement, grand admirateur de la France républicaine, il nous considérait comme les boute-en-train de l'Internationale et quand, dans un coin, on raillait devant lui l'impuissance révolutionnaire et la lourdeur dogmatique de la social-démocratie allemande, ses yeux, qu'il avait admirables, pétillaient de malice et de joie.

La guerre, il la vit venir.

Lui aussi, comme notre Jaurès, il essaya de l'empêcher.

La conférence interparlementaire franco-allemande de Berne, — oh! que ces choses semblent loin de nous aujourd'hui! — c'est lui qui en eut l'idée; oui, il voulait nous amener à causer entre nous, Français et Allemands, pour trouver un moyen d'éviter la catastrophe.

Hélas! la catastrophe est venue!

Franck a répondu à l'appel de la patrie allemande.

A-t-il cru qu'elle était victime d'une agression de notre part? A-t-il ajouté foi à la fable d'avions français venant en pleine paix jeter des bombes sur Nuremberg? A-t-il cru à cette

autre fable que Jaurès avait été fusillé dans un mouvement nationaliste et césarien qui aurait triomphé à Paris? Sa claire intelligence s'est-elle laissé abuser par les grossiers mensonges des agences officielles allemandes?

Ou bien a-t-il cru, lui qui en la double qualité de Juif et d'Allemand détestait d'une haine farouche la Russie cosaque et antisémite, que nous commettions un attentat contre l'Allemagne et contre la civilisation en nous alliant avec la Russie tsariste?

Ou plus simplement, s'est-il dit que, même si elle avait tous les torts, sa patrie était sa patrie tout de même, et qu'il lui devait sa vie?

Chef de la fraction la plus modérée, mais la plus réaliste, du parti socialiste allemand, a-t-il compris, en sa claire intelligence, que la social-démocratie serait incapable de profiter de la situation révolutionnaire créée par la guerre pour affranchir le peuple allemand, si elle ne commençait pas par faire son devoir national?

Ce dont on peut être sûr, c'est que si Franck a consenti à s'enrôler sous les drapeaux du kaiser, ce n'est pas par amour pour le kaiser, mais par amour pour le peuple allemand, et parce que tel lui semblait être le devoir, le devoir impérieux.

Mon cher Franck, ne croyez pas que notre passion nationale française, que vous connaissiez bien, nous ait souillé le cœur d'une haine imbécile contre le peuple allemand qui a tant de solides vertus, malgré tous ses défauts.

Quand les soldats de la République seront à

Berlin, — car vous n'avez jamais douté, sans doute, de notre victoire ! — nous saurons rappeler à nos gouvernants, s'il en était besoin, que nous ne faisons pas la guerre au peuple allemand, mais à la bande de junkers prussiens, et aux Hohenzollern, que vous détestiez au moins autant que nous les détestons.

Ne craignez rien de notre victoire : ce sera la victoire de la civilisation et de la liberté ; que dis-je, c'est déjà la victoire de la civilisation et de la liberté, puisque au contact de la libre Angleterre, de la France républicaine et de l'héroïque Belgique, la Russie vient de soulever la pierre sous laquelle gisait la Pologne et d'entr'ouvrir pour vos frères les juifs de Russie les portes du Ghetto.

Cher ami, dormez en paix sur notre terre française. Dans notre guerre de délivrance, qui est la dernière des guerres, nous n'oublions pas le peuple allemand.

Quand nous aurons brisé le militarisme prussien, chassé les Hohenzollern, maté les junkers qui oppriment les moujiks prussiens, donné à la laborieuse et savante Allemagne la République que malheureusement son manque d'esprit révolutionnaire l'a empêchée de conquérir par ses propres forces, nous viendrons sur votre tombe, à Lunéville, incliner pieusement le drapeau rouge de notre Internationale qui, malgré la tempête, reste pour nous le symbole de toutes nos espérances d'humanité et l'emblème de la future fraternité universelle !

Lundi 14 septembre.

Un nouveau Valmy.

Connaissez-vous un Français qui n'ait pas le cœur inondé de joie et d'orgueil ?

Comme nous l'attendions, ce jour !

Il y a quarante-trois ans que nos aînés, ceux de Reischoffen, de Gravelotte, du Bourget, de Champigny, de Buzenval, de Coulmiers et de Châteaudun, l'attendaient au fond de leurs sépulcres, ce jour de l'immanente justice.

Gambetta, Jules Favre, Déroulède, Denfert-Rochereau, Chanzy, le jour de gloire est arrivé !

Oh ! ça n'a pas été sans peine, à cause de notre faible population !

Il nous a fallu laisser piétiner l'héroïque Belgique.

Un dixième de notre territoire a été violé : Lille, Amiens ont dû subir la honte de l'occupation.

Mais la muraille des poitrines françaises, si elle a dû reculer devant le nombre, depuis Charleroi jusqu'aux plaines de Champagne, ne s'est pas rompue.

Le généralissime, qui parlait au nom de la nation tout entière, qui était devenu l'âme elle-même de la patrie, fit un signe.

Il dit : « Assez reculé ! Il faut mourir sur nos positions, plutôt que de lâcher pied ! »

Et les nôtres comprirent.

Ils sentirent que chacun d'eux aussi était la patrie, la patrie tout entière.

Chacun songea aux siens, à ceux qui sont pour lui toute raison de vivre.

Et mon cher collaborateur Rémy Roure, qui se maria la veille de la mobilisation, songea à celle qui avait été pendant deux ans sa fiancée.

Et mon cadet songea à la compagne de sa vie, à ses quatre gosses, à notre vieille mère, et peut-être aussi à son aîné qui aurait bien voulu être à la gloire à ses côtés.

Et comme les nôtres évoquaient tous les vivants qui leur sont chers, les morts glorieux sortirent soudain de leur tombeau.

Tous ceux qui avaient arrosé de leur sang cette terre de Champagne, ou qui y avaient arrêté l'envahisseur, vinrent les frôler de leurs ailes : et Geneviève qui arrêta Attila, le Guillaume des Huns; et les premiers Francs qui lui firent mordre la poussière aux Champs Catalauniques; et la vierge héroïque de Domrémy et de Vaucouleurs, dont on foulait le sol paternel; et les sans-culottes de Valmy; et ceux de la vieille garde qui moururent à Champaubert et à Montmirail, jusqu'aux marsouins qui, non loin de là, brûlèrent leurs dernières cartouches sur les ruines fumantes de Bazeilles.

Alors, les nôtres sentirent qu'ils étaient immortels; que la mitraille allemande pouvait peut-être faucher leurs corps, mais que ceux qui tomberaient là ne périraient jamais! Que leurs âmes immortelles viendraient grossir la légion de ceux qui, à travers les siècles, perpétuent la patrie et l'humanité.

Vous qui fuyez devant la furie française déchaînée, par les chemins tortueux et ombragés

de l'Argonne, quand vous passerez près du village de Valmy, que vous trouverez sur votre route, du côté de Sainte-Menehould, arrêtez-vous.

Là, il y a plus d'un siècle, nos pères déjà ont arrêté les vôtres.

Là déjà la civilisation a arrêté la barbarie.

C'est là que, le soir de la grande bataille, Gœthe, votre Gœthe immortel, qui avait compris le sens de notre victoire, dit aux officiers prussiens : « En ce jour, en ce lieu, un monde nouveau vient de naître. »

Prêtez l'oreille ; Gœthe n'est pas mort : si vous êtes dignes de l'entendre, il vous dira : « Réjouissez-vous ; le militarisme prussien vient d'être frappé à mort ; une ère nouvelle va commencer sur la terre pour les hommes de bonne volonté. En ces jours, en ces lieux, saluez l'aurore des Etats-Unis d'Europe ! »

Mardi 15 septembre.

Le Coq Gaulois.

Entre nous, nous pouvons bien le confesser.

Ce qui nous a inondé le cœur de joie en apprenant la retraite de l'armée du kaiser, ce n'est pas la sécurité reconquise et la certitude de la victoire finale.

Eh ! parbleu ! la victoire finale ! tout le monde savait bien qu'elle ne pouvait nous échapper. Avec dans notre camp l'Angleterre et les

peuples qu'elle remorque : le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, les Indes ; avec dans notre camp le Japon, la Russie, la Belgique, la Serbie, qui donc a jamais douté une seconde de l'écrasement du kaiser ?

Oui, mais supposez que le kaiser ait été écrasé, mais par d'autres que par nous, après qu'il nous aurait réduits à merci, nous, Français, après qu'il aurait occupé notre capitale, après qu'il aurait renouvelé sur les nôtres les coups de filet de Metz et de Sedan, dans quel piteux état serions-nous venus au Congrès qui remaniera la carte d'Europe ?

Oui, les alliés nous auraient rendu l'Alsace et la Lorraine, mais ils nous l'auraient donnée comme on donne une aumône à un mendiant.

Dans la victoire finale, nous aurions fait figure de vaincus.

Et, dans l'Europe remaniée, nous aurions été le pauvre peuple, jadis glorieux, mais tombé en décadence, à qui des alliés compatissants ont sauvé la mise.

Depuis quarante-trois ans, nous sommes des vaincus.

Pour nous réhabiliter aux yeux de l'Europe et à nos propres yeux, il nous fallait arrêter nous-mêmes l'armée allemande ; il nous fallait montrer à l'Europe, nous prouver à nous-mêmes que nous étions toujours les coqs gaulois, braves, batailleurs, désintéressés, capables de nous faire casser la figure par point d'honneur.

Que voulez-vous, chaque peuple a ses petites faiblesses !

Le peuple allemand tient à passer pour le peuple le plus savant, le plus méthodique, le plus laborieux, le plus profond... et le plus modeste de la terre.

Le peuple anglais prétend — et avec une certaine apparence de raison — qu'il est le seul des grands peuples qui ait les mœurs et le sens de la liberté, et il tient autant à cette réputation qu'à sa réputation d'avoir les premiers marins du monde.

Nous — modestie charmante — nous ne nous contentons pas d'avoir les femmes les plus élégantes de la planète ; d'être le peuple le plus spirituel de la chrétienté ; d'être les plus émancipés, intellectuellement et politiquement, de tous les mécréants ; nous prétendons encore être les premiers soldats du monde.

Il faut bien dire que, depuis 1870, notre réputation militaire était un peu atteinte.

Vieux coq gaulois, allons, avoue-le, tu en souffrais dans ta vanité !

Et si tu te dresses maintenant ainsi sur tes ergots, c'est que tu sais que, d'un bout à l'autre de l'univers, tout le monde va dire maintenant, après ta victoire de la Marne : « 1870 n'était qu'un accident. Ces gaillards-là, ce sont toujours les fils de ceux de Valmy et de Jemmapes, d'Austerlitz et d'Iéna, de Magenta et de Solférino, d'Inkermann et de Sébastopol ! »

Animal orgueilleux et vain, allons, vas-y, on te le permet aujourd'hui, pour une fois, à condition que tu n'en assourdisses pas pendant un siècle les oreilles de l'Europe, vas-y : « Cocorico ! »

Réponse à l'abbé Collin.

J'ai reçu de M. l'abbé Collin, le sympathique leader du parti catholique de la Lorraine annexée, que les Prussiens ont laissé échapper de Metz, la lettre suivante :

Obligé de quitter Paris pour raison de santé, je n'ai pu vous revoir comme je l'avais espéré. Mais voici que votre *Guerre Sociale* me fait une visite par une citation que je trouve d'elle dans un journal : cette visite, je viens vous la rendre immédiament en vous disant que votre article « Pour la franchise » (1) m'a déplu et fait de la peine.

Vous souvient-il de votre lettre à votre mère, publiée par votre journal vers le 15 août ? Combien différente, combien plus vraie et combien plus vous que votre article « Pour la franchise » ! Si ma mémoire est fidèle, vous évoquiez l'atavisme de votre race et de votre famille pour rassurer votre chère mère sur le patriotisme de son fils Gustave ; vous lui montriez votre frère, vaillant officier qui fait noblement son devoir au front des armées, et ses enfants, vos neveux, qui s'enorgueillissent de marcher sur ses traces ; vous obéissiez pour ainsi dire d'instinct à la voix ancestrale qui parle en chacun de nous dans les grandes circonstances, et vous vous montriez là fils généreux et délicat autant que patriote sincère.

Je vous ai applaudi quand je vous ai lu, non point parce que vous m'aviez fait l'amitié de me nommer, mais parce que j'avais deviné et senti dans vos lignes comme un remous des fidélités bretonnes qui sommeillaient dans votre âme et que votre pa-

(1) L'article est du 10 septembre (voir plus haut). Il est en réalité intitulé : « A un Catholique ».

triotisme allait réveiller plus complètement. Aujourd'hui, je sens la même chose dans votre article « Pour la franchise », mais elle est dite tout autrement et il me semble qu'en l'écrivant votre plume a crié comme un remords qui passait dans le vague de vos souvenirs.

Voyons, mon ami Hervé, soyons sincères, pour quoi gourmandez-vous ceux qui ont pu avoir la naïveté ou la confiance de vous demander, à vous ou à d'autres, de prier ? Pourquoi le faites-vous dans une forme qui est blasphématoire et qui nous blesse ?

Vous dites : « Ce que vous appelez Dieu, pourquoi voulez-vous nous empêcher de l'appeler le droit et la justice ? N'est-ce pas prier Dieu que de se battre pour le droit et la justice ? » Oui, certes, et vous êtes absolument d'accord avec notre conception chrétienne de la prière parfaite, c'est-à-dire du sacrifice : le christianisme de votre enfance vous remonte à la gorge, pardon ! à la plume, et cela efface pour moi le blasphème de cette méprisante parole écrite dans le feu de la composition : « Ce que vous appelez Dieu ».

Vous voyez que nous voilà une fois de plus d'accord : dans notre agréable rencontre du 13 août chez l'hôte distingué qui nous avait réunis, nous avions trouvé les mêmes choses, vous dans une sorte d'évangile social que vous regardiez comme l'épanouissement de la raison humaine, moi dans l'évangile du Christ qui avait appris aux hommes à s'aimer les uns les autres et qui avait déposé dans leur nature un ferment divin de charité et de solidarité.

Ah ! ne vous fâchez plus contre les formules des autres puisque les vôtres peuvent aussi les offusquer et qu'au fond nous sommes plus d'accord que vous ne voulez parfois le paraître : sans doute nous

restons tous libres de penser comme nous l'entendons, suivant le développement de notre esprit et les exigences acceptées de notre situation, mais je regarde comme certain que beaucoup de vos compagnons de la sociale ne sont pas au fond mécontents que leur femme dise quelques *Ave Maria* pendant qu'eux-mêmes récitent la prière du devoir et du sacrifice devant l'ennemi.

Et si vous me faisiez l'honneur de publier ma lettre dans la *Guerre Sociale*, pour montrer que nous communions toujours au même patriotisme, j'allais dire aux mêmes prières, croyez-vous que votre mère me démentirait ? J'en appelle à son cœur de Bretonne, et je vous envoie mon cordial salut dans ce cri que vous avez souvent proféré depuis la guerre et qui n'est pas seulement une acclamation, mais aussi une ardente prière : Vive la France !

H. Collin,
Directeur du Lorrain.

Mon cher abbé, comment diable avez-vous pu interpréter si mal ma phrase pourtant bien innocente : « Ce que vous appelez Dieu, pourquoi voulez-vous nous empêcher de l'appeler le Droit et la Justice... N'est-ce pas prier Dieu que de se battre pour le Droit ? »

« Ce que vous appelez Dieu » vous a choqué ? Vous avez cru que c'était une de ces phrases à la Homais, qui avait le sens de « le dénommé Dieu ! »

On voit bien que mon article « A un catholique » ne vous est parvenu que par une coupure incomplète, qui en a, à vos yeux, complètement dénaturé le sens.

Si vous aviez lu l'article entier, vous auriez

vu que ma réponse à un catholique était pleine de respect, de cordialité et d'onction.

Eh ! oui, ce que les bons chrétiens appellent Dieu, nous l'appelons, nous mécréants : le Droit, la Justice, la Liberté.

Comment pouvais-je plus cordialement, plus fraternellement expliquer à mon interlocuteur que les croyants sincères comme lui et les mécréants impénitents comme moi — nullement repentants, mon cher abbé, nullement bourrelés de remords — nous n'étions surtout séparés que par des formules, et que charité chrétienne, fraternité républicaine ou socialiste étaient peut-être au fond l'expression d'un même idéalisme ?

La foi de mon excellente mère est la foi de bien des femmes bretonnes : c'est la foi du charbonnier.

Mon idéalisme — me permettez-vous, mon cher abbé, de vous l'avouer sans irrévérence — est plutôt celui de ce mécréant de Bretagne qui s'appelait Renan, celui-là même qui parla de Jésus de Galilée et du christianisme évangélique avec tant de tendresse.

Ah ! mon cher abbé !

Dans quel nid de mécréants vous allez tomber en réintégrant notre vieille France, qui n'est pas seulement la France de Geneviève, de saint Louis et de Jeanne d'Arc, mais qui est restée — pardonnez-le lui — la France de Rabelais, de Diderot, de Voltaire, d'Hugo, de Renan et d'Anatole France !

Mes deux mains de mécréant, mon cher abbé.

Mercredi 16 septembre.

Tu respecteras les prisonniers...

Avant hier, dans une gare de la banlieue de Paris, à Noisy-le-Sec, un triste convoi de prisonniers allemands, parmi lesquels se trouvaient un général de division, plusieurs colonels et commandants, a été hué par la foule et grossièrement insulté.

Un de nos collaborateurs a vu cela, de ses yeux vu, ce qu'on appelle vu.

Quelle honte pour nous!

Quelle éducation avons-nous donnée à notre peuple pour qu'il ne sache pas encore que des prisonniers de guerre sont sacrés pour tout peuple civilisé ?

Que des Apaches viennent chanter leurs grossièretés autour de la guillotine ;

Que des Peaux-Rouges viennent danser la danse du scalp autour du poteau de tortures auquel ils ont attaché leur ennemi ;

Passe encore !

Mais, nous, injurier des prisonniers, nous, que déjà, en plein moyen âge, on appelait « la douce France », à cause de la douceur de nos mœurs et de notre civilisation, nous, le pays des Droits de l'homme !

Oui, je sais : Badonviller, Louvain.

Tout ce que vous voudrez.

Qu'on fusille ceux qu'on prend la main dans le sac, porteurs de balles dum-dum, de baïonnettes dentelées ! Qu'on abatte comme des

chiens ceux qu'on peut convaincre d'avoir placé devant eux des femmes et des enfants, ou d'avoir fusillé de nos prisonniers.

Qu'on fasse payer cher au kaiser, à son kronprinz de fils et à tout l'état-major allemand, leur système de terreur qui les a conduits à brûler systématiquement certains villages — je ne parle pas des incendies allumés accidentellement par des obus — et à déshonorer l'Allemagne par le sac de Louvain.

Tant qu'on voudra!

Mais un peuple qui insulte des prisonniers, collectivement, est un peuple de sauvages qui n'est pas digne de la victoire.

Ils n'ont donc pas de parents dans notre armée, les gens qui composaient la foule hurlante de Noisy-le-Sec?

S'ils en avaient, ils se seraient dit que peut-être au moment où ils accablaient les prisonniers allemands de leurs huées, de leurs sifflets et de leurs injures, leurs fils et leurs frères traversaient, captifs, une gare allemande !

Quelle honte pour nous si là ils avaient été respectés, entourés de sympathie, traités avec pitié, avec bonté !

Il n'y a pas que les Allemands qui aient des prisonniers.

Des milliers des nôtres aussi sont en Allemagne.

Combien sont-ils ?

Qui le dira?

Que notre camp retranché de Maubeuge tombe — s'il n'est pas encore tombé — et des

milliers des nôtres tomberont entre les mains de l'ennemi.

On n'est pas un lâche parce qu'on est fait prisonnier.

Est-ce que les héros de Gravelotte, de Saint-Privat et Mars-la-Tour étaient des lâches, parce qu'ils furent obligés de capituler sous Metz ?

Et ceux du Calvaire d'Illy et de Bazeilles, qui furent pris au nombre de 90.000, à Sedan ?

Etes-vous sûrs que parmi ces prisonniers allemands que vous avez sifflés, il ne se trouvait pas des héros, pareils à ceux de nos armées de Metz et de Sedan, ou de braves gens pareils à ce soldat allemand qui sauva au péril de sa vie un blessé français et dont on contait hier ici le beau trait d'humanité ?

Dans les premiers jours de la guerre, au lendemain de cette autre honte que fut le sac des laiteries Maggi et des brasseries alsaciennes, je rappelais ici ce mot des livres saints de l'admirable peuple juif : « Tu ne vexeras ni n'opprimeras l'étranger qui est dans ton pays. Car vous avez vous-mêmes été étrangers dans la terre d'Egypte ! »

Si j'étais le gouvernement, je paraphraserais le mot sublime de la Bible, et j'afficherais sur les murs de toutes les communes de France : « Tu ne vexeras ni n'opprimeras les prisonniers que la fortune des armes a fait tomber entre tes mains, car vous avez été vous-mêmes prisonniers en Allemagne ! »

Jeudi 17 septembre.

Nos Cousins d'Italie.

« Marcheront ! Marcheront pas ! »

Je vous dis, moi, qu'ils marcheront !

Non ! mais, voyez-vous nos cousins d'Italie rester neutres, au moment où les Slaves sont en train de régler l'affaire de l'Autriche ?

Vous voudriez que l'Autriche crève, l'Autriche qui, un demi-siècle, les a tenus, eux, sous sa botte, à Milan, à Venise, sans que l'Italie, des Alpes à la Sicile, soit là pour la porter en terre ?

Il faut être infatué de sa personne comme un Hohenzollern, et bouché comme un junker prussien, pour s'être figuré, un seul instant, que l'Italie pourrait marcher contre nous pour l'Autriche.

En face de Briançon, notre forteresse des Alpes, il y a des forts italiens dont les troupes fraternisent de toute éternité avec les nôtres.

Le jour où éclata la guerre européenne, les officiers italiens, sans attendre les ordres de leur gouvernement, eurent un joli geste : avant de venir trinquer avec leurs collègues français à la victoire de la France et de la liberté, ils allèrent à leurs canons dont la gueule était tournée vers notre frontière. Soudain, les artilleurs français eurent un éclair de joie : les canons italiens ne nous montraient plus que leur culasse.

Cela, c'est la légende ; la vérité, c'est que les

canons italiens — j'en jure sur les mânes de Garibaldi — n'attendirent pas qu'on les déplaçât, et que c'est d'eux-mêmes, oui, d'eux-mêmes, qu'ils se tournèrent, qu'ils tournèrent leur gueule dans la direction de l'Autriche.

Chers canons italiens, votre âme généreuse — les canons n'ont-ils pas une âme? — a permis que 150.000 des nôtres fussent disponibles pour le bon combat contre la barbarie prussienne.

On raconte que le kaiser, à cette nouvelle, écrivit à son allié de Rome: « Vainqueur ou vaincu, tu me la paieras! Je me souviendrai de ta trahison ! »

A quoi Victor-Emmanuel II aurait répondu : « Je ne puis pas trahir mon peuple pour tes beaux yeux ! »

Il aurait pu aussi bien lui dire : « Je ne serais pas roi vingt-quatre heures si je marchais contre la France pour ton allié autrichien ! »

Ce roi d'Italie connaît son peuple.

C'est parce qu'il le connaît qu'il marchera.

Il n'y a pas un Italien qui pardonnerait à la monarchie italienne de rester neutre dans la grande guerre de délivrance qui va donner le coup de grâce au militarisme austro-prussien, la clef de voûte du militarisme européen.

Tous les Italiens savent bien que l'Autriche va être dépecée ; que, sans tirer l'épée, ils recevront Trente et Trieste, les pays italiens encore sous le joug des Habsbourg ; mais il répugne à leur fierté, à leur sentiment de l'honneur, de venir comme des hyènes dépecer les cadavres sur le champ de bataille ; ils sentent

qu'ils ne pourront décemment accepter leur part du butin que s'ils ont pris leur part du danger ; ils veulent donner leur sang pour affranchir leurs frères opprimés ; ils ne veulent pas que l'Histoire puisse dire un jour qu'à l'heure solennelle où tout le monde civilisé s'est dressé, à la voix de la France et de l'Angleterre, pour poignarder la guerre et casser les reins au militarisme européen, eux sont restés dans leur coin, se lavant les mains, comme Ponce-Pilate.

Toutes les nuits, depuis le sac de Louvain, le peuple italien voit apparaître en songe Michel-Ange, Raphaël et le divin Léonard, qui lui tirent les pieds brutalement avec des mots de reproche : « Italie de la Renaissance, patrie des arts et du Droit, qu'attends-tu pour te dresser contre les barbares qui ont saccagé Louvain ! Attends-tu qu'ils saccagent Florence ? »

Et toutes les nuits aussi, un homme, portant la blouse rouge des garibaldiens et qui ressemble à Garibaldi comme un frère, vient lui murmurer à l'oreille : « Souviens-toi de Trente et de Trieste, que l'Autrichien tient sous sa botte, comme il a tenu Milan et Venise ! »

Je vous le dis en vérité, Victor-Emmanuel, l'ancêtre, — celui de Magenta et de Solférino, celui qui fut fait caporal de zouaves à Magenta, — sort de sa tombe toutes les nuits et il dit à son petit-fils, le Victor-Emmanuel actuel, d'un air courroucé : « Malheureux ! tu n'as pas encore compris que si tu ne prends la tête du mouvement national contre l'Autriche, comme

je l'ai fait en 1859, demain toute l'Italie, des Alpes à la Sicile, va crier : Vive Garibaldi ! Vive la République ? »

Vendredi 18 septembre.

Gars de Bretagne.

Plusieurs de mes collaborateurs sont allés hier parcourir le triste champ de bataille de la Marne, où quatre jours après le grand choc, la terre est encore jonchée de cadavres rongés de vers et couverts de mousse.

A l'endroit où les taches rouges sont le plus abondantes sur le sol, ils ont noté le numéro du régiment qui a été décimé.

C'est un régiment d'infanterie de chez moi, de mon pays de Bretagne : un régiment de réservistes.

Je n'ose pas écrire le numéro du régiment, de peur d'affoler les mères, les épouses, les fiancées, les sœurs.

Elles apprendront assez tôt leur malheur !

C'était un régiment de braves, qui fait honneur à notre vieille Bretagne.

On leur a dit : « Chargez ! », en leur montrant du doigt des batteries allemandes qui crachaient sur eux leur mitraille.

Et ils ont chargé. Ils sont allés, comme jadis les gars de chez nous, à l'assaut, à l'abordage, follement intrépides.

Ils ont dû d'abord être décimés, à découvert,

en pleins champs, par des Prussiens sous bois.

Ils sont parvenus au bois, et là, ils se sont jetés sur l'ennemi, à la baïonnette. Ce dut être un corps à corps tragique. Cadavres français et prussiens sont entrelacés dans les tranchées.

Ils ont dû arriver enfin sur les batteries allemandes, car à un endroit, où se trouvent les derniers cadavres en pantalon rouge, il y a un amas d'obus abandonnés qu'on n'a pas tirés : les canons allemands ont dû être pris.

Dans les doigts crispés d'un de ces paysans en culotte rouge, un chapelet : blessé à mort, sentant la vie lui échapper, le pauvre gars a eu la force de tirer son chapelet, et il a prié la bonne sainte Anne, ou saint Yves son patron.

A côté de ce fils de chouan, sans doute agonisaient, au même moment, des Bleus de Bretagne, mécréants sans chapelet, heureux de mourir pour la République.

Eux aussi ils avaient leur religion, la religion de l'humanité.

Ils savaient que si la guerre a éclaté, c'est qu'il y avait quelque part des empereurs, des seigneurs, des castes pareilles à celles qui jadis opprimaient la France, et que c'était à cause de leur orgueil que l'Europe, une fois de plus, était mise à feu et à sang.

Ils savaient que la République avait voulu la paix, et que lorsque la République régnerait en Allemagne et sur toute l'Europe, ce jour-là la guerre serait abolie sur la terre.

Ils étaient partis en se disant : « C'est la dernière des guerres ! C'est la guerre pour la paix

universelle ; c'est la guerre sainte qui anéantira le militarisme prussien ! C'est la guerre après laquelle, dans toute l'Europe, on pourra consacrer aux œuvres de vie, de solidarité et d'éducation, les milliards que depuis quarante-trois ans, depuis l'hégémonie prussienne, on gaspille dans des œuvres de mort. »

Chouans de Bretagne, blancs et rouges de Bretagne, égaux par la bravoure, égaux par le fanatisme, égaux par l'esprit de sacrifice et l'idéalisme, sur notre lande bretonne, les binious à travers les siècles chanteront vos prouesses et votre mort glorieuse.

Mais il y aura des larmes et des grincements de dents, demain, au pays de Cornouailles !

Samedi 19 septembre.

A un socialiste allemand.

Mon cher Haase, je sais que vous êtes un des chefs de la social-démocratie allemande, un des chefs de ces quatre millions et demi de camarades socialistes qu'ici, nous, socialistes français, nous continuons à aimer, tout en les canardant, ...ou à canarder, tout en les aimant. C'est pourquoi j'ai lu avec intérêt la lettre ouverte à Sembat que vous lui avez écrite dans *Marz*, la grande revue démocratique de Munich.

Donc, vous écrivez à Sembat.

Sembat ne vous répondra pas, mon cher Haase : il est ministre et il connaît son protocole. Les

ministres, même socialistes, n'ont point coutume de polémiquer dans les journaux avec de simples mortels, fussent-ils députés au Reichstag.

Mais comme je ne suis point ministre, souffrez que je vous réponde à sa place.

Aussi bien, ce que j'ai à vous répondre, il n'est pas un socialiste français qui ne soit prêt à y souscrire.

Vous regrettez, mon cher ennemi, que nos conférences interparlementaires franco-allemandes de Berne et de Bâle n'aient pu empêcher la guerre, et qu'on ne se soit pas entendu sur les bases de Berne. Mais à qui la faute ? Pourquoi, vous, nos vainqueurs de 70, n'avez-vous pas voulu qu'on parlât de l'Alsace-Lorraine ? Pourquoi, lorsque j'ai écrit, pour vous, pour votre peuple, mon livre sur l'Alsace-Lorraine, pourquoi, lorsque je vous ai avertis que, si vous ne vous décidiez pas à régler à l'amiable avec nous la question d'Alsace-Lorraine, nous serions happés, nous dans l'engrenage de l'alliance russe, vous dans l'engrenage de l'alliance autrichienne, oui, pourquoi m'avez-vous, vous socialistes allemands, répondu brutalement, grossièrement dans le *Vorwærts*, que la question d'Alsace-Lorraine était une question purement allemande qui ne nous regardait pas, nous Français ? Pourquoi m'avez-vous répondu par de solennelles niaiseries que j'ai fait encadrer et que je m'offrirai le luxe de vous relire à notre prochain congrès socialiste international ?

C'est la Russie, dites-vous, qui nous a entraînés dans cette guerre. Ah ! çà, écrivez-vous l'histoire, en Allemagne, comme l'agence Wolff, ce

père Loriquet de chez vous ? Est-ce que ce n'est pas l'allié de votre empereur, l'Autre Chien de Vienne, qui s'est jeté sur la petite Serbie avec une brutalité qui nous a donné un avant-goût de la façon dont votre propre kaiser devait traiter la petite Belgique ?

Oui, c'est entendu, inutile de nous le ressasser; ce n'est pas très reluisant, quand on est la France républicaine, d'avoir pour alliée la Russie tsariste! A qui le dites-vous? Hé! vous n'aviez qu'à vous entendre avec nous pour l'Alsace-Lorraine, et nous n'aurions pas été obligés de nous jeter dans les bras du tsar. N'ayant pu nous passer du tsar, nous allons essayer, la libre Angleterre aidant — et l'Italie démocratique aussi, si elle veut entrer en danse — de le décrasser de son tsarisme. Il se décrasse, l'allié! Il a fait des promesses à la Pologne. Il a commencé à réaliser l'égalité civile des juifs en Russie. Il a interdit la vente et la consommation de l'alcool dans toute la Russie pendant toute la durée de la guerre. Il travaille si bien depuis quelques semaines, que l'autre jour je me suis oublié jusqu'à crier : « Vive le tsar ! » parce qu'il me semblait qu'il était en train de répudier le tsarisme.

Quel riche peuple que le peuple russe, mon cher Haase, quand il se sera débarrassé de son tsarisme! Quelle puissance d'idéalisme! Quel esprit démocratique et républicain dans ses masses profondes! Quelle audace intellectuelle! Quel bel esprit de révolte chez son élite! Quelle joie si nous, la France républicaine, avec l'Angleterre libérale et la libre Italie, nous réussis-

sions, à la faveur de la guerre, à entraîner son gouvernement dans la voie des libertés modernes!

Vous demandez à Sembat, mon cher ennemi, vous demandez au Parti socialiste de France, « de mettre fin au conflit actuel, de lui trouver une solution qui serait un bonheur pour la France et pour l'humanité ».

Cette solution, mais nous l'avons, mon frère en saint Karl Marx.

Primo, nous démolissons l'armée prussienne, et nous la pourchassons jusqu'à Berlin.

Secondo, nous vous disons après ce coup de balai hygiénique : « Chers frères et amis, quand vous avez démoli l'armée de Napoléon III, il y a quarante-trois ans, à Sedan, vous savez ce que nous avons fait. Nous avons pris entre le pouce et l'index le régime qui nous avait conduits à la catastrophe, et nous avons proclamé la République. Vous voulez une solution qui fasse le bonheur de la France et de l'humanité ? D'accord! Embrassons-nous! Vive la République allemande ! »

Mon cher Haase, que pensent les quatre millions et demi de socialistes allemands de notre solution ?

Dimanche 20 septembre.

Vaines alarmes.

A Alfred Naquet.

J'attendais votre lettre, mon cher maître et ami.

Je savais vos angoisses, au sujet de demain, qui sont celles de beaucoup de nos amis républicains et socialistes.

Permettez-moi de ne les point partager.

Comment pouvez-vous croire que les quelques fleurs que j'ai jetées depuis le début de la guerre sur la tombe de Déroulède soient un désaveu de notre attitude passée ?

Je n'ai point attendu cette guerre pour proclamer qu'au fond du nationalisme de Déroulède il y avait la révolte légitime de la conscience française, de la conscience humaine, contre l'attentat commis, il y a quarante-trois ans, sur l'Alsace-Lorraine.

Et comment voulez-vous qu'après ce qui vient de se passer, l'attaque sauvage de l'Autriche sur la Serbie, la violation cynique de la neutralité belge par l'Allemagne impériale, je ne reconnaisse pas qu'il y avait quelque chose de fondé dans la méfiance haineuse que Déroulède et ses amis nourrissaient contre le gouvernement de Berlin ? Est-ce que cette sincérité à l'égard d'un adversaire d'hier empêche que nous ayons eu raison, nous socialistes, d'essayer jusqu'au bout, jusqu'à la dernière minute, d'écarter la catastrophe qui s'est abattue sur l'Europe ?

Vous craignez qu'au moment de remanier la carte d'Europe, le chauvinisme des anciens amis de Déroulède ne fasse faire des sottises irréparables à notre diplomatie ? et que certains de nos alliés ne soient décidés à briser l'unité allemande ?

J'ai trop bonne opinion de l'Angleterre libé-

rale, de la France républicaine pour craindre de les voir verser dans un tel maboulisme.

Oui, l'Etat austro-hongrois sera dépecé, parce que ce n'est pas une nation, et ses membres disjoints seront attribués aux nationalités qui les réclament : la Galicie à la Pologne autonome; la Transylvanie aux Roumains ; la Croatie et la Bosnie aux Serbes; Trente et Trieste à l'Italie.

Mais quand l'Allemagne aura été amputée des provinces non allemandes qu'elle a volées, l'Alsace-Lorraine, le Schlesvig danois et la Pologne prussienne, quand le peuple allemand aura vomi ses Hohenzollern, on voit mal l'Angleterre et la France assez folles pour refuser à la confédération germanique reconstituée sous une forme républicaine les dix millions d'Allemands d'Autriche qui lui reviennent de droit.

Toucher à l'unité nationale allemande, au moment où l'Italie, la Serbie, la Pologne, la France elle-même se battent pour la liberté des nations serait un tel crime et une telle imbécillité que jamais la République française ni le gouvernement anglais n'y prêteront la main.

Tous, nationalistes et internationalistes en France, conservateurs et républicains, nous voulons que cette guerre-ci soit la dernière des guerres ; ce n'est pas, j'imagine, pour recommencer les folies de Napoléon Ier et de Bismarck.

Vos alarmes sont aussi vaines, mon cher maître et ami, en ce qui concerne la réaction cléricale en France. Oui, je sais bien. Les

organes catholiques parlent à mots couverts d'un retour à la foi. On croit facilement ce qu'on désire.

Certes, nous, les mécréants, après nous être battus côte à côte avec les croyants, après les avoirs vus mourir héroïquement à côté des nôtres sur les champs de bataille, nous nous sentirons pour nos adversaires d'hier au fond du cœur des sentiments d'estime et de fraternité qui rendront moins âpres nos querelles politiques à l'avenir.

Mais ne craignez pas qu'il vienne à la pensée d'un seul d'entre les républicains, de laisser porter la moindre atteinte aux droits de l'Etat laïque, à nos écoles laïques, à la loi de séparation, à la loi du divorce et à toutes les lois qui sont la raison d'être de la République.

Qui donc peut imaginer qu'au moment où la morale laïque vient, sur les champs de bataille, de montrer qu'elle était capable d'inspirer aux mécréants les plus irréligieux, les dévouements les plus héroïques, et les sacrifices les plus sublimes — car enfin l'armée française est composée en majorité de mécréants — que nous irons faire notre *mea culpa*, baiser la patenne, et renier en un jour Voltaire, Diderot, Condorcet et Hugo ?

Mon cher maître et ami, laissez donc quelques esprit attachés au passé rêver d'une chimérique restauration religieuse et monarchique : cela n'a aucune importance.

Douteriez-vous de la raison humaine, par hasard, vous, Naquet ?

Ne sentez-vous pas qu'après la tourmente il

y aura, il ne peut pas ne pas y avoir en Europe la plus grande poussée démocratique qu'on ait jamais vue de mémoire d'homme, que la chute de la monarchie prussienne va ébranler jusque dans ses fondements le tsarisme lui-même et que nous sommes en train de faire le plus grand pas qu'on ait jamais fait vers la République des Etats-Unis d'Europe !

Lundi 21 septembre.

Représailles.

Ils sont complets !

Ils ont commencé par s'acoquiner avec l'Autriche, par faire le guet quand le vieux François-Joseph essayait d'étrangler le petit peuple serbe.

Les choses se corsant, ils déchirèrent le « chiffon de papier » qui garantissait la neutralité belge, et ils se ruèrent sur l'héroïque cité de Liége.

On sait ce qu'ils firent de Louvain, la métropole intellectuelle de la Belgique.

Il manquait quelque chose à leur gloire.

La cathédrale de Reims se trouva sur leur route.

L'idée n'effleura pas un seul instant leurs cerveaux de brutes qu'elle n'était pas à nous, à nous Français, cette merveille de l'art gothique ; qu'elle était l'orgueil de l'humanité entière ; que ces vastes nefs, que ces vitraux, que ces

clochers élancés, que la dentelle de ces portails étaient des reliques à jamais sacrées pour des hommes dignes du nom d'hommes.

Ils pointèrent dessus leur artillerie lourde.

La cathédrale de Reims est en flammes !

Sauvages !

Imbéciles !

Ils voudraient s'aliéner le peu de sympathies qui leur reste dans le monde qu'ils n'agiraient pas autrement !

Je leur promets que, venant après le sac de Louvain, l'incendie de la cathédrale de Reims va leur faire une belle réclame en Italie et en Amérique !

Ils peuvent maintenant compter sur la bienveillance du président Wilson et sur l'amour de la patrie de Raphaël et de Michel-Ange !

En France, chacun écume.

On n'entend fulminer autour de soi que des menaces de représailles terribles.

Je suis pour les représailles.

Je les veux terribles.

En entrant en France, ils ont placé devant leurs rangs, en Lorraine, des femmes et des enfants ; je veux qu'en entrant en Allemagne, notre généralissime, dans une proclamation à nos armées, rappelle à tous que la vie des femmes, des enfants et des non-combattants est sacrée pour tous les soldats français.

Ils ont occupé Louvain, incendié la cathédrale de Reims : je veux que, lorsque nous serons devant Cologne, le généralissime fasse lire aux canons de 75 — car, à nos hommes, la leçon est inutile ! — que Cologne a une

cathédrale qui est une des Sept Merveilles du Monde et qu'il est défendu à leurs gueules d'acier d'y toucher.

Je veux qu'à Munich, à Dresde, à Berlin, une garde d'honneur soit placée devant toutes les bibliothèques et devant tous les musées.

Je veux que notre attitude en Allemagne soit tellement différente de celle des Allemands en France et en Belgique que les pierres elles-mêmes reconnaissent que notre victoire est la victoire de la civilisation.

Non, mon cher Naquet, nous ne ferons pas ce que vous dites pour consoler Louvain de la perte de ses galeries de peintres flamands et des trésors de ses bibliothèques.

Non, mon cher maître et ami, nous n'irons pas prendre dans les musées de Dresde et de Munich, ni dans la galerie nationale de Berlin les chefs-d'œuvre des grands musées de Germanie pour les donner à la ville de Louvain.

Vous êtes trop doux pour l'Allemagne.

Moi, j'ai l'âme plus féroce et je veux une autre vengeance pour Louvain.

Louvain, je la ferai reconstruire pierre par pierre, en son vieux style moyen âge, par une souscription mondiale à laquelle l'univers entier sera admis à participer ; oui, l'univers entier, même les nègres du centre africain, même les peaux-rouges des montagnes Rocheuses, même les gauchos de l'Argentine ! Je n'en exclurai que les Allemands... du moins tant qu'ils n'auront pas chassé leurs Hohenzollern.

Puis, quand les murs seront debout, je

demanderai à toutes les bibliothèques du monde entier — à l'exclusion des bibliothèques d'Allemagne — d'y envoyer les plus beaux, les plus rares de leurs livres; je demanderai aux musées de toutes les grandes villes de l'univers — à l'exclusion des musées d'Allemagne, tant que l'Allemagne ne sera pas en république — d'y envoyer leurs plus purs chefs-d'œuvre.

Je ferai monter et entretenir à frais communs par toutes les Universités de la terre — à l'exclusion de celles d'Allemagne — l'Unisité de Louvain.

Dans cette Université, la chaire de droit international sera occupée à perpétuité par un juriste belge, ou à son défaut par un juriste anglais.

Et chaque année, jusqu'à la fin des siècles, le professeur inaugurera son cours par une leçon sur ce thème : « Le Droit international et le respect des chiffons de papier! »

Mardi 22 septembre.

Le râle des blessés.

Je respecte la censure.

Je vénère la censure.

Je sens que je ne pourrai plus vivre, ni écrire dans un pays où, par une licence coupable, des libellistes auraient le droit de dire sans autre contrôle que leur conscience ou leur jugeotte personnelles, leur pensée sur les événements du jour.

Après la guerre, si la Russie, contrairement à toutes les prévisions, a échappé à la grande vague qui entraîne le monde moderne vers toujours plus de liberté, je me ferai naturaliser moscovite, à cause de la censure qui règne à Saint-Pétersbourg et à Moscou.

Celle qui règne à Paris, la grande ville qui fut jadis capitale de la France, me permettra-t-elle de faire remarquer respectueusement aux autorités constituées que l'organisation — typos, n'écrivez pas l'inorganisation — du service de santé militaire en France est, je ne dirai point un scandale — [(1) . . . . . .
. . . .

Il s'est livré une grande bataille, il y a huit jours, sur la Marne. La Marne, — oserai-je le dire sans encourir le courroux de la Censure ? — est un affluent de la Seine, laquelle — oserai-je le dire ? — passe à Paris.

Sans trahir aucun secret de la défense nationale, je crois pouvoir dire qu'une partie du champ de bataille de la Marne n'est pas très éloignée de Paris.

Comme chacun le sait, à Paris il y a des hommes et des femmes de bonne volonté, qui ne seraient pas incapables d'aller derrière l'armée, comme volontaires, ramasser les blessés, fouiller les bois et les taillis pour porter secours à ceux de nos frères et de nos enfants qui ont risqué cent fois leur vie pour défendre notre peau et notre honneur à tous.

Je n'apprendrai rien à l'état-major allemand

(1) La reproduction de ce passage reste interdite par la censure.

en affirmant qu'à Paris il y a des magasins où il y a du linge, des lits de sangle.

Il y a même des infirmiers, des internes et des externes des hôpitaux, et même des médecins.

Il y a — chut ! je ne sais si je ne trahis pas un secret d'Etat — des voitures, dont les unes sont traînées par des chevaux, d'autres qui sont à traction mécanique, et qu'on appelle automobiles ; toutes d'ailleurs pourraient transporter du linge, des lits de sangle, des brancards et des brancardiers, voire des infirmiers, des étudiants en médecine et des médecins, en quelques heures, si une catastrophe se produisait à quelques lieues de l'ancienne capitale.

J'allais oublier dans mon énumération des moyens de transports les trains qui circulent sur des lignes communément appelées chemins de fer, et dont la Censure ne craindra sans doute pas que je révèle l'existence à l'ennemi.

[(1). . . . .
. . . .
. . . .

Mercredi 23 septembre.

Faut-il soigner nos blessés ?

Gloire à la censure !

Que ses ciseaux soient bénis !

Elle seule a assez d'intelligence, de probité,

(1) La reproduction de ce passage reste interdite par la censure.

de patriotisme pour savoir ce qu'on peut dire au public français, et ce qu'on doit lui taire.

Instituée uniquement, au début de la guerre, pour empêcher la presse de commettre des indiscrétions sur les mouvements de troupes, elle n'a pas tardé à comprendre que sa mission était plus vaste et plus haute ; qu'elle était le cerveau, le cœur et le nombril de la France ; qu'elle était chargée de sentir et de penser pour 39 millions de Français.

Elle a cru devoir, hier, m'empêcher de crier au public que le service de santé était à peu près aussi bien organisé que notre service des postes.

Que sa volonté soit faite !

Me permettra-t-elle aujourd'hui de poser discrètement à M. le directeur du service de santé quelques questions qui intéresseront tous ceux qui ont un des leurs dans les armées de la République ?

Le directeur du service de santé — que je ne connais ni d'Eve, ni d'Adam, dont je ne sais s'il est un ami ou un ennemi politique, et dont j'ignore jusqu'au nom — sait-il qu'au moment où nos blessés de la bataille de la Marne ont été soignés... comme la censure ne m'a pas permis de l'écrire, il y avait à Paris des médecins civils qui depuis le début de la guerre suppliaient qu'on daignât les employer, et qu'on recevait, quand ils venaient offrir leurs services, comme des gens qui viennent vous emprunter cent sous !

Sait-il que dans toutes les salles de chirurgie des hôpitaux de la Seine il y a, depuis le début de la guerre, des étudiants et des étudiants sa-

chant faire les pansements, faire les plâtres, donner le chloroforme, qui se tournent les pouces, oisifs, inutiles, et que pendant ce temps-là, des hommes sont morts ou ont dû être amputés, à quelques lieues de Paris, faute de soins intelligents, des hommes qu'on aurait pu sauver, des hommes qui étaient des héros ?

Sait-il qu'il y a, dans les mêmes salles de chirurgie, des infirmières dévouées, d'une habileté consommée, qui pleurent de rage à la pensée qu'elles sont là, inoccupées, pendant qu'à quelques kilomètres d'elles des trains passent chaque jour, dans toutes nos gares de banlieue, chargés de blessés que personne ne panse, que personne ne soulage ?

Sait-il que bon nombre d'étudiants en médecine de deuxième, troisième et quatrième années servent comme fantassins, comme cavaliers, comme artilleurs, au lieu d'être utilisés comme infirmiers ?

Sait-il que nos trains sanitaires sont des sentines infectes, tandis que les trains sanitaires anglais sont des merveilles de propreté et d'hygiène, et de véritables hôpitaux roulants !

Sait-il que les magasins du Louvre ont installé, dès le début de la guerre, dans leur annexe de la rue de Marengo, un hôpital de 250 lits avec salle d'opérations, personnel complet de chirurgiens, d'internes, d'infirmières ; qu'ils se sont engagés à rembourser à l'Etat, après la guerre, 2 fr. 50 par blessé et par jour, et que tout ce personnel attend encore son premier blessé ?

Sait-il que c'est une mauvaise raison de venir

nous dire qu'en prévision du siège de Paris on ne pouvait encombrer de blessés nos hôpitaux ? Est-ce qu'on ne pouvait pas envoyer le personnel disponible des hôpitaux et des ambulances de Paris soigner les blessés de la Marne, même si on devait les évacuer sur d'autres villes, au lieu de les délaisser d'une façon si indigne, que la censure n'ose pas me permettre de crier ma révolte légitime.

Le généralissime Joffre a révoqué — et il a bien fait — les généraux qui se sont montrés insuffisants dans leur commandement.

On a révoqué les préfets, sous-préfets, maires et conseillers municipaux qui, au lieu de rester à leur poste, ont fui comme des lâches devant l'invasion.

Va-t-on laisser en place le chef du service de santé responsable de [(1) cette criminelle incurie, et va-t-on continuer à donner au pays et à l'armée l'impression que le service de santé en France a à sa tête un cocher de corbillard ?]

Jeudi 24 septembre.

A Ponce-Pilate, socialiste italien.

Il ne faut pas se frapper outre mesure du manifeste que le Comité directeur du parti socialiste italien, sous la pression des socialistes allemands, vient de publier en faveur de la neutralité absolue de l'Italie jusqu'à la fin de la guerre.

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

D'abord, ce n'est pas ce manifeste qui empêchera l'Italie de montrer que le Comité directeur du parti socialiste italien, fort heureusement, ne dirige pas l'Italie ; le directeur actuel de la nation italienne, celui qui en est l'âme, c'est Garibaldi, Garibaldi le vieux, l'immortel Garibaldi. Il revit non seulement en son fils, mais dans De Ambris, le chef du mouvement syndicaliste italien ; il revit dans tout ce qui a là-bas un peu de cœur et d'idéalisme.

Ensuite, même si la grande âme de Garibaldi ne parvenait pas à soulever l'Italie, nous pouvons nous passer d'elle.

Avec les forces que nous avons, dans notre coalition, nous nous chargeons de dépecer l'Autriche et de libérer le peuple allemand des Hohenzollern et de la clique militariste dont il n'est pas capable de se débarrasser à lui tout seul. Sans l'Italie, ce sera un peu plus long : il y aura un peu plus de sang généreux répandu en Europe ; mais avec elle ou sans elle, nous irons à Berlin remanier la carte d'Europe et arracher les crocs à la bête brute qui depuis quarante-trois ans terrorise l'Europe.

Seulement, le Comité directeur du parti socialiste italien nous permettra bien de hausser les épaules en lisant son manifeste.

Il est pour la neutralité à cause de son horreur de la guerre? Ah! çà, est-ce qu'il s'imagine que nous aimons la guerre, nous? Est-ce qu'il s'imagine que l'héroïque peuple belge aime la guerre?

Quand l'Allemagne lui dit : « Laisse-nous passer sur ton territoire pour écraser la

France, et tu auras la vie sauve », il n'avait qu'à faire comme Ponce-Pilate, à laisser faire en s'en lavant les mains, à bêler son amour de la paix. Au lieu de bêler, il se redressa et, du haut de sa petite taille, il toisa le géant et lui dit : « J'aime mieux la mort que la honte ! »

Ah ! vous n'aimez pas la guerre? Même la guerre de délivrance? Même la guerre pour empêcher l'Autriche d'opprimer les Serbes comme elle a opprimé vos Italiens de Milan et de Venise pendant un demi-siècle?

Même la guerre pour protester contre la violation de la neutralité de la Belgique, contre le sac de Louvain et l'incendie de la cathédrale de Reims ?

Même la guerre pour détruire cette hégémonie prussienne qui, depuis quarante-trois ans, a condamné toute l'Europe aux misères de la paix armée, qui a condamné votre peuple d'illettrés et de pauvres bougres à supporter un budget de la guerre annuel d'un milliard ?

Vous n'aimez pas les coups ?

Noble sentiment.

On vous donnera quand même Trieste et Trente, ne craignez rien.

Nous délivrerons pour vous vos frères italiens, que vous êtes incapables de délivrer.

Nous les délivrerons, en souvenir de Garibaldi, mais vous souffrirez que nous vous jetions Trente et Trieste à la figure comme on jette un os à un chien.

Garibaldi lui-même approuvera notre geste de dégoût.

Quoi !

Qu'est-ce que vous nous chantez ?

Qu'étant la grande puissance européenne restée neutre, vous vous proposez d'être la médiatrice entre les belligérants, que vous vous promettez, au jour de la paix, de « proclamer les grands principes qui devront amener de bons rapports entre les États : la limitation des armements, le plébiscite, la justice arbitrale » ?

Quoi ! Quoi !

Quand nous nous serons battus, vous qui vous serez contentés de vous laver les mains comme Ponce-Pilate, vous viendrez nous donner des leçons !

Non, mais vous ne nous avez pas regardés !

Au jour du règlement des comptes, les neutres, les chapons, les nouilles molles, les eunuques, vous nous foutrez la paix, hein ! vous entendez ?

Vendredi 25 septembre.

Au pays de Brid'oison et de Diafoirus.

L'un des deux rédacteurs de la *Guerre Sociale* qui servent comme infirmiers dans les armées de la République a trouvé moyen de s'échapper deux heures et de venir me voir.

C'est, comme tous les rédacteurs de la *Guerre Sociale*, un garçon d'une haute probité intellectuelle.

— Général (c'est ainsi qu'on m'appelle dans le civil), tout ce que vous avez dit sur le service de santé est au-dessous de la vérité, et même tout ce que la Censure, dans sa sagesse, vous a empêché de dire.

— Jeune homme, je ne reconnais pas là les habitudes de respect que j'ai essayé de t'inculquer au temps où tu n'étais point encore revêtu de l'uniforme militaire. Cesse tes moqueries à l'égard de la Censure. La Censure est une institution qui a fait la grandeur de la France au temps de nos anciens rois et qui fait encore aujourd'hui la grandeur de la Russie.

La Censure fait bien ce qu'elle fait.

Quel trouble dans les cœurs, quelles vaines alarmes dans les familles si l'on pouvait dire comment est organisé, ou, si tu préfères, comment est inorganisé notre service de santé ! Crois-tu vraiment qu'il ne vaut pas mieux laisser mourir nos blessés sans soins plutôt que d'alarmer leurs familles ? Et surtout ne vaut-il pas mieux cent fois laisser se perpétuer l'incurie — dussent nos soldats en être victimes — plutôt que de porter atteinte au prestige des grands chefs du corps de santé militaire ? Au lieu de te livrer à des railleries sur une institution comme la Censure, qui a fait ses preuves, tu ferais mieux, jeune homme, de me dire impartialement ce que tu as vu ?

— Hélas ! J'ai vu, d'abord, quai de la Râpée, que, pendant quinze jours, moi et un millier d'autres comme moi, qui étions versés dans la 22e section d'infirmiers, mais qui n'avions jamais fait un pansement ni donné un lavement,

j'ai vu que nous sommes restés là quinze jours sans pouvoir obtenir qu'on nous apprenne l'a b c de notre métier.

— Rassure-toi : il y eut compensation ; pendant ce temps-là, des étudiants en médecine qui auraient fait d'excellents infirmiers, ou même d'excellents aides-majors, étaient versés dans l'infanterie ou dans l'artillerie, où ils faisaient de médiocres fantassins ou de piètres canonniers.

— J'ai été placé ensuite sur un train sanitaire ; mais avant que j'aie pu voir un seul blessé, comme l'ennemi approchait, on a voulu empêcher notre train de tomber entre les mains de l'ennemi et l'on nous a envoyés en Vendée, où notre train sanitaire et nous, nous sommes restés sur une voie de garage pendant quinze jours.

— Mais c'est du vaudeville, cela !

— Oui, mais voici la tragédie : sur la ligne de feu, il n'y a pas de brancardiers, ou si peu, et les médecins-majors sont si rares, et les infirmiers aussi, que, malgré tout leur dévouement, ils ne suffisent pas à la tâche ; chacun se panse soi-même ; vous ne sauriez croire la quantité de blessés qui ont pour tout pansement un morceau de drap taillé dans leur capote.

— Heureusement que nous sommes au siècle de l'asepsie et de l'antisepsie !

— Dans le train sanitaire où je suis employé, pas un seul médecin, du moins jusqu'à la banlieue de Paris ; nous sommes la moitié du personnel d'infirmiers prescrit par les règlements.

— Console-toi en pensant qu'il y a des médecins et des infirmiers, à Paris, qui depuis six semaines, supplient qu'on leur montre un blessé.

— Dans les gares, heureusement, il y a les dames de la Croix-Rouge qui nous aident et qui nous ravitaillent : je me demande d'ailleurs si sans elles nous ne serions pas tous morts de faim, infirmiers et blessés. Malheureusement, l'officier de service dans les gares a une consigne, et les dames de la Croix-Rouge ne peuvent pas toujours approcher de nos blessés.

— Brid'oison n'est pas mort, hélas ! pas plus que Diafoirus !

— Si vous voyiez, à côté de nos ambulances et de nos trains sanitaires, les ambulances et les trains sanitaires des Anglais et des Allemands !

A Montmirail, quand nous avons repris l'offensive, nous avons trouvé une ambulance allemande qui avait ramassé nos blessés des précédents combats : malheureux blessés, ce qu'ils ont trouvé à déchanter quand ils ont eu le malheur de retomber entre nos mains !

Ah ! si vous pouvez obtenir, par une campagne de presse, que l'on organise enfin notre service de santé, que de blessés, que de mères et de femmes de blessés béniront la *Guerre Sociale*, comme vous bénit déjà mon collègue, un bénédictin, échoué comme moi dans les services de l'infirmerie et qui va devenir un abonné de votre journal après la guerre.

— Dis-lui, à ton bénédictin, que si je reviens jamais à la foi de mes pères, je le retiens pour

me donner l'extrême-onction à mon heure dernière !

. . . .

Si nous sommes trop bêtes en France pour organiser un service de santé décent, j'ai une idée :

Comme il y a pas mal de blessés allemands dans nos hôpitaux, nous pourrions peut-être prier le corps de santé militaire allemand de prendre en mains l'organisation de notre propre service de santé ?

Samedi 26 septembre.

Marceau.

Avant-hier, des régiments d'infanterie « manœuvraient » dans la région de l'Aisne. Ils marchaient, marchaient, nos pousse-cailloux, crottés, boueux, dormant debout, esquintés, mais superbes, beaux comme les soldats de l'an II. Non! même les soldats de l'an II n'avaient pas une si belle gueule !

Je sais que je vais encore faire loucher la censure, à qui je ne voudrais pourtant faire nulle peine, même la plus légère, car elle est la gaieté de ces temps si cruels.

Mais enfin, pourquoi manquait-il tant d'officiers ?

J'entends bien, Madame Coupe-Toujours, parce qu'ils avaient été blessés ou tués, parce

qu'ils s'étaient battus comme des héros et qu'en leur folle bravoure, dans toutes les charges à la baïonnette, ils s'étaient élancés à la tête de leurs hommes au plus fort du danger.

Oui, c'est entendu !

Je demande pourquoi on ne les a pas remplacés, pourquoi, dans la légion de héros qui les suivaient, on ne leur a pas trouvé de remplaçants, aussitôt, là, séance tenante.

Il n'y avait personne d'assez capable pour les remplacer ?

C'est faux, archi-faux.

Il y avait de quoi les remplacer dix fois.

Quoi, avec des sous-officiers de l'ancienne armée royale on a fait, en 1793, en quelques mois de campagne, des officiers supérieurs, des officiers généraux, des chefs d'armées, des chefs d'armées de 25 et de 28 ans, et cela en un temps où l'instruction, même primaire, était si parcimonieusement distribuée, et nous ne sommes pas f...ichus, en notre temps d'instruction obligatoire pour tous, de dénicher dans la nation sous les armes tous les sous-lieutenants, tous les lieutenants, tous les capitaines dont nous avons besoin ?

Jamais on ne me fera croire que nous sommes tombés à un tel degré de crétinisme !

Passe encore qu'on ne puisse improviser des officiers d'artillerie : mais des officiers d'infanterie ?

Dans le million de héros que nous avons sous les armes, il n'y a qu'à se baisser pour en ramasser.

Le ministre de la guerre veut-il que je lui

en signale un, un simple soldat qui ferait un admirable officier ?

C'est le soldat Denet, soldat de 2e classe.

Vous ne le connaissez pas ?

Moi, je le connais seulement depuis aujourd'hui, depuis que j'ai lu ceci dans l'*Officiel* de ce matin :

« Denet, cavalier au 4e chasseurs (le 31 août, voyant une quinzaine d'hommes ramenés en arrière par un feu violent, a donné son cheval à un chasseur à pied du 17e bataillon, a pris sa carabine, a réuni les fuyards sans grade et, par son bel exemple et son énergie, les a ramenés au combat et les a conduits jusqu'à la crête). »

Qu'est-ce qu'on attend pour bombarder ce soldat de 2e classe officier, sous-lieutenant ?

Oui, il a été mis à l'ordre du jour de l'armée.

Et vous croyez que ça suffit ?

Mais vous ne voyez donc pas que le chasseur Denet a l'âme d'un chef, qu'il a toutes les qualités qui distinguent un vrai chef : de la bravoure, de l'intelligence, de la décision, de l'autorité morale, de l'ascendant.

Les règlements s'opposent à ce que le soldat Denet, s'il ne remplit pas les conditions réglementaires pour devenir brigadier, obtienne même les deux galons rouges !

Que voulez-vous que je vous dise, sinon que vos règlements, faits pour le temps de paix, sont idiots en temps de guerre ?

Ah ! quel malheur que Carnot soit mort, Carnot, l'organisateur de la victoire.

Je supplie humblement la censure — gloire

à la censure! honneur à la censure ! — de ne pas croire que je place le ministre de la guerre actuel au-dessous du grand Carnot.

Je veux dire simplement et respectueusement que si, au temps de la Grande Révolution — la censure me permettra-t-elle de la qualifier de grande ? — il avait fallu faire de la paperasserie, réunir un conseil de famille, la croix et la bannière pour faire d'un soldat Denet un lieutenant, la postérité n'aurait jamais connu les noms de Hoche et de Marceau.

Dimanche 27 septembre.

L'Évangile selon M. de Mun.

Depuis la belle lettre d'Anatole France, M. de Mun, le chef du parti catholique, nous traite de haut en bas, comme si nous étions le Malin en personne, l'Esprit du mal, Belzébuth avec ses cornes.

L'un de nous a-t-il dit par hasard qu'il fallait, en ce moment, traiter avec l'Allemagne ? Nous disons tous, au contraire, que nous ne traiterons avec elle qu'à Berlin ; que, d'ici là, nous ne voulons pas entrer en discussion avec elle.

Aurions-nous, par mégarde, laissé entendre que nous n'exigerions pas de l'Allemagne les frais de la casse ? Alfred Naquet, Anatole France et votre serviteur ont dit juste tout le contraire. Nous sommes décidés, en ce qui concerne l'Autriche, à rendre tous les enfants à leurs

mères : la Galicie à la Pologne autonome, la Transylvanie aux Roumains, la Croatie aux Serbes, Trente et Trieste à l'Italie, les Hongrois à la Hongrie, les Tchèques à la Bohême, et, en ce qui concerne l'Allemagne, à casser les dents aux Hohenzollern, aux junkers prussiens, non sans rendre la Pologne prussienne à la Pologne autonome, le Sleswig au Danemark et l'Alsace-Lorraine à la France.

Aurions-nous insinué que nous ne ferions pas payer en outre à l'Allemagne, en bonnes espèces sonnantes et trébuchantes, les ruines qu'elle a accumulées en Belgique et en France ? Jamais une telle sottise n'a effleuré nos cervelles.

Si vraiment un général allemand a donné l'ordre d'achever nos blessés, avons-nous dit que nous nous opposerions, la guerre finie, à ce qu'on se le fasse livrer pour le traiter comme dans toutes les nations civilisées on traite les Troppmann et les Pranzini ?

Tout ce que nous avons dit, c'est ce que pense l'unanimité des partis de gauche, qui étaient, si je m'en souviens, la majorité avant la guerre en notre pays ; c'est ce que pense la libre Angleterre, à savoir que nous faisons la guerre non au peuple allemand, mais à la caste militaire impérialiste et pangermaniste qui nous vaut les horreurs actuelles.

Au peuple allemand, quand il aura été vaincu et quand il aura vomi ses Hohenzollern, c'est-à-dire quand il aura fait le seul *mea culpa* qui le désolidarisera d'avec les bourreaux de Louvain, de Senlis et de Reims, à ce peuple

allemand-là notre maître Anatole France promet l'amitié du peuple français.

Ainsi, dans Tite Live, le peuple romain, qui ne manquait pas de fierté, offrait son amitié aux vaincus.

Qu'est-ce que l'âme chrétienne de M. de Mun rêve donc ?

Que, comme Louis XIV, nous incendiions une deuxième fois le Palatinat ?

Que, comme Napoléon Ier, nous dépecions la Prusse, au risque de soulever contre nous des haines inexpiables qui engendreraient dans cinquante ans une nouvelle guerre européenne ?

Que nous refassions, en annexant la Prusse Rhénane, qui est allemande et bien allemande, la sottise criminelle qu'a faite Bismarck en annexant l'Alsace-Lorraine, la sottise que l'Allemagne va payer si cruellement ?

Que nous brûlions les bibliothèques des Universités allemandes, pour montrer que les Allemands se sont conduits comme des Vandales en brûlant celle de Louvain ?

Que nous incendiions la cathédrale de Cologne pour venger sur leur vieux bon Dieu allemand l'injure faite à Reims à notre vieux bon Dieu français ?

Que nous violions, en Allemagne, toutes les femmes qui n'ont pas atteint l'âge canonique ?

Que nous massacrions tous les gosses ?

Que nous traitions 68 millions d'Allemands comme M. de Mun traita le peuple de Paris quand, jeune officier de cuirassiers, il massacra, lui et les siens, dans une heure d'égarement — qui dura huit jours — trente-cinq mille

communards, au temps à jamais maudit de la Semaine Sanglante ?

Tant de fiel entre-t-il dans l'âme d'un dévot ?

Lundi 28 septembre.

A une lectrice.

Bon ! Voilà qu'une de mes lectrices a pris au sérieux, et même au tragique, mon idée de l'autre jour de prier le corps de santé militaire allemand d'organiser notre service sanitaire à nous, si nous étions trop bêtes pour l'organiser nous-mêmes !

Ma lectrice me le reproche avec vivacité.

Elle me fait un éloquent plaidoyer pour me prouver que j'ai tort d'entreprendre ainsi un corps de santé qui donne tant de preuves de dévouement.

Ma lectrice doit être la mère ou la femme de quelque médecin-major.

Eh ! madame ! qui nie le dévouement du corps médical français ? Qui conteste que brancardiers, infirmiers, majors méritent, par leur bravoure sous le feu, par leur zèle auprès des blessés, la reconnaissance de la France entière ?

Mais ce n'est pas aux brancardiers, au infirmiers, aux majors qui font leur devoir et plus que leur devoir, que s'adressent mes critiques : c'est à la bureaucratie qui préside, du haut de ses ronds-de-cuir, au gâchis dont nous

sommes tous les témoins attristés et indignés.

Il est certain que, sur la ligne de feu, nous manquons de brancardiers, et que nos blessés restent trop souvent, sur la terre nue, sans être secourus, des heures qui doivent leur paraître des siècles.

Oui ou non, y a-t-il en France des milliers et des milliers d'hommes qui, pour épargner à nos blessés cet affreux supplice, ne demanderaient qu'à servir comme brancardiers ? Il y en a des milliers et des milliers ! Alors, qu'attend notre bureaucratie pour faire appel à leur concours ?

Il est certain aussi que, dans les ambulances voisines de la ligne de feu, nos médecins-majors, nos infirmiers, nos dames de la Croix-Rouge, nos sœurs de charité sont en nombre tout à fait insuffisant : faut-il apprendre à notre bureaucratie qu'elle n'a qu'à lever le petit doigt, et qu'elle sera obligée de refuser du monde ? Veut-elle que je lui trouve, en huit jours, tout le personnel qui nous manque ?

On n'a pas assez de wagons pour évacuer les blessés ? Voilà quinze ans qu'un de mes confrères de la presse parisienne assiège la bureaucratie du ministère de la guerre pour que l'on organise la mobilisation et qu'on prépare l'aménagement, pour le transport des blessés, des milliers de péniches qui, en temps de paix, font les transports fluviaux. Je publierai un jour peut-être l'un des lumineux rapports dont il a obsédé la bureaucratie. C'est seulement aujourd'hui, après le tolle général contre la façon dont est organisée l'évacuation des

blessés, que l'initiative privée reprend timidement les idées que les bureaux refusent depuis quinze ans d'examiner. C'est exaspérant, à la fin !

Ma lectrice me demande pourquoi, au lieu de faire mes critiques en public, ce qui risque de démoraliser les gens, je ne vais pas voir le directeur du service de santé ?

Faire des représentations entre quatre-yeux à l'ad-mi-nis-tra-tion ! Non ! Mais ma correspondante ne sait donc pas ce que c'est que notre bureaucratie ?

Qu'elle me permette de lui citer un exemple qui, pour ne pas être tiré du service médical, ne lui fera pas moins toucher du doigt la plaie qui ronge toute l'administration française.

Il y a un mois et demi, je suis allé voir le ministre de l'intérieur et je lui ai signalé qu'il était scandaleux qu'on retînt prisonniers des centaines de mes amis politiques, sous prétexte qu'ils auraient pu saboter la mobilisation : après le bel enthousiasme patriotique qu'avaient montré les éléments avancés en France, le ministre convint sans peine que la mise en liberté de mes amis politiques s'imposait.

Il y a quinze jours — donc un mois après — le ministre de la justice vint à Paris : j'allai le voir et lui adressai la même réclamation ; le garde des sceaux leva les bras au ciel et il me promit que, le lendemain, tous mes amis seraient relâchés.

Le lendemain, ils étaient au clou.

Huit jours après, ils y étaient encore.

Le ministre avait dû donner des ordres.

Mais si les ministres règnent, la bureaucratie gouverne.

Pour que la bureaucratie daignât exécuter les ordres du ministre, il a fallu que, pendant huit jours consécutifs, je rappelle au gouvernement, par un filet de vinaigre, l'existence de mes détenus politiques.

La bureaucratie sanitaire est la digne sœur de la bureaucratie pénitentiaire. Elle ne marche que quand la presse la secoue de sa torpeur et de sa routine.

Encore quelques coups de fouet bien appliqués, ma chère correspondante, et vous verrez qu'avant quinze jours nous aurons un service de santé à peu près décent, digne de la France et des héros qui sont en train de surpasser les géants de 93.

Mardi 29 septembre.

Encore Marceau.

J'ai bien entendu ce que m'a dit, si gentiment, hier, ici même, mon ami et collaborateur André Lichtenberger, homme juste et modéré que le bon vent de la concorde nationale a amené dans notre caverne de brigands : il m'a dit que l'organisme militaire d'une nation moderne est quelque chose d'effroyablement compliqué : quelque chose comme un assemblage complexe de mouvements d'horlogerie ; qu'y modifier un rouage est plus délicat qu'il

ne semble au profane ; que, pour créer les corps d'armée, les hommes ne suffisent pas, qu'il y faut notamment des cadres ; que le Marceau qui ferait une levée en masse créerait une cohue et non pas une armée.

A qui le dites-vous, mon cher ami ?

Je n'aurais jamais chargé Marceau de faire la levée en masse. La levée en masse, c'est Danton ; l'organisation de la levée en masse, c'est Carnot.

Je n'ai pas dit : Danton.

Je n'ai pas dit : Carnot.

J'ai dit : Marceau.

Et je redis Marceau, Marceau, le soldat-citoyen qui se distingua sur le champ de bataille et qui, en quelques mois, franchit les échelons de la hiérarchie militaire.

Les hommes ne suffisent pas, il faut des cadres ?

Parbleu !

C'est parce que je sais bien qu'il faut des cadres que je dis de remplacer au plus vite les cadres fauchés par la mitraille.

Nos cadres, dans l'infanterie, ont été fauchés ; on n'apprend rien à l'Etat-major allemand en le disant ici.

L'infanterie est toujours la reine des batailles, malgré la terrible artillerie lourde des Allemands et notre artillerie légère, plus terrible encore — ce n'est pas moi qui le dis, c'est le général Percin, le grand maître de notre artillerie de campagne.

Noblesse oblige : l'infanterie a « trinqué » et plus que sa part.

Nos officiers d'infanterie sont tous des fous ; des fous héroïques, mais des fous ; on comprend encore que, dans une charge à la baïonnette, ou quand il s'agit de faire un bond en avant, sous le feu de l'ennemi, ils « crânent » en tête de leurs hommes. C'est parce que nos officiers d'infanterie sont comme cela que notre infanterie est depuis des siècles la première infanterie du monde. Mais qu'ils fassent coucher leurs hommes dans les tranchées et qu'eux-mêmes se tiennent debout, comme pour narguer la mort, ça, c'est impardonnable. Si j'étais généralissime, à tous ceux qui réchappent je donnerais la croix, mais je leur collerais deux jours d'arrêt de rigueur, à plat-ventre dans une tranchée. Étonnez-vous, après cela, que dans l'infanterie ces grands fous soient presque tous tués ou blessés !

Il n'y a plus de cadres.

Alors, je dis : Marceau, c'est-à-dire, fabriquez des cadres ! Choissez des officiers dans le tas des sous-officiers et des non gradés qui se révèlent,au feu,comme ayant des âmes de chefs.

Que diable, ça se voit, cela, aussi bien que du poil au menton.

J'ai cité l'autre jour le cas d'un Marceau en herbe : il est chasseur à cheval ; il passe à côté de fantassins qui se débandent et qui fuient sous une rafale de mitraille. Que fait notre gaillard ? Il descend de cheval, hèle un des fuyards ; il lui donne sa monture à tenir : l'autre, qui a reconnu un chef, un vrai chef à qui il ne manque que les galons, obéit. Et notre chasseur arrête la débandade, rassemble les

fuyards, en prend le commandement et les ramène à la crête d'où ils avaient déguerpi. Quoi ! Vous ne voyez pas que ce blanc-bec de chasseur de 2e classe est un chef ! qu'il faut le faire officier, et au trot !

Hélas ! notre bureaucratie ne trotte pas : elle est cul-de-jatte. Elle va d'abord s'enquérir si ce héros remplit des conditions pour être brigadier ; son capitaine noircira un kilo de papier, que le commandant devra apostiller, que le colon approuvera, puis le général de brigade et le général de division. Je ne suis même pas sûr qu'il ne faille pas une réunion du Conseil des ministres pour savoir si notre nouveau Marceau sera brigadier !

Il y en a à foison, de la graine de Marceau dans notre armée.

Et quelle pépinière d'officiers aussi que tous nos instituteurs, tous nos professeurs de lycée et de faculté, tous nos militants socialistes qui, brouillés, non avec l'armée, mais avec certain militarisme, depuis l'Affaire Dreyfus, ont eu le tort de refuser le moindre galon !

Avec une pareille pépinière d'officiers, nous manquons de cadres ?

L'ombre du grand Carnot doit hausser les épaules, là-bas au Panthéon.

Je ne crains qu'une chose, en faisant des officiers sans paperasserie, par les procédés expéditifs dont on usait au temps de Marceau.

Je connais nos gaillards, je connais notre race, son amour de se distinguer, son goût du panache, que César notait déjà chez nos ancêtres gaulois.

Déjà, maintenant, on a toutes les peines du monde à les tenir, à les empêcher de s'élancer sur l'ennemi.

Quand ces animaux sauront qu'ils ont chacun dans leur giberne leur bâton de maréchal de France, le général Joffre va être obligé de les faire tous attacher !

Mercredi 30 septembre.

Jusqu'à la braguette.

Si la France n'était pas le pays de Rabelais, jamais je n'oserais écrire ce mot en tête d'un article de journal.

Pourquoi, après tout, serais-je plus bégueule que cet officier blessé qui, l'autre jour, sortant convalescent d'un hôpital où il avait été dorlotté, disait à l'un des siens : « Elles m'ont mis des médailles partout, jusque dans ma braguette. »

Et il riait ! il riait de bon cœur ! il fallait voir comme !

Un jour, au temps déjà lointain où je passais le concours d'agrégation, en vidant mes poches, qu'est-ce que j'y trouve ? Des médailles de la sainte Vierge. Une grande fille m'en avait glissé une discrètement dans chaque poche. Je l'ai embrassée, parbleu ! pas la médaille ! mais la grande fille ! Qu'auriez-vous fait à ma place ?

N'empêche que les bonnes sœurs, les dames de la Croix-Rouge, les dames de France, et toutes

les femmes admirables qui soignent nos blessés, exagèrent.

Ici, elles écartent des hôpitaux et des ambulances les médecins, les internes et les infirmiers ou infirmières qui sont des mécréants.

Là, on fait des prières publiques dans les salles de blessés, et ceux qui sont assez valides sont invités à se mettre à genoux, à se signer et à dire des oremus.

Ailleurs — par exemple à l'ambulance établie dans un lycée d'une de nos grandes villes, dans un lycée où le buste de la République, qui ornait l'une des salles, a été dégringolé prestement, — 480 blessés, un beau dimanche, attendent qu'on daigne les soigner et s'impatientent : tout le personnel était à la grand'messe où chantait un grand artiste de l'Opéra-Comique.

Ces excellentes femmes, nous les aimons ; nous en connaissons tous une ou deux dans nos familles.

Nous savons bien qu'elles sont pavées de bonnes intentions.

Non contentes de vouloir sauver le corps de nos blessés, elles veulent sauver leurs âmes ; noble tâche !

Nous ne voudrions pas leur faire de peine.

Mais, vraiment, qu'elles laissent nos âmes tranquilles.

Il y a dans les hôpitaux, en ce moment, une multitude de parpaillots et de mécréants.

Les uns sont juifs : certes, ils ont eu tort de crucifier, il y a quelque 1.900 ans, Notre Seigneur ; mais, enfin, ils l'ont payé assez cher depuis : pendant des siècles et des siècles, on les

a persécutés, pogromisés pour leur apprendre à vivre chrétiennement ; on n'y a pas réussi : pourquoi perdre son temps aujourd'hui à vouloir les catéchiser ?

Il y a des protestants : je les blâme très fort d'avoir rompu, au temps de cet affreux Luther et de ce misérable Calvin, avec l'Eglise catholique, apostolique et romaine ; on a tout essayé, pendant des siècles, pour les ramener dans la voie du bien, même des dragonnades : pourquoi ne pas les abandonner à leur triste destinée, puisqu'ils s'obstinent dans leur erreur ?

Il y a aussi les libres penseurs, les francs-maçons et autres engeances, qui ne croient ni à Dieu ni à diable, ce dont il faut les plaindre : pourquoi les horripiler avec des patenôtres et provoquer leurs ricanements diaboliques ?

Voyons, les uns et les autres, est-ce qu'ils ne se battent pas comme des lions ? Est-ce qu'ils hésitent à faire le sacrifice de leur vie ? Est-ce que ces produits de l'école sans Dieu ne se battent pas comme de bons Français ?

Qu'est-ce qu'il vous faut de plus ?

L'autre jour, je causais avec un vieux mécréant de mes amis.

Je lui disais, bonasse : « Les catholiques sont vraiment très bien ; quand la guerre sera finie, nous aurons une France nouvelle. Certes, nous ne laisserons pas toucher à une seule des lois organiques de la République laïque, mais, tout de même, il faudra voir, pour leur témoigner notre reconnaissance de ce qu'ils ont fait pour la France, il faudra voir si, tout en sauvegardant les intérêts du personnel laïque de nos

hôpitaux, nous ne pourrions pas faire quelque chose pour leurs bonnes sœurs, pour qui j'ai toujours eu un faible ! »

« Oui, fit-il, ce sont de saintes filles ! Mais qu'elles sont envahissantes, Seigneur Jésus !.»

Mon cher Barrès, vous êtes plus raisonnable que de Mun.

Vous n'êtes pas un clérical : vous êtes un laïque.

Vous disiez hier à vos ouailles de l'*Echo de Paris* que tout homme s'appuie sur sa nation pour s'élever, que les Français s'appuient « sur Bayard, sur Corneille, sur Jeanne d'Arc, sur saint Vincent de Paul, sur saint Louis, sur Pascal ». Nous ne vous demandons pas, certes, de leur dire que nous sommes quelques Français de France qui nous appuyons aussi sur Rabelais, sur Molière, sur Voltaire, sur Diderot, sur Victor Hugo, sur Hoche, sur Kléber et sur Desaix.

Mais ne pourriez-vous pas, dans leur propre intérêt, les prier de ne pas profiter de la guerre pour mettre des médailles jusque dans nos braguettes ?

Jeudi 1er octobre.

La deuxième à Ponce-Pilate.

Ponce-Pilate, directeur du parti socialiste italien — 14 têtes sous le même bonnet — n'est pas content de moi.

Il me le fait savoir dans l'organe officiel du parti, l'*Avanti*.

Il me trouve bien osé, moi qui ne suis ni Napoléon, ni même Boulanger, qui suis « à peine... journaliste », d'oser lui dire qu'au moment où les peuples qui se seront battus remanieront la carte de l'Europe, ils diront aux eunuques qui se seront bornés à les regarder et qui voudront leur faire des discours le mot que Cambronne illustra à Waterloo.

L'erreur de Ponce-Pilate, c'est de s'imaginer que c'est là mon opinion individuelle, alors qu'il n'y a pas en Angleterre, en Serbie, en Belgique, en France, en Russie, un seul homme qui ne soit décidé à envoyer coucher les eunuques qui, n'ayant pas été à la peine, émettraient la singulière prétention d'être à l'honneur.

Ponce-Pilate erre plus gravement encore quand il vient nous dire que nous ne sommes pas en état de rendre Trieste et Trente à l'Italie sans le concours de deux millions de baïonnettes italiennes; est-ce qu'il s'imagine, par hasard, que nous avons besoin de l'armée et de la flotte italiennes, actuellement, pour démolir l'Autriche et pour mater l'Allemagne? Croit-il sérieusement que ce ne soit pas assez de la Russie, de la France et de l'Angleterre, sans compter la Belgique, la Serbie et le Japon? Est-ce qu'il ne finira pas par comprendre que c'est moins par intérêt pour nous que par souci de l'honneur de l'Italie que nous voulons qu'elle soit à côté de nous dans notre guerre sainte contre le militarisme austro-prussien?

Mais l'erreur la plus impardonnable de Ponce-Pilate, c'est de se figurer que Garibaldi est mort!

Mort, Garibaldi ?

Mais il vit tout entier dans ses fils et petits-fils, à qui la République française vient de décerner des galons d'officier dans son armée. Il vit dans Amilcare Cipriani, son glorieux compagnon d'armes. Il vit dans ce généreux parti républicain italien dont les délégués arrivent aujourd'hui même à Paris. Il vit en De Ambris et en tous les syndicalistes qui, déjà, il y a quinze jours, ont délégué en France, discrètement, des amis pour nous dire que l'armée et le peuple italiens étaient prêts à marcher dans la guerre de délivrance. Il vit dans les couches profondes du parti socialiste italien, dont Raimondo, le grand avocat de Savone, et d'Annunzio ont crié si magnifiquement les généreuses passions ; il vivait dans chacun des directeurs du parti socialiste italien au moment où ils éconduisaient poliment l'envoyé de la social-démocratie allemande ; il revivra en eux quand, dans quelques jours, de l'Adige à la Sicile, le peuple entier se lèvera comme un seul homme pour affranchir Trente et Trieste et apporter sa pierre à l'édifice des Etats-Unis d'Europe, que Mazzini, dans une vue prophétique, annonçait il y a déjà trois quarts de siècle.

Mort, Garibaldi ?

Il est tellement vivant que si la monarchie, reniant toutes ses traditions, méconnaissant à la fois son intérêt et l'intérêt de son peuple, refusait d'achever l'unité nationale italienne, il n'aurait, lui, qu'à frapper le sol du pied pour en faire surgir la République.

En vérité, on se demande si la direction du

parti socialiste italien n'a pas été soudain tout entière frappée de cécité, de surdité et d'aliénation mentale.

Vendredi 2 octobre.

Maréchal de France (1).

[Croiriez-vous qu'en apprenant que, par décret rendu à Bordeaux, en date du 29 septembre, la solde de maréchal de France est fixée à trente mille trois cent quinze francs soixante-dix-neuf centimes — je vous prie d'admirer et de saluer au passage les soixante-dix-neuf centimes — je n'ai pas eu un sursaut d'indignation, moi, un républicain rouge !

Maréchal de France ! En voilà des mots qui, en d'autres temps, auraient écorché ma bouche républicaine, socialiste et antimilitariste ! Est-ce que Dumouriez a eu besoin d'un bâton de maréchal pour remporter la victoire de Valmy et celle de Jemmapes ! Et Jourdan, pour être vainqueur à Fleurus ! Et Hoche, pour enfoncer les lignes de Wissembourg ! Et Bonaparte pour faire sa prodigieuse campagne d'Italie !

En d'autres temps voilà ce que je me serais dit !

Et bien ! l'avouerai-je, en lisant ce matin que la dignité de maréchal de France allait être rétablie, je me suis senti — horreur ! — inondé de joie.

(1) Cet article avait été supprimé tout entier par la censure.

Avec cette perspicacité qui me vaut tous les jours les coups de ciseaux d'Anastasie, je n'ai pu en effet m'empêcher de crier : « Ça, ça sent la victoire ! Ils vont faire un maréchal de France ; mais alors ! c'est que nous sommes vainqueurs ! c'est qu'ils le savent et qu'ils ne veulent pas encore nous le dire ! c'est que notre gauche est déjà sur la rivière... comment l'appellerai-je, pour ne pas offusquer la Censure : la rivière Chose, et que nous sommes entrés à... comment dirai-je, oui, Machin ? »

Et je me suis mis à chantonner :

La Victoire en chantant nous ouvre la barrière !

Du coup j'ai oublié que le mot « maréchal de France » n'était pas républicain et je me suis surpris à trouver qu'il sonnait, ma foi, pas trop mal, à l'oreille.

Essayez pour voir ! Prononcez Turenne maréchal de France ; le maréchal Villars ; le maréchal de Saxe ; « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! » ; le maréchal Ney ; le maréchal Davout ; le maréchal Lannes ; le maréchal Bugeaud ; le maréchal Canrobert, le Canrobert de Gravelotte, pas celui du 2 décembre. Mais non, ça ne sonne pas mal du tout !

Oui, je sais, ça pue la royauté, ça pue l'Empire.

Laissez-moi rire !

Oh ! ce qu'elle est loin la royauté ! Ce qu'il est loin l'Empire, maintenant !

La République était incapable d'avoir une diplomatie ! Elle était incapable d'avoir une armée ! C'était la guerre civile, l'anarchie ! Et patati ! et patata !

La guerre éclate et il se trouve, comme par hasard, que c'est l'Allemagne qui est isolée, encerclée, et les plus réactionnaires se disent : « Tiens ! mais, nous avions donc une diplomatie ! »

On mobilise et comme par enchantement, la mobilisation marche comme sur des roulettes, l'intendance réussit à ravitailler deux millions d'hommes, nous nous découvrons une artillerie formidable, au point que notre vaillant confrère Cassagnac lui-même, qui vient de mourir si glorieusement, a dû se dire plus d'une fois : « Tout de même, avec la gueuse on était plus prêt que sous l'Empire ! ».

La République c'est le désordre, c'est l'anarchie. Ouais ! Jean va-t'en voir s'ils viennent. Dès que la guerre éclate, silence dans les rangs, embrassade générale, réconciliation nationale, France une et indivisible ! Les antimilitaristes et les sans-patrie deviennent les plus enragés des patriotes, et les descendants de l'armée de Coblentz, s'ils ne se retenaient, chanteraient *la Marseillaise.*

La royauté ? L'Empire ?

Hommes de peu de foi, mais vous ne voyez pas que demain ce sera la République allemande !

Saints Thomas, mais vous ne voyez donc pas qu'en revenant de Berlin tous les offciers seront républicains ?

La République est assez solide pour se payer des maréchaux, si nos armées sont capables de jeter les Prussiens dans le Rhin ou même dans la Meuse.

Maréchal Joffre ?

Pourquoi pas, après tout.

Vive le maréchal ! puisque, si le jour de gloire arrive, si c'est un nouveau Valmy, et un nouveau Jemmapes, vive le maréchal signifiera : « Vive la Nation ! »]

Samedi 3 octobre.

Pour M. l'Ambassadeur russe (1).

[Bourtzeff vient d'être arrêté à sa rentrée en Russie ! Bourtzeff ! ce démocrate russe qui, après avoir dénoncé les erreurs et les abus de la police politique russe dans l'affaire Azef — je prie la Censure de remarquer que je suis poli pour la police politique russe — après avoir combattu avec la plume le gouvernement du tzar, notamment au temps de la dernière révolution russe — la Censure voudra bien me permettre de rappeler qu'il y a eu il y a cinq ou six ans une tentative révolutionnaire en Russie ? — fut le premier dans le monde révolutionnaire russe, dès la déclaration de guerre, à prêcher la réconciliation nationale en face de l'ennemi.

Non content de lancer ses appels aux réfugiés russes, si nombreux à Paris, à Genève et à Londres, il décida d'aller en Russie même prêcher le désarmement des haines à tous ses coreligionnaires politiques.

Il était en règle avec les lois de son pays.

(1) Cet article avait été entièrement supprimé par la censure.

Il n'avait quitté la Russie, il y a quelques années, qu'avec un passeport régulier ; il n'avait jamais appartenu à aucun parti considéré comme illégal là-bas; aucune instruction judiciaire n'avait jamais été ouverte contre lui dans son pays; avant d'y rentrer il avait eu soin de se munir d'un passeport en règle. Bref, il rentrait en Russie, la conscience tranquille.

C'est cet homme que la bureaucratie russe arrête au débarcadère !

La *Novoié Vrémia* elle-même, la grande feuille conservatrice, antisémite de Russie, en est toute gênée et elle prend la peine d'essayer de nous rassurer en nous disant que l'arrestation de Bourtzeff n'a été provoquée que « par des raisons de pure forme », que le gouvernement serait prêt à accorder à Bourtzeff le libre séjour en Russie et que la question va être résolue en conseil des ministres.

M. l'ambassadeur russe près la République Française ne va-t-il pas dire à son gouvernement l'effet déplorable, désastreux que cette arrestation « de pure forme » a produit en France, et, il peut lui dire en toute assurance, chez tous les alliés et chez tous ceux qui font des vœux pour leur victoire ?

M. l'ambassadeur de Russie sait tous les préjugés qui ont cours dans le monde civilisé tout entier contre le gouvernement tzariste.

Je sais — je prie la Censure de constater que je suis de plus en plus poli — que ce sont là des préjugés absolument injustifiés ; que le gouvernement russe, contrairement à l'opinion communément répandue dans le monde, est le gou-

vernement le plus libéral de la terre, et qu'il n'a jamais, ni de près, ni de loin, ni lui, ni ses agents, ni directement, ni indirectement, versé dans l'antisémitisme, et que les massacres de juifs, qu'on désigne sous le nom de pogromes, sont des inventions de la juiverie internationale.

Mais ces préjugés contre le gouvernement russe, si peu fondés qu'ils soient, existent; ils existent dans toute l'Europe et dans toute l'Amérique; le seul argument qu'ont les neutres qui cherchent des prétextes pour excuser leur geste de Ponce-Pilate, c'est le tsarisme. Les eunuques intellectuels de la direction du parti socialiste italien n'en ont pas d'autres. Entre deux bêlements sur la paix et deux invocations à saint Karl Marx, tout ce qu'ils trouvent à vous dire, c'est ceci : « Comment savoir où sont le droit et la civilisation ? D'un côté nous voyons l'autocrate prussien, c'est vrai; mais dans l'autre camp n'y a-t-il pas l'autocrate russe ? »

Le manifeste du grand-duc Nicolas aux Polonais, les promesses d'égalité politique aux juifs de Russie, avaient commencé à refaire une virginité au gouvernement russe en Europe.

Tous ceux qui ne se complaisent pas dans un pessimisme desséchant et stérile se prenaient à espérer que, sous l'influence de la libre Angleterre et de la France républicaine, et à la faveur de la grande crise qui secoue l'Europe, la Russie allait évoluer pacifiquement vers un régime politique plus moderne.

On s'attendait à apprendre, d'un moment à l'autre, la libération de tous les prisonniers politiques russes.

Au lieu de la libération de nos amis, c'est l'arrestation de Bourtzeff qu'on nous jette à la figure.

C'est un défi au bon sens; un défi au monde civilisé, un sabotage moral de la cause des alliés.

La Censure me permettra-t-elle de le dire respectueusement à M. l'ambassadeur russe en France ?]

Leurs Opinions et les Nôtres.

Simple dialogue entre Maurice Barrès et Gustave Hervé à propos des bonnes sœurs.

Dans l'*Echo de Paris*, Maurice Barrès me fait l'honneur de me consacrer un article entier. Il répond, on l'a deviné, à mon dernier article : « Jusqu'à la braguette ! »

Hervé, vous m'appelez « mon cher Barrès ».

Barrès, tous les Français me sont chers, depuis le premier jour de la mobilisation : c'est ainsi que je comprends la réconciliation nationale.

Je vous rends avec empressement votre cordialité, car nous sommes d'accord pour planter le drapeau sur le Rhin.

Sommes-nous d'accord, mon cher Barrès, pour planter... ailleurs le drapeau prussien, symbole des guerres de conquête et d'agression,

à l'endroit précis où je plantai jadis, je n'en ai nul remords, le symbole des guerres de conquête et d'agression napoléoniennes ?

Vous venez d'écrire un article dont le moins que je puisse dire, c'est qu'il est époustoufflant, deux colonnes de la *Guerre Sociale*, dans lesquelles je crois vous deviner, vous que je ne connais pas, le visage tout épanoui du plaisir de scandaliser.

Désolé que braguette ait « époustoufflé » votre pudeur d'académicien ? Plaisir de scandaliser, non ! Plaisir de rappeler des catholiques trop zélés à un peu plus de discrétion dans leur zèle apostolique près de nos blessés, et à un peu plus de tolérance pour les médecins, et les infirmiers libres penseurs.

Vous faites sur les religieuses des plaisanteries insensées, et dans le même temps celui qui s'indignerait vous entend qui murmurez : « Imbécile, tu ne sais donc pas que je les aime ! »
C'est possible, Hervé, que vous ayez l'amour. Il est malheureux que vous n'y joigniez pas le respect.

Il est vrai que je n'ai point la bosse du respect.

Nous sommes quelques-uns comme cela en France.

On assure même que ce qui distingue les deux peuples allemand et français, c'est que l'un a la bosse du respect très développée tandis que l'autre ne l'a pas.

Hervé, je crois vous comprendre. Vous n'êtes pas né pour préférer, en temps de guerre, l'hervéisme à l'héroïsme, et pour nier la supériorité des vies de sacrifice, mais vous êtes méfiant ! Nous sommes au

pays où Tartuffe est peut-être le type d'homme le plus détesté. Au point que beaucoup se posent en fanfarons de vice. Vous avez une peur horrible de tirer votre coup de chapeau à des saints de pacotille, à des héros de contrebande, et vous entendez surveiller de très près les écoles de sainteté et d'héroïsme, c'est-à-dire l'Eglise et l'Armée.

Je pousse en effet l'irrévérence jusqu'à ne pas confondre Tartuffe avec saint François d'Assise, ni le drapeau de Valmy, le drapeau de la défense nationale avec celui de Wagram, le drapeau de l'agression et des guerres de conquête.

L'habit ne fait pas le moine, a dit la sagesse des nations, et vous nous le répétiez de trente-six manières irritantes et irritées, au temps jadis.

Pour moi, tout au contraire, je me sens disposé à croire que l'habit oblige. J'ai un préjugé en faveur de l'uniforme et de la soutane. Je tiens l'Eglise pour une école de sainteté et l'armée pour une école de bravoure. J'aime et je respecte ces deux grandes institutions parce qu'elles savent former les êtres. Nous leur devons ces religieuses qui brûlent de relever les blessés sous la mitraille et ces officiers qui se tiennent, l'épée à la main, en tête de leurs hommes.

Au risque de vous époustouffler une fois de plus, mon cher Barrès, comme vous dites à l'Académie, si je respecte, moi qui n'ai pas la bosse du respect, les religieuses qui brûlent de relever les blessés, je respecte tout autant les laïques, mères de famille ou jeunes filles, qui brûlent de remplir le même office sur les champs de bataille; et si j'admire les officiers

catholiques qui se tiennent, l'épée à la main, en tête de leurs hommes, j'admire exactement autant les officiers juifs, protestants, francs-maçons ou socialistes qui montrent le même héroïsme.

Au risque de vous — comment dites-vous cela à l'Académie ? — époustouffler — j'oserai même dire qu'à l'égal des officiers catholiques ou anticléricaux qui marchent à la tête de leurs hommes, j'admire les soldats-citoyens, hier simples civils sans uniforme qui croyants ou mécréants les suivent sous la mitraille.

Mais l'occasion a vite fait de réconcilier deux Français. Le tocsin sonne, la patrie est en péril, elle crie « au secours » ; chacun s'élance avec ses armes, avec son cœur, avec son Dieu. Et vous, mon cher Hervé, revenant à votre vraie nature, vous magnifiez nos soldats, et leurs chefs, et vous rendez, à votre manière, témoignage aux catholiques.

« *Les catholiques,* dites-vous, *sont vraiment très bien.* Quand la guerre sera finie, nous aurons une France nouvelle. Certes, nous ne laisserons pas toucher à une seule des lois organiques de la République, mais tout de même il faudra voir, pour leur témoigner *notre reconnaissance de ce qu'ils ont fait pour la France,* si, tout en sauvegardant les intérêts du personnel laïque, nous ne pourrions pas faire quelque chose pour leurs bonnes sœurs, pour qui j'ai toujours eu un faible... »

Ainsi parle Hervé. Vous l'entendez. Il est content des catholiques.

... comme vous êtes content, sans doute, mon cher Barrès, des anticléricaux et des mécréants...

Il veut leur donner la liberté de soigner les malheureux. Seulement il est inquiet. Si je donne la liberté aux autres, l'aurai-je pour moi ? C'est une crainte qu'avait déjà Renan. Il disait volontiers dans l'intimité : « Je ne suis pas un mangeur de curés C'est une nourriture un peu dure pour moi. Mais si nous ne les mangeons pas, ils nous mangeront ». Sous l'empire de cette obsession, assez fréquente je crois chez les universitaires, Gustave Hervé m'interpelle :

« Mon cher Barrès, vous n'êtes pas un clérical, vous êtes un laïque. Vous disiez hier dans l'*Echo de Paris* que tout homme s'appuie sur sa nature pour s'élever, que les Français s'appuyent sur Bayard, sur Corneille, sur Jeanne d'Arc, sur saint Vincent de Paul, sur saint Louis, sur Pascal. Nous ne vous demandons pas, certes, de leur dire que nous sommes quelques Français de France qui nous appuyons aussi sur Rabelais, sur Molière, sur Voltaire, sur Diderot, sur Victor Hugo, sur Hoche, sur Kléber, sur Desaix. Mais ne pourriez-vous pas dans leur propre intérêt les prier de n'être pas envahissants ? »

Cette crainte qu'avait Renan de l'intolérance catholique et qu'ont encore pas mal d'universitaires... et de gens qui ne sont ni Renan ni universitaires, eh ! eh ! mon cher Barrès, nous avons quelques bonnes petites raisons pour l'avoir.

Ils sont envahissants ! Les églises regorgent de monde, la plus chaude sympathie environne les prêtres et les religieuses et les prières reviennent sur les lèvres hier encore railleuses. N'en accusez que l'angoisse des cœurs, le besoin d'espérer, d'accepter et de remercier, n'en cherchez pas la cause ailleurs que dans le secret profond des consciences et dans l'éternelle humanité.

Voyons ! mon cher Barrès, ne filez pas par la tangente !

Je n'ai pas reproché aux catholiques « d'envahir » les églises ; je sais trop que pour beaucoup de nos mères et de nos femmes la religion, surtout à l'heure actuelle, est une consolation.

Je leur reproche, — y a-t-il là quelque chose de si époustoufflant ? — d'envahir, je n'ai même pas dit de cambrioler, la conscience des blessés libres penseurs qui sont confiés à leurs soins ; d'écarter des ambulances, qu'elles essaient de monopoliser, les infirmiers et les médecins dont les opinions libres penseuses leur déplaisent.

Qu'avez-vous à fournir à des âmes bouleversées et surélevées ? Quel appui, quelle nourriture ?

Les âmes de nos blessés libres penseurs et socialistes ne sont pas bouleversées. Personne ne les a bouleversées ni par la peur des flammes Eternelles, ni par la peur de la Mort.

On leur a enseigné que ceux qui meurent pour un grand idéal, que ceux qui meurent pour la patrie, vivront éternellement, et que la Mort est un bon sommeil qu'aucun cauchemar ne saurait troubler.

Vous nous offrez, je vous entends bien, une conception du monde représentée par les noms fameux que vous énumérez. Ils sont bien divers. Desaix brille aux yeux de tous comme une gloire très pure. Kléber et Hoche, quels braves soldats ! Nul artiste, nul philosophe qui n'admire le profond observateur Molière et l'étonnant visionnaire que fut le vieil

Hugo, à Guernesey. Rabelais, Voltaire et Diderot ont plus d'esprit à eux trois que tous les siècles de la Germanie. Mais comment dégager d'eux tous une idée commune ?

Ils ont tous cette idée commune que le catholicisme est bien « envahissant », et que la morale laïque est capable — ces trois sacripants de Hoche, de Kléber et de Desaix le prouvèrent bien — d'engendrer d'aussi beaux sacrifices que n'importe quelle morale basée sur une religion.

Ils sont pour vous, autant que je les discerne dans les nuages de votre pensée, les annonciateurs, les mages d'une religion sans prêtre. Quelle religion ? Nul n'est d'humeur, je vous en préviens, à demander aujourd'hui conseil à *Candide*, non plus qu'au *Neveu de Rameau*.

Malgré les clartés éblouissantes de votre pensée, mon cher Barrès, la majorité du peuple français, je vous en préviens, n'est pas plus disposée pendant ou après la guerre qu'avant la guerre à croire aux puériles explications du monde et de l'au delà dont les pauvres juifs d'il y a 2.000 et quelques années et nos pauvres chrétiens du moyen âge consolaient leurs misères.

Les gens, à cette minute, sont profondément remués ; ils placent leurs espérances et ils prennent leur réconfort loin du monde où nous enferment les Voltaire et les Diderot. Ces deux beaux esprits ne sauraient pas nous persuader que toute grandeur vient du sacrifice. Dans leurs paroles nous ne trouverons pas la loi de notre volonté ni le moteur de

nos énergies. Ils ne sont pas une digne nourriture pour les héros, ni pour les mères des héros.

Les héros de 92 et de 93 y puisèrent pourtant leur nourriture ; et l'armée française de 1914, qui est sortie en majorité de l'école « sans dieu », qui est en majorité composée d'incrédules et d'athées, a l'air d'y avoir trouvé aussi un assez bel aliment à son héroïsme.

Voilà, Gustave Hervé, l'explication toute simple d'un « envahissement catholique » dont quelques-uns s'effrayent bien à tort.

Je ne m'en effraie pas.

Je suis bien tranquille. J'ai de solides raisons de croire que la guerre actuelle se terminera par une formidable poussée démocratique et laïque dans toute l'Europe, et par un coup de barre *à gauche*, en France, comme on n'en a pas vu depuis longtemps.

Si je suis inquiet, c'est pour les bonnes sœurs, pour ces saintes filles qui ne comprennent pas quelle réaction anticléricale elles vont déchaîner contre elles malgré leur dévouement, en laissant poindre, au chevet de nos blessés, l'esprit d'intolérance et de fanatisme qui les a déjà fait jadis, malgré leurs services, expulser des hôpitaux.

Et vraiment, moi qui suis pour la concorde nationale après la guerre, je suis obligé d'avertir les catholiques trop « envahissants » que le peuple français, le peuple de Rabelais, de Voltaire, de Diderot, d'Hugo, et de la grande Révolution ne se laissera pas facilement mettre des médailles jusque dans sa braguette.

Les « cléricaux » n'y sont pour rien. C'est l'effet d'une vague de fond, d'un grand remous des âmes. Une guerre suscite toujours un réveil de l'esprit religieux, surtout celle-ci, qui intéresse la race même et qui appelle les puissances sublimes de chacun.

Chez les nôtres, les libres penseurs, on s'est borné à susciter une vague d'idéalisme républicain et de patriotisme, qui sera suivie, après la guerre, d'une vague de justice sociale.

Patriotique comme vous l'êtes, Hervé, laissez donc votre esprit, tout votre être s'accorder avec l'instinct de la nation, et ne manquez pas la belle occasion de vous améliorer encore.

Hélas ! mon cher Barrès, je ne m'améliorerai jamais autant que vous.

Je vous ai connu jadis anarchisant et presque révolutionnaire.

Aujourd'hui, dans une énumération des noms qui incarnent à vos yeux les grandes forces morales de la France, je vous vois retenir seulement, pour la clientèle catholique et conservatrice de l'*Echo de Paris*, les seuls noms de Corneille, de Jeanne d'Arc, de saint Vincent de Paul, de saint Louis, de Pascal, en omettant systématiquement ceux de Hoche, de Kléber, de Desaix, de Rabelais, de Voltaire, de Diderot, d'Hugo.

Non. mon cher Barrès.

Je désespère d'atteindre jamais à une pareille perfection !

Dimanche 4 octobre.

Silence aux Eunuques !

Est-ce la peine que j'écrive?

Voilà deux jours que la censure ne laisse de mes articles de tête que la signature !

Me laissera-t-elle protester contre les bêlements que certains neutres poussent depuis quelques jours en faveur de la paix?

Les neutres auxquels je m'en prends, ce ne sont pas le gouvernement italien ni le peuple italien, qui sont trop intelligents pour pousser en ce moment de pareils bêlements ; ni la noble nation espagnole et la noble nation portugaise, qui ont trop le sentiment de l'honneur et trop d'amitié pour la France pour nous parler de paix, juste au moment où l'on sent que nous allons être victorieux ; ni la grande République américaine, qui serait déjà à côté de nous, dans la bataille pour le droit et la civilisation, si elle ne s'était fait un scrupule de s'abstenir des affaires de l'Europe, pour pouvoir exiger que l'Europe s'abstienne des affaires d'Amérique.

Je parle de ces bons socialistes suédois ou suisses-allemands, qui, élevés sur les genoux de la Social-démocratie allemande, gavés de ses formules et de son doctrinarisme, suent sang et eau, avec quelques pauvres hères du Comité directeur du Parti socialiste italien, pour inviter les belligérants à faire la paix.

Encore une fois, de quoi se mêlent-ils, ces eunuques ?

Quand l'Autriche s'est jetée sur la Serbie, pendant que l'Allemagne faisait le guet, quelles protestations ont-ils fait entendre, ces bons apôtres ? Quels Congrès ont-ils tenus pour flétrir cet acte de brigandage international, qui, s'il avait été toléré, aurait fait de l'Europe une véritable forêt de Bondy ?

Quand l'Allemagne s'est jetée sur la petite Belgique, déchirant le « chiffon de papier » qui garantissait sa neutralité, ont-ils senti, eux, que si la neutralité belge pouvait être violée, il n'y avait aucune raison pour que, désormais, celle de la Suisse ne subît pas le même sort ; qu'il n'y avait aucune raison pour que l'indépendance de la Suède et de la Norvège fût plus respectée un jour ? Ont-ils sauté sur leurs armes pour venir au secours de la Belgique ? Ont-ils fait campagne, dans leurs pays respectifs, pour amener leurs compatriotes à déclarer la guerre aux deux bandits couronnés qui se mettaient, par leur lâche agression, au ban de l'Europe civilisée ?

Ils se sont tenus cois.

Qui est-ce qui leur demande l'heure qu'il est aujourd'hui ?

Quand les cambrioleurs sont entrés chez le voisin belge, quand ils ont assassiné les enfants de ce voisin paisible, ils n'ont pas soufflé mot et, maintenant que nous sommes en train de flanquer une râclée à ces cambrioleurs et de les désarmer, ils font des parlottes, qu'ils appellent des Congrès socialistes, pour nous faire lâcher les bandits que nous tenons !

Ah çà ! seraient-ils leurs complices, par hasard ?

Ou bien nous prennent-ils pour des idiots ?

S'imaginent-ils que le sang généreux de centaines de milliers des nôtres, Français, Anglais, Belges, qui représentaient l'élite de la race humaine, intellectuellement et moralement, a coulé en vain ? S'imaginent-ils que nous avons pris ce bain de sang pour rien ? S'imaginent-ils que nous allons laisser le militarisme prussien debout, sans lui arracher les crocs, ce qui serait le meilleur moyen pour nous d'avoir à recommencer une nouvelle guerre dans dix ans ?

Surtout, que nos bons apôtres ne viennent pas nous chanter que c'est leur sympathie pour le peuple allemand, pour les frères socialistes allemands, qui les pousse à nous offrir leur médiation pour la paix !

Nous sommes assez grands, nous, socialistes français et belges, pour savoir ce que nous devons au socialisme et ce que nous devons à nos camarades socialistes allemands.

Nous leur devons de casser les reins à leur empereur ; nous leur devons de les affranchir de leur autocrate, puisqu'ils ont été trop bêtes, avec leurs millions de cotisants et d'électeurs socialistes, pour s'en débarrasser eux-mêmes.

Nous leur devons de démolir leur kaiser pour leur fournir l'occasion de se désolidariser avec ses crimes en proclamant la République allemande.

Nous leur devons cela, et rien d'autre.

Je l'ai déjà dit au quarteron de grotesques qui ridiculisent et qui déshonorent le Parti socialiste italien.

Je le répète aux socialistes de la Suisse allemande et de la Suède germanisée, qui, en défendant l'Allemagne, ont au moins, eux, l'excuse de l'affinité de race et de culture.

Qu'ils nous f... la paix avec leur paix!

Lundi 5 octobre.

Le plus chrétien des deux...

Il semblait qu'à l'*Echo de Paris* tout le monde avait compris que des polémiques entre Français étaient indecentes en ce moment.

M. de Mun lui-même avait mis une sourdine à ses imprécations contre les mécréants.

Boum ! Voici que le grand journal des catholiques militants tourne contre nous, aujourd'hui encore, l'artillerie lourde du général Junius.

Après huit jours, il n'a pas encore digéré la lettre d'Anatole France sur « l'amitié » que la République victorieuse offrirait au peuple allemand vaincu.

En vain, l'homme qui porte à l'heure actuelle le nom le plus glorieux des lettres françaises a pris la peine d'expliquer une phrase que des lettrés étaient inexcusables d'interpréter de travers.

En vain a-t-il souligné ses deux lettres d'un joli geste, en demandant à s'enrôler.

L'artillerie lourde catholique continue à tonner sur lui et sur toute la légion des mécréants qu'on sent derrière lui.

Il y a des gens, dans certain parti, qui n'ont rien appris, ni rien oublié.

Avec une niaiserie qui désarme, Junius nous attribue cette pensée : « La guerre n'éclatera jamais ; elle est impossible au vingtième siècle ! » C'est à nous qu'il prête cette ânerie, à nous qui, depuis dix ans, ayant senti venir la guerre, avons essayé de l'empêcher par tous les moyens !

Il nous prête cette autre naïveté : « Si par hasard la guarre éclatait, elle ne durerait pas ! » Comme si jamais l'un de nous avait tenu un propos aussi imbécile !

Il nous jette à la face ce mot de plusieurs soldats allemands : « Cette guerre est une guerre d'officiers ! », et il essaie de nous démontrer que le peuple allemand la voulait autant que sa caste militaire.

La belle raison qu'il nous en donne, c'est que des atrocités ont été commises par de simples soldats allemands.

C'est comme si on nous rendait responsables, nous tous, des actes de barbarie que, dans certaines guerres coloniales, tel ou tel de nos officiers ou de nos soldats a pu commettre !

Est-ce que dans toutes les armées il n'y a pas des apaches ? Est-ce que, dans toutes les armées, la guerre ne réveille pas, quelquefois chez les meilleurs, les instincts de férocité et de sauvagerie de la brute qui sommeille au fond de chacun de nous ? Est-ce que, à côté des ignominies qu'on reproche justement à certains officiers et à certains soldats allemands — que je voudrais bien voir fusiller quand on les prend sur le fait — il n'y a pas une foule de traits et

de faits qui prouvent que, pour l'immense majorité, les soldats allemands ne valent pas sensiblement moins que nos soldats à nous ? Ne sait-on pas qu'il suffit, à la tête d'une batterie, d'un capitaine gorgé de champagne pour incendier une cathédrale comme celle de Reims ?

Quel but se propose-t-on, par ces excitations quotidiennes à la haine de tout un peuple ?

Pousser nos troupes, lorsqu'elles iront en Allemagne, à d'ignobles représailles qui nous déshonoreraient ?

Ne voit-on pas que le seul moyen de diminuer la durée de la guerre, c'est de crier partout que nous faisons une distinction entre le peuple allemand, et son gouvernement, c'est d'essayer de détacher le peuple allemand, qui a subi la guerre, de la clique militaire prussienne qui l'a voulue et préméditée ?

Ah ! Junius trouve stupide cette phrase qu'il a lue dans nos journaux : « Cette guerre sera la dernière ! »

Oui, nous espérons bien que ce sera la dernière !

C'est cette foi qui met du cœur au ventre à tous les nôtres ; c'est elle qui anime toute la nation anglaise ; c'est elle, j'espère aussi, qui anime les meilleurs des catholiques qui se battent dans nos armées.

Oh ! oui, nous espérons qu'en démolissant la caste militaire austro-allemande, clef de voûte du militarisme européen, nous épargnerons à nos enfants, à nos petits-enfants, les horreurs, les ignominies, les hontes qui déshonorent l'Europe et l'humanité en ce moment.

Oh ! oui, ce qui soutient nos courages, ce qui empêche nos frères d'avoir des nausées au spectable des boucheries qui se déroulent devant eux, c'est la ferme conviction que le militarisme prussien sera abattu, et que, reprenant les beaux rêves du christianisme évangélique, d'Henri IV, de Leibnitz, de nos pères de la grande Révolution, de tous les grands hommes qui sont le sel de la terre, sur les ruines du monstre nous jetterons les fondements des Etats-Unis d'Europe !

C'est sur ce rêve, sur cet idéal, que Junius crache le fer et le feu de son artillerie lourde.

Son âme chrétienne rêve de guerre éternelles, en attendant pour la multitude, dans l'autre monde, les douceurs des flammes éternelles !

Et c'est nous qui sommes les hideux matérialistes, les athées ; et c'est lui qui est le chrétien !

Mardi 6 octobre.

La troisième à Ponce-Pilate.

Le comité directeur du Parti socialiste italien va envoyer des délégués à l'étranger.

Pour visiter les ruines de la cathédrale de Reims ?

Pour contempler les murs calcinés de la bibliothèque de Louvain et ameuter l'opinion publique italienne contre les Vandales ?

Nenni.

Pour aller offrir leurs bons offices aux socia-

listes allemands et autrichiens, d'une part, aux socialistes français d'autre part, et leur vanter les bienfaits de la paix!

Je ne sais pas ce que nos camarades allemands répondront à ces donneurs de conseils.

Mais je leur promets un bon accueil de la part des socialistes français à Paris et à Bordeaux, ministres ou pas ministres.

Si le Comité directeur de mon parti voulait m'en croire, ainsi que Guesde et Sembat, ils prieraient ces ambassadeurs de ne pas faire un voyage inutile.

Nous n'avons que faire de leur palabres en ce moment.

Tous les boniments qu'ils peuvent nous servir, nous les connaissons par cœur : c'est de nous qu'ils les ont appris. Leur seul malheur a été de nous comprendre de travers.

Ou bien ces messieurs n'ont pas encore compris que, malgré la présence de la Russie dans le camp des alliés, la France, l'Angleterre et l'héroïque Belgique représentent, en face de la caste militaire austro-hongroise et de l'impérialisme teuton, la Civilisation, le Droit et la Justice, et, en ce cas, ils sont atteints d'une indigence intellectuelle, d'une telle anémie cérébrale, qu'ils ne le comprendront jamais.

Ou bien, ils le savent ; ils savent que l'Autriche a voulu étranger la Serbie ; que l'Allemagne a violé cyniquement la neutralité de la Belgique ; qu'elle s'est mouchée dans les traités internationaux qui étaient la charte de l'Europe. Mais ils s'en lavent les mains, comme Ponce-

Pilate, ou par ce sentiment si humain qu'inspirait à Panurge la peur des coups, et, dans ce cas, comme ils se sont fait, par leur neutralité et leur abstention, les complices de l'impérialisme teuton, nous ne voulons avoir rien de commun avec eux. Nous les considérons comme les Saxons du socialisme international.

Qu'ils restent donc chez eux.

Aussi bien, ce qu'ils disent n'a plus aucune importance à nos yeux.

Ils n'empêcheront pas l'Italie de Victor-Emmanuel et de Garibaldi, l'Italie libérale et ré-républicaine, de marcher au secours de la France, de l'Angleterre et de la Belgique, ni de réunir à la grande famille italienne Trente et Trieste.

Tout le parti libéral, tout le parti républicain, tous les socialistes réformistes qui, avec Bissolati, ont quitté le Parti socialiste unifié par dégoût de son doctrinarisme imbécile; toute la C. G. T. italienne qui suit l'impulsion généreuse de De Ambris, sont hardiment, carrément, contre la neutralité.

Nous n'avons qu'une peur, nous qui, ici, rendons à l'Italie l'affection fraternelle qu'elle a pour la France de Magenta et de Solférino, pour la France de la Révolution.

C'est qu'elle ne marche trop tard, c'est qu'elle arrive lorsque l'Autriche sera complètement abattue par les Russes, l'armée allemande rejetée sur le Rhin par l'armée française aidée de la « méprisable » armée anglaise, et qu'elle ait l'air de voler au secours de la victoire.

Nous ne voulons pas qu'on dise dans toute

l'Europe, de l'Italie de Garibaldi, ce qu'on disait de Pise au bon vieux temps : qu'elle ne se montrait sur les champs de bataille que comme les corbeaux pour dépecer les cadavres !

Mercredi 7 octobre.

Sur la mort de M. de Mun.

« Ce soir, après avoir écrit ces lignes, je me coucherai avec l'espoir au cœur. Quand on les lira, puissé-je me réveiller dans l'enthousiasme. »

Celui dont je lisais ces lignes dans l'*Echo de Paris* d'hier matin ne s'est pas réveillé.

M. de Mun est mort.

Je ne pensais pas, en écrivant, il y a à peine huit jours, mon article un peu brutal « l'Evangile selon M. de Mun », que la mort allait nous priver si tôt d'un adversaire politique qui était l'honneur de son parti et dont le talent, la probité honoraient la France entière.

Hé ! oui, je le sais bien ! il aimait la France autant que nous l'aimons, nous, mécréants juifs, protestants ou libres penseurs.

Il l'aimait, lui, parce qu'elle était toujours, à ses yeux, la fille aînée de l'Eglise, alors que nous l'aimons, nous, parce qu'elle est la mère de la Révolution.

Il l'aimait, lui, comme Barrès, à cause de saint Louis, de Jeanne d'Arc et de Pascal ; nous

l'aimons, nous, non seulement à cause de Jeanne d'Arc, mais à cause de Voltaire, de Diderot, de Condorcet, d'Hugo, de Blanqui, de Zola, de Jaurès et d'Anatole France.

Dans son amour pour elle, il croyait que la grande épreuve qu'elle traverse allait réveiller en elle la foi des ancêtres, alors que si les nôtres donnent leur vie joyeusement pour elle, c'est parce qu'ils savent que la victoire libérera, dans toute l'Europe, les nations opprimées et préparera, avec la paix définitive, la République laïque et sociale des Etats-Unis d'Europe.

Qu'importe qu'il aimât la France autrement que nous, et pour des raisons opposées, puisqu'il l'aimait autant que nous.

N'est-ce pas assez pour qu'en cette heure de réconciliation nationale sa mort soit un deuil pour nous ?

Et n'est-ce pas la meilleure preuve de cette réconciliation nationale que de nous voir prendre part, nous, les mécréants, au deuil des catholiques, dont tant de fâcheux souvenirs et de conceptions antagonistes nous séparent si profondément !

Il y avait pourtant, entre M. de Mun et nous, mécréants socialistes, un point de commun.

M. de Mun avait compris, surtout aux heures de son ardente jeunesse, que le christianisme ne commandait pas seulement à ses adeptes la soumission aveugle de leur raison aux dogmes et à la discipline de Rome, qu'il leur faisait un devoir de réaliser sur la terre même un peu plus de justice sociale.

Peut-être, sur ce terrain de la justice sociale,

la guerre finie, pourrons-nous nous rencontrer avec les catholiques, que la grande secousse morale d'aujourd'hui aura rapprochés du christianisme évangélique.

Heureuse mort que celle de ce pasteur catholique !

Plus heureux que Déroulède, plus heureux que notre vieux Rochefort, plus heureux que notre grand Jaurès même, qui, n'ayant pas su avec certitude que l'Angleterre marchait, a pu mourir avec quelque appréhension pour la France, M. de Mun s'est endormi du dernier sommeil avec la certitude absolue de la victoire.

Heureux ceux qui meurent en ce moment, heureux surtout les braves qui meurent à cette heure pour la défense du sol de la patrie, pour la liberté et la civilisation : ils s'endorment, comme M. de Mun, avec la joie au cœur !

Jeudi 8 octobre.

Éloge du grand Carnot (1).

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

(1) La reproduction de cet article reste interdite par la censure.

Vendredi 9 octobre.

Faut-il employer les territoriaux ?

J'ai tenté de faire hier l'éloge du grand Carnot.

Sujet prohibé : mon article a été supprimé.

Me sera-t-il permis de dire aujourd'hui, sans éloge intempestif et subversif à l'adresse de celui qu'on appela l'Organisateur de la Victoire, que nous nous trouvons en présence du double problème militaire que nos aînés de 1792 eurent à résoudre et qu'ils surent résoudre ?

Pour résister à la coalition européenne, nos ancêtres — je prie la Censure de remarquer que je ne dis pas nos glorieux ancêtres — furent obligés de recourir à ce qu'on appelait la levée en masse ; cette levée en masse entre nous, n'était que de la petite bière à côté de la levée en masse d'aujourd'hui ; en ce temps-là, la levée en masse ne prenait que les tout jeunes hommes, tandis qu'aujourd'hui le peuple français est mobilisable jusqu'à quarante-huit ans.

Il s'agissait pour eux d'organiser le million d'hommes qu'ils levèrent ; comme il s'agit actuellement pour nous d'organiser les deux à trois millions d'hommes qu'il nous faut pour tenir tête à la formidable levée en masse de la populeuse Allemagne, qui appelle ses hommes de dix-huit à quarante-huit ans.

Nos ancêtres — je répète à la Censure que je ne veux nullement insulter le gouvernement actuel en faisant l'éloge de nos ancêtres — com-

prirent tout de suite que la quantité n'est rien sans la qualité.

Or, il y avait en ce temps-là deux sortes de soldats : ceux de la vieille armée royale, les régiments de ligne, et ceux de la garde nationale, composés de volontaires et de jeunes recrues.

Le régiments de lignes, c'étaient, si la Censure me permet cette comparaison, comme qui dirait les vieux briscards de nos armées de la Meuse, de l'Aisne et de la Somme.

Les gardes nationaux, c'étaient — je supplie la Censure de ne me prêter aucune intention malveillante — les régiments de territoriaux qui se tournent les pouces depuis plusieurs semaines dans toutes les garnisons de France et de Navarre, sans avoir vu le feu.

Il va sans dire que nos territoriaux ont, sur les gardes nationaux d'alors, deux supériorités : la première, c'est qu'ils sont des hommes faits, solides, — j'ose dire, sans crainte d'être censuré, qu'entre trente-quatre et quarante-trois ans les citoyens français ne sont pas encore tous complètement gâteux ; — la seconde, c'est qu'ils ont presque tous fait trois ans de service, sans compter deux périodes de réserve.

Nos ancêtres de 1792, qui n'étaient pas des buses, que firent-ils?

Ils firent l'amalgame.

J'ai employé ce mot dans mon article d'hier : c'est peut-être à cause de ce mot que mon article a été supprimé ; la Censure a peut-être cru que ce mot-là était, comme les chiffres de l'enregistrement apposés sur les affiches Maggi, un

signe conventionnel destiné à éclairer l'état-major allemand sur la situation de nos troupes.

Je lui donne ma parole d'honnête homme — qui n'a pas plus de onze ans et trois mois de prison à son casier judiciaire — que le mot amalgame signifiait, dans la langue de 1792, quelque chose de très honnête : c'était un honnête mélange de soldats de ligne et de gardes nationaux

On mettait un bataillon de ligne avec deux bataillons de gardes nationaux ; on agitait le mélange et on servait chaud le tout, « l'amalgame », aux Prussiens et aux Autrichiens.

C'est ainsi que, dans les armées de la première République, on obtint la qualité avec la quantité.

Et bien ! aujourd'hui où il est évident que les Allemands font appel à leurs territoriaux et où nous semblons hésiter à nous servir des nôtres, que penseriez-vous d'un nouvel amalgame qui verserait nos territoriaux, à assez haute dose, dans les régiments de jeunes grognards aguerris qui depuis deux mois tiennent tête à des forces allemandes numériquement supérieures ?

Et les cadres, direz-vous ?

Les cadres ?

Si la Censure m'y autorise, j'expliquerai demain comment nos ancêtres résolurent ce deuxième problème, d'une manière qui ne les empêcha pas, à ce que raconte l'Histoire, de gagner la bataille de Fleurus.

Samedi 10 octobre.

Pépinière d'officiers.

La Censure était bien aimable hier.

Elle n'a pas châtré mon article.

Pour peu qu'elle soit aussi bien lunée aujourd'hui, je vais peut-être pouvoir dire comment nos ancêtres de 93 donnèrent des officiers aux 1.200.000 hommes dont ils décrétèrent la levée en masse.

Comment faire pour donner des cadres à cette énorme armée composée en majorité de bleus?

Ils eurent une idée hardie, tellement hardie que celui qui la préconiserait aujourd'hui ferait l'effet d'un fou.

Ils donnèrent les grades à l'élection.

Les inférieurs présentaient une liste de trois candidats au grade supérieur; les gradés du grade supérieur choisissaient sur cette liste leur nouveau collègue. Et quand, dans une bataille, un régiment était décimé — on disait en ce temps-là une demi-brigade — on élisait sur-le-champ les remplaçants. Il n'y avait que les grades supérieurs qui étaient soustraits à l'élection.

Les choix des soldats citoyens ne devaient pas être très mauvais, puisque ce sont des armées dont les chefs furent ainsi nommés qui tinrent tête à l'Europe coalisée. En y réfléchissant bien, ils ne pouvaient pas être mauvais : dans une troupe qui se bat, chacun a trop intérêt à avoir de bons chefs, la vie et l'honneur de chacun dépendent trop du chef pour que les hommes n'apportent pas une réelle conscience dans le

choix de ceux qui doivent les conduire au feu.

Je ne demande pas que les chefs soient nommés aujourd'hui à l'élection. Un siècle de bureaucratie nous a tellement déshabitués de toute hardiesse intellectuelle, que je ne songe nullement à revenir, en matière militaire, aux pratiques de la Révolution.

Mais si je n'ai pas la prétention que les chefs soient nommés à l'élection, je voudrais obtenir au moins que, quand les cadres sont décimés par le feu, on les remplace immédiatement par des cadres nouveaux : car, comment verser les territoriaux des plus jeunes classes, ceux qui ont 35, 36 et 37 ans, dans les régiments déjà aguerris, si ces régiments n'ont plus de cadres?

On fait des décrets ministériels pour faciliter l'avancement en temps de guerre; M. Messimy en a fait un excellent, il y a six semaines, le jour où il quitta le ministère de la guerre : ce décret était si peu appliqué que son successeur a dû en signer un tout pareil.

Je crains bien qu'aujourd'hui, comme avant le décret Messimy, il ne faille la croix et la bannière pour obtenir de l'avancement.

Et pourtant, qui ne sait qu'au bout de deux mois de la dure campagne que font nos troupes, il n'est pas un sergent un peu dégourdi qui ne soit capable de faire un sous-lieutenant; pas un sous-lieutenant qui ne soit capable de faire un capitaine; pas un capitaine qui n'ait acquis en quelques semaines plus d'expérience de la guerre que n'importe quel commandant en dix ans de caserne, pendant la période de paix?

A voir avec quelle lenteur se fait l'avancement,

on se demande vraiment si ce n'est pas pour faire des économies de bouts de chandelle que l'Etat hésite à faire des promotions en masse, qui referaient les cadres décimés par la mitraille et permettraient d'encadrer solidement nos territoriaux!

Personne ne comprendrait qu'on hésitât à mettre en ligne nos territoriaux sous prétexte que leurs cadres manquent de solidité, d'expérience et d'autorité morale, quand nos armées qui se battent depuis deux mois sont une si merveilleuse pépinière de sous-officiers et d'officiers!

[(1) Il est inadmissible qu'avec le million de territoriaux qui bayent depuis deux mois loin du champ de bataille, et les cadres exercés qu'on peut trouver dans nos armées déjà aguerries par deux mois d'une dure campagne, on n'ait pas trouvé au moins 200 à 300.000 hommes, pour renforcer notre extrême gauche ou pour les lancer au secours d'Anvers.]

Dimanche 11 octobre.

Vive la Belgique !

C'est un très grand crève-cœur pour nous tous que la chute d'Anvers.

A notre douleur se mêle je ne sais quelle humiliation, je ne sais quel remords, de n'avoir pas été plus capables de le secourir

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

que nous ne l'avions été de tendre la main à Liége et à Namur.

Le coup sera d'autant plus rude que notre pauvre Censure ne nous a pas laissé y préparer l'opinion ni pousser un suprême cri d'appel, quand il en était encore temps, pour qu'on portât secours à la noble cité !

Ce qui nous afflige le plus, en ce malheur, ce n'est pas que l'armée allemande qui a pris Anvers va se trouver disponible désormais contre nous.

Ce n'est pas la joie insolente des vainqueurs et le réconfort moral que cette victoire va leur apporter, un réconfort dont ils avaient tant besoin après leur défaite de la Marne.

C'est de voir une nouvelle épreuve s'abattre sur l'héroïque peuple belge.

Il ne dépendait que de lui, pourtant, d'être tranquille. Il n'avait qu'à faire un signe, à lever le petit doigt, à entr'ouvrir sa porte à l'armée allemande pour lui permettre de venir nous poignarder par derrière.

Les Allemands auraient payé largement sa défaillance.

Ils auraient, sans rien casser, remonté la vallée de la Meuse entre Liége et Namur, puis la vallée de la Sambre entre Namur et Charleroi.

Liége n'aurait pas été bombardé, ni Namur ; Bruxelles n'aurait pas vu défiler l'armée prussienne, des officiers belges attachés délicatement aux étriers des vainqueurs ; Louvain n'aurait pas été incendié ; les bourgmestres du pays wallon n'auraient pas été fusillés, et Anvers serait resté le grand port d'importation de toute la Germanie.

Le peuple belge a préféré l'invasion au déshonneur.

Quelle dette de reconnaissance nous lui devrons, nous, Français, éternellement, et avec quelle tendresse nous l'aimerons, nous et nos arrière-neveux, à travers les siècles, ce petit peuple qui, par son sacrifice sublime, s'est élevé en un seul jour au niveau des plus grands peuples ! des plus grandes forces morales de l'humanité !

Je ne dis pas assez.

Quelle reconnaissance lui devra l'Europe entière pour avoir proclamé, par son martyre, qu'il existe encore un droit public en Europe ! quelle reconnaissance lui devra l'humanité entière pour avoir, en un siècle où l'égoïsme et la force brutale semblaient triompher sur toute la terre, affirmé au prix de son sang que, pour un homme comme pour un peuple, la mort vaut mieux que la honte !

La mort !

Qu'est-ce que je dis là !

La Belgique mourir !

L'armée française, grossie de la « méprisable » armée anglaise, est arrivée trop tard pour sauver l'héroïque cité.

Mais elle arrive.

Elle est de nouveau aux frontières de Belgique.

Amis belges, frères belges, l'heure de la délivrance approche.

Anvers est tombé.

Vive le roi Albert !

Vive la Belgique !

Lundi 12 octobre.

La leçon d'Anvers.

Nous aimons tous qu'on nous dore la pilule. La chute d'Anvers est une pilule amère.

Il faut admirer les journaux qui suent sang et eau depuis hier pour nous expliquer que la prise du réduit de la défense belge n'a aucune importance.

Hier, ils nous disaient : Anvers tiendra un an.

Aujourd'hui, ils ne sont pas loin de nous affirmer que les Allemands ont fait une bien mauvaise affaire en s'emparant d'Anvers.

Ça vaut bien la peine de nous moquer de l'agence Wolff si c'est pour lui emprunter, sinon ses méthodes, du moins son esprit de bluff et de mensonge !

Si les Allemands sont assez benêts pour croire que c'est en exécution d'un plan admirable de leur état-major qu'ils ont reculé de la Marne à l'Aisne, c'est leur affaire.

Mais vraiment c'est prendre le peuple français pour plus bête qu'il n'est que de venir lui faire prendre certaines vessies pour des lanternes.

Quelle autorité morale aura la presse au cas où il surviendrait pour nous des heures d'épreuves si, par peur de voir châtrer ses articles par une censure qui est la gaieté de ces heures tragiques, elle s'abaissait à tromper sciemment l'opinion publique ?

Pourquoi l'endormir dans une sécurité trompeuse ?

La chute d'Anvers c'est la preuve que l'armée allemande reste formidable ; que, blessée sur la Marne, elle est encore debout.

Il ne faut rien connaître de la ténacité de l'Allemagne, de son esprit de méthode, de sa passion nationale, de son génie organisateur, pour s'imaginer qu'elle ne va pas jeter sur notre extrême-gauche l'armée qui vient d'assiéger Anvers ; qu'elle ne va pas la renforcer, non pas dans six mois, mais tout de suite, de toutes les forces qu'elle a pu rassembler. Elle n'épargnera rien, sachant bien qu'elle joue son existence, pour essayer de briser notre effort. De dix-huit à cinquante ans, elle mobilise tous ses enfants en état de porter les armes ; et quand elle les mobilise, ce n'est pas pour les laisser bayer aux corneilles, c'est pour les envoyer au feu. Déjà, toutes les feuilles suisses, italiennes, hollandaises annoncent qu'ils créent une nouvelle armée en Belgique pour venir arrêter le mouvement de notre gauche. Je n'apprends là rien à l'état-major qu'il ne sache.

Il y a deux façons de répondre aux cris de triomphe que la prise d'Anvers fait pousser aux Allemands.

La première, c'est de nier leur victoire ; c'est de fermer les yeux et de se cacher la tête pour ne pas voir l'effort gigantesque qu'ils préparent pour garder sur nous, tout en faisant tête à la Russie, une supériorité numérique ; c'est de continuer à tirer un si médiocre parti des

ressources en hommes dont regorge la France.

La seconde, c'est de marquer honnêtement un point aux Allemands, puis de riposter en utilisant nos territoriaux, de préférence en les versant prudemment dans l'armée active, après avoir refait par une promotion générale les cadres de cette armée active; et de nous assurer ainsi une supériorité numérique écrasante.

LaCensure daignera peut-être me laisser dire que, de ces deux méthodes, la seconde est celle qui se rapproche le plus de celle du grand Carnot.

Le Pacifisme.

Simple dialogue entre M. Paul Bourget et Gustave Hervé.

Sous le titre « Les Leçons de la Guerre », M. Paul Bourget, de l'Académie Française, donne dans l'*Echo de Paris* des leçons aux Français pacifistes — socialistes, radicaux, républicains modérés, chrétiens de toutes sectes et de toutes nuances — qui se battent depuis dix semaines pour préserver la France de la botte prussienne :

La réponse de Gerhardt Hauptmann à M. Romain Rolland et le manifeste des intellectuels allemands sont venus à point pour réfuter un nouveau sophisme de nos pacifistes qui n'est pas sans danger. Il risquerait, s'il se répandait, de fausser dans la conscience française la saine leçon des événements.

Le fracas des obus, l'incendie de Reims, les horreurs de l'invasion obligent, quoi qu'ils en aient, nos assembleurs de nues à reconnaître la naïveté du cri de Michelet : « La France déclarera la paix à l'Europe ».

Quand Louis XIV et Napoléon Ier déclarèrent la guerre à l'Europe, ils étaient autrement naïfs que Michelet, et d'un niveau moral autrement inférieur par-dessus le marché.

Et comme par ailleurs nos gens sont de braves Français et qu'ils n'ont de gâté que l'esprit, ils acceptent la guerre ; mais, ajoutent-ils, contre le militarisme prussien.

Il faut en effet avoir l'esprit singulièrement gâté pour distinguer, même quand on est en colère, que l'Allemagne de Gœthe, de Kant, de Hégel, de Wagner, de Beethoven, du docteur Ehrlich, de Lassalle et de Karl Marx est assez différente de l'Allemagne des féodaux et des militaristes prussiens.

Cette formule paraît bien simple, bien légitime ; traduisez-la : elle porte, cachée en elle, la justification de toutes leurs erreurs passées ; elle signifie que la catastrophe présente est due uniquement au culte que nos voisins d'outre-Rhin, ou mieux leurs gouvernants, professent depuis un demi-siècle pour l'armée.

Mais non ! mais non ! Nous n'avons pas l'esprit assez gâté pour dire de pareilles naïvetés ; ce que nous reprochons au peuple allemand, — qui est loin à nos yeux d'être un petit saint, — ce n'est pas d'avoir trop aimé son armée qui est une armée nationale à certains égards, c'est

de n'avoir pas eu assez d'esprit révolutionnaire pour donner dans son pays à sa caste féodale le coup de balai que nous avons donné à la nôtre, en 1792.

C'est pour avoir poussé cette religion jusqu'au fanatisme, qu'ils sont devenus un fléau européen et qu'il faut les combattre.

C'est parce qu'ils n'ont pu se débarrasser et débarrasser l'Europe de cette caste féodale, militaire, qui est un fléau européen, que nous devons, nous, mater cette caste que le peuple allemand a été trop bête pour mater tout seul.

La guerre actuelle deviendrait ainsi une guerre à la guerre.

C'est parce que la guerre actuelle est vraiment pour nous, comme elle l'est pour la majorité du peuple anglais, une guerre à la guerre, que tous les socialistes, les républicains et les bons chrétiens de ce pays la font avec tant de cœur.

Bien loin d'être une démonstration par le fait de l'erreur pacifiste, elle démontrerait l'erreur militaire, et demain, quand le territoire serait débarrassé, vous verriez nos funestes songe-creux recommencer leur propagande d'anarchie : campagne contre l'autonomie de la juridiction militaire ; campagne contre les prérogatives des officiers, contre leur indépendance politique et religieuse ; campagne contre la durée du service.

Après la guerre, nous recommencerons, en effet, notre propagande « d'anarchie », c'est-à-dire notre propagande pour que l'armée ne

forme pas une caste en dehors de la nation; pour que la justice militaire devienne de plus en plus équitable et de plus en plus humaine; pour que les charges militaires ne soient pas disproportionnées avec les forces de la nation; pour que l'on n'abêtisse pas les gens dans les casernes par des années d'exercices de chiens savants, quand l'expérience de la guerre aura prouvé, clair comme le jour, que les soldats de deux ans valent autant que les soldats de trois ans et les soldats de cinq ans ou de sept ans.

S'il était vrai que la religion de l'armée eût, en effet, produit le cataclysme qui ravage aujourd'hui l'Europe, nos antimilitaristes seraient justifiés.

Ils n'ont jamais dit cette ânerie, que ce soit la religion de l'armée en Allemagne qui ait produit la guerre actuelle; ils disent que c'est l'intérêt dynastique des Habsbourg d'Autriche et l'absence de régime parlementaire en Allemagne qui ont amené la catastrophe.

Ce n'est pas vrai; et leur façon d'interpréter la guerre actuelle est aussi chimérique que leurs palabres de La Haye ou de Berne. Essayons de le prouver

Ecoutons placidement la réfutation de sottises que nous n'avons jamais dites.

M. Hauptmann et ses confrères nous y aideront. Ce sont des dramaturges, des romanciers, des critiques, des artistes très étrangers aux prétendus préjugés de l'uniforme. Ecoutez-les protester contre toute distinction entre l'armée et le pays : « Le militarisme prussien, disent-ils, et la culture allemande ne font qu'un. » Ils ne veulent à aucun prix

se séparer d'une armée qui, pour eux, forme corps avec la nation, est la nation même. Voilà le fait que nous devons comprendre.

Oui, mais l'autre fait que vous ne comprenez pas, c'est que quatre millions et demi d'électeurs socialistes allemands — soit le tiers des électeurs allemands — ont mené une lutte au couteau contre la caste militaire allemande; qu'ils refusaient de voter le budget de la guerre et qu'ils n'ont marché, le jour de la déclaration de guerre, que trompés, contraints et forcés, affolés par la peur du danger russe et par des considérations d'ordre patriotique et politique des plus élevées.

Le mot célèbre sur la guerre « industrie nationale de la Prusse » se rapporte aux temps où les Hohenzollern étaient prisonniers des plaines arides du Brandebourg et de la Poméranie. Il n'a plus de sens aujourd'hui qu'ils sont les gérants d'un empire de cinq cent quarante mille kilomètres carrés et plus, qui compte vingt-six Etats et soixante-six millions d'habitants. Cet empire-là est une colossale maison de commerce pour qui la gloire militaire n'est qu'un procédé d'extension de son chiffre d'affaires. La volonté du kaiser, les intempérances d'humeur de son fils, la morgue du junker, qu'est-ce que tout cela en regard de l'immense intérêt que représenterait la conquête du port d'Anvers, le marché de Paris ouvert, nos colonies occupées ?

Oui, mais quatre millions et demi de socialistes allemands se sont fait traquer et persécuter depuis des années, et leurs militants condamner à des centaines d'années de prison pour avoir osé proclamer que « la conquête du

port d'Anvers, le marché de Paris ouvert, nos colonies occupées » ne valaient pas les os d'un seul ouvrier allemand.

Relisez avec soin le traité de Francfort ; vous y verrez écrit à chaque ligne, dans ces articles qui semblent dictés par un homme de finance, l'intention secrète de M. de Bismarck : solidariser l'armée avec le pays, de telle sorte qu'elle ne soit plus que le prolongement de l'usine et du comptoir. Ce programme n'a pas connu de défaillance ; le soldat allemand fait partie intégrante de la firme nationale au même titre que les actionnaires et le directeur. L'intellectuel en fait partie aussi de cette firme. Armée et commerce sont là-bas des créations de la méthode ; et cette méthode, c'est l'œuvre des Universités de l'enseigner. Tout est scientifique dans cette activité, qu'elle s'applique à organiser des régiments, à exploiter un brevet d'industrie, à drainer une ville ou à commenter un texte. Cette atroce guerre qu'ils nous font se développe elle-même d'après un système ; ils la qualifieraient d'objective et de réaliste s'ils éprouvaient le besoin de la justifier.

Oui, seulement les chefs du parti socialiste allemand ont fait dix-huit mois de forteresse pour avoir protesté contre le traité de Francfort !

Quand on se rend compte de ces vérités d'ordre bien élémentaire, on se rend compte aussi que nous n'en sommes qu'à un épisode d'une lutte que terminerait seule une victoire d'extermination et cette victoire-là est impossible.

Heureusement qu'il est impossible d'exterminer un peuple de soixante-huit millions d'habitants !

Ce n'est pas le militarisme prussien que nous avons devant nous : c'est une race entière dont les appétits sont inconciliables avec notre existence.

Pour l'amour du bon Dieu, exterminons-la !

C'est le commerce, c'est l'industrie, c'est la science, ces ouvriers de la paix, disent les optimistes, qui ont déchaîné sur notre sol ces hordes envahissantes.

Mais non ! les optimistes disent que c'est l'autocratie prussienne qui a déchaîné la guerre.

Elles viennent nous dévorer au nom de leur bien-être, au nom de leur épanouissement, au nom de leurs pensées. Si jamais la tragique et inéluctable loi de la guerre a été proclamée, c'est dans cette année 1914 où la plus molle, la plus facile, la plus cosmopolite des civilisations a soudain laissé la place à la bataille universelle. C'est qu'il n'y a pas de concurrence pacifique. Posséder, c'est toujours se défendre.

Alors, vive la guerre sociale, vive la guerre de classe, vive la guerre de ceux qui ne possèdent pas contre ceux qui possèdent !

Vous pouvez souhaiter passionnément qu'il en soit autrement, tracer le tableau du monde où l'arbitrage se substituerait à l'épée, comment imposerez-vous l'arbitrage si un des arbitres se révolte ? Par l'épée ? Vous êtes au rouet, dirait Montaigne.

A bas l'arbitrage obligatoire entre patrons et ouvriers, et vive la révolution sociale en permanence !

Regardez plutôt en face la dure réalité ; par-delà cette terrible guerre, prévoyez-en d'autres?

Douce perspective ! noble idéal !

L'Allemagne avait été mise hors d'état de nuire quand, en 1648, le roi de France, par le traité de Westphalie, brisa l'empire; elle s'est reconstituée et Napoléon la retrouva devant lui en 1806. Il crut bien l'avoir brisée ; en 1870 elle s'était reconstituée, et comment !

La naïveté du roi de France en 1648 et de Napoléon Ier en 1806 fut de croire qu'on pouvait briser une nation !

Que nous la brisions, nos alliés et nous, en 1914, elle se reconstituera et nous aurons de nouveau à la combattre.

Nous ne serons pas aussi naïfs que Napoléon ; nous n'essaierons pas de briser l'Allemagne, qui a le droit de vivre tout autant que la France.

Disons-le nous et préparons-nous à un duel où nous maintiendrons notre groupe à nous en face du leur. Mais c'est à la condition que nous soyons forts, plus forts qu'eux.

Disons-le nous, et sachons bien que si nous abusons de notre victoire comme Napoléon Ier, dans cinquante ans l'Allemagne voudra sa revanche et ce sera la guerre éternelle.

La vie humaine serait trop hideuse si cette concurrence guerrière n'aboutissait qu'à des massacres et si ce mot : Force, n'était pas dans son acception profonde. Nos ancêtres romains l'avaient bien vu.

La vie humaine serait trop hideuse si la guerre perpétuelle était l'idéal des bipèdes à face humaine, comme elle semble l'idéal de

certains académiciens bien pensants, bien confits en dévotion, en l'amour de Dieu et de leur prochain.

Considérez donc la France d'aujourd'hui et comparez-la mentalement à celle d'il y a trois mois. N'êtes-vous pas plus fier d'appartenir à celle qui sait souffrir et se dévouer qu'à celle-là qui semblait une Byzance vouée uniquement au plaisir ou à l'intrigue, entre les thés tangos et le Palais-Bourbon?

Pardon! Notre France à nous, la France socialiste connaissait autre chose que le tango et les intrigues du Palais-Bourbon; elle luttait pour la justice sociale et pour la paix internationale, quelquefois au prix de la liberté de ses militants.

N'avez-vous pas l'impression, dans l'angoisse actuelle, que vous vivez plus, que vous vivez mieux? Ne sentez-vous pas qu'au lendemain de cette épreuve ceux qui reviendront du feu auront appris quelque chose et qu'ils ne se prêteront plus à certaines défaillances?

Ceux des nôtres qui reviendront du feu en reviendront plus enragés de justice sociale et de paix internationale.

N'êtes-vous pas frappés de l'évidente anxiété dont font preuve les politiciens professionnels à l'idée de se retrouver face à face avec leurs électeurs rentrés du front?

La plupart des « politiciens professionnels » sont au front. Quelques-uns d'entre eux sont morts au champ d'honneur, d'autres se battent et affrontent la mort tous les jours.

Les survivants de la Marne et de l'Aisne auront trop souffert pour ne pas vouloir que la prochaine guerre soit faite dans toutes les conditions de préparation qui assurent, ou du moins facilitent la victoire.

Ils auront trop souffert — ceux d'Allemagne et ceux de France — pour ne pas exiger que cette guerre soit la dernière des guerres.

Ils auront vu de trop près l'ennemi séculaire pour ne pas savoir que cette prochaine guerre est inévitable.

A la chienlit, le sauvage!

Fichez-nous la paix, avec la prochaine guerre; laissez-nous au moins finir celle-ci!

Il y a là-bas une immense masse d'hommes qui nous hait parce qu'elle veut nos biens, les héritages, les richesses de notre patrie, — *terra paterna!* — la terre que nous ont léguée nos pères. Pensant et sentant ainsi, ils vivront d'abord pour l'armée en dépit des pacifistes.

Que signifie ce galimatias?

Ce sera une manière de reconstruire une France héroïque où il sera plus doux de respirer que dans celle où nous étouffions. Ne confondons pas le soudard et le soldat. Tant pis pour l'Allemagne si elle n'a pas su distinguer ces deux types. Les compatriotes des Joffre, des Galliéni, des Castelnau, des Marchand, des Lyautey, savent la différence.

Quand ceux des nôtres qui reviendront de la guerre entendront des sornettes pareilles, même s'ils ont de l'estime pour les généraux qui les auront conduits à la victoire, je ne crains qu'une chose, c'est qu'ils n'en viennent à se

demander s'il y a une différence entre un pangermaniste et les chauvins français capables de leur tenir au vingtième siècle un langage si « époustoufflant », comme disait un autre académicien !

Mardi 13 octobre.

Leurs intellectuels.

Les gros bonnets de la science allemande, comme qui dirait les vénérables messieurs de l'Institut de chez nous, ont lancé un appel aux nations civilisées. Il est signé des plus grands noms de la science allemande. On le lira plus loin. Il faut le lire.

J'ai horreur de la Censure — sauf de celle qui fonctionne à Paris, au siège du gouvernement, qui est bien l'institution la plus intelligente, la plus utile, la plus libérale et la plus « rigolo » qui existe sous la calotte des cieux, après la sacrée Congrégation de l'Index.

Pour rien au monde, je ne voudrais étouffer la voix de mon plus mortel ennemi, sans l'entendre.

Les grands noms qui sont au bas du manifeste sont d'ailleurs aussi illustres que les plus grands noms de la science française. Je les respecte. Les aviateurs allemands auront beau écrabouiller, du haut de leurs « Taubes », des femmes et des enfants ; les soudards allemands auront beau incendier Louvain, bombarder la

cathédrale de Reims, je ne puis pas plus nier que les signataires de ce manifeste sont des hommes dont les travaux honorent l'humanité que je ne puis nier qu'il fait jour quand le soleil brille à midi.

Tout de même, ce manifeste est monumental.

Pour ces messieurs, il est faux que le gouvernement allemand ait voulu la guerre. Alors, pourquoi n'a-t-il pas obligé son allié, ce pauvre vieux gâteux de François-Joseph, à accepter la soumission de la Serbie ? Pourquoi donc, au moment où, sous la pression de l'Angleterre et de la France, la Russie acceptait de parler avec l'Autriche, laquelle acceptait de renouer les pourparlers, le gouvernement de Berlin a-t-il envoyé à Pétrograd et à Paris l'ultimatum qui a tout cassé ?

Pas un mot de protestation contre la violation du territoire belge. Ah ! non ! Ça, c'est trop fort ! Ils prennent à leur compte la théorie de leur gouvernement sur le chiffon de papier ! Ils osent dire que s'ils ont violé la Belgique, c'est qu'ils craignaient de la voir violer par la France ! Ils ne savent donc pas que notre état-major se croyait tellement sûr que la neutralité de la Belgique serait respectée qu'il n'avait pas fortifié notre frontière du Nord — malgré les avertissements de notre Jaurès — et qu'il a eu la candeur, que nous ne lui avons pardonnée, nous, qu'après la bataille de la Marne, de ne pas concentrer toutes nos troupes à la frontière belge !

Pas un mot de protestation non plus contre

l'incendie de Louvain! Au contraire! C'est le lapin belge qui a commencé!

Il paraît qu'on en veut à leur « culture »! Que c'est elle qu'on veut détruire! Qui est-ce qui en veut à leur culture? A part quelques académiciens réactionnaires et bassement nationalistes qui représentent la France comme moi je représente le pape de Rome, quel est le Français un peu cultivé qui ne considère la culture allemande — c'est-à-dire la science, la musique, la philosophie, l'industrie, la méthode allemandes — comme un des facteurs les plus précieux de la civilisation humaine?

Bougres d'idiots, mais nous aimons Gœthe, Beethoven, Wagner et Behring plus que vous!

C'est votre militarisme, c'est votre caporalisme prussien, ce sont vos junkers, c'est votre orgueil puant que nous ne pouvons digérer, votre pangermanisme qui a obscurci chez les meilleurs d'entre vous tout sens moral — comme l'orgueil militaire l'obscurcit chez nous au temps de Napoléon Ier!

En Angleterre, quand toutes les forces de l'Empire écrasaient les Boers, une minorité se dressa pour crier: « Vivent les Boers! », et elle cria si fort que les Boers vaincus furent traités comme des égaux par la libre Angleterre!

En France, à une autre époque troublée de notre histoire, toute l'Université de France se dressa derrière Zola et derrière Anatole France pour faire entendre la protestation du Droit.

Après la violation de la neutralité belge, après Louvain, après Reims, j'espérais, pour

l'honneur de l'Allemagne, de l'Allemagne de Gœthe, de Wagner, de Beethoven, de Lassalle et de Karl Marx, qu'une minorité se lèverait pour sauver l'honneur du nom allemand.

Je constate avec douleur que cette élite ne semble pas exister en Allemagne.

Du côté des intellectuels allemands, silence.

Du côté des socialistes allemands, silence.

Ce n'est donc pas seulement le kaiser et ses junkers, ce sont les intellectuels allemands et les socialistes allemands qui ont besoin d'une leçon !

Dans l'intérêt de l'Allemagne elle-même, dans l'intérêt de l'humanité, soldats de France, de Belgique et d'Angleterre, qui êtes en face des soldats allemands, vous pouvez leur tirer dessus en toute sérénité !

Mercredi 14 octobre.

Un Turco de seize ans.

— Monsieur, je viens vous demander votre appui pour m'engager.

— Vous engager ?

Je regardai, ahuri, le grand diable de turco qu'on venait d'introduire dans mon cabinet, et qui, manifestement, n'était pas un de nos jeunes gardes.

— Ah ! ça vous étonne que je sois habillé en turco et que j'aie besoin de votre protection pour m'engager ? Je vais vous conter cela.

Mon grand diable de turco s'assit.

— Voici mon histoire. J'habitais, avant la guerre, dans ma famille à Paris. Je travaillais chez M. Géraud, passage Thionville, comme mécanicien. Quand la guerre a éclaté, ma famille a voulu aller dans les Ardennes, où sont mes grands-parents. J'y suis allé avec elle. On s'est trouvé en pleine bataille. Je suis allé voir. Il y avait des turcos qui se battaient par chez moi. J'ai ramassé un fusil et des cartouches par terre. Et j'ai fait comme eux.

— Vous savez tirer ?

— Un peu ; j'ai été dans une société de tir.

— Continuez.

— Les turcos battaient en retraite. Je les ai suivis. Alors un sergent m'a dit : « Si les Prussiens te prennent à tirer sans être en uniforme, ils te fusilleront. » Et il m'a donné un costume de turco.

— Ce sergent est un brave et un garçon intelligent. Ça doit être un socio.

— Je me suis battu un mois. J'ai assisté à huit combats.

— Vous n'avez jamais été blessé ?

— Une éraflure au pied. Mais je ne suis pas allé à l'ambulance. Au bout d'un mois, le lieutenant m'a dit qu'il ne pouvait pas me garder, que je n'étais pas engagé, que j'étais trop jeune.

— Quel âge avez-vous ?

— Seize ans.

Je contemplai mon grand diable de turco.

C'est vrai, c'était un gosse. Sa taille, ses grands vêtements bouffants, ma myopie aussi, m'avaient fait prendre ce gamin pour un

homme. Une bonne tête, ma foi ! Barra et Viala devaient avoir une tête comme ça !

— Continue, mon petit!

— Mon lieutenant m'a donné ce billet. Tenez.

Je lus :

« 2-10-1914.

« Le nommé Georges Bocquillon, porteur du présent pli, désire contracter un engagement pour la durée de la guerre. Il a suivi la 2e compagnie du 2e tirailleurs et a combattu avec elle depuis un mois. Le bataillon, désirant mettre fin à une situation irrégulière, refuse de le conserver davantage et l'envoie à Reims contracter un engagement. Le nommé Bocquillon est né le 3 juillet 1898.

« B...

« Lieutenant au 2e tirailleurs. »

— Muni de ce papier bien administratif, sec comme un coup de trique, qu'as-tu fait ?

— Je suis allé au recrutement de Reims.

— Naturellement, ils t'ont dit qu'ils ne pouvaient rien. Le règlement, la loi, la lo...a. Allons, dis-le, ils t'ont même engueulé, je parie ?

— Non ! A Reims on a été poli : on m'a dit qu'ils ne pouvaient pas m'engager, que j'aille à Paris, à mon bureau de recrutement. J'y suis allé.

— Eh bien !

Mon grand diable de turco avait l'air gêné. Il avait le cœur gros, le bon grand gosse.

— Il y a une brute qui t'a mal reçu, hein ?

— Je n'ai pas été bien reçu, monsieur. L'offi-

cier m'a dit : « Enlevez vos habits et foutez-moi le camp. Ça ne me regarde pas ! »

— Il a de la chance, ce bonhomme-là, que je ne sois ni gouverneur militaire de Paris, ni ministre de la Guerre.

— Alors, on m'a dit d'aller à la place, où j'ai expliqué mon cas à des officiers qui ont été bien gentils pour moi.

— Enfin !

— On m'a dit qu'on allait demander au ministre l'autorisation. L'un d'eux m'a mis, au dos de cette feuille de route-là, un mot pour qu'on ne m'arrête pas...

— Tiens, c'est vrai ; je m'étonne qu'on ne t'ait pas encore coffré pour port illégal d'uniforme !

— Seulement, comme je ne sais pas où est ma famille, et comme je suis recueilli chez des amis, je voudrais bien qu'on me renvoie à mon régiment. Voilà déjà huit jours que j'attends, et je ne vois rien venir.

— Mon petit, je vais raconter ton histoire dans mon journal pour que les ronds-de-cuir se grouillent. Mais je vais la raconter surtout pour qu'elle mette du cœur au ventre à toute la France.

On ne te l'a pas dit, au bureau de recrutement.

Mais moi je te le dis, de la part de tous les braves gens qu'il y a en France : tu es un brave cœur !

Jeudi 15 octobre.

La nouvelle vague allemande.

Les journaux aujourd'hui sont devenus un peu ce qu'étaient les sorciers au bon vieux temps, ce que furent plus tard les prêtres : des directeurs de consciences.

Chacun, le matin, lit son journal de prédilection, avidement, cherchant un motif d'espérer.

C'est sa nourriture spirituelle.

Oui, je sais, vous voudriez bien savoir exactement où nous en sommes, car vous commencez à la trouver un peu longue, cette bataille qui n'en finit pas.

La situation telle que je la vois?

Voici, la main sur la conscience :

De Belfort à Dunkerque, notre mur de poitrines va en zigzaguant — je vous prie de vous reporter à une carte — de Belfort où mon ami Mairey, professeur au lycée de Dijon, fait bonne garde jusqu'au Grand-Couronné de Nancy, que nous tenons non moins, en suivant la Crète des Vosges. De ce côté-là, ça va bien.

De là, notre muraille vivante va au nord de Toul, qui n'a jamais été attaqué jusqu'à Verdun qui se tient fort honnêtement, je vous prie de le croire.

De Verdun à Reims, notre muraille est solide: je soupçonne que si elle est si solide de ce côté là, c'est que mon cadet y est avec sa batterie de coloniaux, ses trois batteries même car le misérable a profité des malheurs de la patrie

pour se pousser du col. Naturellement, le lâche n'a pas une égratignure.

De Reims à Soissons, dans les tranchées, nous ne pouvons pas être vaincus ; c'est là que mon ami Tissier, notre secrétaire de rédaction, a attrapé des rhumatismes pour être resté cinq jours et cinq nuits dans une tranchée pleine d'eau ; et que combat un autre de mes collaborateurs, le chansonnier Israël, — un sale youpin ! mort aux juifs ! — qui prétend que l'armée française serait la première du monde si on voulait bien lui envoyer un peu plus de tabac.

Entre l'Oise et la Somme, du côté de Roye et de Lassigny, je ne suis pas étonné qu'on tienne à merveille, sous un feu d'enfer ; il y a là, mon ami Gérard, un grand fou de capitaine d'infanterie, qui commande un bataillon, et que le régiment tout entier suivrait dans l'Enfer, tellement il ressemble à Marceau, pour son amour de la République.

Au nord de la Somme, ça va très bien du côté d'Arras ; actuellement mon petit Rémy Roure est par là. Rémy Roure, c'est l'ami et le collaborateur qui se maria la veille de son départ pour le régiment et dont je fus le témoin. Naturellement, ça lui a porté bonheur. Non seulement il est là-bas, à l'abri des balles, — je l'ai garanti à sa jeune femme, jusqu'à la fin de la guerre — mais encore, il est passé sergent-major dans les chasseurs à pied, et chacun sait qu'un sergent-major de chasseurs à pied est l'égal d'un colonel d'infanterie de ligne ordinaire.

C'est à partir de cet endroit que notre mu-

raille de poitrines me semble avoir besoin d'être un peu renforcée, entre Lille et la mer du Nord.

Pourquoi diable avons-nous fait la bêtise de laisser tomber Anvers ? Les Allemands se conduisent comme des porcs, mais, je vous assure que s'ils avaient été à notre place ils n'auraient jamais laissé tomber un camp retranché pareil, et si bien placé !

A cause de cette malheureuse affaire d'Anvers, à cause de l'esprit méthodique de cette Allemagne, qui a su ramasser une nouvelle armée à la hâte, je crois bien — puisque vous voulez savoir toute ma pensée — qu'en ce moment une nouvelle vague allemande s'apprête à déferler sur notre extrême gauche, entre Arras et Dunkerque.

Bah ! la première vague était autrement plus forte : et nous l'avons brisée sur la Marne.

Comme tout le monde voit cette nouvelle vague, notre état-major a dû prendre ses précautions : il y a quelque part une « méprisable » « armée de l'Inde » qui n'a pas donné ; il y a des réservistes et des territoriaux à foison qu'on n'a pas dû laisser moisir dans nos casernes, et qui ne sont pas manchots.

Nous allons recevoir de nouveau un coup de poing en pleine poitrine.

Attention ! Si nous résistons encore cette fois, c'est la dernière de nos grandes épreuves !

Vendredi 16 octobre.

Gangrène et Tétanos.

Le nouveau grand chef qu'on avait nommé à la tête du service de santé, et qu'on avait attaché à l'état-major du généralissime, n'avait pas une âme de rond-de-cuir.

Il avait dit au ministre de la guerre qu'il acceptait la lourde tâche qu'on lui confiait, à la condition expresse qu'on lui donnât carte blanche, c'est-à-dire une quasi dictature en matière d'organisation sanitaire.

Ça n'avait pas traîné.

Par des appels publics dans tous les journaux — voie inusitée, mais plus rapide que la voie hiérarchique, et plus moderne que les tambours de ville de nos pères — il avait fait un appel aux brancardiers volontaires, et, outre une petite solde et la nourriture, il leur avait garanti qu'aux mairies où il les priait de s'inscrire, le premier rond-de-cuir qui les recevrait sans politesse serait révoqué sur-le-champ comme malpropre. En quarante-huit heures il avait trouvé, dans toutes les classes de la société, des milliers de brancardiers volontaires désireux de se dévouer. Alors on vit une chose nouvelle : finies les horreurs des champs de bataille où les blessés, faute de brancardiers, attendaient sur la terre nue plusieurs jours et plusieurs nuits qu'on vînt les relever ; à peine un homme était-il blessé que des brancardiers volontaires, bravant la mitraille, le

relevaient, le mettaient sur un brancard et le transportaient, avec de bonnes paroles, jusqu'au poste de secours le plus voisin.

Par des appels analogues adressés, les uns par la voie de la presse, les autres par des télégrammes à tous les chefs de corps, le nouveau directeur du service sanitaire de l'armée combattante recruta plusieurs milliers d'étudiants en médecine : les uns étaient inutilisés parce qu'ils avaient été réformés dans l'artillerie pour insuffisance de périmètre thoracique ou pour myopie ; d'autres parce qu'ils étaient Russes, et d'ailleurs mal notés à la Sûreté générale comme nihilistes ; le plus grand nombre avaient été mobilisés, mais on les avait bêtement versés dans l'infanterie, dans l'artillerie ou dans la cavalerie.

On accepta même des étudiantes en médecine. Et tous, étudiants et étudiantes, au nombre de plusieurs milliers, furent placés dans les postes de secours qui, en arrière de chaque unité qui va au feu, apportent les premiers soins aux blessés, font les premiers pansements. Un ancien officier d'administration militaire, en apprenant qu'on utilisait des étudiantes en médecine, mourut d'apoplexie, tellement la mesure lui sembla contraire aux principes qui font la force et la moralité de la bureaucratie française civile et militaire ; mais on passa outre, et on vit pour la première fois, à la tête de chaque poste de secours, dirigeant des équipes d'infirmiers, toute une jeunesse active, ardente, nettoyant les plaies avec ces soins minutieux que prennent instinctivement, sans

perdre une minute, les étudiants modernes élevés à la bonne école.

Mais la principale innovation, de beaucoup la plus hardie, fut l'utilisation des chirurgiens civils.

Jusque-là, le service de santé avait été guidé, dans l'armée, par ces deux principes dont je ne voudrais point contester la justesse : le premier, c'est que, plus un major a de galons, plus il est habile chirurgien ; le second, c'est qu'un chirurgien civil est impropre à guérir un blessé militaire.

En application du premier de ces principes — je prie la Censure de remarquer que je n'attaque point ces principes ! — un certain nombre de médecins réservistes, spécialistes des maladies de la peau, des voies urinaires, illustres syphiligraphes, qui avaient fait régulièrement leurs périodes de réserves, avaient trois, quatre et cinq galons, et par le prestige de leurs galons, se voyaient bombardés à la tête d'ambulances et chargés de services de grande chirurgie, cependant que des chirurgiens des hôpitaux de Paris, parce qu'ils étaient jeunes et n'avaient que le grade d'adjudant, étaient réduits au rôle de chefs infirmiers et faisaient à pied des marches forcées derrière les voitures d'ambulances.

En application du second de ces axiomes, les chirurgiens des hôpitaux de Paris, les professeurs de chirurgie de nos facultés, parce qu'ils avaient plus de quarante-huit ans, ou parce que les hôpitaux de Paris devaient être réservés pour le cas où Paris serait assiégé, étaient condamnés à l'oisiveté forcée.

Ce fut une révolution quand le nouveau chef du service de santé décida que, dans les ambulances, la chirurgie serait faite par des chirurgiens, quel que fût le nombre de leurs galons ; quand il autorisa les chirurgiens de Paris à venir — sans autre formalité qu'un sauf-conduit de lui — s'installer avec leurs équipes d'internes, d'infirmiers et d'infirmières, dans les gares d'évacuation des blessés, et surtout quand il ordonna à l'intendance de nourrir le personnel de ces ambulances « civiles » tout comme si elles étaient militaires.

O merveille ! Désormais, avant d'être embarqué dans un train, chaque blessé avait passé par la main d'un chirurgien, et le bistouri, par une intervention rapide, écartait tout risque de gangrène ; comme dans les postes de secours, une injection antitétanique avait prémuni les blessés suspects contre toute crainte de tétanos.

O merveille des merveilles ! Chaque train était désinfecté ; il contenait des lits de sangle ou des hamacs ; un compartiment servait de pharmacie, et, — c'est à ne pas y croire, — à chaque train étaient attachés un médecin, un ou plusieurs infirmiers, un ou deux hommes des services auxiliaires.

A chaque gare, les blessés trop malades pour continuer étaient remis entre les mains des associations locales de la Croix-Rouge ou des Dames de France.

Résultat de cette révolution : en un mois, le tétanos et la gangrène, qui faisaient autant de victimes que l'artillerie lourde alle-

mande, disparurent comme par enchantement...

. . . .

. . . .

Un coup de sonnette de ma concierge me réveilla en sursaut.

Hélas ! ce n'était qu'un rêve.

Dans le courrier qu'elle m'apporte, [(1). .

. . . .

. . . .

. . . .

Samedi 17 octobre.

Réponse au « Vorwærts ».

Chers frères en socialisme, excellents genossen de Berlin, je lis votre journal tous les jours, comme je vois, par vos extraits de la *Guerre Sociale*, que vous nous lisez aussi.

Voulez-vous me permettre de vous faire savoir que votre éditorial du 6 octobre m'a fait faire une pinte de bon sang ?

Vraiment ! Quand vos armées nous auront vaincus — la victoire ne vous paraît pas douteuse — vous demanderez qu'on nous accorde une paix honorable à nous, la France, si nous lâchons la Russie ?

Vous êtes vraiment bien aimables.

Mais, évidemment, vous ne connaissez pas la situation, et vous ne connaissez pas la France pour lui faire ces propositions obscènes.

(1) La reproduction de ce passage reste interdite par la censure.

Vous ne connaissez pas la situation, ou, si vous la connaissez, vous ne la connaissez que par l'agence Wolff. Comment, diable ! même ne connaissant pas la situation, avez-vous pu concevoir un seul instant que votre pays pouvait s'en tirer sans être écrasé ? Votre pangermanisme latent — car c'est Andler qui avait raison, vous êtes des pangermanistes honteux ! — vous a-t-il aveuglés à ce point ? A-t-il atrophié à ce point chez vous toute jugeotte ? Voyons : si la Russie et la France étaient restées seules contre l'Autriche et l'Allemagne, les forces s'entrebalançaient à peu près, et l'on pouvait hésiter à se prononcer sur l'issue de la lutte.

Mais avec la Serbie, la Belgique, le Japon et l'Angleterre de plus de notre côté, vous avez pu supposer un quart de seconde que la victoire était douteuse ?

L'Angleterre ? Mais, par hasard, est-ce que vous ne soupçonneriez pas ce que ce mot représente de forces navales, de forces militaires, de forces économiques, de forces morales ? Vous ignorez donc quels mondes d'alliés elle remorque à sa suite ?

Jamais je ne croirai que vous êtes assez niais pour supposer un seul instant que l'Allemagne puisse, avec des forces pareilles contre elle, espérer la victoire.

Après nous avoir vaincus, vous accepteriez qu'on nous accordât une paix honorable pour nous, à condition que nous nous déshonorions en lâchant la Russie ?

Il ne s'agit pas en ce moment de discuter sur

les sentiments que nous pouvons nourrir, les uns et les autres, à l'égard du gouvernement russe d'avant la guerre.

Cette question ne se pose pour aucun socialiste français à l'heure actuelle.

Pendant deux ans je vous ai ressassé que les événements de 70 nous avaient jetés dans les bras de la Russie, et aussi la brutalité connue, la voracité légendaire de votre gouvernement. Je vous ai ressassé que le seul moyen d'empêcher une guerre entre nous c'était de régler à l'amiable, entre nous, la question d'Alsace-Lorraine. J'avais même pris la précaution de vous annoncer que la guerre éclaterait entre nous à propos de la Serbie. Je vous ai répété que l'alliance franco-russe était indissoluble tant que vous n'auriez pas réparé ce que votre gouvernement prussien avait fait en 70 à l'Alsace-Lorraine. Vous m'avez ri au nez.

Et aujourd'hui, alors que la Russie a marché uniquement pour empêcher le Habsbourg d'Autriche d'étrangler la nation serbe avec la complicité de votre kaiser, alors que le jeu loyal de notre alliance nous a amenés aux côtés de la Russie, vous nous proposez de lui fausser compagnie en pleine bataille ?

Nous prenez-vous pour des Saxons ?

La paix, nous l'accorderons, mais quand nous serons à Berlin, pas avant, quand nous aurons cassé les reins à votre militarisme que vous avez été impuissants à mater vous-mêmes, et en ayant bien soin de prendre quelques précautions pour vous mettre tous — puisque vous vous êtes solidarisés dans le crime avec vos gouvernants

— hors d'état de troubler de longtemps la paix de l'Europe.

Car vous n'imaginez pas sans doute que vous n'allez pas payer cher ce que vous avez fait à cette héroïque Belgique ?

Tout ce que nous pourrons faire pour le peuple allemand, en souvenir de Gœthe, de Wagner, de Lassalle, de Karl Marx, du vieux Liebknecht et du vieux Bebel, par égard pour les braves gens que compte votre pays — il y a des braves gens partout, même en Allemagne — et surtout par respect pour nous-mêmes, c'est de recommander à nos soldats, quand ils entreront en Allemagne, de se souvenir qu'ils sont les descendants de ceux de Valmy, et qu'ils portent dans les plis glorieux de leur drapeau le Droit, la Civilisation et la République !

Dimanche 18 octobre.

Tu respecteras ton hôte étranger.

Je comprends très bien qu'on n'aime pas beaucoup les Allemands et les Autrichiens.

Je comprends que les autorités, qui ont charge d'âmes et qui doivent veiller sur notre sécurité, poussent très loin la méfiance des espions et qu'on expulse de Paris — provisoirement — à l'intérieur de la France, dans des camps de concentration ou dans de petites villes où la surveillance est facile, tous les résidents allemands

et autrichiens, dont les sympathies pour la France sont sujettes à caution.

Mais, ce que je ne comprends pas, c'est que, même en temps de guerre, on se croie obligé d'aggraver les mesures préventives parfaitement légitimes qu'on peut prendre, de vexations parfaitement inutiles qui frisent l'inhumanité : on ne me fera jamais croire que la sécurité de la France exige que lorsqu'on relègue des familles autrichiennes ou allemandes dans une ville de l'intérieur, on sépare le mari de sa femme et de ses enfants.

On ne me fera jamais croire, non plus, qu'il soit nécessaire de publier à son de trompes, dans les journaux, l'heure de départ des lamentables cortèges d'« indésirables », d'amasser ainsi sur leur parcours la lie de la population parisienne, et de les exposer à ses outrages.

A ceux qui ont hué et injurié les convois « d'indésirables » qui, vendredi, furent expédiés en province, sous la conduite de gendarmes, comme des malfaiteurs, je dédie l'histoire suivante :

— Monsieur, me dit une jeune femme, en entrant dans mon cabinet, venez à notre secours !

— Voyons, voyons ! Qu'est-ce qu'il y a ?

— Monsieur, on expulse notre patron, sous prétexte qu'il est étranger, et nous allons toutes nous trouver sans travail. Il est parti avec un convoi, aujourd'hui, un convoi que la foule a injurié ; et on va expulser sa femme !

— Voyons, dites-moi votre affaire doucement, posément, que je comprenne.

— Voici : mon patron, M. K..., réside en

France depuis vingt ans. Il est né près de Cernovitz, en Autriche.

— C'est un juif de Bukowine, je parie.

— Oui, Monsieur, il est d'origine juive ; pas Autrichien pour deux sous, en tout cas pas un espion. Croyez-vous que moi, dont le mari est sergent, et va passer sous-lieutenant pour faits de guerre, je m'occuperais d'un espion, ou d'un homme dont je ne serais pas sûre ? Je le connais tout de même : je suis caissière dans la maison depuis assez longtemps.

— Qu'est-ce qu'il fait, votre patron ?

— Il a un atelier de confection et un magasin. Il fait travailler quarante ouvrières, presque toutes femmes de mobilisés et mères de famille. Je vous assure qu'il ne gagne guère en ce moment; mais, le jour de la mobilisation, il a di qu'il ne renverrait personne, qu'il ne diminuerait personne, et qu'il mangerait jusqu'à son dernier sou, s'il le fallait, pour donner du travail. Tenez, voilà une pétition de ses ouvrières qui demandent qu'on leur rende leur patron.

— Mais c'est au préfet de police qu'il fallait présenter cela, et pas à moi : le préfet de police est un brave homme : tous les cas intéressants que je lui ai signalés, il les a, lui et ses chefs de service, résolus avec beaucoup de bienveillance et d'humanité.

— Comment voulez-vous que nous ayons eu le temps! Il avait une autorisation de séjour; il était allé au commissariat, où on lui avait dit qu'il n'avait pas à bouger : il a reçu son ordre de départ quelques heures avant son embarquement pour la Manche.

— Le préfet de police arrangera cela.

— Mais, le plus fort, c'est qu'on veut expulser sa femme, qui est Française, et qu'elle doit être dirigée sur l'Ardèche, le 21, dans quatre jours !

— C'est, en effet, un peu fort. Amenez-moi demain votre patronne.

Le lendemain, Mme K... se présente à moi. Une femme de cinquante ans, boursouflée, congestionnée, malade.

— Madame, êtes-vous Française ?

— Oui, Monsieur, je suis d'origine juive, mais je suis née Française, née à Lille, de parents français.

— Avez-vous des parents qui servent dans notre armée ?

— Une vingtaine, Monsieur, dont plusieurs sont officiers.

Et la pauvre femme éclata en sanglots.

— C'est abominable, Monsieur ! Me reléguer comme étrangère, moi ! une Française ! Moi, une malade, qui ai subi, il y a trois ans, une opération et qui ai eu une congestion cérébrale ! Moi, dont le mari qui est juif, oui, mais pas plus Autrichien que vous, sinon par le hasard de la naissance, n'a licencié aucune de ses ouvrières parce qu'elles étaient femmes de mobilisés, et parce qu'il voulait, disait-il, servir ainsi la France à sa façon !

« Envoyer mon mari dans la Manche et moi dans l'Ardèche !

« Sommes-nous un pays de sauvages, Monsieur !

— Madame, rassurez-vous ! Dès que le préfet de police connaîtra votre situation, après vingt-

quatre heures d'enquête, il vous rendra votre mari, et invitera ses agents subalternes à exécuter ses ordres avec plus de discernement et d'humanité.

. . . .

. . . .

Dans le triste convoi de proscrits que la populace conspua, combien y avait-il d' « indésirables » aussi « désirables » que l'homme dont je viens de conter la triste histoire?

Le général Galliéni et le préfet de police ont droit à notre reconnaissance pour le zèle avec lequel ils veillent à notre sécurité.

Je leur demande respectueusement de rappeler à certains de leurs subalternes qu'en temps de siège, le gouverneur de la place et le préfet de police ne sont pas seulement responsables de la sécurité de Paris, mais qu'ils sont aussi gardiens de son honneur, et de l'honneur de la France.

Lundi 19 octobre.

La première à mon cadet.

C'est vrai.

Comment n'ai-je pas songé à te renseigner, mon cher artilleur, sur ce qui se passe dans le pays, en échange des choses si intéressantes que tu m'apprends, avec ta discrétion bien militaire, sur ce qui se passe au front, dans ta région!

Mais puisque tes camarades sont aussi friands que toi de nouvelles de l'intérieur, pourquoi ne les renseignerais-je pas en même temps que toi — je prie ici la Censure de ne pas loucher — par des lettres ouvertes qu'ils liront dans mon journal?

D'abord, tu seras heureux d'apprendre, et tous ceux qui se battent pour nous, que la belle concorde nationale dont vous avez été les témoins, aux premiers jours de la mobilisation, s'est maintenue et se maintiendra jusqu'à la fin de la guerre, et, si ça dépend de nous, — les énergumènes de l'extrême gauche, — même après la guerre.

Il y a eu quelques petits froissements, ces derniers temps. *L'Echo de Paris*, qui est devenu le grand journal de droite, a essayé de tirer un peu trop la converture à lui ; en le lisant, on finissait par croire que si nous avions des soldats si braves, c'est parce qu'ils étaient tous enfants de Marie. Il nous a, il y a quelques jours, tiré, au moment où nous nous y attendions le moins, quelques salves de l'artillerie lourde des canons de l'Eglise ; nous avons dû, nous qui sommes en train de devenir le grand journal de gauche, riposter, à titre d'avertissement, par deux ou trois salves de nos canons de 75, pour défendre la République des mécréants et des sacripants qui se font tuer sans scapulaire. J'ai même consacré quelques articles ou laissé passer quelques gravures qui me brouilleraient avec ta femme si ce n'était pas une si bonne chrétienne, et si large d'idées. Mais ça se calme. Tu comprends bien que ce

n'est pas nous, qui avons avalé l'assassinat de Jaurès sans broncher, qui allons en ce moment envenimer des polémiques avec de braves gens, qui font leur devoir comme nous, sous prétexte que nous ne sommes pas complètement d'accord sur le Syllabus et le dogme de l'Immaculée Conception. Les soldats qui, comme toi, tout en ayant le cœur à gauche, ne font pas de politique, seront heureux, je pense, de savoir que nous sommes si sages. Si le kaiser a pensé que nous nous mangerions le nez, la guerre venue, il doit commencer à revenir de son erreur.

La réconciliation nationale est faite à tel point que je puis dire, sans rencontrer un démenti, dans tous nos milieux les plus avancés, que je me sens plus près, pour le moment, du clérical, du nationaliste et du royaliste français le plus forcené, pourvu qu'il soit pour la guerre à outrance, que du socialiste allemand le plus internationaliste.

Ai-je besoin de te dire que dans tout le pays on est fier de vous? Pas une minute, il faut nous rendre cette justice, on n'a douté de vous, même aux heures les plus angoissantes de votre retraite. On comprenait vaguement que, lors de la première grande bataille, le 23 août, la bataille de Charleroi, vous aviez dû avoir affaire à des forces doubles ou triples des vôtres ; que l'Allemagne avait jeté sur nous, négligeant un moment les Russes, toutes ses forces, toutes les forces d'un pays militarisé de 68 millions d'habitants ; que seules notre gauche, à Charleroi, et notre extrême gauche, à Mons, où

se trouvait l'unique corps anglais arrivé au début de la guerre, avaient subi un échec. et que c'était la peur d'être tournés sur notre gauche qui seule avait décidé notre état-major à se replier, sans que notre centre et notre droite aient été battus.

Ces pauvres Anglais ! A l'extrême gauche, où leur malechance les avait placés, ils ne se rendaient pas compte de ce qui se passait. Ils ont fait tête énergiquement dans la retraite tant qu'ils ont pu, mais comme ils étaient écrasés, et comme ils ne savaient rien du reste de la bataille, ils se disaient : « Quoi ! c'est ça l'armée française ! Ils lâchent pied si tôt ! Dans quel guêpier nous sommes-nous fourrés ? » Ils n'étaient pas loin déjà de croire que nous étions une nation dégénérée.

Quand vous avez repris l'offensive, sur la Marne, le 6 septembre, les Anglais ont compris. Quand ils ont vu « la furie française » balayant tout de la Marne à l'Aisne, ils vous ont regardés avec un sourire béat, car ils avaient reconnu les fils de ceux qui, à certaines époques, émerveillèrent leurs pères par leurs prouesses.

Nous autres, nous nous sommes rengorgés, cela va de soi. Et, depuis ce moment-là, nous considérons que les armées de la Révolution et les grognards de la grande armée n'étaient que de la Saint-Jean à côté de vous.

Mais assez pour aujourd'hui.

Je t'embrasse.

On vous embrasse tous.

Mardi 20 octobre.

La deuxième à mon cadet.

Je t'ai dit hier, mon cher artilleur, qu'on était très fier de vous.

Ne va pas t'imaginer toutefois que nous trouvions, surtout au début, qu'il ne vous manquait pas un bouton de guêtre.

Ceux dont on disait le moins de mal, c'étaient les cavaliers : on avait une telle peur de les voir recommencer leur héroïques folies de 70, leurs charges à grand orchestre, comme aux grandes manœuvres! On a été agréablement surpris de voir qu'ils se consacraient exclusivement à leur service de reconnaissance, et que, dans ce service, nos patrouilles n'hésitaient pas à foncer sur les patrouilles ennemies ; mais [(1) tout de même, quand, dans les plaines du Nord, les divisions de cavalerie ennemie, munies d'autos mitrailleuses, terrorisaient toutes les villes, — lors de votre glorieuse retraite — on disait de tous côtés autour de moi : « Où donc est notre cavalerie? »]

Les avions, au début, nous ont aussi donné quelques déceptions ; on nous avait tellement répété que l'aviation était l'arme où nos qualités d'initiative et d'audace allaient nous donner une supériorité écrasante sur l'ennemi ! Aussi a-t-on fait un peu la grimace quand on a vu l'audace et l'habileté avec lesquelles les avions allemands repéraient nos troupes et nos batte-

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

ries. Nous avons fini par comprendre que si les avions allemands se spécialisaient dans le repérage de nos batteries et de nos troupes, les nôtres se spécialisaient dans le service d'éclaireurs à longue distance, pour signaler les mouvements de masses aux commandants d'armées et au généralissime. Depuis qu'on a compris cela, et surtout depuis que les avions du camp retranché de Paris donnent la chasse aux avions allemands, — dont la présence, sans effrayer personne, humiliait tout le monde, — les aviateurs ont recouvré tout leur prestige.

Le génie aussi a trouvé des censeurs : on lui reprochait de ne pas savoir faire des tranchées profondes et d'être inférieur au génie allemand dans l'art des retranchements. Est-ce vrai ? Est-ce vrai aussi qu'il est capable maintenant d'en remontrer au génie allemand ?

Artilleur, mon cher frère, comparais maintenant devant le tribunal du peuple souverain ! Oui, entendu, le 75 est terrible ; vous êtes des maîtres dans l'art de vous en servir ; vous êtes les premiers artilleurs du monde ; tout ce que vous voudrez. Mais vous vous êtes laissé damer le pion jusqu'à ces derniers jours, comme artillerie lourde, par les Allemands, et ce n'est que depuis quelques jours seulemeut que vous avez été capables de nous donner une artillerie lourde digne de vos 75, et qui en ce moment fait merveille, ce qui va hâter le départ de ces messieurs.

Inutile de m'objecter que c'est mon parti qui a refusé des crédits, jadis, pour l'artillerie.

Taratata ! Mon parti n'a jamais refusé un cen-

time pour l'artillerie. C'est sur la question du temps de service dans l'infanterie que nous étions en désacord, et, là-dessus, c'est nous qui avions raison, comme je te le prouverai après la guerre.

Ne t'en va pas, reste sur la sellette, mon ami. Il y a quelque chose de plus grave à vous reprocher, messieurs les artilleurs. Napoléon, qui avait les artilleurs les plus braves de la terre, disait que les artilleurs étaient des lâches. Il voulait dire par là que, sur le champ de bataille, vous vous occupiez de vous, et encore de vous, et toujours de vous ; que vous n'aviez qu'une préoccupation : trouver de belles positions pour faire du beau travail. Tant pis pour cette pauvre infanterie si elle reste sans soutien.

[(1) Il paraît qu'au début de la guerre, vous êtes tombés dans votre péché mignon, que vous n'avez pas toujours soutenu l'infanterie comme il convenait. Vous me direz qu'elle chargeait trop vite et qu'on n'avait pas le temps de la soutenir. Ce sera une affaire qu'il faudra tirer au clair, après la guerre.]

Je n'ose pas dire du mal des fantassins : ils ont tellement « trinqué », les pauvres !

[(2) Pourquoi, aussi, leur faisait-on faire des charges à la baïonnette à des distances folles de 1.200 et 1.500 mètres ? Pourquoi dans certains régiments s'éclairaient-ils si mal !]

Pourquoi chargeaient-ils avant que vous autres les artilleurs, vous ayez « arrosé » le terrain et fait taire les redoutables mitrailleuses de l'in-

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.
(2) *Id.*

fanterie ennemie ? Pourquoi ne faisaient-ils pas plus de trous, et des trous plus profonds ? Pourquoi ne se cachaient-ils pas davantage, surtout les officiers ? Ils sont sublimes, nos fantassins, mais combien ils seront plus terribles maintenant qu'ils sont devenus un peu plus prudents !

Sur l'intendance, on n'a pas trop crié. On sait bien que, de temps à autre, il y a eu des accrocs, des vivres en retard ; mais, quand on songe au travail qu'il faut pour ravitailler en vivres et en munitions une pareille multitude, on n'ose pas trop murmurer.

On a été moins émerveillé, en général, du service de santé. Mais chut ! la Censure me guette. Ce pauvre service de santé, a-t-il été assez débordé par ces batailles qui durent des semaines ? Enfin, depuis quelques semaines, il faut lui rendre cette justice qu'il a fait un très gros effort. Si la Censure nous autorisait à le secouer encore un peu, — pour le bon motif, — avant trois mois le service de santé serait tellement bien organisé que tout le monde voudrait être blessé pour aller se faire dorloter dans nos ambulances et nos hôpitaux.

Tu voulais savoir ce qu'on fait et ce qu'on dit à l'intérieur.

Voilà, mon garçon, ce qu'on dit de vous.

Que chacun en prenne pour son grade !

Mercredi 21 octobre.

La troisième à mon cadet.

Les « blancs » de ma lettre d'hier, ce sont des passages que la Censure, dans sa providence, n'a pas voulu laisser passer ; avec ton flair d'artilleur, tu auras deviné ce que je voulais te dire.

Je te prie de n'en pas vouloir à cette sympathique personne : comme l'a dit le président de la Confédération suisse à des journalistes de Berne, qui se plaignaient de la Censure de chez eux, le censeur idéal serait celui qui aurait une intelligence supérieure à celle du censuré. Et, malheureusement, l'idéal, la perfection n'est pas de ce monde.

Dans la mesure où mes lettres plairont à la Censure, je continue à te renseigner sur ce qui se passe loin de vous.

Plus encore que la persistance de concorde nationale, ce qu'il y a peut-être de plus réconfortant en France, c'est le spectacle que nous donnent nos femmes, mères, épouses, sœurs, filles.

Vrai, vous pourrez les embrasser à votre retour : elles ne l'auront pas volé

Elles sont tout simplement admirables.

Tu ne me croirais pas si je te disais qu'elles n'ont pas hâte que ce soit fini, cette horrible boucherie.

Mais toutes ont le sentiment très net que, cette guerre-là, nous ne l'avons pas voulue, qu'on nous l'a imposée.

Mieux : malgré leur hâte de la voir finir, je n'en ai pas entendu une seule exprimer l'idée qu'il fallait tâcher de bâcler la paix à la première occasion : toutes, elles se rendent compte que, pour que cette guerre-ci soit la dernière guerre, il faut la pousser à fond, il faut montrer une bonne fois, en exécutant le militarisme prussien, ce que le monde civilisé du xxe siècle est décidé à faire, à l'avenir, à tout monstre capable de déchaîner des horreurs comme celles que le militarisme prussien nous vaut en ce moment.

C'est cette idée qui fait que celles qui perdent des leurs sur le champ de bataille supportent leur malheur avec tant de courage : chez quelques-unes, il y a comme de l'orgueil. J'en ai vu qui ont perdu leurs fils, qui ont perdu leurs hommes ; on dirait, par instant, qu'elles sont fières d'avoir été frappées en leurs plus chères affections et de souffrir elles-mêmes. Cette exaltation mystique a quelque chose de tragique.

Ce qui te frapperait le plus, peut-être, à Paris en ce moment, oui, à Paris, la Babylone moderne — comme disaient certains pourceaux pangermanistes — c'est la tenue de nos femmes, leur air grave et sérieux.

Est-ce la dignité de leur maintien qui en impose aux hommes restés ici, ou sont-ce les hommes qui, spontanément, ont compris que toutes les femmes des mobilisés, en ces heures de douleurs et de gloires communes, étaient leurs sœurs ? Ce qui est certain, c'est qu'on ne voit plus, ce qu'on voyait si souvent avant la

guerre : de jeunes godelureaux et de vieux messieurs poursuivre de leurs dégoûtantes assiduités toutes les femmes qui les frôlent. Sans tomber dans la bégueulerie et la pudibonderie, est-ce que nos mœurs privées elles-mêmes vont sortir de cette tourmente améliorées et épurées ?

Tout à l'heure, en venant à mon journal, j'ai assisté à une scène bien touchante.

Un gosse en cheveux, un enfant d'ouvrier, très propre et très soigné, à peu près de l'âge de ton numéro trois, était perdu dans un quartier assez riche. Il n'avait pas l'air d'avoir trop pâti de la guerre, l'animal ! Cheveux ébouriffés, trogne écarlate, il ouvrait de grands yeux étonnés. Il avait un peu la binette de ton petit Georges. Il gazouillait à peine. Je ne sais si on a réussi à lui faire dire son nom. Si tu avais vu le cercle de braves gens qui s'est formé autour de lui ! On aime les gosses à Paris. Et, en temps normal, de bonnes âmes charitables se seraient occupées du pauvre gosse. Mais, en voyant l'air de bonté de tous ceux qui se pressaient autour du moutard, tu aurais senti comme moi que tout ce monde-là s'était dit spontanément que le papa de ce petit diable était à la guerre, que chacun de nous était son papa ou sa maman et qu'il nous était mille fois plus sacré qu'il l'eût été en temps de paix !

Tu sais, tu peux dire à tes canonniers que ceux d'entre eux qui laisseront leur peau dans la bagarre peuvent être tranquilles pour leurs gosses : je te garantis qu'avec la belle vague de solidarité et de fraternité qui a soulevé toute

notre nation au-dessus d'elle-même, les petits de ceux qui mourront pour elle ne seront pas à la rue.

Quelle belle race que la nôtre, mon vieux, tout de même!

Et comme c'est stupide qu'une race pareille, dans ce dernier demi-siècle, ait omis, ou presque, de faire des enfants, au point que sa faible natalité est peut-être une des causes indirectes de la guerre actuelle!

Après la guerre, il faudra s'y mettre à repeupler cette terre de France, surtout après ces horribles carnages.

Avec des gaillards comme vous autres, et des femmes comme ça, quelle belle génération que celle qui sera fabriquée à votre retour, au lendemain de la guerre!

Je m'arrête.

La censure trouverait que je verse dans la pornographie.

Jeudi 22 octobre.

Bourtzeff en liberté (1).

[Bourtzeff (2), le révolutionnaire russe, est enfin relâché! Gros événement, heureux symptôme.

Bourtzeff est un bon républicain russe qui autrefois, avant la guerre, — comment dirais-je, pour ne pas faire rougir Anastasie? — trou-

(1) Cet article avait été supprimé par la censure.
(2) La nouvelle était malheureusement inexacte.

vait que le gouvernement russe n'était pas aussi libéral que le gouvernement anglais, et qui le regrettait.

Au temps du désaccord assez grave qu'il y eut, vers 1905 et 1906, entre le gouvernement russe et une partie de son peuple, — désaccord dans lequel, je m'empresse de le proclamer pour ne pas être coupé par la Censure, le tsar avait de son côté le bon droit, — Bourtzeff était du côté de ceux qu'on appelait les révolutionnaires.

Depuis, il était notre hôte à Paris.

Mais quoique révolutionnaire, il aimait bien son pays.

Aussi, quand la grande guerre éclata, il osa dire, dans ce journal même, qu'il fallait oublier le passé, et que le devoir de tous les bons Russes c'était de faire ce que faisaient les Français de toute opinion : la réconciliation nationale.

Les journaux russes les plus conservateurs trouvèrent que Bourtzeff agissait comme un bon patriote russe.

Voilà notre bon patriote en route pour sa patrie, où il n'avait aucun crime sur la conscience que quelques articles de journal. Le voilà parti pour Pétrograd, où il comptait battre le rappel de tous les patriotes russes, et prêcher le désarmement des haines.

Sitôt débarqué en Russie, on le coffre.

Je n'ai pas pu cacher, il y a un mois, mon étonnement en apprenant cette nouvelle, ou plutôt je n'aurais pas pu le cacher, si la Censure n'avait supprimé l'article où je disais ma stupeur d'une pareille arrestation.

C'est cette mesure regrettable — la Censure me trouvera-t-elle assez poli ? — que le gouvernement russe vient de rapporter.

Puisque le gouvernement de Pétrograd est en veine de libéralisme, ne serait-ce pas abuser que de lui signaler, si la Censure veut bien m'y autoriser, quelques bonnes mesures qui nous feraient plaisir, à nous, la nation amie et alliée.

Il y a dans les prisons de Russie et dans les bagnes de Sibérie, une cinquantaine de mille de nos amis qui pensent comme Bourtzeff et qui, comme lui, aiment le peuple russe et détestent le militarisme prussien. Parmi eux se trouve une sainte femme, Catherine Brekowskaïa, qui a 72 ou 73 ans, qui est au bagne depuis huit ou neuf ans, une sorte de Louise Michel russe, qui aima tant le peuple russe qu'elle a accepté, pour l'amour de lui, de passer sa vie dans la misère, elle qui était née dans la plus haute aristocratie ! Du bagne où sont nos amis, des lettres sont venues, criant leur sympathie ardente pour la France et pour la Belgique.

Le gouvernement russe, qui vient de libérer Bourtzeff, va-t-il nous refuser longtemps encore l'amnistie générale pour tous les amis de la République française qu'il tient dans ses geôles ?

On nous annonce, d'autre part, qu'en Galicie — la Pologne autrichienne — les généraux russes viennent de renouveler, par des proclamations publiques, la promesse solennelle que la Pologne serait reconstituée en nation autonome sous la souveraineté du tzar.

C'est bien. Mais en Pologne autrichienne, il y avait de grandes libertés politiques. Dans la

Pologne ressuscitée, unifiée sous le sceptre du tzar, va-t-on abaisser la Pologne autrichienne au niveau de la Pologne russe, ou ne va-t-on pas, au contraire, élever la Pologne russe au niveau de la Pologne autrichienne ? Le gouvernement russe ne saurait croire quel plaisir il ferait non seulement aux Polonais, mais encore aux Anglais, aux Français, et aux Belges, en disant clairement que la Pologne reconstituée, devenue autonome sous sa suzeraineté, recevra au moins des libertés équivalentes à celles de la Pologne autrichienne.

Il y a quelques semaines, il y a eu une grande joie, dans toute l'Europe civilisée et jusque dans la libre Amérique. On a cru comprendre que le gouvernement russe accordait aux six millions de juifs de son empire l'égalité civile avec tous les Russes.

Les juifs, parqués dans certaines provinces, allaient enfin pouvoir s'établir dans toute la Russie, et toutes les fonctions, tous les grades, tous les genres d'activité allaient leur être ouverts ! Or voici que les journaux russes nous apprennent que des femmes et des enfants israélites, dont les maris et les frères prodiguent leur sang pour le tsar, ayant voulu fuir l'invasion prussienne, ont été ramenés brutalement par les gendarmes russes dans leurs foyers, où ils seront exposés au massacre, au viol et à l'incendie, et qu'on les y a ramenés sous le beau prétexte qu'ils étaient sortis de la zone où ils étaient tolérés ! Si une telle cruauté n'était pas désavouée par le gouvernement russe, les pangermanistes auraient trop beau

jeu, en vérité, et il leur serait trop facile d'ameuter contre la Russie et ses alliés tous les hommes de cœur de la libre Amérique et des pays neutres.

La libération de Bourtzeff montre que le gouvernement russe n'est pas complètement dépourvu de bonne volonté ni de sens politique.

Le jour où il libèrerait tous ces détenus polique, où il dirait aux Polonais les quelques paroles que toute la Pologne attend encore, où il proclamerait l'affranchissement des juifs, ce serait un soupir de soulagement et un cri de joie dans toute l'Angleterre, dans toute la France, dans toute la Belgique ; en Amérique, la cause allemande ne trouverait plus un défenseur.

Si le tsar l'ignore, pourquoi le ministre des affaires étrangères de la République amie et alliée ne lui rend-il pas le service de le lui dire dans le tuyau de l'oreille?]

Vendredi 23 octobre.

La guillotine ou la corde?

Bien que la Censure m'ait coupé hier tout mon article, ce n'est point pour elle que je demande la guillotine ou la corde.

La pauvre Censure mourra un jour comme sont mortes en France toutes les Censures : elle sombrera sous le ridicule.

C'est au kaiser, et aux principaux de son état-major, que je commence à me demander

s'il ne faudrait pas réserver, à la fin de la guerre, les châtiments que, dans un pays civilisé, on a coutume de réserver aux Bonnot et aux Soleilland qui déshonorent l'humanité.

C'est la question que se seront posée tous ceux qui auront lu, dans le *Petit Parisien* d'hier matin, le récit des exploits de l'armée allemande dans un petit village de Lorraine, à Nomény, où des monstres à face humaine ont réédité leurs exploits de Badonviller.

Je n'ai point la manie de la persécution ni l'âme sanguinaire.

Il ne suffit pas que je lise dans un journal un récit détaillé d'atrocités sans nom pour croire tout de go que ces atrocités ont été commises : vieille habitude d'historien et d'universitaire habitué à se défier des ragots et des racontars.

Je n'avale point bouche bée non plus toutes les histoires d'espions qu'on nous raconte ; certes, il y a des espions ; certes, sur la ligne de feu, des officiers allemands déguisés en paysans, en bourgeois ou en soldats français, viennent parfois, au péril de leur vie, repérer nos positions ; j'espère d'ailleurs que nos officiers ne se privent pas de leur rendre la pareille à l'occasion. Mais je ne crois pas que nous soyons enveloppés d'un ténébreux réseau d'espions ; on a déjà découvert que les prétendus signes cabalistiques des affiches Maggi étaient des numéros d'ordre de l'enregistrement ; on découvrira sans doute que les plates-formes bétonnées qu'on accuse les Allemands d'avoir construites exprès pour y installer leurs 420, étaient tout bêtement des plates-formes

destinées à supporter des locomotives ou d'autres poids lourds indispensables dans certaines usines.

Je vais même plus loin : je consens à faire la part inévitable des vols, viols, incendies que chaque guerre apporte avec elle; dans l'armée d'un million et demi d'hommes que les Allemands ont lancée sur la France et la Belgique, il suffit qu'il y ait une dizaine de milliers d'apaches — et quel pays, quelle armée nationale n'a pas ses apaches ? — pour qu'on s'explique bien des horreurs, sans avoir besoin pour cela de considérer les 68 millions d'Allemands comme des assassins.

Tout de même, on a beau faire la part de l'exagération et des ragots, on a beau tenir compte des violences qui sont inséparables de toute guerre, et des méfaits imputables aux individus sans aveu que recèle toute armée, il est impossible de méconnaître qu'il y a une série d'abominations qui procèdent de la conception qu'a de la guerre le grand état-major allemand.

Les ignominies commises par l'armée allemande en Belgique, en France et en Russie, engagent bel et bien la responsabilité personnelle et du kaiser et des chefs militaires allemands.

Que ce soit par une perversion intellectuelle ou par une férocité naturelle que le kaiser et son état-major aient pris la responsabilité de crimes de droit commun, peu m'importe.

Il faudra qu'ils les expient personnellement.

Les avocats qui en ce moment demandent au président de la République une commutation

de peine en faveur des pillards allemands condamnés à mort par le conseil de guerre, ont raison ; si peu intéressants que soient ces pillards, — et si peu de prix que j'attache à leur peau, en ce moment où tant de sang innocent ou glorieux coule sur les champs de bataille, — il y a des gens plus coupables que ces bandits : ce sont leurs chefs.

Au moment du règlement des comptes, il ne suffira pas de faire payer à la nation allemande qui s'est solidarisée avec eux, qui n'a pas eu une seule protestation contre leurs crimes, les justes indemnités en or, les justes compensations territoriales en Europe et aux colonies, qui s'imposent.

Il faut que les chefs responsables sachent que nous nous paierons aussi sur leur peau.

Et afin qu'il soit bien établi, pour l'édification du peuple allemand et de la postérité, que ce n'est pas une vengeance politique que nous exercerons, mais que nous châtierons des bandits de droit commun, ce n'est pas un piquet de soldats, c'est Deibler ou le bourreau de Londres que nous chargerons d'exécuter la sentence !

Samedi 24 octobre.

Le maître d'école à la jambe de bois.

Un instituteur laïque, de l'école sans Dieu, comme on disait au temps de nos discordes politiques, après l'amputation de sa jambe broyée

par un éclat d'obus, écrit de l'hôpital à ses compagnons d'armes : « Ne vous alarmez pas sur mon cas ; une béquille ne va pas mal à un maître d'école. »

Là-dessus, *l'Echo de Paris*, en un article fort aimable pour l'instituteur — il ne manquerait plus que cela qu'il ne fût pas aimable ! — en un article fort bien intentionné et fort émouvant du reste, se croit obligé d'ajouter : « Nous voilà loin du Congrès de Chambéry ! »

Le Congrès de Chambéry, on ne s'en souvient peut-être pas — c'est une chose si ancienne! — est un congrès d'instituteurs syndicalistes où les instituteurs, ayant organisé des caisses de secours pour leurs syndiqués soldats, se virent traiter par les feuilles bien pensantes... d'antipatriotes et de sans-patrie.

Pas si loin que cela du Congrès de Chambéry ! excellent confrère !

Quelle incompréhension de la France laïque et républicaine, de la France socialiste et syndicaliste, même à cette heure où l'on sent que les conservateurs les plus bornés font un louable effort pour ne pas envenimer nos querelles politiques!

C'est la même incompréhension qui s'étalait pas plus tard qu'hier dans un autre journal conservateur et catholique à propos des listes de morts et de blessés socialistes et syndicalistes que publie chaque matin l'organe officiel du Parti socialiste. Est-ce qu'on ne nous disait pas en substance : « Qu'en savez-vous, si, au moment de mourir, ceux que vous appelez les vôtres n'ont pas reconnu leurs erreurs et renié leurs folles idées de jadis ! »

Ils n'ont renié rien du tout ! ni le Congrès de Chambéry, ni le sou du soldat, ni le syndicalisme, ni le socialisme, ni l'internationalisme, ni la libre-pensée ! Qu'on se mette bien cela dans la tête !

Non seulement les nôtres ne renient rien en mourant, mais c'est parce qu'ils n'ont rien renié qu'ils se battent et meurent si courageusement.

Ah ! çà !

Pourquoi croit-on que les nôtres se battent ?

Pour défendre leurs terres, leurs châteaux, leurs maisons, leurs rentes, leur fortune ?

Les nôtres sont pauvres comme Job.

Nous sommes les gueux.

Seulement, nous les gueux, nous sommes les héritiers naturels de toutes les richesses intellectuelles et morales que la France des mécréants, des parpaillots et des encyclopédistes a produites depuis Rabelais jusqu'à Renan et Zola, en passant par Voltaire, Diderot et Condorcet.

Nous avons reçu en dépôt de nos ancêtres qui étaient à Valmy — et qui ne furent pas à Coblentz — les Droits de l'homme et le Droit des nations, ces évangiles des temps modernes.

Ils nous ont légué la tâche sublime de fonder la paix dans le monde, de briser tous les militarismes, de renverser tous les trônes, de supprimer tous les privilèges de naissance.

C'est pour défendre cela qu'ils meurent joyeusement, les gueux ! dont le cœur est si riche qu'ils ont oublié en une minute, quand la patrie fut en danger, tous leurs griefs, toutes leurs rancœurs les plus légitimes contre une patrie qui leur fut quelquefois marâtre.

Oui, des béquilles feront bien dans nos salles d'école ; elles donneront une singulière autorité morale aux maîtres de l'école sans Dieu pour prêcher la fraternité universelle, pour prêcher la paix universelle, le rêve généreux de nos aînés que nous reprendrons quand nous aurons abattu l'aigle prussien, symbole de la guerre et du militarisme.

Et les jambes de bois feront bien aussi dans les prochains congrès de Chambéry et d'ailleurs ; quand dans nos congrès socialistes et syndicalistes les nôtres, instituteurs ou ouvriers, continueront à crier très haut leur rêve de justice sociale et de paix internationale, — car nous continuerons, après ces horreurs, à crier plus haut que jamais notre haine de la guerre, — peut-être aura-t-on la pudeur de ne plus nous traiter de sans-patrie en voyant dans nos rangs tant de glorieuses jambes de bois !

Dimanche 25 octobre.

Le huitième commandement.

Le huitième commandement de lord Curzon, pour le temps de guerre, c'est : « Ne méprisez pas votre ennemi ! »

Combien de nos compatriotes — et de nos confrères — ont besoin d'être rappelés à l'observation de ce huitième commandement !

« Les Allemands ? Peuh ! des lâches. Quand ils voient luire nos baïonnettes, si vous les voyiez

détaler comme des lapins ! » Tous nos journaux ont été pleins de ces sottises la première quinzaine de la guerre. Or, demandez-le à ceux des nôtres qui sont sur la ligne de feu depuis bientôt trois mois : ces lapins sont de rudes lapins qui, sans avoir le brio des nôtres dans les charges à la baïonnette, savent se faire tuer tout comme les nôtres.

Après, ce fut le tour des « Taubes » qui, paraît-il, manquaient d'initiative et d'audace, ces qualités, comme vous savez, éminemment françaises. Ces plaisanteries, à la vérité, durèrent peu ; tous nos soldats, en huit jours de guerre, constatèrent que les « Taubes » allemands excellaient à les repérer, si bien que, quand un de ces oiseaux de mauvais augure voletait au-dessus de leurs têtes, ils étaient sûrs de recevoir, quelques minutes après, un déluge de fer et de feu, et, en voyant les « Taubes » pousser leurs pointes insolentes jusque sur Paris, les Parisiens, qui ne sont pas des Tartuffes, eurent vite fait de proclamer qu'ils ne manquaient pas de « culot », comme dit Gavroche.

Qu'est-ce qu'on n'a pas dit ensuite sur leur artillerie ? Il est sûr et certain que leur artillerie légère ne vaut pas, à beaucoup près, nos terrifiants 75 ; mais allez donc dire à nos hommes qui ont vu le feu que leur artillerie lourde n'est pas une artillerie terrible ? Allez donc leur dire que, lorsqu'elle tire quelque part, le mieux n'est pas de se déplacer pour ne pas être anéanti par elle ?

Maintenant, c'est de leurs jeunes recrues et de leurs barbes grises qu'on ricane ! On hausse

les épaules! Pour sûr qu'ils sont aux abois pour ramasser de tels combattants! Pour sûrs qu'ils seront battus avec de tels soldats! Oui, mais, en attendant, de tels soldats leur permettent de tenir tête, et sur certains points de prendre l'offensive. Peut-être que si nous avions su, dès le premier jour, organiser comme eux toutes les forces de la nation, au lieu de se battre autour de Lille on se battrait aujourd hui autour de Coblentz!

C'est comme pour la marine allemande. Avez-vous vu les journaux qui, hier encore, se moquaient des exploits de l'*Emden*? Quel Français doué d'un peu de sens critique et d'esprit d'équité n'a pas été agacé de ces moqueries? Pour moi qui suis incapable, même dans l'exaltation du patriotisme, de me mentir à moi-même et de mentir aux autres, je considère que la douzaine de croiseurs allemands qui font la course sur toutes les mers sont tout de même montés par de rudes marins. Qu'on leur donne la chasse, soit! Mais qu'on les méprise, oh! non, alors! S'ils étaient de notre bord, nous n'aurions pas assez d'admiration pour louer leurs bons tours, ainsi que les bons tours des sous-marins allemands.

A quoi sert-il de rabaisser aussi grossièrement l'ennemi?

Est-ce que ça change quelque chose au résultat final?

Est-ce que ça ajoute quelque chose à la gloire des nôtres de nous représenter leurs adversaires comme une collection de poltrons?

N'est-ce pas se préparer de cruelles désillusions?

N'est-ce pas risquer d'endormir le pays dans une trompeuse sécurité!

La vérité, c'est que l'armée allemande est une machine de guerre formidable, la plus formidable qui ait jamais existé, d'autant plus formidable qu'elle est servie par un peuple de 70 millions d'habitants, — auxquels il faut ajouter les 52 millions d'Autrichiens, — un peuple aussi infatué de lui-même que nous l'avons été de nous-mêmes, il y a un siècle, quand nous avons ameuté toute l'Europe contre nos folies napoléoniennes.

Cette machine de guerre, nous la briserons, nous la mettrons en miettes, et les dégâts qu'elle a causés nous les ferons payer cher, très cher, à la nation qui a, dans son fol orgueil, consenti à la mettre en mouvement — sans avoir même l'excuse qu'avaient nos pères d'Austerlitz et d'Iéna : d'avoir fait la grande Révolution.

Pour administrer cette leçon au peuple allemand, point n'est besoin de dire que la machine de guerre qu'il met en œuvre n'est pas redoutable.

Au contraire!

Nous disons au monde, aux imbéciles et aux fous couronnés du monde entier, et aussi aux imbéciles et aux fous non couronnés :

« Mesdames et messieurs! Voici le plus formidable militarisme qu'il y ait jamais eu sous la calotte des cieux!

« Voici ce que nous, les nations civilisées, — car c'est nous, l'Angleterre et la France, qui menons la danse, — voici ce que nous en faisons, de cette machine redoutable!

« Que ceux qui, à l'avenir, voudraient recom-

mencer à troubler la paix du monde en prennent de la graine!

« Avis aux amateurs ! »

Lundi 26 octobre.

L'Espionnite.

Grande victoire : un journal annonce qu'on vient d'appréhender à Lyon douze bonnes d'origine allemande, pour les évacuer sur un camp de concentration. Apparemment, la France aurait été perdue si l'on avait laissé ces douze pauvres filles récurer leurs casseroles.

Connaissez-vous une maladie plus sotte que l'espionnite ?

Personne n'a la niaiserie de croire qu'il n'y avait pas d'espions allemands en France avant la guerre.

Pas bien terribles, d'ailleurs, ces agents de renseignements ; ils n'en ont pas donné à leur empereur pour son argent, à voir l'ignorance où était l'état-major allemand et sur notre artillerie, et sur la valeur de nos troupes, et sur la situation politique de notre pays.

Pas bien terribles non plus les espions qui pourraient rôder à l'intérieur de la France en ce moment ; je suppose que le kaiser n'a pas besoin d'espions pour savoir que partout on travaille dans nos arsenaux, que partout on entraîne les réserves, que dans tous les bons endroits on se fortifie.

Les seuls espions un peu dangereux, ce sont les quelques rares officiers allemands qui bravement, au péril de leur vie, sachant que douze balles les attendent au cas où ils seraient pris, essaient, sous un déguisement, de se faufiler dans nos lignes; et encore, quels services peuvent-ils rendre de plus que les avions ?

Mais, vraiment, on a honte de voir les insanités auxquelles conduit l'espionnite.

Au début, la maladie a commencé par les énormités colportées sur la maison Maggi ; cette maison suisse avait ses centres d'approvisionnement près des gares ; ne croyez pas que c'était pour expédier plus facilement son lait à Paris ; non, c'était pour surveiller les points stratégiques du pays !

— S'il n'y avait pas eu quelque chose de louche là-dessous, croyez-vous qu'il y aurait eu sur ses affiches des numéros ? Parbleu ! ces numéros-là c'étaient des signes, on l'a bien dit, pour l'état-major allemand ! La police a bien fait de les faire arracher au plus vite, ces affiches et ces plaques indicatrices !

— Mais ces numéros étaient les numéros d'enregistrement des affiches, pour la perception d'un droit de timbre !

— Oui, mais tous ces étrangers qui parlent toutes sortes de langues ; on a joliment bien fait de les coffrer dans des camps de concentration.

— Tous ces étrangers contribuaient à la prospérité de notre pays ; ils y faisaient leurs affaires, comme les commerçants français établis en Allemagne faisaient les leurs ; parmi

ces Allemands, ou Autrichiens, qui étaient aussi espions que vous et moi, beaucoup détestaient l'Allemagne, comme les Polonais de la Pologne prussienne ; beaucoup détestaient l'Autriche, comme les Tchèques de Bohême, les Polonais et les juifs originaires de la Galicie, comme les Italiens originaires de Trieste et de Trente. Tous ces gens-là sont catalogués Allemands ou Autrichiens comme nos Alsaciens-Lorrains annexés. Est-ce qu'il ne faut pas que nous soyons des bêtes brutes pour les traiter comme des suspects et les reléguer comme des malfaiteurs, après avoir eu la cruauté de séparer les hommes de leurs femmes et de leurs enfants ?

— Vous ne savez donc pas qu'ils avaient construit en pleine paix, autour de Maubeuge et de toutes nos places fortes, des plates-formes bétonnées pour y placer leurs gros canons ?

— Je voudrais voir ça de près. Ça m'a l'air d'une histoire de brigands encore plus bête, dans son ingéniosité, que l'histoire des affiches Maggi. J'imagine que, dans toutes les grandes usines un peu récentes, usines métallurgiques, usines de produits chimiques, on doit construire des plates-formes bétonnées, et que les artilleurs allemands ont eu seulement l'intelligence de s'en servir pour leurs gros canons. Vous verrez, bonnes gens, que quand nous assiégerons les grandes villes allemandes qui ont dans leur banlieue des usines, nos artilleurs y trouveront autant de plates-formes bétonnées qu'ils voudront pour leurs canons. Il y aura peut-être des pangermanistes assez intelligents

de l'autre côté du Rhin pour croire que ce sont des espions français qui ont fait construire ces plates-formes-là en prévision de notre entrée en Allemagne !

— Et toutes ces bonnes allemandes qu'on arrête ? Qu'est-ce qu'elles venaient faire chez nous, sinon nous espionner ?

— Qu'est-ce qu'elles venaient faire ? Gagner leur vie. Gagner 30 ou 40 francs par mois pour vivre comme des esclaves ! Espionner qui ? Espionner quoi ? Ces pauvres filles, elles seraient bien embarrassées de reconnaître un dragon d'un fantassin, à moins qu'elles n'aient un bon ami parmi nos troupiers. Croyez-vous donc que tout le monde soit assez intelligent et assez instruit pour faire un espion ?

Lord Curzon, dans ses douze commandements à l'usage des peuples qui sont en guerre, en a oublié un capital.

— Lequel ?

— Celui-ci :

« Que la peur des espions ne vous rende pas idiots ! »

Mardi 27 octobre.

Éloge d'un roi et d'une république.

Bon nombre de nos lecteurs ont le républicanisme bien chatouilleux.

Ne m'écrivent-ils pas des lettres indignées contre l'*Echo de Paris*, parce que sous prétexte

de faire l'éloge du roi des Belges, que tous les Français aiment bien, notre grand confrère conservateur a eu l'air de nous insinuer que la république ne valait pas la monarchie !

J'avoue ne pas m'être offusqué qu'on écrive que le roi des Belges « met sous nos yeux, tout près de nous, le modèle de ce que peut être le conducteur d'une nation ».

Est-ce que le roi des Belges s'offusque, lui, de nous voir mettre sous les yeux de son peuple le modèle d'un peuple libre et républicain qui sait se conduire tout seul ?

Car enfin, notre pauvre République, si décriée dans un certain clan, avant la guerre, elle n'est peut-être pas encore la perfection, — quand la Censure ne sera plus là, je compte même vous dire ses imperfections — mais tout de même, elle ne fait pas trop triste figure dans le monde, allons, avouons-le !

On disait qu'une République était incapable d'avoir une diplomatie, d'avoir des alliés ; la guerre éclate : et voici que le pays, qui se rappelait avec douleur combien nous avons été isolés dans le monde, en 1870, constate que notre diplomatie a des alliés fidèles et qu'elle a réussi à encercler l'Allemagne impériale, tout en conservant pour elle les sympathies de tous les neutres !

Une république, nous disait-on, était incapable de faire la guerre : c'était de l'aplomb après l'exemple que la première République avait donné au monde ! Arrive la guerre : la mobilisation se fait sans accroc ; comme hasard, nous avons une artillerie qui se trouve être très

supérieure à celle de notre monarchique voisin; si celui-ci a quelques succès sur nous au début, c'est uniquement parce que l'Allemagne a 68.000 000 d'habitants, contre nous 40 millions, et encore ne les aurait-elle pas eus ces succès si nous avions eu plus confiance dans le principe républicain de la nation armée, et si nous avions consacré moins d'argent à l'encasernement et davantage à l'encadrement, à l'équipement, à l'armement de nos réservistes et de nos territoriaux ; obligée de se replier, l'armée de la République fait une de ces retraites en bon ordre, où on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de l'habileté des chefs ou de la force morale et de la belle discipline des hommes.

Que ne disait-on pas de notre immoralité, fruit de l'école laïque, école de criminels, ou tout au moins de jouisseurs sans idéal ? J'entends encore les lamentations de nos ennemis politiques d'alors, devenus nos amis depuis qu'a soufflé le grand vent de la concorde nationale : « Comment peut-on demander de la vertu et de l'esprit de sacrifice à des gens qui croient qu'après la mort tout est fini, et qui sont de hideux matérialistes ! »

Nos bons pangermanistes d'outre Rhin, qui jugeaient la France sur les critiques acerbes de notre presse conservatrice, ou sur les romans psychologiques de certains de nos académiciens bien pensants, croyaient que c'était arrivé, que nous étions un peuple en décomposition ; une véritable pourriture morale ; qu'ils allaient entrer chez nous comme dans du beurre.

Quelle erreur, mon empereur !

Voilà tous nos jouisseurs égoïstes qui abandonnent femmes, enfants, et, superbes d'idéalisme et d'héroïsme, vont se faire trouer la peau tout comme s'ils croyaient en la vie future.

Et, du coup, voilà la République en passe de rendre à la France l'Alsace-Lorraine, que les fautes de la monarchie impériale lui avaient fait perdre !

Et nous nous offusquerions, parce qu'un journaliste, en décernant des éloges à un roi qui les mérite, a cru devoir les hérisser de pointes contre la République !

Pour moi, je souscris à tout ce qu'a dit notre confrère conservateur, de la loyauté, de l'intelligence, du courage du roi des Belges.

Loin de m'en offusquer, je proclame que le roi des Belges est un bon républicain.

L'autre jour, un de mes amis socialistes de Belgique me disait tout le bien qu'il pensait de son roi, et il ajoutait que ça ne l'empêchait pas de rester républicain comme la moitié du peuple belge.

J'ai trouvé un moyen élégant de concilier ses scrupules républicains avec son admiration pour son roi :

— Mon cher, quand vous ferez la République en Belgique, eh bien! c'est très simple: vous n'aurez qu'à nommer votre roi président de la République !

Mercredi 28 octobre.

Concorde nationale.

Les journaux faits le plus consciencieusement, dans la hâte de la rédaction et de la composition, laissent parfois passer des notes qui détonnent dans leurs colonnes.

Tel ce « peut-on le dire ? » que plus d'un lecteur, comme moi-même, aura lu, non sans quelque surprise, dans notre numéro d'hier : « Peut-on dire que le fait d'imposer un aumônier par régiment, dans certains corps d'armée, n'est pas du goût de tous les soldats, ni même de tous les officiers ? »

Certes, on peut le dire ; on peut tout dire, quand la Censure ne vous l'interdit pas.

Mais puis-je dire, à mon tour, que ceux de nos amis, soldats ou officiers, qui se scandalisent de voir des aumôniers dans les régiments, — si tant est qu'il y en a qui s'en scandalisent, — me semblent faire preuve de susceptibilités bien exagérées ?

Car ce n'est pas des excès de zèle, ni du prosélytisme intempestif de tel ou tel aumônier militaire, qu'on se plaint : c'est de la présence uniquement d'un aumônier dans certains régiments.

J'avoue que si j'étais ministre de la guerre, je n'hésiterais pas à accorder un aumônier à tout régiment où une minorité, si petite soit elle, m'en ferait la demande.

Et je ne croirais pas pour cela être devenu un calotin.

Qu'en temps de paix nous ayons supprimé les aumôniers, très bien ; les soldats catholiques ont toutes les facilités pour faire leurs dévotions en ville, le dimanche et le soir après la soupe. Et certains aumôniers manquèrent parfois tellement de tact et de tolérance, à l'égard des non croyants, qu'aucun républicain n'a regretté la laïcisation de nos casernes en temps de paix.

Mais vraiment, en temps de guerre, comment, sans intolérance, sans inhumanité, refuser à des catholiques, qui sont à chaque instant exposés à la mort, les secours de leur religion !

Tant mieux pour les nôtres s'ils n'ont besoin des secours d'aucune religion pour mourir en paix, ou plutôt tant mieux si leur religion républicaine et socialiste — car la République et le socialisme sont comme une religion pour les nôtres — n'a pas besoin de prêtre pour leur apporter le réconfort moral qui aide à affronter la mort.

Le républicain libre penseur ou socialiste qui meurt sur le champ de bataille trouve en sa conscience, au moment suprême, de puissantes consolations.

Il sait qu'il est le soldat de la paix, qu'il meurt en combattant la bête noire de tous les républicains et de tous les socialistes : le militarisme et la guerre ; il sait qu'en démolissant le militarisme prussien, c'est le militarisme tout entier, c'est la guerre elle-même qu'il frappe au cœur ; il sait en mourant qu'il délivre ses enfants et ses petits-enfants de l'abominable cauchemar qui a empoisonné la vie de notre génération.

Il sait qu'il donne sa vie pour détruire deux

trônes, deux aristocraties, et qu'en préparant l'abolition de la monarchie des Hohenzollern et de la monarchie des Habsbourg, il avance d'un siècle l'avènement de la paix européenne et de la République des Etats-Unis d'Europe.

Il sait que la République internationale n'est possible que dans une Europe où il n'y aura plus de nations opprimées, et c'est une joie pour lui de donner son sang pour délivrer les fractions de nations opprimées par l'Allemagne et l'Autriche, et de préparer au sein de l'immense Russie elle-même la résurrection de la Pologne, de la Finlande, et l'émancipation des juifs.

Pour les nôtres, la guerre d'aujourd'hui n'est pas seulement une guerre de défense nationale : elle est devenue une sorte de guerre sociale, de croisade démocratique et républicaine pour la liberté et la paix de l'Europe.

Allons-nous refuser aux soldats catholiques qui ne peuvent pas trouver dans la guerre actuelle toutes les joies austères et toutes les fortes consolations que nous y trouvons, nous, allons-nous leur refuser le réconfort de la parole de leurs pasteurs ?

Au soldat catholique le plus éloigné de nous par toutes ses convictions politiques ; au soldat nationaliste, royaliste ou bonapartiste, qui nous a le plus combattu, et que nous avons le plus combattu avant la guerre, est-ce que n'importe lequel d'entre nous, les libres penseurs non combattants, n'enverrait pas, dans la tranchée, s'il en connaissait le moyen, ce qu'il a de meilleur à sa table, les meilleures couvertures de

son lit, son propre gilet de laine pour que ce soldat n'ait pas froid ?

Et nous refuserions à des hommes qui donnent leur vie pour nous, qui affrontent tous les jours l'horrible mort du champ de bataille, la présence d'un prêtre à leur côté, si cette présence peut les réconforter à l'heure du danger ou à l'heure de la mort ?

Allons-nous imiter ce fonctionnaire dont nous parlait l'autre jour M. Barrès, qui, en vertu de je ne sais quel règlement, refusait des chaussures aux enfants d'un mobilisé sous prétexte que les secours en chaussures ne pouvaient être donnés qu'à des enfants fréquentant la laïque?

Parce que nous nous serons montrés humains, tolérants, libéraux et vraiment dignes de notre titre de libres penseurs, croit-on que nous en serons moins forts, la guerre finie, pour défendre la République laïque, si quelqu'un s'avisait de vouloir lui marcher sur le pied ?

Jeudi 29 octobre.

Ronds-de-cuir.

Il faut revenir sur l'histoire de cette femme de mobilisé, que nous conte Barrès, à qui un rond-de-cuir de la mairie du premier arrondissement a refusé des chaussures, sous le beau prétexte que ses enfants n'y avaient pas droit, n'étant point de la laïque.

Cette simple histoire nous montre plus que cent discours ce que c'est qu'un cerveau et une âme de rond-de-cuir.

Elle a entendu dire, cette femme, qu'à la mairie on distribue des chaussures aux enfants : elle trouve tout naturel d'aller en demander pour les siens.

Elle ignorait — et vous aussi sans doute — que la caisse des écoles est une caisse des écoles « laïques », entretenue surtout par les gros sous des amis de la laïque, et pour les enfants de la laïque.

Tout le monde comprend qu'avant la guerre, au temps où nous nous entredéchirions entre Français, il eût été abusif de faire profiter les enfants des écoles confessionnelles des gros sous de la caisse des écoles laïques, les caisses des écoles confessionnelles n'ayant point coutume d'être généreuses pour les enfants de l'école sans Dieu.

Mais tout le monde comprend aussi que depuis la guerre, et depuis la réconciliation nationale en face de l'ennemi, tous les enfants sont nos enfants à tous, que tous les enfants des mobilisés sont les enfants de la patrie, comme on disait si bien sous la première République, quand la foi républicaine gonflait tous les cœurs ; tout le monde comprend que depuis la guerre il faut en prendre et en laisser avec les règlements du temps de paix.

Tout le monde comprend cela ; vous comprenez cela, vous qui me lisez. Vous auriez été préposé au fonds des écoles, employé de mairie, qu'est-ce que vous auriez fait, vous, si la

routine du métier n'avait pas atrophié votre intelligence ni desséché votre cœur ?

Moi, je vais vous dire ce que j'aurais fait : j'aurais donné à cette maman le bon de chaussures de la caisse des écoles laïques ; j'aurais fait semblant de ne pas entendre que ses enfants étaient à l'école « libre » ; j'y serais allé de mon petit faux en écritures publiques. Et le tour aurait été joué. Et si j'avais été pincé, j'aurais avoué mon crime à mon maire, ou à l'assemblée des sociétaires de la caisse des écoles laïques, et pas un mangeur de curés, pas un franc-maçon, pas un, entendez-le, ne m'aurait désapprouvé, tellement la véritable fraternité maçonnique ou républicaine ressemble à la véritable fraternité chrétienne.

Et je n'aurais pas trouvé pour cela que les gosses à qui je faisais donner des chaussures par mon coup de pouce au règlement me devaient de la reconnaissance.

Je n'aurais pas trouvé que je faisais une action d'éclat.

J'aurais trouvé que c'est moi qui devais de la reconnaissance au papa de ces gosses qui, pendant que je me prélasse, moi, bureaucrate sur mon rond-de-cuir, parce que la nature m'a fait myope, boiteux, bancal, obèse ou valétudinaire, dresse sa poitrine entre les Vandales et moi, entre les Vandales et tous ceux que j'aime, et pour préserver le reste du pays de l'invasion, consent à coucher sur la dure, à passer les jours et les nuits dans les tranchées glaciales, et s'expose à toutes les minutes à la mort et à une atroce agonie pour m'empêcher, moi,

rond-de-cuir, moi et les miens, de supporter tout ce qu'ont souffert les hommes et les femmes de Liége, de Namur, de Louvain, de Reims et de Senlis.

Si je n'avais pas eu le courage élémentaire de violer cyniquement les règlements en faveur de cette compagne d'un de nos défenseurs, j'aurais songé qu'à défaut de la caisse des écoles laïques le bureau de bienfaisance pouvait empêcher ses enfants d'aller pieds nus.

Je n'aurais pas prononcé le mot de bureau de bienfaisance, pour ménager sa fierté : les femmes de nos mobilisés ne sont pas des mendiantes quand elles viennent réclamer à la patrie des chaussures pour leurs enfants.

Je me serais arrangé pour qu'elle eût ses chaussures par le bureau de bienfaisance, sans même qu'elle soupçonnât qu'elles ne lui venaient pas de la caisse des écoles.

Elle aurait senti en moi tellement de reconnaissance pour son mari, tellement de reconnaissance pour elle qui sait supporter si bien le douloureux sacrifice que lui demande le pays, qu'elle n'aurait éprouvé aucune gêne, aucune humiliation à revenir.

Et elle aurait senti que la mairie c'est la maison commune, sa maison à elle, et elle aurait compris, pour la première fois peut-être, ce que signifient les trois mots : Liberté, Egalité, Fraternité, que la République a fait graver sur ses monuments publics, et qu'elle n'a malheureusement pas encore réussi à graver dans le cœur de tous ses ronds-de-cuir !

Vendredi 30 octobre.

Histoire de trois Belges et d'un Pourceau.

— Monsieur, je suis un lecteur de la *Guerre Sociale;* votre journal, ce doit être la maison du bon Dieu. Je vous amène ces trois malheureux Belges, que j'ai trouvés dans le train et dont l'histoire est navrante.

Je prête l'oreille.

Ce n'est pas à moi que ce discours s'adresse, mais à mon nouveau secrétaire de rédaction — l'ancien, Tissier, sert dans les armées de la République — à mon ami Maffert, un gros homme qui fut jadis vicaire dans une paroisse de Paris, et qui, depuis dix ans, exerce son ministère de bonté et de charité dans les rangs de mon parti. Une simple cloison sépare son cabinet du mien — on n'était pas riche à la *Guerre Sociale* hebdomadaire d'avant la guerre — si bien que j'entends tout ce qu'on raconte à mon vicaire général.

— Monsieur, dans le train, j'ai trouvé ces trois jeunes gens, trois jeunes Flamands qui parlent à peine français. Ils sont tous trois de la région de l'Yser où l'on se bat en ce moment. Ils étaient en France à faire la récolte des betteraves dans l'Oise, chez un moyen cultivateur, engagés pour toute la saison.

L'autre jour, ils reçoivent de leur gouvernement, de Rouen, une feuille de route pour venir défendre leur pays.

Ils montrent à leur patron leur ordre et demandent qu'on leur règle les 150 francs qu'on leur doit à chacun.

Savez-vous ce que leur répond leur patron? Qu'ils se sont engagés pour toute la saison; qu'ils rompent leur contrat, et que, dans ces conditions, il ne les paiera pas!

— Le misérable! fait mon vicaire général.

— Cochon! saligaud! murmurai-je.

— Ils sont allés trouver le juge de paix. Le juge de paix leur a donné une lettre pour leur patron, invitant celui-ci à ne pas commettre cette mauvaise action. Une belle lettre, Monsieur. Lisez! Un brave homme, ce juge de paix! Il dit à ce patron sans cœur et sans entrailles qu'il ne va pas, sans doute, obliger ces jeunes gens qui doivent partir dans les vingt-quatre heures à lui intenter une action judiciaire qui peut traîner des semaines et des mois.

Ah! oui. Quand ils sont arrivés avec la lettre du juge de paix, leur patron a sorti un revolver et les a menacés de leur brûler la figure s'ils continuaient à réclamer. »

Du coup, je bondis pour voir mes trois Belges. Trois grands garçons de 20 à 25 ans, gauches, timides, respirant la franchise, ressemblant étonnamment aux paysans de ma vieille Bretagne.

Ils me prennent sans doute pour un fonctionnaire; qui sait, peut-être pour un employé de la préfecture de police. Ils me sortent leurs papiers; leur ordre d'appel; leur feuille de route; la lettre du juge de paix, et jusqu'au pauvre carnet graisseux où leur patron inscrivait les dépenses en nature qu'ils lui coûtaient

chaque jour, en pain, en lait et en lard, pour les leur défalquer sur leurs mois, la saison finie.

Avais-je besoin de toutes ces paperasses pour voir qu'ils disaient vrai!

N'était-ce pas écrit sur leur visage?

Je n'ai pas besoin de vous dire s'ils ont été choyés, nos petits Belges.

Dans notre salle de rédaction, nous avons des ballots de tricots, de chemises, de tabac, de chocolat, que nos lecteurs et nos lectrices nous envoient pour nos soldats.

Vite, on se précipite.

Pas de chance! plus de chocolat: on a expédié tout ce qu'on avait le matin même.

Heureusement, il reste du tabac : on leur en fourre plein les poches.

Je tâte nos trois Belges pour voir s'ils ont besoin d'un tricot; mais ils sont bien couverts. Réservons nos tricots pour d'autres. Soyons économes!

— Naturellement, vous n'avez pas d'argent?

— Il nous reste deux sous.

Vite quelques pièces de cinq francs.

Sans compter les bonnes paroles, pas seulement pour eux, mais pour l'homme de grand cœur qui les a amenés à la maison.

Se peut-il qu'il y ait, à l'heure actuelle, des Français capables de traiter ainsi des Belges!

Des Belges, des enfants d'une nation qui, pour l'amour de nous, quand l'armée allemande, ne pouvant forcer notre front fortifié de Verdun, Toul, Épinal, Belfort, a voulu passer par chez elle pour nous planter le poignard dans le cœur, nous a fait un rempart de son corps, qui

a, par son sublime sacrifice, empêché les Prussiens de nous écraser et d'entrer à Paris! Les pères et frères des trois Belges que tu as spoliés des produits de leur travail ont empêché les Prussiens d'incendier ta ferme, misérable, de violer ta femme et tes filles. Sans eux, entends-tu, Gérardin, cultivateur à Beaulieu-le-Vieux (Oise), tu errerais peut-être aujourd'hui sur les grandes routes, mendiant ton pain.

Si ces trois Belges nous jugeaient d'après un coco comme toi, Gérardin, cultivateur à Beaulieu-le-Vieux (Oise), quelle jolie idée ils auraient de la France!

Samedi 31 octobre.

A un socialiste allemand.

Karl Liebknecht, j'ai toujours eu un faible pour vous.

D'abord, vous portez le nom d'un des glorieux fondateurs de notre Internationale. Votre père a fait dix-huit mois de forteresse, lors de la dernière guerre franco-allemande, pour avoir protesté avec trop de véhémence contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Et puis, nous avons eu des destinées analogues.

Avocat, vous avez failli être chassé du barreau de Berlin, pour manque de patriotisme, au moment où j'étais pour la même cause rayé du barreau de Paris.

Vous tiriez dix-huit mois dans une prison allemande, toujours pour manque de patriotisme, vers le temps où moi-même je me faisais administrer onze ans et trois mois de prison par les jurés de mon pays.

Vous êtes de la douzaine des députés socialistes au Reichstag — 13 sur 110, c'est maigre ! — qui, dans le secret des délibérations de votre groupe parlementaire socialiste, avez refusé de voter les crédits pour la guerre.

Pour toutes ces raisons, vous êtes un des rares socialistes allemands à qui je puisse écrire sans nausée.

Voulez-vous vous charger de dire de ma part à Troelstra, le chef du parti socialiste hollandais, que sa proposition est une inconvenance, une incongruité ? Nous proposer à cette heure de transférer de Bruxelles à La Haye le siège de notre Internationale socialiste ! Nous proposer à cette heure d'enlever au Parti socialiste belge le bureau de notre Internationale pour le conférer au Parti socialiste hollandais !

La Belgique, les socialistes belges et notre Vandervelde en tête, ont donné au monde la plus haute leçon de moralité et d'héroïsme qu'un peuple ait jamais donnée.

Les Belges ont consenti à supporter la guerre et l'invasion plutôt que de laisser violer leur neutralité garantie par les traités internationaux.

Et au moment même où votre kaiser leur a volé leur patrie, s'est conduit chez eux comme aucun conquérant ne s'était conduit en aucun

pays depuis Attila, Troelstra nous demande de souffleter ce peuple héroïque en la personne de nos amis les socialistes belges !

Demandez donc à votre ami Troelstra pour qui il nous prend ?

Vous me direz que l'excuse de Troelstra, c'est qu'il voudrait nous rapprocher de vous et, dans le bureau international, cuisiner une bonne paix entre votre pays et le nôtre, en abouchant des socialistes français et des socialistes allemands.

Karl Liebknecht, quittez ces illusions.

Il y a trop de sang entre nous pour que nous puissions, d'ici longtemps, nous serrer la main au sein de l'Internationale.

Comprenez-moi bien : nous ne vous reprochons pas de vous être laissé mobiliser pour la guerre actuelle ; même si elle avait tort, votre patrie c'était votre patrie.

Mais ne pouviez-vous pas, comme notre Gambetta avant la guerre de 1870, protester contre la déclaration de guerre par votre gouvernement, ne serait-ce que dans l'intérêt de votre parti et de votre peuple, pour pouvoir plus tard dire à votre peuple que vous aviez fait tout votre possible pour empêcher la catastrophe ?

Quand votre kaiser a violé la neutralité belge, vous ne pouviez pas protester contre cette infamie ? On vous eût coffré ? Votre père se fût fait coffrer, Karl Liebknecht !

Quand votre bandit couronné fit brûler Louvain, vous ne pouviez pas lui crier : à la chienlit ! à l'assassin ! au risque de vous faire encore

coffrer? Est-ce qu'en 70, quand le premier comité directeur de votre parti eût été emprisonné, un deuxième ne se constitua pas aussitôt, qui ne se tut que lorsqu'on l'eut bouclé à son tour?

Comment avez-vous pu manquer de sens politique au point de ne pas faire entendre ces élémentaires protestations?

Comment n'avez-vous pas vu que c'était la seule façon pour vous de pouvoir jeter par terre votre empereur à la première défaite, comme le firent nos républicains après Sedan, et d'obtenir pour votre pays, à l'heure du règlement des comptes, de meilleures conditions de la France républicaine et de l'Angleterre libérale?

Nous rencontrer dans des parlottes aujourd'hui avec vous, à La Haye, ou même à Bruxelles, pour parler de paix, vous n'y songez pas!

Qui êtes-vous? Nous ne le savons plus aujourd'hui.

Des républicains socialistes, ou des agents du kaiser?

Si vous voulez causer utilement avec nous, commencez par jeter à terre votre empereur! Faites la République allemande!

D'ici là, la parole est à nos lebels et à nos 75!

PARIS. — IMPRIMERIE A. QUIGNON, 16, RUE ALPHONSE-DAUDET.

Ouvrages de Gustave HERVÉ parus avant la Guerre

Histoire de France pour les Petits, par Gustave Hervé, Agrégé de l'Université, et Gaston Clémendot, instituteur. Franco . . . . **0 fr. 95**

Histoire de France pour les Grands, par Gustave Hervé, Agrégé de l'Université. Franco. . . . . . . **1 fr. 25**

Histoire de la France et de l'Europe, et Notices d'Histoire générale, par Gustave Hervé, Agrégé de l'Université. Édition de bibliothèque. Franco . . . . . . **3 fr. »**

Instruction civique, par Gustave Hervé. Franco . . . . **1 fr. 15**

L'Alsace-Lorraine, par Gustave Hervé. Franco. **3 fr. »**

Mes crimes ou onze ans de prison pour délits de Presse, par Gustave Hervé. Modeste contribution à l'histoire de la liberté de la Presse, sous la 3e République. Franco. . . . . **3 fr. »**

Toutes les commandes accompagnées de leur mandat doivent être adressées en mandat ou timbres à A. QUIGNON, éditeur, 16, rue Alphonse-Daudet, Paris (XIVe).

OUVRAGES SUR LA GUERRE

La Belgique sous les Lois Allemandes

Textes officiels des lois et arrêtés publiés à Bruxelles et promulgués par le Gouvernement allemand pour le territoire belge occupé. Avec une introduction et de nombreux commentaires

Par CHARLES REP

Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Paris

Un beau volume sur papier de luxe avec couverture simili-japon, franco.. 2 fr. »

1914
L'Agression Allemande

Les incidents diplomatiques qui ont précédé la Guerre Européenne, L'Attitude et le rôle des Puissances d'après les Documents Historiques

Par CHARLES REP

Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Paris

Ce livre est un commentaire clair des Livres jaune français, bleu anglais, gris belge, orange russe, bleu serbe, blanc allemand, et il montre avec preuves (pièces officielles) à l'appui *Qui a voulu la guerre ?*

Un beau volume sur papier de luxe, avec couverture simili-japon, franco net.. 1 fr. »

Le livre rouge

LES ATROCITÉS ALLEMANDES EN FRANCE. Rapport officiel de la Commission d'enquête Française. In extenso. Un vol. franco.. 0 fr. 50

Le livre rouge Belge

LES ATROCITÉS ALLEMANDES EN BELGIQUE. Recueil des rapports officiels Belges. — Un vol. franco........ 0 fr. 50

Guide pratique des pensions

Par J. LE VESSEL

Allocations et secours divers. Ouvrage aussi indispensable en temps paix qu'en temps de guerre, aux militaires, marins et à leurs familles. Un vol. franco.. 1 fr. 65

TABLE DES MATIÈRES

Table des Gravures

Quelques opinions sur cet ouvrage

Très occupé en ce moment, je ne voulais que parcourir votre livre. Mais comme votre préfacier, très intéressé par vos premières pages, j'ai continué ; et je vous ai lu tout entier. Vous vous êtes tiré, avec tact et délicatesse, de toutes les difficultés du sujet, et l'on ne peut que vous féliciter.

GABRIEL COMPAYRÉ,
Inspecteur Général de l'Enseignement, Membre de l'Institut.
(*Lettre à l'auteur lors de la 1re édition.*)

Ce livre témoigne d'un rare courage. Il s'applique en effet à *réaliser* — et jusqu'au bout, sans réserve ni faux fuyants — ce programme d'éducation que tant d'hommes de notre génération ont adopté, mais pour l'oublier à l'heure de l'exécution. — L'oublier ? non, c'est trop dire ; mais pourquoi nier que, à beaucoup d'entre nous, le cœur a manqué quand il a fallu mettre les points sur les *i* à nos gentils petits bonshommes ou à nos candides fillettes sur ces questions graves et délicates de la génération.

Devant ces yeux clairs, nous n'avons pas pu. Et pourtant, c'est bien certain, il faudrait. Ici le « doit-on le dire » n'est pas douteux, et ce n'est pas nous, médecins, qui le contesterons.

L'auteur de ce livre a, sur la plupart des points, résolu très ingénieusement le problème à l'aide de dialogues et donné vraiment un guide pratique que des parents pourront suivre à la lettre. Ces dialogues qui surviennent presque toujours à l'occasion des spectacles de la nature, nous les retrouverons presque identiquement chez nous ou bien nous pourrons les provoquer et nous n'aurons pour nos réponses qu'à suivre les indications de M. G. Bessède.

(*La Revue Médico-Sociale.*)

Je vous félicite de votre livre, où j'ai retrouvé, amplifiées, approfondies, exprimées avec un rare bonheur et une si heureuse intensité de vie, les idées qui me sont chères et que j'ai effleurées, en dix ans, dans *Vénus*, *Sésame*, *Les Révélées*...

MICHEL CORDAY.

Faut-il, ne faut-il pas répondre aux enfants qu'ils se font par l'oreille ? Doit-on leur apprendre ou leur laisser ignorer les choses de la génération ? De graves personnages, académiciens, législateurs, savants et moralistes, se sont assemblés en congrès pour étudier ce problème. Il semble bien que, par leur influence, des principes d'éducation sexuelle vont être introduits dans la pédagogie. M. G. Bessède approuve cette initiative et la seconde en ce volume, où il montre comment il convient d'enseigner aux enfants une aussi délicate matière. J'approuve M. G. Bessède.

(*Le Journal.*) PAUL REBOUX.

Tous les parents et éducateurs voudront lire ce livre, qui leur apporte un système complet pour renseigner les jeunes gens, *avec tout le tact désirable*, sur la génération, les maladies vénériennes, l'hygiène et la responsabilité sexuelles.

(*L'Humanité.*)

Là où je pouvais m'attendre à trouver un ouvrage d'anatomie plus ou moins original, ou la répétition de choses déjà dites, j'ai rencontré une œuvre absolument nouvelle, d'une haute portée morale et sociale, qui résout l'un des problèmes d'éducation les plus délicats, les plus difficiles, et dont la solution est d'une importance suprême, surtout pour le prolétariat.

Pour atteindre son but, l'auteur met en scène une famille de deux enfants : un garçon que l'on suit depuis trois ans jusqu'à l'âge d'homme ; une fille, depuis sa naissance jusqu'à son mariage. Les parents, à l'esprit droit, bien équilibré, sont les initiateurs ; et ils s'acquittent de cette tâche dans une série d'instructions, graduées avec une habileté de bon aloi, mais où domine constamment le souci d'exposer la vérité sans réticence ; ils y arrivent en montrant un tact qui écarte, qui anéantit même toute évocation d'imaginations malsaines, et en faisant ressortir sans cesse l'idée de responsabilité, vis-à-vis de soi-même et d'autrui.

C.-A. LAISANT,
Docteur ès sciences, ancien examinateur à l'Ecole Polytechnique.

Ces questions préoccupent beaucoup, après de longs siècles de funeste oubli, le monde des médecins et des éducateurs. Mais un ouvrage pratique restait à écrire. M. Bessède, qui osa le premier se charger d'une aussi délicate mission, s'en est acquitté d'une façon tout à fait remarquable. Son *Initiation Sexuelle* apporte aux parents, toujours embarrassés en ces matières, un guide clair, complet, ingénieux, qui permettra de dire, avec le plus grand tact, toute la vérité aux jeunes gens.

Le spectacle de la vie quotidienne fournit les thèmes de l'initiation, et rien n'est plus attrayant que la façon dont elle est conduite jusqu'à la fin.

Bulletin de l'Union des Instituteurs et Institutrices de la Seine.